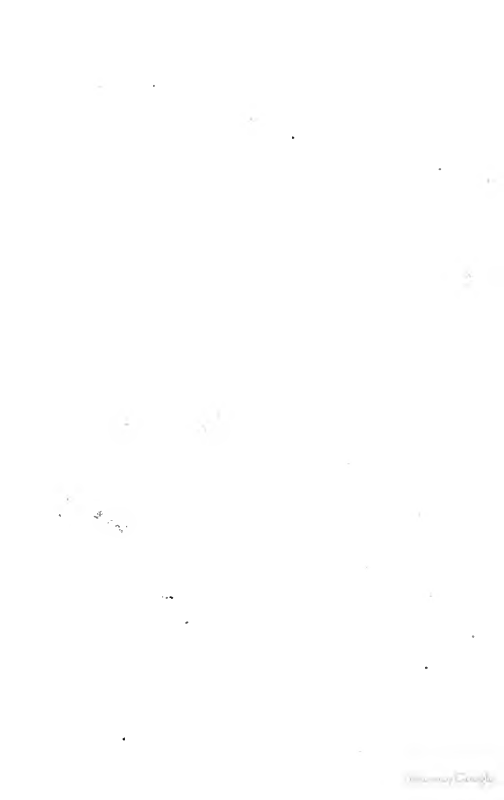



201
3 E
9







COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

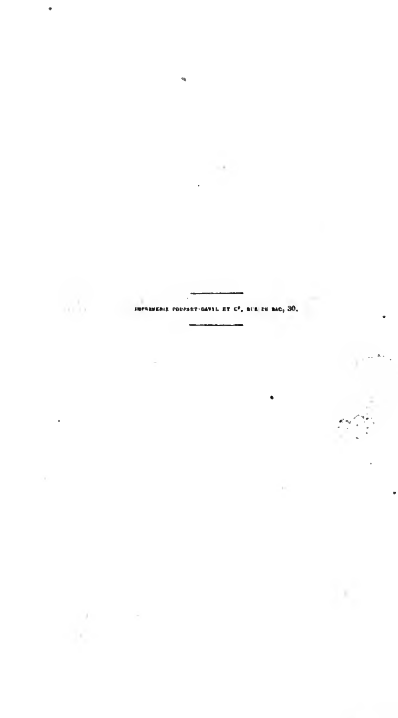
HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE





IMPRIMERIE POUPART-DAVYL ET Cᵉ, RUE DU BAC, 30.

G.-G. GERVINUS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE HEIDELBERG

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR J.-F. MINSSEN

PROFESSEUR AGRÉGÉ AU LYCÉE DE VERSAILLES
PROFESSEUR ADJOINT A L'ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR

TOME NEUVIÈME

SEULE ÉDITION AUTORISÉE PAR L'AUTEUR

PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

15, BOULEVARD MONTMARTRE

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS

A Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1866





HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

V. RÉPRESSION DES RÉVOLUTIONS EN ITALIE ET EN ESPAGNE

4. — INVASION FRANÇAISE EN ESPAGNE

A. — Situation intérieure de l'Espagne



Chute du premier ministère *moderado*, présidé par Arguelles.

Pendant que ces événements se passaient en Italie, les affaires, en Espagne aussi, commencèrent à se développer dans un sens favorable aux velléités d'intervention que nourrissaient les puissances alliées. Nous avons pu faire remarquer plus haut que l'état des choses à l'extérieur, que les attitudes et les actes des puissances étrangères contribuèrent, pour une grande part, à provoquer en Espagne le désordre dont on désirait profiter

comme d'un prétexte d'intervention. Cette action réciproque que les événements extérieurs et intérieurs exercèrent les uns sur les autres, servira encore de fil principal pour nous guider dans notre récit. Nous avons vu que le licenciement de l'armée de San Fernando, provoqué par la Note menaçante que la Russie adressa en mai à l'Espagne, devint la cause de la première scission parmi les libéraux et donna les premiers encouragements à la réaction. Comme nous l'avons fait remarquer (Cf. t. VII, p. 198, sq.), c'était de l'époque où les princes s'étaient réunis à Troppau que dataient les premières tentatives faites par le roi pour commettre des actes inconstitutionnels, dont la conséquence fut la discorde ouverte entre les grands pouvoirs de l'État, entre le roi et ses ministres.

Comptant en secret sur les puissances dont les principes l'appuyaient publiquement dans sa lutte contre les institutions qui lui avaient été imposées, le perfide roi continuait à suivre la tactique adoptée par lui. Au milieu des discordes qui régnaient entre les partis, il épiait avec soin les moindres avantages ; il exploitait les rancunes du clergé et de ceux qui vivaient dans l'entourage immédiat du souverain ; il suivait attentivement les modifications dans la situation des États étrangers et en prenait conseil ; puis, comme il l'avait fait déjà auparavant, il choisissait le moment où l'on terminait et où l'on ouvrait les sessions des cortès, pour répéter à plusieurs reprises ses tentatives d'empiétements effectifs (1). Le

(1) Cette tactique se trouve même exposée en détail dans le rapport d'une commission des cortès en date du 20 mars 1821. Cf. *Diarios*, t. XIII, p. 11, sq.

congrès de Laybach, où l'on avait cessé de parler pour en venir à des actes, avait encore donné au roi le signal de nouvelles démarches de ce genre. A l'époque même des délibérations entre les princes, un apprenti imprimeur, à Madrid, dénonça des travaux suspects qui se faisaient dans l'atelier où il travaillait. On saisit la composition de plusieurs proclamations (21 janvier 1821) qui amenèrent l'arrestation de Vinuesa, chapelain honoraire du roi. Chez lui, on trouva le projet détaillé d'une contre-révolution (1), d'après lequel, au moment de l'ouverture des cortès, le roi devait convoquer au château toutes les autorités constitutionnelles, les faire arrêter et demander, en même temps, à la garnison de la capitale, le serment d'obéissance, pour rétablir ainsi son pouvoir absolu. A partir de ce moment, même les diplomates anglais et français n'avaient plus le moindre doute sur la cause qui produisait les désordres et la désorganisation croissante dans l'intérieur de l'Espagne ; ils étaient convaincus qu'il fallait l'attribuer uniquement au roi, qui était incapable d'agir de bonne foi à l'égard du régime constitutionnel. A partir de cette époque, les hommes les plus modérés indiquaient, à plusieurs reprises, au sein des cortès, quel était l'unique point central d'où partaient les fils qui mettaient en mouvement et qui assuraient l'exécution d'un projet secret destiné à renverser la Constitution. L'opinion publique sentait, cherchait et trouvait, avec une précision de plus en plus certaine, la

(1) Il se trouve imprimé dans les *Diarios*, t. XIII, p. 26, à côté d'un autre document qui indique les traits principaux du nouvel ordre de choses à établir, de même que la manière dont on comptait se venger des libéraux.

main et les instruments subordonnés du royal conspirateur dans tous les troubles, dans toutes les agitations sourdes et dans toutes les violences que fomentaient non-seulement les royalistes, mais encore les partis libéraux eux-mêmes.

Quand on voyait, à cette époque, se détacher de la société des francs-maçons un cercle d'hommes plus exaltés encore, les *comuneros*, on trouvait que leur législateur était le médecin Regato, qui, aux yeux de tout le monde, passait pour être un des agents perfides du roi. Quand il y avait dans les rues un tumulte qui menaçait les demeures des ambassadeurs accrédités à Madrid par les puissances orientales, on arrêtait parmi les perturbateurs payés ceux qui se trouvaient déjà sous le coup d'une enquête pour avoir conspiré contre la Constitution. Arrivait-il au roi d'être accueilli, pendant une promenade en voiture, par des imprécations et par des pierres qu'on lançait contre lui (4 février), on voyait, plus tard, qu'un de ceux qui, à cette occasion, avaient jeté des pierres, obtenait une pension « comme récom-« pense des services rendus par lui au roi ».

A l'événement, auquel nous venons de faire allusion en dernier lieu, se rattacha ensuite une démarche ouverte du roi, par laquelle il confirma de nouveau son hostilité contre le nouvel ordre de choses. Il avait adressé au conseil municipal une plainte au sujet des insultes qu'on lui avait faites le 4 février, et, le lendemain, une troupe de soldats de la garde avait attaqué, à coups de sabre, ceux qui criaient dans les rues. Alors les Sociétés, la garde nationale et la garnison s'étaient mises en mouvement; les gardes du corps avaient été enfermés dans leur quartier, et le conseil municipal avait pressé les mi-

nistres de suspendre ce corps de ses fonctions (1). A cette occasion, il y eut des scènes violentes au palais royal ; le souverain menaça ses conseillers, en leur disant qu'il les renverrait et même qu'il les ferait arrêter; la cour cependant le détermina à retenir sa colère. Dès lors, le roi prépara, pour l'ouverture des cortès, un acte de vengeance qui n'indiquait en aucune façon que sa volonté n'était pas libre et qu'il se trouvait en captivité, comme il le disait plus tard, lorsqu'il suppliait ses puissants amis de le délivrer. Ses ministres, qu'il avait toujours haïs, lui étaient devenus peu à peu bien plus gênants, parce qu'ils maintenaient visiblement dans une certaine considération, même au dehors, le nouveau régime, pendant qu'à l'intérieur cet ordre de choses se consolidait par l'exécution partielle de la loi sur les couvents. Se débarrasser d'eux était donc pour le roi une chose évidemment fort désirable; c'est pourquoi, tous les libéraux en Espagne auraient dû agir en sens contraire et appuyer de toutes leurs forces les ministres contre le souverain.

Mais les ministres ne possédaient plus la confiance de la nation et ne pouvaient plus s'appuyer sur elle ; le rusé Ferdinand le savait. Depuis longtemps et de tous les côtés, on avait organisé contre eux un système de calomnies et d'hostilité sourde. Les *josephinos* leur déclarèrent ouvertement la guerre. Les nobles, les hauts fonctionnaires de l'ancien temps, gens qui se donnaient un grand air et qui faisaient les importants, ne manquèrent aucune occasion de persifler l'inexpérience des ministres. Les radicaux n'avaient pas été gagnés par la

---

(1) Cf. *Exposicion sencilla de los sentimientos y conducta del cuerpo de Guardias*, etc. Madrid, 1821.

réconciliation du mois de novembre (Cf. t. VII, p. 201). Les Sociétés secrètes, cette puissance insaisissable sans nom, sans formes, sans contrôle et sans pudeur, combattaient les ministres en se cachant dans l'ombre du secret, comme une autre inquisition; dans cette lutte, elles répandaient un tel venin contre leurs adversaires, que les cortès, l'appui naturel des ministres, n'osaient plus les soutenir. Lorsque le roi ouvrit l'assemblée représentative (1er mars), il donna lecture du discours du trône élaboré par les ministres, en y introduisant quelques modifications qui faisaient ressortir avec plus de force sa fidélité à la Constitution. Mais à la fin il ajouta un paragraphe écrit par lui-même et dans lequel il épancha, à la grande stupéfaction de ses conseillers, l'indignation que lui avaient fait éprouver toutes les insultes qu'il avait dû subir et que le gouvernement n'avait pas eu la force d'empêcher; ensuite le roi engagea les cortès à s'occuper des remèdes propres à faire cesser de semblables abus.

Le lendemain, le roi congédia ses ministres et, comme pour donner un gage de ses sentiments constitutionnels, il engagea les cortès à lui recommander elles-mêmes les personnes en qui elles placeraient leur confiance. Tout le monde voyait dans ce petit coup d'État des embûches tendues par des influences étrangères. Le comte Toreno affirma publiquement, au sein des cortès, que la chute de ce ministère se rattachait à la marche des Autrichiens sur Naples; il osa même dire que ce coup était porté par la même main qui avait ourdi aussi bien les insultes faites au roi que les projets destinés à renverser la Constitution. Tout le monde sentait que l'existence du ministère était le plus étroitement liée à celle de la liberté; cepen-

dant, ce sentiment n'était pas assez fort pour amortir la joie maligne que la chute du gouvernement faisait éprouver aux radicaux aussi bien qu'aux *serviles*, et encore moins pour amener les cortès à rester fidèles à leurs premiers chefs et à se rallier fermement autour d'eux.

En faisant preuve d'une indécision pitoyable, les cortès refusèrent, d'une part, de désigner elles-mêmes, comme le roi l'avait demandé, les membres d'une nouvelle administration, parce qu'elles auraient ainsi assumé la responsabilité de ses actes. Mais, d'autre part, elles n'osèrent pas non plus appuyer les ministres par un vote de confiance qui les aurait placés dans la même position hostile à l'égard du roi. En même temps, la Chambre accorda à chacun de ces hommes une grande distinction, en leur votant individuellement une pension viagère ; mais elle laissa douteux si le refus de nommer un autre ministère, joint à cette déclaration honorable, devait être un avis discret pour le roi, afin de l'engager à garder l'ancienne administration. Dans ce doute, le roi agit naturellement suivant ses inclinations personnelles. Il nomma un nouveau ministère, composé d'hommes constitutionnels, peu compromis par les événements antérieurs à 1814, peu connus du public et avant tout peu remarquables (1). Les intentions qui avaient dicté au roi cette manière d'agir étaient si évidentes, que Toreno prédisait, dès ce moment, que cette administration ne servirait qu'à frayer la route à un mi-

(1) Ce ministère eut son nom de Ramon Feliu, destiné d'abord au département des colonies, mais qui bientôt prit la place de Valdemoro au ministère de l'intérieur. Bardaji, qui jusqu'alors avait été ambassadeur à Turin, fut chargé des affaires étrangères.



nistère *hostile* à la Constitution, qu'on essayerait de former à la fin de la session des cortès.

Deuxième ministère *moderado* (Feliu-Bardaji).

Aux yeux des étrangers bienveillants, ce nouveau ministère passait pour être modéré, réfléchi et digne de respect; mais sa position était beaucoup plus difficile que celle de l'administration précédente. Bien qu'il fût appelé à ces fonctions par le propre choix du souverain, il ne jouit cependant pas d'une faveur beaucoup plus grande auprès du monarque, tandis que, aux yeux des partis, sa position était plus suspecte et plus mauvaise; les ministres avaient les mêmes adversaires que leurs prédécesseurs, et de plus les partisans de ces derniers. Placé entre la cour qui conspirait et les Sociétés secrètes qui agitaient sourdement le pays, ce gouvernement était pris comme dans un étau et possédait encore moins de puissance que le ministère précédent. Son influence s'étendait à peine au delà de la capitale. Au moment où, dans toutes les provinces, un mouvement fiévreux commençait à s'emparer des partis, le pays était, pour ainsi dire, dépourvu de toute direction; les ministres n'avaient aucune force pour agir, ni comme pouvoir exécutif, ni comme directeurs du corps législatif qu'ils laissaient poursuivre ses travaux sans rien dire et sans rien faire. Lorsque les cortès délibérèrent de nouveau sur la loi relative au droit des seigneurs fonciers, loi qui avait été éludée l'année précédente (Cf. t. VII, p. 187), et qu'elles finirent par voter dans un sens radical, les ministres restèrent muets, bien qu'ils fussent personnellement opposés à la loi, et qu'ils sussent que le roi ne la sanctionnerait jamais. Lorsque l'assemblée, en discutant la question des impôts, en revint au système des impôts

directs, les ministres ne prirent pas davantage part aux débat, bien qu'ils n'ignorassent nullement que, par cette mesure, on heurterait, comme en 1818, toutes les anciennes habitudes ; à peine le ministre de la guerre prononça-t-il, un jour, quelques paroles pendant la discussion relative à la nouvelle organisation de l'armée (avril).

Laissés ainsi sans direction aucune de la part de l'administration, les *modérés* succombèrent au sein des cortès, lorsque les événements néfastes en Italie commencèrent à exciter violemment les passions ; ils furent nécessairement vaincus par le radicalisme impétueux et, entraînés eux-mêmes, ils forcèrent à leur tour les faibles ministres à entrer dans cette voie. Au mois de novembre de l'année précédente, même les plus furibonds parmi les députés avaient encore modéré leurs expressions à l'égard des étrangers, afin de ne pas se faire inutilement des ennemis. Mais, dès lors, les immixtions de la Sainte-Alliance produisirent, à mesure qu'elles étaient couronnées de succès, une irritabilité qui amena des explosions d'une fureur toujours croissante dans la Chambre des députés, aussi bien qu'en dehors d'elle ; sous l'influence de ce sentiment, la révolution, jusqu'alors pacifique, fut de plus en plus poussée dans la voie des violences. Pendant que les Autrichiens marchaient sur Naples, Moreno Guerra fit de terribles sorties contre les monarques dont les « espions et agents », disait-il, devaient être chassés. Il exhorta (3 mars) les cortès à faire une alliance avec tous les États en révolte ; « puisque l'Espagne, ajouta-« t-il, était attaquée à Naples, c'était là qu'il fallait agir, « où se trouvait l'avant-garde du centre espagnol dont « le Portugal formait l'arrière-garde. »

Lorsque les ministres annoncèrent (22 mars) le soulèvement en Piémont, les cortès commencèrent déjà à résister ouvertement aux puissances et à les braver, en adoptant une proposition de Guerra au sujet de l'illumination de la capitale : dans ces occasions, le hâbleur fanfaron donnait carrière à sa jactance, en disant « qu'il ne pouvait pas y avoir de doute au sujet de « l'issue de la lutte en Italie, quand même il y aurait « dix Autrichiens contre un Napolitain ; de plus, la « nouvelle lumière politique pénétrerait non-seule- « ment jusqu'à la Néva, mais jusqu'à Constantinople « même ». A peine eut-il prononcé ces discours, qu'on reçut coup sur coup les nouvelles de la chute de Naples et du Piémont. Ce fut là la grande crise dans les affaires espagnoles, crise qui, d'un côté, excita les *serviles* à faire des efforts systématiques pour restaurer la royauté pure, et qui, de l'autre, aiguillonna les *exaltés* à essayer d'établir une espèce de Terreur, tandis que les royalistes en France, qui s'attendaient déjà à leur entrée aux affaires, fomentèrent du dehors la guerre civile. Dans ce choc des masses, dont les passions avaient été déchaînées, les faibles chefs de l'État, au sein du ministère, étaient aussi dépourvus d'énergie que de conseils. En effet, craignant les rancunes du roi, ils reculaient d'effroi devant toute administration vigoureuse de la justice à l'égard des *serviles*, et, ne voulant pas s'attirer la haine des *exaltés*, ils n'osaient pas non plus réprimer rigoureusement les excès de ce dernier parti.

En premier lieu, ce furent les actes de résistance du clergé qui se multiplièrent et qui s'aggravèrent. Les moines adressèrent aux cortès un grand nombre de plaintes (mars, avril), dans lesquelles ils accusèrent le

nonce de ne pas leur permettre de quitter les couvents et d'accepter des prébendes. La curie suscita des difficultés au gouvernement et l'empêcha de continuer longtemps à accorder aux réguliers l'indult de sécularisation. Aussitôt, un certain nombre d'évêques, surtout de la Catalogne, refusèrent de se mêler, sans l'ordre spécial du pape, de la réforme des religieux réguliers ; ils bravèrent même la volonté du roi, qui désapprouva ces démarches (1). Ce fut à la même époque que les cortès firent une loi, rejetée par Rome, dans laquelle ils offrirent (17 avril) une somme ronde annuelle, afin d'arrêter la sortie de l'or qui, en masses prodigieuses, allait à Rome pour payer le plomb des sceaux attachés aux dispenses et aux bulles d'indulgence de toute espèce. Canga Arguelles calcula que le montant de cette somme, pendant les dernières soixante-dix années, arrivait exactement à la somme qu'avait coûté le grand canal d'Aragon.

A partir de ce moment (2), le clergé se ceignit les reins, « afin de maintenir avec l'épée de saint Paul ce « que les clefs de saint Pierre n'avaient pu garder ». Il donna la première impulsion à la guerre civile, en lançant les *guerillas de la foi*, à la tête desquelles se mirent des moines et des curés. Le premier signal fut donné par le curé Merino, ancien colonel de guerilleros, qui, à la fin des guerres de la liberté, était retourné dans sa cure de Villoviado (Vieille-Castille), et qui, dès lors, ouvrit la guerre de partisans à Burgos, théâtre de ses anciens exploits. Le gouvernement s'empressa de lui

(1) Cf. *La España bajo el poder arbitrario de la congregacion apostolica*. Paris, 1833, p. 346.
(2) *Ibidem*, p. 46.

opposer (avril 1821), dans la personne d'el Empecinado, gouverneur de Zamora, un adversaire supérieur formé à la même école de la petite guerre, contre lequel la révolte ne pouvait guère se maintenir dans ces contrées, où l'on se trouvait trop près de la capitale, où la population se montrait indifférente et où les troupes étaient dévouées (1). En même temps, les cortès s'efforcèrent de couper ces résistances dans leur source même, après qu'elles eurent appris qu'en suivant le fil de ces mouvements, les préfets avaient à remonter toujours jusqu'aux chefs suprêmes de l'Église.

Alpuente déchaîna toute sa fureur contre les évêques et contre les supérieurs des couvents ; il exhorta les députés à chasser ces « serviteurs de Satan » de leurs places, dans lesquelles ils faisaient la guerre à la Constitution avec l'argent des hôpitaux et des hospices de l'indigence. Les cortès les rendirent responsables (29 avril) de la conduite de leurs subordonnés et leur demandèrent compte des mesures prises par eux contre les ecclésiastiques en révolte. Une loi draconienne menaçait de la peine de mort ou de l'exil tous ceux qui transgresseraient les prescriptions de la Charte ou qui la mettraient en péril (17 avril) ; une autre loi établit des conseils de guerre pour juger les conspirateurs. Une ordonnance relative aux Sociétés politiques était destinée à donner un nouvel élan à l'esprit public, en face des dangers dont l'étranger menaçait le pays, et à assurer,

(1) Cf. Marliani, t. Ier, p. 270. Comp. les Lettres adressées par Quintana à lord Holland, résumé calme de l'histoire des trois années du régime constitutionnel. On les trouve à la fin de ses œuvres, dans la *Biblioteca de autores esp.*, tome XIX. Madrid, 1852.

en dehors de la Chambre, un fort appui au terrorisme et aux rigueurs des cortès.

Bien que le roi refusât de sanctionner la loi (comm. de mai), cet appel fait aux Sociétés secrètes produisit un effet dangereux. Les clubs reprirent leurs travaux en redoublant de zèle ; la franc-maçonnerie, répandue d'une manière extraordinaire sur toute l'Espagne depuis le soulèvement dans l'Ile-de-Leon, s'était relevée, dès le mois de novembre, avec une vigueur toute nouvelle. Depuis le commencement de l'année, une branche d'origine récente s'était détachée d'elle ; ses membres s'appelaient les *comuneros*, ils maintenaient l'ordre hiérarchique de la Société dont ils changeaient seulement les formes et les mystères ; ils adoptaient des emblèmes militaires ; au lieu des loges, ils formaient des châteaux et des tours, et, comme les Teutons parmi les étudiants allemands, ils recherchaient les costumes des anciens temps. Ce furent surtout des gens des basses classes qui affluèrent dans les châteaux de ces « fils de Padilla » ; un homme tel que Ballesteros, qui était d'une vanité colossale, condescendit à être le chef de cette nouvelle secte. Les jeunes gens les plus présomptueux s'y lièrent par les serments les plus pompeux ; ils exagérèrent, avec un égoïsme et une intolérance de plus en plus exaltés, les doctrines des francs-maçons, et ils attisèrent encore le feu des passions politiques qui étaient déjà surexcitées. La tempête, déchaînée à l'étranger, allait souffler avec fureur sur cet incendie et en augmenter encore l'intensité pernicieuse. Un grand nombre de réfugiés italiens parurent en Catalogne (comm. de mai), d'où ils se répandirent sur le pays pour pénétrer dans le sein même des Sociétés politiques. Par suite de l'impression que

produisaient leurs récits pleins de rage et de fureur, la haine publique et privée des libéraux s'enflamma, en premier lieu, à Barcelone, où ce parti demandait l'expulsion des *serviles*. On transporta aux îles Baléares un certain nombre de suspects désignés d'une manière arbitraire, parmi lesquels se trouvaient le baron d'Eroles, les généraux Sarsfield et Fournaz et plusieurs autres. On imita ensuite ces violences à Carthagène, à Algesiras, à Malaga, à Cadix, à Séville et à Cordoue.

Dans la capitale même, il se produisit un événement qui, pour la première fois, dénatura la révolution et lui donna un aspect bien plus odieux que tout ce qui s'était passé dans les provinces. La nouvelle se répandit à Madrid que le conspirateur Vinuesa, sur lequel pesait, au dire de son juge même, toute une série de crimes entraînant la peine de mort, avait été condamné par ce même juge seulement à dix années de réclusion, comme on le prétendait, parce qu'il avait reçu des avis menaçants du palais. Furieux de cette clémence, les exaltés résolurent, dans un de leurs conciliabules nocturnes, d'assassiner ce prêtre ; l'après-midi du jour suivant (4 mai), des bandes composées d'une populace féroce pénétrèrent dans la prison, où Vinuesa fut assommé à coups de marteau. Tout à coup, l'esprit public commença à prendre un caractère tout à fait sauvage ; c'est ce qu'on vit surtout par la manière dont les gouvernants et les gouvernés envisageaient cet événement hideux : des chansons populaires chantaient la mort du « curé de Tamajon » ; on parlait de l'assassinat sans en être indigné et sans le glorifier ; les ministres n'avaient pas eu connaissance du jugement qui avait été la cause de ce meurtre; pendant une demi-journée, la rumeur publique

avait fait connaître l'intention du peuple d'exercer cette *justice de Lynch*, sans qu'on eût pris des mesures pour en empêcher l'exécution; enfin, on n'ordonna aucune enquête judiciaire pour rechercher les meurtriers. Néanmoins, le ministère fut obligé de faire quelque effort désespéré, pour répondre aux sorties vigoureuses par lesquelles les partisans de l'ancienne administration attaquaient son insouciance.

En apprenant la nouvelle de ce meurtre, le roi s'était montré, en uniforme de général, à ses gardes, et leur avait parlé comme s'il devait chercher auprès d'eux une protection contre les poignards des assassins. Les soldats lui avaient répondu en criant : *Viva !* les officiers avaient protesté de leur dévouement; mais le roi avait, sans aucun doute, attendu plus que cela. Dès lors, on ne pouvait voir que des bravades inutiles dans la conduite du roi, quand il faisait, parmi les autorités suprêmes de la capitale, quelques modifications qui ne pouvaient qu'encourager les perturbateurs du repos public et qui ne servaient qu'à jeter de l'huile dans le feu. Il nomma préfet de Madrid le général Copons, qui, dans les clubs, travaillait ouvertement contre les ministres. Puis, comme pour railler le gouvernement, il remplaça le commandant militaire de la capitale et le ministre de la guerre, Moreno, dans lequel il voyait un instigateur du meurtre de Vinuesa, par deux vieux militaires, dont l'un avait quatre-vingt-quatre ans, tandis que l'autre souffrait d'une aliénation mentale depuis qu'il avait été blessé en 1813. Les ministres s'opposèrent avec résolution à ce choix. Par suite de cette résistance, les deux fonctionnaires déclinèrent l'offre du roi, et les ministres obtinrent qu'on fit trois nominations très-sensées. Le ministère de la guerre

fut donné à l'habile général Salvador, qui, mû par le sentiment scrupuleux de son devoir, avait refusé, en 1820, de prendre part au mouvement en Andalousie et qui, pour cette raison, était détesté des *exaltados*. Le brigadier Martinez de San Martin remplaça Copons à la préfecture de Madrid; on nomma capitaine-général Morillo, qui, après la fin de sa carrière au Venezuela (dont nous aurons à donner plus tard les détails), était revenu d'Amérique. Tous les trois étaient du côté des *moderados*, et s'ils ne professaient peut-être pas un grand amour et un penchant prononcé pour la Constitution, ils se déclaraient pourtant, avec d'autant plus d'énergie, les défenseurs de la cause de l'ordre.

Chute du parti des *moderados*.

Dans ces hommes, le ministère Feliu se procura des appuis qui promettaient de lui rendre, encore une fois, la force que l'administration d'Arguelles avait trouvée l'automne précédent. Et même, par suite de causes fort semblables, le gouvernement eut une occasion presque pareille de consolider cette autorité avec des succès presque identiques avec ceux qu'Arguelles avait obtenus à l'époque indiquée. Cette occasion fut fournie par une nouvelle immixtion des puissances étrangères, comme c'était auparavant la Note du cabinet russe qui l'avait fait naître. Le gouvernement se vit ainsi forcé de faire des démarches qui le mirent de nouveau en conflit direct avec Riego, le héros du parti des *exaltés*, comme c'était arrivé autrefois par suite du licenciement de l'armée de San-Fernando. Depuis quelque temps, on avait rencontré, à Saragosse, un certain Cugnet de Montarlot, aventurier français et poëte, qui prétendait être en relations fort étroites avec les Sociétés secrètes en France. Il était entré

en rapports très-suivis avec les libéraux espagnols, auxquels il fit croire que, pour entraîner la France dans une révolution, il suffisait d'une simple proclamation qu'il portait par conséquent avec lui tout élaborée et toute prête à servir, et dans laquelle il s'attribuait le titre de président du Grand Empire. L'ambassade française le faisait observer avec beaucoup de soin ; à Paris, on prétendait savoir (1) qu'il s'était entendu avec Riego, capitaine-général d'Aragon, afin d'établir une double république dans les deux États voisins. Tout ce qu'il y avait de vrai dans cette assertion, c'était que ce chevalier d'industrie se vantait, à l'occasion, d'avoir Riego pour collaborateur dans ses projets, ce qui est loin d'être prouvé (2).

Le gouvernement français s'adressa, au sujet de ces menées, au cabinet de Madrid ; le roi était tout disposé à considérer comme fondée l'accusation portée contre Riego. Ce dernier s'était, précisément à ce moment-là, brouillé avec le préfet Moreda à Saragosse, par suite de ses actes arbitraires et par ses empiétements sur les prérogatives de l'autorité suprême de la ville. Le préfet, qui, depuis l'époque des premières entreprises de Riego contre Malaga, avait été son ennemi personnel, montra autant d'empressement que d'énergie à exécuter les ordres du gouvernement de Madrid, qui avait décrété la destitution de Riego et son bannissement à Lerida. Aussitôt, le nom de Riego redevint, comme l'automne pré-

(1) Comme le prétendait encore Châteaubriand : *Congrès de Vérone*, t. Ier, p. 48.

(2) G. G. D. V. (Général Guillaume de Vaudoncourt) : *Letters on the internal political state of Spain during the years* 1821-1823. London, 1824.

cédent, l'étendard autour duquel se rallièrent tous les mécontents. Le club Fontana à Madrid se mit en mouvement, et annonça une grande procession solennelle (18 septembre), pendant laquelle on devait porter en triomphe le portrait de Riego. Le préfet San Martin prononça aussitôt la dissolution de la Fontana; Morillo, qui s'entendait parfaitement avec lui, fit sortir les troupes pour empêcher la procession, qui fut dispersée, le soir, par une attaque à la baïonnette, exécutée dans la *calle de Plateros* (rue des Orfévres).

A cette époque, Morillo et San Martin se trouvaient vainqueurs en face des perturbateurs du repos public, position analogue à celle que la Fayette avait occupée, dans le temps, à la tête de la bourgeoisie de Paris; le gouvernement semblait être à même de profiter des succès obtenus, pour déployer énergiquement toutes ses forces, situation qui avait été celle d'Arguelles l'automne précédent. Mais, à ce moment même, on allait voir, d'une manière effrayante, qu'au delà de la banlieue de Madrid le pouvoir du ministère était pour ainsi dire nul. Les partisans de Riego avaient promptement fait connaître leur mot d'ordre par le moyen des Sociétés secrètes. Dans toutes les provinces, on provoqua des protestations et des manifestations en faveur du favori du peuple qu'on venait d'offenser. Le jour de la Saint-Raphaël (24 sept.), on porta le portrait de Riego en procession solennelle dans les rues de Cadix, comme on avait eu l'intention de le faire à Madrid. Immédiatement, le gouvernement (1) révoqua de ses fonctions le commandant militaire Ro-

(1) La suite de notre exposé a été faite, en majeure partie, d'après les procès-verbaux des cortès.

marete et le remplaça provisoirement par Jaureguy (*el Pastor*), guerillero connu du temps des guerres de l'indépendance, homme irréprochable et chrétien pieux, mais faible et dépendant du parti qui l'assiégeait, à un moment donné, de ses importunités. Jaureguy, à son tour, devait remettre ses fonctions provisoires au général Venegas qui s'était fait connaître, en Galice, comme un ennemi de la Constitution (Cf. tome VII, page 113).

Lorsque cette nomination fut connue à Cadix (19 oct.), il se produisit une agitation au milieu du peuple, dans les milices et parmi les francs-maçons. Dans sa fureur anarchique, Moreno Guerra voulait pousser le peuple jusqu'à la dernière résistance, « quand même, disait-il, il faudrait donner un coup de pied au pont de Suazo », c'est-à-dire séparer Cadix de l'Espagne. On choisit des citoyens honorables et opulents pour en former une junte qui adressa au roi une requête (29 oct.); elle y exprima ses appréhensions sérieuses et loyales de voir naître des projets hostiles à la Constitution; elle pria le roi de maintenir Jaureguy dans son poste, et elle insista sur la nécessité d'éloigner les ministres. Ce fut en vain que Venegas se démit spontanément de ses fonctions et que le gouvernement choisit, pour le remplacer, un militaire libéral, le baron Andilla. Jaureguy, homme borné qui considérait ces nominations comme des affronts personnels, agissait avec son entourage à Cadix, comme si la loi, le gouvernement et la subordination n'existaient pas pour eux. Ils annoncèrent le soulèvement de Cadix à Séville (29 oct.) qui se joignit à la même cause. Les hommes que le gouvernement expédia, pour remplacer les autorités rebelles de Cadix et de Séville, furent renvoyés; de nouveaux Mémoires, qui partaient de Cadix

pour Madrid, regorgeaient de grossières invectives contre les ministres, et de déclarations par lesquelles on refusait d'obéir à toute loi contraire à la sécurité et au salut de la nation.

Le gouvernement se sentit comme paralysé par ces coups successifs. Les francs-maçons de Madrid, qui appartenaient à l'ancienne fraction modérée, n'approuvaient pas le soulèvement de leurs frères à Cadix, sans cependant vouloir précisément s'y opposer d'une manière hostile. Les ministres n'étaient pas assez énergiques pour augmenter, en leur faveur, l'opposition de la capitale à l'égard des provinces, opposition qui se faisait toujours remarquer d'une manière fort sensible parmi eux. Au lieu de faire tous leurs efforts pour se servir énergiquement du pouvoir exécutif qui était entre leurs mains, ils portèrent (28 nov.) la question pendante devant les cortès réunies en session extraordinaire (depuis le 28 sept.). Depuis longtemps, cette assemblée, qui dans l'origine avait été fort modérée, avait vu son crédit baisser de plus en plus; par les décisions qu'elle prit pendant les dernières semaines de son existence, par le manque de jugement et de courage dont elle fit preuve à cette occasion, elle se couvrit, aux yeux de tous les gens sensés, d'une honte indélébile (1).

Au sein de la commission chargée de faire un rapport sur le message du gouvernement, c'était Calatrava qui portait la parole; déjà auparavant (Cf. t. VII, p. 160), dans les cortès de Cadix, il avait montré une forte logique et un grand talent oratoire; mais son esprit était borné

(1) Lettre de l'ambassadeur anglais, en date du 18 décembre 1821, dans *Castlereagh's Memoirs*.

et rétréci par des préjugés et par une érudition de mauvais aloi; les mobiles de ses actions étaient une grande vanité. la haine contre tous ceux qui lui étaient supérieurs, et l'ambition d'arriver au poste de ministre, ambition à laquelle il ne sut résister plus tard, pas même à la dernière heure, lorsque tout le régime constitutionnel s'écroulait. Ce fut lui qui, trop faible pour s'opposer au courant du mouvement radical dont il était entouré de toutes parts, élabora avec une ruse d'avocat les propositions de la commission; elles furent présentées à l'assemblée (9 déc.) en deux parties, dont l'une ne devait être ouverte qu'après que l'autre aurait été adoptée. La première partie s'opposait au soulèvement de Cadix avec un léger blâme qui devait être tout le châtiment de cette révolte insensée. Mais, lorsque, après l'adoption de cette partie (11 déc.), on ouvrit « la boîte de Pandore », on vit que la seconde adhérait tout simplement, dans les points essentiels, à la révolution; en effet, après avoir porté contre les ministres une accusation vague que rien ne venait motiver, le rapporteur avait proposé d'adresser une requête au roi, pour lui demander de modifier son administration.

Tout ce que les ministres dirent pour se défendre ne produisit aucun effet. Même un Martinez de la Rosa resta muet au sujet de cette manière de procéder, qui était aussi irrationnelle qu'elle était contraire aux formes et à l'ordre établis. Toreno lui-même vota avec les radicaux, bien qu'il eût promis, disait-on, son appui au gouvernement. Les cortès se firent les complices de ce faible jeu de bascule : on ne voulait se brouiller ni avec les uns ni avec les autres; frappant et ménageant à la fois les deux partis, on leur donnait en même temps tort et raison; on favo-

risait les révoltés qu'on venait de blâmer, et l'on voulait écarter les ministres après les avoir justifiés à l'instant même. Après une séance orageuse, les députés adoptèrent (15 déc.) la motion sous une forme modifiée, en déclarant que les ministres avaient perdu leur force morale. C'était virtuellement décider la dissolution de tout ordre, car ce dont il s'agissait ici, ce n'était pas la personne des ministres, mais bien toute l'autorité et le principe même du pouvoir exécutif.

La faiblesse montrée à cette occasion par les cortès paraît encore plus méprisable, quand on examine les événements qui suivirent immédiatement après. Lorsqu'on connut, à Cadix et à Séville, le vote de blâme du 11 décembre, on s'apprêta à faire résistance; la junte de Séville articula des plaintes dans une nouvelle requête (22 déc.) que, dans ses formes, on pouvait appeler inoffensive quand on la comparait aux précédents Mémoires remplis d'offenses envers les ministres. Dès lors, les cortès tinrent, à l'égard du gouvernement, absolument la même conduite que le ministère Arguelles avait adoptée, l'année précédente, envers le roi. Ces hommes modérés, qui avaient laissé passer toutes les insultes les plus impudentes dont on avait abreuvé le gouvernement, firent un crime de la plus légère atteinte portée au corps législatif, et ils résolurent d'ordonner une enquête au sujet de ceux qui avaient signé le Mémoire de Séville. Mais, pendant ce temps, la sédition anarchique s'était propagée davantage. A Carthagène, les émeutiers jurèrent, sur la place publique, haine aux ministres; à la Corogne (Coruña), Mina appuya ouvertement les demandes des habitants de Cadix; à Murcie et à Valence, les événements de Cadix furent imités, dans des scènes révol-

tantes, par des contrebandiers et par d'autres vagabonds. En face de tous ces faits, le gouvernement ne trouva aucun appui ni dans la représentation nationale, ni dans le peuple; il ne reçut aucun secours du roi qui, sur l'avis de son Conseil d'État, était tout prêt à congédier les ministres.

La chute du ministère condamné et agonisant était, pour ainsi dire, accomplie; en même temps, elle semblait devoir entraîner fatalement la destruction de tout ordre. Mais, tout à coup, la scène changea complétement comme par un coup de baguette magique. A la Corogne, Manuel Latre réussit, en déployant une activité et une fermeté très-grandes, à forcer le puissant Mina à faire sa soumission. A Valence, le préfet Plasencia consolida l'ordre par une semblable fermeté résolue. Le marquis Campoverde, envoyé en Andalousie pour faire changer de résidence les garnisons récalcitrantes, fit tranquillement son entrée dans cette province (9, 10 janv. 1822) et obtint qu'on laissât entrer les fonctionnaires nouvellement nommés même au sein des foyers du mouvement, c'est-à-dire à Cadix et à Séville. En accomplissant cette tâche, il se vit soutenu par les francs-maçons eux-mêmes, dont la puissante influence ne se fit jamais sentir d'une manière plus éclatante que dans ce cas. Au milieu de sa chute, le ministère trouva des appuis qui lui permirent de se relever encore. Pendant les premiers jours de l'année (8 janv. 1822), le roi, accomplissant fidèlement la prédiction de Toreno, avait proposé de nommer quatre nouveaux ministres pris parmi ses familiers les plus intimes; cependant il ne put exécuter cette idée. Peu de temps après (26 janv.), les cortès reçurent communication de plusieurs nominations faites par le roi, qui avait

appelé le marquis Santa-Cruz aux affaires étrangères, Luis-Lopez Ballesteros au ministère des finances, et le général Cienfuegos au département de la guerre; quatre jours après, Ferdinand se vit obligé de retirer également les deux premières nominations.

L'ancien ministère, bien que réduit à trois membres, semblait devoir continuer à exister, au milieu de ces ruines, et se consolider plus qu'auparavant. Dans la capitale, les adversaires de l'anarchie reprirent courage d'une manière tout à fait inattendue. Il se forma, sous la présidence du prince d'Anglona, une *Société des amis du peuple*, au sein de laquelle on voyait Calatrava à côté des chefs du parti des *moderados*. Peu de temps avant la clôture de la session, le gouvernement osa présenter aux cortès mêmes trois lois relatives à la presse, aux pétitions et aux Sociétés politiques, et qui étaient nées de la conviction qu'il n'était pas possible de continuer à régner, comme on l'avait fait jusqu'alors, sous la domination exercée par les Sociétés secrètes, ni avec la licence des clubs et des journaux. Tout paraissait être l'histoire parallèle des commencements de la révolution, tels qu'on les avait vus deux ans auparavant : il y eut, en Andalousie, un soulèvement contre le gouvernement des modérés, comme auparavant contre celui des royalistes; le mouvement fit encore d'une manière menaçante le tour des provinces; le gouvernement remporta, grâce à Campoverde, la victoire au foyer de la révolution, comme il en avait été redevable auparavant à Freire; de même que, dans le temps, le pouvoir royal avait, en apparence, continué à exister, de même le gouvernement des *moderados* semblait durer encore, bien qu'à ces deux époques il y eût un changement radical dans l'état de choses,

au moment où le ministère remportait ses succès. En effet, tout à coup le dernier souffle de modération s'évanouit devant les passions violentes qui se déchaînèrent comme une véritable tempête, en suivant une direction tout opposée; cependant aussi ce mouvement de réaction fougueuse ne fut pas encore de longue durée.

La Société des amis du peuple, ou des porteurs d'anneau (*anilleros*), comme on les appelait, à cause de l'emblème distinctif qu'ils avaient voulu adopter, devint, au moment même de sa naissance, le but contre lequel la presse et les réunions des sectaires lançaient tout leur venin, de sorte que ses fondateurs, désespérant de voir s'établir le règne de la loi, se démirent aussitôt de leurs fonctions. Le même changement soudain se fit sentir aussi au sein des cortès. Pendant qu'on délibérait sur les lois répressives dont nous avons parlé plus haut (2 févr.), le même Calatrava, qui venait de se réconcilier avec Toreno et avec Martinez de la Rosa et qui s'était lié avec eux dans le club modéré, laissa libre carrière à la méfiance que lui inspirait le roi équivoque, et il jeta feu et flamme contre les propositions, défendues par ces mêmes amis comme indispensables. Il retomba, dès lors, dans les intrigues du mois de décembre, lorsqu'il proposa aux cortès de déclarer qu'elles ne se trouvaient pas en position de voter de semblables lois, tant que le ministère, la cause principale de l'anarchie actuelle, ne serait pas écarté. Cependant, immédiatement après, il tint un autre langage. Le lendemain du jour où cette proposition avait été rejetée (3 févr.), Toreno et Martinez de la Rosa furent attaqués en pleine rue; ils furent menacés, dans leurs maisons, par les poignards des partisans de Riego, et Morillo réussit à peine à les protéger par l'interven-

tion énergique de la troupe. Alors Calatrava blâma ces infamies avec une véhémence virulente, et il vota, à son tour, *pour* les lois répressives.

Dans un sens contraire, les ministres changèrent, pendant ces mêmes journées, d'opinion et de couleur en face du roi. Par ces mêmes lois répressives, ils avaient voulu bien mériter de la cause de la tranquillité et de la modération; mais, comme ils savaient qu'ils avaient perdu leurs places, ils oublièrent, immédiatement après, tous les égards dus à ce prince, lorsqu'il s'agit de faire le discours du trône pour la clôture des cortès (14 févr.). En effet, envisageant, dès ce moment, une éventualité qui devint, plus tard, une mesure commandée par une nécessité urgente, ils dirent, à mots couverts, que le roi se trouverait peut-être obligé de quitter Madrid. S'abandonnant à un violent transport de colère, Ferdinand chassa les ministres, en leur disant qu'ils apprendraient bientôt s'il avait du courage ou non. Il corrobora ces paroles par une allusion parfaitement digne du langage de sa camarilla, et que les témoins de cette scène trouvaient au-dessous d'eux de répéter dans leurs récits (1). Les ministres donnèrent leur démission; mais, même à ce moment, le roi n'osa pas encore les remplacer suivant ses désirs, parce que toute la ville de Madrid était en proie à une nouvelle agitation.

Mais quel était le mot de ces énigmes étranges et compliquées que les hommes du mouvement, qui se trouvaient sur les lieux et au milieu des événements, ne comprenaient pas plus que les autres, comme ils l'avouaient eux-mêmes? Presque tous les exposés histo-

(1) Cf. Stapleton : *Life of Canning*.

riques représentent ces questions comme autant d'énigmes insolubles, et cependant la simple comparaison des dates auxquelles se passèrent, à la même époque, d'autres événements à l'étranger, en offre la solution la plus simple. Elle se trouve, en effet, dans la situation du pays voisin. Quatre jours seulement après que le gouvernement eut adressé aux cortès son message au sujet des événements de Cadix, Villèle, à la tête des ultra-royalistes, était arrivé, en France, aux affaires; ce changement s'était opéré précisément parce que la Chambre avait condamné la politique extérieure du duc de Richelieu. Aussitôt on vit s'élever à l'horizon un orage dont les radicaux les plus désespérés eux-mêmes comprirent toute la gravité menaçante. Ils donnèrent le mot d'ordre aux Sociétés secrètes, en disant qu'il s'agissait, dès lors, uniquement de s'allier avec la plus grande concorde contre le roi. En effet, à ses yeux, ce changement du ministère français était aussi évidemment le signal de la destruction de tout le régime constitutionnel que, deux ans auparavant, l'assassinat du duc de Berry avait été un avertissement qu'il fallait céder aux vœux du peuple. Mais immédiatement après, on apprit en Espagne que, pour saluer l'entrée en fonctions des ministres royalistes, les indépendants français avaient cherché à soulever leur patrie, le jour du nouvel an et plus tard encore, en essayant, à plusieurs reprises, de faire des *pronunciamentos* dans le genre de la révolte dans l'Ile-de-Leon, en 1820. L'une de ces nouvelles, dont nous avons déjà raconté l'histoire (Cf. t. VII, p. 330), avait permis, vers la fin de l'année et au commencement de l'année suivante, de contenir le mouvement révolutionnaire par la modération et par la concorde. L'autre nouvelle, dont

nous aurons à parler plus tard, rompit de nouveau, et de la manière la plus rapide, toutes ces digues que rien ne vint plus relever.

L'action des cortès et ses conséquences.

Lorsque les séances préparatoires des cortès ordinaires de 1822 furent ouvertes le 15 février, Calatrava data de ce jour une nouvelle époque dans l'histoire de la régénération politique du pays. Au fond de cette idée, il y avait une triste vérité. La session législative des cortès, qui avait duré deux années, et pendant laquelle la plupart des députés avaient professé les principes de la modération, venait d'être terminée. L'assemblée qui la remplaça était dominée par les exaltés. Sa composition ne rappelait que trop vivement que les députés qui en faisaient partie avaient été élus au milieu des derniers troubles, et sous le coup de l'influence exercée par les partisans victorieux de Riego. A peine y eut-il trois ou quatre membres de la noblesse et du haut clergé qui siégeaient dans leurs rangs. Les ennemis mortels du gouvernement, tels que Riego, Escobedo (qui avait été un des principaux fauteurs des troubles de Séville), Beltran de Lis, Alcala Galiano et autres, étaient les chefs que suivait aveuglément la grande masse des députés, distingués parmi tous les législateurs par l'absence complète de toute capacité et de toute expérience. Cette composition des nouvelles cortès ne permettait pas d'espérer qu'on trouverait dans son sein le germe d'une législation rationnelle et réfléchie pour l'avenir. Ce qui assombrissait encore davantage cette perspective déjà si triste, c'était que même le travail législatif des modérés, en tant qu'il était prêt à être recueilli, menaçait de ne donner que de funestes fruits, tels qu'en avaient produit jadis les dents du dragon.

Il n'y a eu guère d'autre assemblée, composée d'hommes honorables et bien intentionnés, qui ait eu à jouer un rôle plus ingrat que les cortès qui déposaient, à cette époque, leur mandat de législateurs. L'inquiétude convulsive qui s'empara de plus en plus du peuple espagnol, avait été provoquée, dans toute une série de questions, par les innovations législatives de cette Chambre. Il n'y avait pas une seule condition, ni une seule classe, qui n'eût été dérangée par les députés dans sa routine habituelle, et qui, par leurs réformes, n'eût été lésée momentanément dans ses intérêts, sans être certaine de trouver une compensation dans l'avenir. On ne trouvait guère, dans leur activité, ni un seul exemple, ni une seule branche, ni un seul fait qui n'eût été exposé au blâme, et même à un blâme bien mérité. Presque tous leurs actes eurent des conséquences désastreuses, et cependant, parmi le nombre, on n'en trouve guère un seul qui eût été intempestif, inutile ou contraire au but qu'on se proposait. On peut même dire que, dans les circonstances données, aucune autre assemblée n'aurait pu agir bien différemment, et que si elle avait même mieux exécuté ces mesures, ces dernières n'auraient pas produit un effet moins funeste. Comme gardiens de la Constitution, les modérés avaient toujours à la bouche la devise de la Constituante française : « La Constitution, rien de plus, rien de moins » ; mais ils s'étaient attiré de divers côtés des reproches d'une nature différente. On leur disait qu'en secret ils voulaient certainement un peu moins, tandis qu'en public ils se laissaient, à tout moment, entraîner à demander un peu *plus*, en empiétant si souvent sur le domaine du pouvoir exécutif, ce qui les avait tant de fois exposés aux invec-

tives de leurs adversaires. Cependant, dans la position où ils se trouvaient placés, entre un roi perfide et le parti de leurs adversaires surexcités, position contraire à toutes les lois d'une saine politique, il aurait été impossible d'éviter entièrement de dévier ainsi de la route indiquée par les principes rationnels.

L'activité incessante avec laquelle cette assemblée prodiguait son temps et son travail aux petites choses, avait bien des fois fourni ample matière aux moqueries du public : en effet, souvent elle ne paraissait être qu'une autorité administrative et même qu'une instance pour les intérêts locaux les plus minimes. Cependant, cette assemblée répondait tellement aux besoins du pays, dépourvu de tout conseil, que les demandes et les plaintes ne cessaient jamais d'affluer aux cortès de toutes les parties de l'Espagne. De la dernière session extraordinaire, il ne resta pas moins de cinq cents Mémoires accompagnés d'un rapport, et de seize cents qui en étaient dépourvus; tous furent transmis à l'assemblée législative suivante.

Cette activité avec laquelle les cortès avaient gouverné et administré s'était montrée d'une fécondité extraordinaire; elle avait été indispensable, et cependant elle avait été nuisible par la manière dont les députés s'étaient immiscés dans toutes les affaires imaginables, où ils avaient porté le trouble sous toutes les formes possibles. Leur activité législative proprement dite avait eu le même caractère; plus elle avait été féconde en résolutions, et plus elle avait été néfaste. Le pays pouvait s'estimer heureux quand, faute de préparatifs nécessaires, les travaux législatifs de la Chambre n'avaient pas de résultat pratique et restaient, par conséquent, inoffensifs. Tel fut

le sort de la magnifique organisation de l'instruction publique (du 29 juin 1821), pour l'exécution de laquelle on aurait manqué de l'argent nécessaire aussi bien que des ressources intellectuelles. La même chose arriva avec le Code pénal (8 juin 1822), ce monument de l'activité des cortès que les Espagnols estiment au plus haut degré; Niebuhr lui-même y trouva des idées morales, restées inconnues à la législation française, tandis que la critique sévère de Bentham l'appelait une danse macabre, à cause du grand nombre de ses dispositions rigoureuses, et à cause de l'article sur les délits en matière religieuse, article qu'il disait écrit avec du sang.

La véritable cause de ruine se trouvait dans des lois de réforme qui empiétaient sur des droits et des possessions de longue date, et qui, en les lésant, jetaient la fermentation la plus dangereuse dans toutes les couches du peuple. C'était là un danger de plus, car les Espagnols aimaient à épuiser leur mécontentement, facile à exciter, en manifestations bruyantes, soit qu'ils se fissent justice eux-mêmes, soit qu'ils résistassent au pouvoir ou qu'ils commissent des actes de violence. Le roi refusa, à la vérité, de sanctionner la loi sur les droits des seigneurs fonciers, loi qui avait été ajournée en 1820, mais qui fut adoptée dans la session ordinaire de 1821 (7 juin). Cependant, la seule connaissance des résolutions, votées par les cortès, avait suffi pour exciter les paysans soumis à ces seigneurs, et pour les pousser à refuser de fournir les prestations en litige, comme d'autre part les autorités avaient reculé devant l'application rigoureuse des lois.

Profondes étaient les rancunes que ces lésions inspiraient aux propriétaires fonciers et aux nobles; mais on

ne pouvait les comparer à la fureur concentrée que les modifications de leur position faisaient naître parmi les membres du clergé. Depuis la publication de la loi sur les couvents, les plaintes contre elle s'étaient multipliées de jour en jour. Au lieu de faire quelque concession à l'opinion publique, les cortès de 1822 la bravaient de plus en plus. En faisant éclater leur haine violente contre Rome et contre le clergé hostile à la Constitution, elles ordonnèrent que, dans les communes qui ne comptaient pas quatre cent cinquante habitants, tous les couvents fussent supprimés et que leurs biens fussent confisqués. Ce vote dévoila au clergé toute la pensée des novateurs, leur haine implacable contre tous les ecclésiastiques. Dès lors, on vit se former, au sein même des *exaltados*, un parti clérical qui, sous le masque d'un accord simulé au sujet des principes généraux professés par les radicaux, commença par les combattre dans chaque cas isolé.

On exécuta dans cette session (29 juin 1821) la diminution de la dîme sécularisée, telle qu'elle avait été mise sur le tapis en 1820 (Cf. t. VII, p. 187-190); on la diminua de moitié. Les cortès estimèrent les besoins du clergé à 250 millions; la dîme, qui, en 1808, valait encore 620 millions, fut évaluée par les ministres à 335 millions seulement. Mais les députés, croyant que cette estimation était trop faible, l'évaluèrent, lors de la diminution, à 500 millions, somme dont la moitié devait, par conséquent, couvrir les besoins du clergé. Mais ces calculs manquaient absolument de toute base; à ce sujet on ignorait ce qu'il fallait savoir, afin de pouvoir prendre une décision sûre et de veiller à tous les intérêts. Bientôt, l'expérience démontra que les ecclésiastiques ne pouvaient pas vivre de la moitié de la dîme qui leur

avait été assignée, tandis que, d'autre part, il sautait aux yeux que les communes étaient dans une misère extrême : on entendait, par conséquent, des cris de détresse s'élever de toutes parts et protester contre cette mesure. D'après l'évaluation faite par la commission des cortès, cette diminution de la dîme devait soulager la propriété foncière et lui enlever une charge de 250 millions, afin qu'elle pût d'autant plus facilement supporter l'impôt foncier direct, fixé à 150 millions (27 juin 1821). Mais les ministres avouèrent de nouveau qu'ils n'avaient eu absolument aucune base pour répartir soit cet impôt, soit d'autres taxes. Ils désiraient ardemment qu'on ne changeât rien dans leurs propositions, car, disaient-ils, des faveurs quelconques accordées à l'une ou à l'autre des provinces provoqueraient nécessairement, de la part de toutes les autres, la demande d'obtenir un semblable soulagement : de cette manière, on ne ferait qu'augmenter le mécontentement général qui agitait sourdement non-seulement toutes les classes et toutes les conditions, mais encore toutes les provinces et toutes les localités, bien que ce fût par suite d'autres causes.

Les cortès avaient décrété une nouvelle division du pays en cinquante et une provinces (14 janvier 1822). Cette mesure avait été effectivement un besoin de première nécessité, parce que, sous le régime de l'ancienne division, les députations des grandes provinces, telles que l'Aragon, avaient été écrasées par le poids de leurs travaux. Mais encore pour cette œuvre, on manquait de toute base qu'aurait pu fournir la statistique ; on prévoyait qu'il faudrait prochainement recommencer cette entreprise restée incomplète, et cependant on excitait, en attendant, toutes les querelles et toutes les jalousies

entre les districts et les communes, en donnant ainsi aux ennemis de la Constitution la meilleure occasion de s'établir furtivement au milieu de toutes ces inimitiés. Ces séides de la contre-révolution trouvaient d'autres moyens innombrables de servir leurs intérêts, dans les jalousies et dans les résistances qui se manifestaient au sein des provinces. Le gouvernement avait donné ordre (10 déc. 1820) d'établir des droits d'entrée en Biscaye et en Navarre, et de percevoir, après coup, les taxes pour les marchandises qui avaient été introduites jusqu'en 1820 sans payer de droits d'entrée. Les provinces refusèrent de donner les indications demandées au sujet de ces marchandises; le gouvernement fixa, dès lors, lui-même les sommes à payer par les différentes provinces et par les villes maritimes. Ceci amena des querelles entre les provinces d'une part, et entre les provinces et le gouvernement de l'autre. Les royalistes surent exploiter, à leur avantage, encore toutes ces petites passions.

On avait de nouveau délibéré sur le tarif des douanes (27 oct. 1821); le maintien du système prohibitif avait été aussi celui de la contrebande, contre laquelle on publia une loi rigoureuse (2[illegible] nov. 1821). On vit, à cette époque, que même des législateurs de la trempe de Moreno Guerra avaient des sympathies pour ce métier dans lequel ils reconnaissaient à peine un délit. Comment s'étonner alors que cette classe populaire des « gens de commerce » offrît plus que jamais des matériaux toujours prêts pour les projets violents des absolutistes? La Catalogne avait été, de tout temps, la terre classique de ce métier, qui y était favorisé par la nature montagneuse du pays, par le mauvais état des routes à l'intérieur, et par le voisinage des dépôts de Marseille. Dans cette pro-

vince, il n'y avait ni animal, ni barque, qui ne servissent à cette profession ; il n'y avait pas de baie ni de ravin qui n'eussent été le théâtre des exploits de ces contrebandiers dont les noms et les chants trouvaient leur chemin jusque dans la capitale, jusqu'à la cour et jusqu'au théâtre.

Or, c'était précisément en Catalogne que des causes locales et une fatalité accidentelle venaient s'ajouter à ces autres raisons, pour tenter cette race téméraire à échanger de nouveau la contrebande contre la guerilla, c'est-à-dire contre la guerre civile. Des navires venus de la Havane avaient apporté la fièvre jaune dans le port de Barcelone (juill. 1821). La condition climatérique toute particulière de cette ville, les abus et les singularités qu'on remarquait dans son régime municipal et dans la société ; la chaleur intense de l'été, la négligence de la police, l'incapacité des autorités sanitaires, l'avidité du commerce, une espèce d'insouciance fanatique qui dominait les habitants et qui allait jusqu'à la folie : toutes ces causes donnèrent promptement de terribles aliments à l'épidémie (1). Trois mois après qu'elle avait éclaté, et après que dix mille hommes avaient déjà péri de cette population dont le nombre avait été, en outre, éclairci par la fuite des habitants, la liste des décès quotidiens comptait plus de quatre cents morts. En même temps, les communications, laissées beaucoup trop longtemps ouvertes entre le port et le reste du pays, avaient permis à l'épidémie de se propager au dehors, le long de la côte et sur les bords de l'Èbre.

(1) Cf. J. Henry : *Relation historique des malheurs de la Catalogne en 1821*. Paris, 1822.

Sous le coup de cet effroyable désastre, le gouvernement provincial se relâcha complétement, et l'état d'anarchie qui en résulta, et qui dura six mois entiers, concourut, avec d'autres causes, à préparer dans cette province les plus abondantes matières combustibles à la rébellion qui couvait sous les cendres. Les évêques y avaient été parmi les premiers adversaires ouvertement déclarés du nouveau système. Par suite des récentes persécutions (Cf. p. 14), les royalistes étaient devenus, dans la Catalogne, une faction irritée, prête à en venir des paroles aux coups. On y trouvait l'occasion de tendre la main aux royalistes français, ce qui plus tard donnait, précisément dans cette province, à la rébellion un appui et une force que jusqu'alors elle n'avait pu acquérir nulle part. Comme tout le trafic y avait été entravé et même arrêté, la misère du peuple inoccupé s'était tellement accrue, que les contrebandiers, unis à un grand nombre de gens destitués et excités, de fonctionnaires réformés et pensionnés, affluèrent dans les rangs des bandes royalistes, qui s'assemblèrent des deux côtés de la ligne des Pyrénées et s'érigèrent en défenseurs du trône et de l'autel.

Malheureusement, cette détresse ne se bornait pas à la seule Catalogue. Par suite de la sécheresse et de la mauvaise récolte de 1821, la disette s'était étendue encore sur un grand nombre d'autres provinces; comme une conséquence des troubles à l'intérieur et de la défection de l'Amérique, la décadence du commerce et de l'industrie était universelle. Les terribles embarras dans lesquels se trouvait l'Espagne depuis 1820 n'avaient pas cessé. Toute une série de causes, qui concouraient à produire le même résultat fâcheux, c'est-à-dire les arré-

rages des impôts, continuaient à se faire sentir; ces arrérages provenaient de misère réelle, de mauvais vouloir, d'un système de perception défectueux, enfin de la paresse et de l'impuissance des intendants. C'est pourquoi, malgré tous ses honorables efforts, le gouvernement ne put sortir de son ancien état de faiblesse dans lequel toutes les ressources lui faisaient défaut. L'expérience avait prouvé que toutes les évaluations des impôts et des douanes étaient trop élevées. Le plan financier, établi nouvellement, produisit, après six mois, un effet désastreux; tous les calculs avaient été trompés; les engagements publics, pris envers l'armée et envers les fonctionnaires, ne purent être, en grande partie, remplis comme cela avait été toujours le cas auparavant; le trésor était vide, et le pays se trouvait dans la position la plus pénible. Cette détresse universelle livra partout, au milieu de cette population entraînée par ses mauvaises passions, les nombreux individus sans pain aux séductions des gens malintentionnés, aux sourdes menées de la cour et aux hostilités ouvertes des révoltés, unis dès lors par une alliance presque ouvertement conclue.

Le roi et la contre-rébellion.

Pendant tout ce temps, le roi était tourmenté par le sentiment de son impuissance et par le désir impatient de se débarrasser de la Constitution qu'il détestait. Il s'était peut-être attendu à ce que les congrès des puissances orientales vinssent bientôt le délivrer d'une façon quelconque. Mais cette délivrance ne se fit pas, parce qu'il s'en fallut de beaucoup qu'au sujet de l'intervention en Espagne, il y eût, parmi les puissances, le même accord et la même résolution arrêtée que relativement aux affaires napolitaines; elles ne la croyaient pas aussi ur-

gente en Espagne qu'à Naples, elles ne s'entendaient ni sur la question de savoir s'il fallait y avoir recours ou non, ni sur les moyens par lesquels il fallait l'accomplir. Un retard n'y offrait aucun danger immédiat. De plus, les souverains voulaient d'abord éprouver leurs forces en Italie et attendre que tous les résultats de leur victoire eussent produit leurs effets. Dans les sphères les plus élevées de plus d'un pays, parmi les classes les plus influentes, chez un grand nombre de tories en Angleterre, au milieu des cercles les plus hostiles à la Révolution où il y avait des hommes tels que Stein et Niebuhr en Allemagne, on montrait, précisément à l'égard de la révolution espagnole, un esprit de conciliation très-prononcé et exceptionnel. On était surpris de voir la modération et l'union dont la nation espagnole faisait preuve au commencement de sa révolution, et l'on craignait peut-être de s'immiscer dans ses affaires, en se rappelant avec quelle susceptibilité elle s'était opposée à toute intervention étrangère. C'est pourquoi on aimait mieux attendre que les choses fussent arrivées à une plus grande maturité, et qu'elles amenassent peut-être le peuple à se tirer d'embarras avec ses propres ressources. Il fallait, en outre, avoir quelques égards pour l'Angleterre. Mais ce qui était surtout délicat, c'était la position des souverains alliés par rapport à la France, qui n'aurait pu leur permettre d'envahir l'Espagne, tandis que ces mêmes puissances orientales n'auraient pas voulu laisser la France intervenir de son propre chef. Du reste, tant que Richelieu tenait le timon des affaires, le gouvernement français n'aurait jamais voulu prêter la main à une semblable intervention.

Cet homme pacifique cherchait continuellement à for-



mer à Madrid un parti composé d'hommes réfléchis, dans le dessein de transformer la Constitution des cortès en une espèce de Charte française, projet que l'Angleterre même accueillait dès lors avec plus de faveur, afin d'empêcher avant tout l'entrée des troupes françaises en Espagne. L'ambassadeur français à Madrid, le duc Laval de Montmorency, avait reçu d'Arguelles l'aveu que tous les modérés désiraient un semblable changement de leur Constitution, pourvu qu'on pût l'exécuter avec certitude en face du roi. Il pouvait compter encore plus sûrement sur le ministère Feliu, dont le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères appartenait, comme l'ambassadeur français le disait à son éloge, au parti du *drapeau blanc* (1). Dans l'espoir de réaliser un dessein aussi pacifique, Richelieu avait toujours insisté auprès du roi Ferdinand pour qu'il renonçât à toutes les tentatives insensées d'une contre-révolution violente, dont les mauvaises conséquences auraient pu atteindre aussi la France. A l'époque où les puissances décrétèrent leurs mesures contre Naples, et où le gouvernement espagnol leur demanda de se déclarer sur ce qu'elles avaient l'intention de faire, Richelieu avait enjoint à son ambassadeur de donner du moins l'assurance verbale que le cabinet de Paris ne songeait à aucune espèce d'intervention. L'Autriche, au contraire, qui était, à ce moment, intervenue à Naples, n'avait fait aucune réponse lorsque la même question lui avait été adressée (févr. 1821).

Ce fut ainsi qu'on montra de loin au gouvernement espagnol l'intervention, suspendue au-dessus de sa tête

(1) Lettre de Niebuhr à Stein. Dans Pertz : *Leben Stein's*, t. V, p. 618.

comme l'épée de Damoclès; mais, d'autre part, on ne semblait pas non plus pressé d'enlever l'épée de la Révolution, suspendue au-dessus de la tête du roi. Ce dernier s'opposa, dès lors, d'une façon semblable, au mouvement révolutionnaire. Il aurait préféré s'épargner l'humiliation d'une immixtion étrangère; les papiers de Vinuesa prouvent que, dans l'entourage du roi, on aurait voulu se tirer d'embarras par les propres ressources du parti de la cour. Les projets de ce chapelain honoraire lui-même (janvier), le changement ministériel (mars), les tentatives faites pour soulever les gardes (mai) et pour démoraliser les autorités suprêmes de Madrid, tout cela devait servir à produire le même résultat. Mais comme toutes ces démarches échouèrent, le roi eut recours à des moyens plus violents, surtout après que la déclaration finale de Laybach lui eut enlevé tout espoir d'un secours prochain. Il passa de la conspiration à la révolte, de l'intrigue de palais à la guerre civile, et il chercha, d'une manière plus décidée, à joindre aux secours à l'intérieur l'assistance étrangère. Il voulut déterminer la France à intervenir à main armée, et pour y arriver, il s'agissait de provoquer, en faveur de ses desseins, une levée de boucliers en Espagne, mais de tromper le gouvernement français au sujet de ces mêmes desseins. Le roi ne voulait adopter nul conseil qui n'eût pour but le rétablissement de l'absolutisme, y compris celui de l'inquisition, comme le conseillaient les agents autrichiens ou russes de la trempe d'un Boutourline. Mais, s'il voulait obtenir la prompte assistance de la France voisine, il lui fallait faire croire au cabinet de Paris qu'il ne voulait pas autre chose qu'un simple changement de la Constitution.

Cette intrigue fut jouée avec une telle habileté, que les courtisans les plus dévoués de son entourage immédiat n'étaient pas sûrs quelle était la véritable volonté du roi, et qu'ils se divisaient, soit en faveur d'une Charte, soit pour l'absolutisme. Le général Cordova, par exemple, avoua lui-même, plus tard, que, travaillant en faveur d'une Charte espagnole, il était devenu, malgré lui, l'instrument du despotisme (1). Le roi envoya donc en France, vers le milieu de 1821, le général Eguia, âgé de soixante-dix ans (Cf. t. III, p. 209), et un fonctionnaire du ministère de la guerre, Morejon, afin de former une junte centrale, destinée à provoquer un contre-mouvement royaliste. L'autorisation qu'il donna, par écrit, à Eguia entra tout à fait dans le projet français, d'après lequel il s'agissait d'un changement de la Constitution.

Mais l'incapacité absolue de ce plénipotentiaire faisait de cette introduction diplomatique un scandale ridicule; Eguia était affaibli par l'âge, il s'entourait de gens mal famés qui l'aidaient à dépenser ses faibles ressources, et il demeurait, à Bayonne, chez une patissière qui devenait la confidente de toutes ses affaires qu'elle s'empressait de divulguer immédiatement. Bientôt, l'attention des réfugiés espagnols et de leurs protecteurs royalistes en France fut détournée d'Eguia pour se fixer sur le marquis Mataflorida (Cf. t. III, p. 206, et VII, p. 123). Depuis longtemps, ce dernier avait songé à établir à Toulouse une régence comme centre de l'agitation en faveur du nouveau roi (2); ce fut dans ce sens qu'il en-

(1) Cf. *Memoria justificativa que dirige a sus conciudadanos el general Cordova*. Madrid, 1837.

(2) On possède de la main de Mataflorida même un extrait des do-

voya à toutes les cours des Mémoires, des représentations et des requêtes (nov., déc. 1821), pour demander qu'on sauvât son prince. Il fit tout cela sans y être autorisé, et sans s'inquiéter de la personne d'Eguia ni des instructions données par le roi à ce dernier; en effet, il croyait mieux connaître la véritable opinion de Ferdinand, agissant ainsi comme le firent tous les ecclésiastiques bien informés, et entre autres le grand inquisiteur, qui plus tard appela le papier d'Eguia un « chiffon », en ajoutant qu'il était puéril de vouloir élever des châteaux sur une pareille base.

Cependant, ces menées secrètes des réfugiés vindicatifs restaient, pour le moment, tout aussi stériles que la révolte ouverte dans la montagne. Tant que la Catalogne restait fermée, les foyers principaux du soulèvement se trouvaient en Navarre, où don Santos Ladron, riche propriétaire foncier et ancien compagnon d'armes de Mina, mit ses paysans en campagne, et en Biscaye, où J. Villanueva (Juanito) forma, avec des réfugiés, des moines, des étudiants, des déserteurs et des contrebandiers, le premier noyau de ce qui, plus tard, devint l'*armée de la foi.* A mesure que l'épidémie diminua, le soulèvement se propagea en Catalogne où le brigand Tomas Costa (Misas), avec A. Coll, Montaner et autres, se mit à la tête de semblables bandes pour jouer le rôle d'un pieux royaliste.

Mais tout cela resta sans importance, et, en Espagne même, on n'y fit pas grande attention tant que subsista

cuments originaux de la régence d'Urgel, source à laquelle nous avons puisé l'exposé qui va suivre. Cf. Miraflores : *Apuntes. Doc.*, t. II, p. 32, sq.

le ministère Richelieu. Avec sa chute, tout changea complétement. La révolte prit, dès ce moment, une forme tout autre et un caractère fort insolent; on vit s'augmenter les intelligences entre les royalistes des deux pays, l'activité incessante des réfugiés, la confiance hardie des révoltés en leurs propres forces et le nombre de ceux qui se rallièrent autour de leurs drapeaux. Ce fut le moment critique où la fortune commença à se tourner du côté de la cause royale. Il appartient au génie des peuples latins, opposés en cela à la race anglo-saxonne, de remarquer, avec une grande perspicacité, le côté vers lequel penchent le pouvoir et la force, et de se placer aussitôt de ce côté-là.

Précisément vers l'époque de ce changement ministériel, les dernières traces de l'épidémie s'effacèrent peu à peu (janvier 1822). Afin de lui fermer l'accès de la France, on avait, à l'automne, établi, le long de la frontière, un cordon sanitaire de huit mille hommes, distribués en trois cent quarante postes. Cette mesure, qui, pendant la durée de l'épidémie, avait été indispensable pour protéger le pays contre les témérités des contrebandiers et même des douaniers espagnols, était devenue inutile; cependant on ne la fit pas cesser. Au contraire, bientôt on vit le cordon augmenter en force, et, peu de temps après, on entendait dire qu'il avait été fortifié par l'adjonction de pontonniers et de soldats du train d'artillerie, qui ne servaient pas à maintenir la garde sanitaire.

Les sympathies des autorités royalistes aux frontières se prononcèrent d'une manière de plus en plus marquée. Déjà auparavant il était arrivé que, quand les *chrétiens* (les révoltés) avaient été jetés au delà de la frontière par

les constitutionnels que ces derniers, pour les insulter, appelaient les *Espagnols*, la faveur des royalistes leur avait permis de se réfugier sur la terre étrangère et d'en faire un arsenal et le point de départ de nouvelles attaques. Dès cette époque, on leur permit aussi d'établir des dépôts d'armes, de faire des quêtes publiques et de recevoir les dons des églises pour acheter des munitions de guerre. Bientôt, on put remarquer que les réfugiés sur la frontière et leurs amis dans l'intérieur de l'Espagne devenaient de plus en plus courageux, et que leur outrecuidance allait jusqu'à leur faire risquer quelques actes téméraires isolés et même des entreprises plus considérables. Dans la ville même de Madrid, où les partisans de Riego parmi les soldats étaient constamment en querelle avec les gardes, on entendait déjà pousser des cris en faveur du « roi pur » (mars).

A Valence, il y eut, à la même époque (17 mars), des rixes sanglantes entre le peuple et l'artillerie, dévouée à la cause royale; à Pampelune, on vit éclater un conflit entre les troupes d'une part et la milice royaliste et les paysans armés de l'autre (19 mars). Vers ce temps, Mataflorida fit parvenir ses projets de régence jusqu'entre les mains de Villèle; de plus, il se mit en rapport avec les corps francs de la Catalogne (avril), auxquels il donna aussitôt de l'argent de sa propre fortune, et qu'il commença à diriger de plus en plus à l'aide de l'évêque d'Urgel. Immédiatement leurs entreprises eurent un caractère plus imposant; ils s'entendirent davantage et quittèrent leurs cachettes sur la frontière, dans lesquelles la peur les avait relégués, pour pénétrer dans l'intérieur du pays. Les têtes ardentes parmi les représentants du peuple voyaient la main du gouvernement français favo-

riser tout ce jeu, qui jetait l'épouvante et la fureur au milieu de la capitale et des cortès, tandis que le roi Ferdinand, excitant en secret le mouvement, exécutait les coups indiqués. A l'époque même du changement ministériel en France, l'ambassadeur anglais disait, dans ses rapports, comme la chose la plus notoire, que le roi encourageait lui-même la révolte et qu'il y prenait une part directe.

Suite. Troisième ministère *moderado* (Martinez de la Rosa).

Ce fut au milieu de ces soulèvements sur les frontières, qui prenaient une forme de plus en plus menaçante, que la session ordinaire des nouvelles cortès s'ouvrit le 1er mars. Les députés firent, par leur premier acte, une profession de foi complète, en choisissant Riego comme président, quelque peu capable qu'il fût de remplir ces fonctions. Le roi trembla de peur et de colère en apprenant cette démarche, qui, pour toute la durée de la session, lui annonça une surveillance rigoureuse, et qui coupa court à toute idée de se présenter devant cette assemblée avec un ministère réactionnaire ou simplement insignifiant. Ce ne fut donc que par suite de cette élection qu'il chargea Martinez de la Rosa de former une nouvelle administration. Celui-ci résista d'abord aux sollicitations du roi, mais Ferdinand le fit tomber dans le même piége qu'Arguelles, en le prenant par les sentiments et par l'honneur, et en lui demandant « ce qu'il deviendrait si, dans un moment pareil, les gens les plus honorables l'abandonnaient ». Martinez accepta et, en s'adjoignant les hommes les plus marquants de ce parti modéré, qui, toujours persécuté et toujours avili, semblait cependant le seul capable de gouverner, il entra avec Moscoso (intérieur), Gareli (justice) et autres dans le nouveau

ministère, qui occupa à peu près la position des *feuillants* et auquel on donna le sobriquet des *anilleros.*

Dans ce cercle, dont tous les membres étaient étroitement liés entre eux, il ne manquait que Toreno, qui aimait mieux se faire employer au dehors (à Paris) que de se placer encore une fois, au milieu de circonstances fort aggravantes, dans la position pénible de tous les ministères précédents formés par les *moderados;* il n'avait aucune envie de se laisser froisser en se plaçant entre le roi infiniment plus aigri et l'assemblée surexcitée des cortès qui n'était plus refrénée par une majorité modérée. Les familiers du roi avaient mis ce dernier sur ses gardes contre le talent supérieur du premier ministre, mais Ferdinand savait mieux que ces conseillers quels étaient les gens à qui il avait affaire. Par sa culture intellectuelle et par son talent oratoire, par son intégrité, par la douceur et la bienveillance de son caractère, Martinez de la Rosa était un des premiers hommes de l'Espagne. Dans ses jeunes années, il s'était assez souvent associé aux résolutions et aux actes pleins d'une acrimonie violente qui émanaient du camp des radicaux; cependant, s'étant de bonne heure instruit à l'école des principes politiques de l'Angleterre, il était devenu, par l'étude et par conviction, l'ami d'une Constitution mélangée où les éléments démocratiques seraient en minorité. En professant sincèrement des principes modérés, il avait su prévenir en sa faveur même une partie de la noblesse. Cependant, par cela même il avait d'autant plus irrité contre lui les *exaltados*, qui ne savaient assez se moquer de « Rosette la pâtissière » et de son ministère *pastelero*, dont la formation avait trompé l'attente de tout leur parti.

Souvent Martinez de la Rosa avait montré assez de

courage moral pour s'opposer à l'exaltation avec toute la franchise de son caractère. Il avait été un de ceux qui avaient blâmé avec la plus grande vivacité l'insouciance nonchalante dont le ministère Feliu s'était rendu coupable en face des désordres commis par les *exaltés;* il avait prédit la ruine de la liberté si la loi ne parvenait pas à établir son règne partout. Malgré cela, c'était lui-même qui devait confirmer sa propre prophétie en se montrant, lui aussi, plein de négligence en face des illégalités commises par les *serviles*. En effet, personne n'était moins que Martinez fait pour être un véritable chef de parti. Dans des temps pareils, avec de semblables adversaires et au milieu du jeu des intrigues et des passions, personne n'était moins habile que lui à fixer, d'un regard pénétrant, toujours l'éventualité la plus fâcheuse, et à y faire face avec une énergie qui ne se laisse arrêter par aucune considération. Martinez de la Rosa était un homme de tête dont les écrits historiques et politiques trahissent partout plutôt un théoricien qu'un homme d'affaires pratique. C'était un bel esprit qui, avant cette époque et plus tard au milieu du tourbillon de la vie politique, composait des drames pleins d'une fausse rhétorique et des comédies insignifiantes qui, malgré leurs tendances patriotiques, ne laissent pas même à la lecture l'impression d'un caractère vigoureux ou d'un esprit bien trempé.

Dans sa nouvelle dignité, entouré d'hommes intelligents, amis de l'ordre et familiers avec la marche ordinaire des révolutions, Martinez se plaisait à se bercer de l'espoir qu'il réussirait à jouer habilement jusqu'au bout le rôle qu'un Mirabeau n'avait pas su remplir : en modifiant la Constitution, il comptait conjurer à la fois

l'anarchie à l'intérieur et l'orage de l'intervention étrangère qui se levait menaçant à l'horizon lointain. Avec le secours d'une médiation française que Toreno cherchait à négocier à Paris, il voulait arriver peu à peu à une Charte espagnole (comme il réussit à le faire, beaucoup plus tard, en 1834, dans le statut royal). De cette manière, il comptait réconcilier le roi avec le régime constitutionnel, en faisant ressortir davantage les principes monarchiques, en assurant plus de respect au trône, en faisant la guerre à l'anarchie, en contenant la révolution dans des digues et en la réprimant. Quant aux *exaltés*, il croyait pouvoir les apaiser, quand il aurait réussi à gagner le roi et à détruire la contre-révolution. Mais au lieu de mettre toutes ses forces et son activité la plus infatigable à l'exécution de ce dernier dessein, et de forcer ainsi à la fois le gouvernement français, le roi et les *exaltados* à le respecter, il traita les soulèvements des royalistes avec la même nonchalance que le dernier ministère qui, le jour de son entrée en fonctions, avait déclaré que toutes les conspirations étaient des « absurdités ». Avec une sécurité pleine d'ironie, il se moquait des cris que les *serviles* faisaient entendre dans les rues de Madrid; il restait spectateur passif et indifférent des tumultes de Valence et de Pampelune; il se raillait des progrès de Misas en disant que ses triomphes aboutiraient à une « messe mortuaire ». Enfin, au sujet du cordon sanitaire et des inconvénients qui en résultaient, il fit faire, à Paris, des représentations fort peu énergiques dont le ton fut encore affaibli par l'ambassadeur, Casa Irujo, qui était mal disposé pour le système adopté par le ministre.

Cette attitude du ministère lui fit perdre aussitôt la

prépondérance que, malgré le mauvais vouloir le plus prononcé des cortès, la supériorité intellectuelle de ses membres lui avait donnée au commencement de la session sur les novices ambitieux et inexpérimentés parmi les députés. Il avait réussi à enterrer pendant longtemps, au sein d'une commission, le projet d'une adresse au roi relativement à ce qui s'était passé près de la frontière et au delà d'elle. Mais lorsque les choses empirèrent et que les révoltés furent assez forts pour enlever, dès cette époque, des villes assez considérables, telles que Campredon (15 avril) et Olot, on retira des cartons cette même adresse qui fut approuvée presque à l'unanimité, même par des modérés, tels qu'Arguelles (25 mai). Ce document se plaignait de la témérité avec laquelle un gouvernement étranger exerçait son influence sur les troubles en Espagne; on y insistait auprès du roi pour qu'il déclarât, en face de l'étranger, que l'Espagne n'était pas dans la position de recevoir des lois, et que, pour protéger sa liberté, elle déploierait une vigueur plus grande qu'elle ne l'avait fait jadis pour défendre son indépendance.

Le roi ne répondit que fort tard et d'une manière évasive; il couvait des projets qui lui permissent de répondre par des faits. Ferdinand se trouvait à Aranjuez, où il était entouré de ses partisans les plus dévoués. Excités par ces derniers, les habitants des environs portèrent, le jour de la Saint-Ferdinand (30 mai), un *viva* au roi absolu, cri auquel se mêlèrent ceux des gens du palais et d'un certain nombre de soldats ivres qui appartenaient à l'infanterie de la garde. Ce qui rendit cet événement encore plus suspect, ce fut cette circonstance que, le même jour, les artilleurs royalistes de Valence portèrent

également des *vivas* au roi *pur* et à Elio, homme détesté de tout le monde, ce qui leur attira un procès fort dangereux et la vengeance des soldats fidèles à la Constitution. Ces deux faits déchaînèrent contre les ministres toutes les passions au sein des cortès (3 juin), où le furieux Beltran de Lis demanda le sang du ministre de la guerre qu'il disait impliqué dans les projets insurrectionnels des provinces. Le gouvernement aurait succombé à la suite de ces orages, si la session n'avait tiré vers la fin, si les soupçons que faisait naître le roi n'avaient contre-balancé la haine que les ministres inspiraient aux députés et maintenu ces derniers dans leur irrésolution.

Tandis qu'un grand nombre des membres de l'Opposition, parmi lesquels même un Isturiz et un Canga Arguelles, finirent par donner au gouvernement un simple vote de confiance, d'autres députés, se défiant du pouvoir exécutif, firent (23 juin) une motion inconstitutionnelle, en proposant de nommer une commission chargée de surveiller l'exécution de tous les décrets relatifs à la milice. Il n'y eut que soixante-onze voix, contre soixante-huit, qui rejetèrent cette proposition.

Deux jours auparavant, les insurgés avaient porté à leurs adversaires un nouveau coup bien plus redoutable que tous ceux qu'ils avaient frappés jusqu'alors. Depuis le printemps, l'insurrection était allée en croissant. La ville de Cervera avait rejeté le joug constitutionnel (9 mai), et resta depuis ce moment le jouet des parties belligérantes. Les autorités de Tarragone, divisées par la discorde, de même que les milices provinciales, virent leur position s'aggraver de jour en jour. A la tête de nouvelles bandes parurent de nouveaux chefs, tels que Jep dels Estañs, qui mit en danger la ville de Solsona

(mi-juin), Romagosa et le singulier « trappiste » Antonio Marañon, qui se réunirent pour prendre les forts de Seu d'Urgel (21 juin), et qui, en y établissant une junte, donnèrent à l'insurrection un centre solide pour des opérations ultérieures. Le roi ne voulut pas rester en arrière de tous ces succès. La clôture des cortès était imminente. De tout temps, cela avait été le moment où l'on pouvait s'attendre à recevoir des nouvelles de la cour.

Suite. Les journées de Juillet.

Lorsque le roi, après avoir clos la session législative, retourna dans son palais (30 juin), il y eut, par suite de causes restées incertaines, du bruit et des rassemblements dans les rues. Parmi les gardes du corps, on entendit des cris en faveur du roi *pur*, et il s'ensuivit un conflit avec le peuple. Bien qu'à ce moment les gardes n'allassent pas plus loin, il fut cependant reconnu aussitôt qu'on avait imprimé à leur excitation une direction nettement marquée. Quand le lieutenant Landaburu, officier de la garde fort libéral, fit aux gardes du corps, après leur retour au château, des reproches sur ce qui venait d'arriver, il fut insulté et mortellement blessé par eux. Après une journée pleine d'inquiétudes, une sourde révolte éclata (1er juillet) dans les casernes des gardes; mais, même à ce moment, on n'en vint pas encore à d'autres actes. Morillo, aux fonctions duquel, comme capitaine général, on ajouta promptement celles de commandant en chef des gardes du corps, eut le mérite de maintenir l'ordre pendant ces deux journées et d'apaiser les soldats, placés sous ses ordres, qui le comptaient parmi les appuis de l'absolutisme. Cependant, les constitutionnels avaient eu le temps de se recueillir. Il arriva qu'un certain nombre de bourgeois, de députés, d'offi-

ciers et bientôt même de gens armés de toute espèce, affluèrent vers la caserne de l'artillerie montée, qui était située tout près du château et qui devenait ainsi comme qui dirait le boulevard et même le siége du gouvernement des constitutionnels.

Il semblait qu'il fallait attribuer à ce hasard l'ordre donné, à ce moment, aux gardes, probablement à l'instigation de Ferdinand que tourmentaient les canons braqués sur le château. Quatre bataillons des gardes du corps partirent, en effet, pour la maison de campagne du roi, *al Pardo*, située à deux *leguas* de la capitale dans laquelle on ne laissa que deux bataillons, campés sur la place du Château. La ville de Madrid, qui, pendant les deux dernières journées, avait été plongée dans la consternation et la crainte, se trouva, le lendemain matin (2 juillet), dans la situation la plus étrange : les habitants attendaient avec une pénible impatience les événements qui allaient se passer, et ils étaient condamnés à une inaction complète. Les gardes du corps rebelles étaient campés au Pardo et sur la place du Château; dans l'intérieur du palais, les galeries et les corridors étaient remplis du bruit des révoltés parmi lesquels les gens du château distribuaient de l'argent et des cigares. Sur la place de la Constitution, les milices et les constitutionnels avaient établi leur quartier général. Sur la place de San Domingo, on avait réuni, sous les ordres de San Miguel, chef de l'état-major de Riego, le *bataillon sacré*, composé de patriotes qui causaient à Morillo et au gouvernement plus de soucis que les gardes mêmes.

La guerre civile avait éclaté, mais elle n'avait pas encore commencé. Des deux côtés, la haine et la fureur étaient aussi grandes que les appréhensions et les crain-

tes. Ni l'un ni l'autre parti n'avait confiance en sa propre cause pour laquelle personne n'osait rien entreprendre, tandis qu'une résolution hardie, prise d'un côté ou de l'autre, aurait amené la victoire la plus éclatante. On voit, pour ainsi dire, le moment où les forces des royalistes et celles des constitutionnels, leurs adversaires, étaient arrivées à se tenir en équilibre et se trouvaient ainsi face à face. Celui qui devait décider l'affaire en faisant pencher la balance d'un côté ou de l'autre, c'était Morillo qui commandait les deux camps, qui allait et venait chez les uns et chez les autres, furieux contre les révoltés et en même temps contre les *exaltados*, mais qui reculait devant tout acte décisif, avec la même hésitation qu'avaient montrée le roi et ses partisans, le gouvernement et toutes les autorités. Le conseil municipal offrit (2 juillet) aux ministres un asile à l'hôtel de ville, pour les soustraire ainsi à l'influence du souverain. Mais ils refusèrent cette offre, et, au lieu d'employer les grandes ressources dont ils disposaient pour porter un coup décisif à leurs ennemis, ils semblèrent croire qu'il était de leur devoir de donner à peine un signe de vie pendant ces journées critiques.

Ceux des députés aux cortès qui étaient présents à Madrid insistèrent auprès de la commission représentative pour qu'elle engageât le roi à éloigner de lui son entourage qui ne faisait que conspirer, ou bien qu'elle nommât une régence, si Ferdinand ne voulait pas accéder à cette demande. Mais ce corps politique lui-même était trop conciliant pour rompre d'une manière si éclatante avec le prince : exemple de plus qui montrait que la fougue même des gens les plus exaltés s'apaisait, aussitôt que la personne du roi était en question. Les roya-

listes et les gardes agissaient avec la même absence de toute vigueur et de tout plan : ils auraient dû retenir le roi à Aranjuez, ou bien s'emparer de la capitale par un coup de main au lieu de la quitter, ou encore partir et emmener le prince avec eux. Mais au lieu d'agir ainsi, ils déclarèrent à Morillo, avec lequel ils négociaient au Pardo, qu'ils étaient prêts à partir pour former les garnisons de Tolède et de Talavera. Cependant, le général Cordova, soit de son propre mouvement, soit en obéissant à un ordre du roi, les empêcha de donner, à ce moment, suite à cette proposition. En effet, le roi seul continuait à poursuivre ses desseins avec une grande ténacité; mais lui aussi travaillait sans plan bien arrêté et sans résolution déterminée. Dès le premier jour de la révolte, les ambassadeurs étaient accourus au château. Le comte Lagarde, qui était venu remplacer Montmorency à l'ambassade française, chercha à profiter de la pression exercée par les circonstances, pour obtenir le changement de la Constitution qui, depuis longtemps, avait été le sujet de négociations. Le roi permit à ceux de son entourage qui voulaient se brûler les doigts, d'appuyer cette demande : mais, en leur absence, il déclara ouvertement à ses familiers les plus intimes que son désir était de recouvrer sa complète puissance (1). Le lendemain (2 juillet), il ordonna au Conseil d'État d'examiner si, en ce moment où sa vie n'était plus en sûreté, le pacte social du mois de mars n'était pas dissous, et s'il n'était pas rentré dans ses droits, tels qu'ils avaient existé avant cette époque.

Le Conseil d'État, prétextant son serment constitu-

(1) Cf. *Vida*, t. II, p. 325.

tionnel, rappela à Ferdinand que, si ce pacte était rompu, la faute n'en retombait pas sur la nation. Aussitôt, le roi adressa (3 juillet) au ministre de la guerre l'ordre de réunir au château les conseillers d'État, les commandants militaires et les ministres, pour y former une junte à laquelle on poserait la même question : le misérable prince, dont la nature basse fit taire toute considération morale, avait encore repris l'idée conçue par le malheureux Vinuesa, en songeant à faire arrêter les autorités ainsi réunies. Les ministres refusèrent d'entrer dans la question qu'on voulait leur poser; ils s'abritèrent sous l'article de la Constitution qui avait désigné le Conseil d'État comme l'unique autorité à laquelle le roi eût à demander des conseils. Cependant, on ne vit pas se produire au sein du peuple le mouvement sur lequel le lâche prince semblait compter et qu'il attendait toujours. Pendant quelque temps, il paraissait plus disposé à écouter les projets de l'ambassadeur français; mais, le soir, tout était encore changé : le roi répondit d'une manière évasive, et l'on put voir qu'il avait conçu d'autres idées.

Après une délibération avec le Conseil d'État, les ministres offrirent leur démission au roi (4 juillet) ; mais le roi ne l'accepta pas (5 juillet), parce que, comme il l'écrivit de sa propre main (1), l'état critique du royaume pouvait avoir sa source dans les propres actes des ministres qui en étaient responsables. Lorsque ces faibles gens, pour lesquels Ferdinand préparait ainsi une accusation capitale, voulurent rentrer chez eux, le roi fit fermer les portes du palais, dans l'intérieur duquel il les livra aux insultes et aux privations les plus infâmes.

(1) Cf. *Ibidem*, t. II, p. 349.

Bientôt on connut la cause de ce changement dans l'attitude du souverain. Déjà auparavant, on avait reçu la nouvelle qu'à Castro-del-Rio (Andalousie), une division de carabiniers avait arboré le drapeau royal (25 juin), et qu'un régiment des milices de Cordoue venait de se joindre à ce mouvement. Au moment actuel, un faux bruit annonça que ces rebelles étaient déjà entrés dans la Manche : aussitôt, Ferdinand se montra de nouveau plus résolu de se servir de cet esprit de mutinerie parmi les soldats, afin d'effectuer la contre-révolution par la même force qui avait produit la révolution.

Dans la soirée du 6 juillet, on reçut des communications au sujet des plans d'attaque conçus par les gardes au Pardo ; on n'y ajouta pas foi. Mais, vers minuit, les quatre bataillons qui se trouvaient dans cette maison de campagne du roi se mirent réellement en mouvement pour surprendre la capitale, devant laquelle ils parurent à la pointe du jour (7 juillet). Proclamant le roi *pur*, ils avancèrent, en trois colonnes, vers la caserne d'artillerie, vers la *puerta del Sol* et vers la place de la Constitution. La première colonne rencontra, dans la *calle de Luna*, une patrouille du bataillon sacré et se dispersa aux premiers coups de fusil. La nouvelle de l'invasion des gardes se répandit, à la suite de ce conflit, avec la rapidité de l'éclair dans toute la ville. A la première communication qui lui fut faite à ce sujet, Morillo entra dans une grande colère et la traita d'invention imaginée par les *exaltados*, mais aussitôt qu'il dut la croire vraie, il prit des mesures promptes et habiles pour contrecarrer ce mouvement. Il opposa les troupes constitutionnelles, sous les ordres de Ballesteros, à la colonne qui s'était avancée vers la *puerta del Sol*. La troisième colonne avait débouché par

différentes rues sur la place de la Constitution, et s'était jetée sur les milices qui y étaient postées, dans la conviction que les petits bourgeois de Madrid prendraient aussitôt la fuite. Mais un coup de canon, tiré par hasard, jeta une telle consternation momentanée dans les rangs des gardes, que les miliciens stupéfaits eurent le temps de se recueillir, de faire feu sur les fiers vétérans et de les forcer à se retirer vers la *puerta del Sol*.

Ce fut là qu'affluèrent tous les gens armés fidèles à la Constitution et devant lesquels les gardes se retirèrent au château pour protéger le roi. Tel avait été l'ordre donné pour le cas d'une défaite. Dans le cas contraire, le roi et les gens de la cour se seraient jetés sur les chevaux, tenus prêts et sellés, afin d'accomplir avec les gardes la restauration de l'absolutisme. Toute la bassesse de la tourbe royale s'était dévoilée, pendant ce temps, dans l'intérieur du palais. Par suite d'une rumeur qui annonçait une tournure favorable dans l'état des choses, les absolutistes avaient hardiment jeté le masque, en insultant les chartistes aux applaudissements manifestes du roi. A cette outrecuidance passagère, succéda un profond abattement, lorsque les gardes du corps battus furent refoulés vers le château, et que les balles atteignirent l'intérieur du palais. Alors le roi envoya don Carlos chez le chef du ministère, Martinez de la Rosa, à qui l'on venait de refuser un verre d'eau au palais, pour le supplier de sauver son souverain. D'un ton qui tenait le milieu entre un ordre et la prière, Ferdinand pria Ballesteros d'arrêter l'effusion de sang, et cet homme, flatté par l'appel fait à sa générosité, prit une attitude « comme s'il pardonnait en obéissant ».

La cour s'adressa ensuite à la commission législative

des cortès qui, pendant ces journées, formait le gouvernement effectif. Au grand ennui des *exaltados*, qui jusqu'alors avaient toujours poussé cette commission à se mettre à la tête des affaires, elle consentit à une capitulation qui fut négociée entre la cour et une commission militaire envoyée au château. Même pendant ces délibérations, le roi hésita encore à sanctionner tel et tel article relatif au désarmement des gardes. Mais le ministre de la guerre, général Salvador, lui dit avec fermeté : « Les « troupes de Votre Majesté ont été vaincues et doivent « se soumettre à la loi que leur impose la nation. » Du reste, au moment où l'on allait procéder au désarmement, les gardes déchargèrent encore une fois leurs fusils sur les milices ; puis ils se précipitèrent, dans une fuite désordonnée, par l'escalier en pierre qui conduit de la place du Château au *campo del Moro*, et, en passant par la *puerta de la Vega*, ils prirent le chemin d'Alcorcon, au milieu duquel ils furent arrêtés et massacrés ou faits prisonniers. On raconte que le roi, désabusé par la ruine de ses projets, était sorti sur le balcon du château et que, par ses cris, il avait encouragé les milices à poursuivre ses victimes avec une plus grande ardeur. C'était une méchante invention, mais elle était aussi caractéristique que méchante.

Ministère *exaltado*.

Pendant ces fatales journées, le peuple n'avait pas commis le moindre désordre à Madrid. Les diplomates étrangers croyaient que le moment de la Terreur était arrivé, et que la famille royale allait courir des dangers sérieux. Les ambassadeurs des grandes puissances continentales et quelques autres avertirent donc les ministres (7 juillet) que la nature des rapports entre l'Espagne et

l'Europe dépendrait de la manière dont on procéderait à l'égard de la famille royale. Mais nulle part on ne vit la trace d'un désir de tirer vengeance du prince. Les milices et les troupes continuèrent à observer une discipline rigoureuse et gardèrent le château avec un dévouement aussi monarchique que celui des gardes. Mais cette victoire avait assuré la domination des *exaltados;* la chute du gouvernement *moderado* suivit celle de son parti au sein des cortès. Chose étrange! les ministères *modérés* furent minés tous les trois et amenés à leur ruine au moment même où les victoires remportées par eux sur les adversaires, les *exaltés* et les *serviles*, semblaient les avoir consolidés, victoires que malheureusement ils n'avaient jamais remportées et qu'ils n'avaient pu poursuivre sans que la puissance de leur parti fût brisée. En septembre et en novembre de l'année 1820, Arguelles avait vaincu Riego et le roi; mais, en fraternisant à demi avec les *exaltados*, il avait, en même temps, perdu son appui naturel. Pendant le mois de décembre 1821, le ministère Feliu avait de nouveau battu Riego et le roi, mais seulement après que les cortès avaient prononcé sa condamnation. Sous Martinez de la Rosa, le roi fut vaincu encore une fois dans une lutte ouverte; le parti *exalté* resta docile et fut maintenu dans l'ordre; mais malheureusement le ministère lui-même n'avait pris aucune part à cette lutte, et n'était pour rien dans cette victoire dont il n'eut aucun mérite.

Le conseil municipal, l'organe des *exaltados*, fit les démarches nécessaires pour écarter les *moderados* qu'on détestait; il ne reçut plus dans son sein l'énergique préfet San Martin et le força ainsi à donner sa démission; il demanda au roi de changer son gouvernement et le

personnel de sa cour qui, ajoutait-il, étaient exclusivement composés de conspirateurs. Jamais ce maître achevé dans l'art de dissimuler n'avait eu à jouer des rôles aussi différents qu'à cette époque; jamais il ne s'en était acquitté avec un talent plus éhonté. Au moment même où il avait préparé l'attentat du mois de juillet, il avait envoyé (1er juin) au marquis Mataflorida l'autorisation de poursuivre ses desseins, conçus dans le sens de l'absolutisme le plus pur. Ce dernier avait, dès lors, fait les premières démarches (4 juillet) pour former la régence dont il s'était occupé depuis longtemps, et pour l'établir dans la ville d'Urgel qu'on venait de prendre (14 août). Confiant en ses propres ressources, le roi avait donc, à cette époque, désavoué son ambassadeur Eguia et sa mission relative à une transformation de la Constitution en une Charte française. Mais, au moment actuel où Ferdinand était battu et se trouvait dans l'embarras, il dut s'humilier, écrire une lettre autographe à Louis XVIII (23 juillet) et implorer sa protection, en feignant de nouveau le dessein d'accorder à son pays des institutions représentatives.

Pendant ce temps, Ferdinand se résigna à tout chez lui, en montrant une soumission tout aussi lâche que son arrogance avait été auparavant froide et insensible. D'abord il implora le secours de Martinez de la Rosa qu'il venait de maltraiter; il l'embrassa et le supplia de rester; mais, comme il ne réussit pas à le persuader, il se livra aux *exaltados*. Il fit venir Riego et enivra cet homme vaniteux par une scène de réconciliation qui n'était qu'une farce. Il chargea Evaristo San Miguel, l'auteur de l'hymne à Riego, d'instruire le procès contre ses gardes du corps. Il exila dans les provinces les absolutistes parmi ses courtisans, tels que Castelar, Casa

Sarria, Longa, Aymerich, et il chargea Lopez Baños, le compagnon de Riego pendant sa révolte, de former un ministère dont les membres furent appelés, plus tard, par lui, les sept fils d'Ecija (1). Dans la liste des ministres, dictée au roi par le club, il y avait l'antipapiste Navarro (justice) et l'ancien avocat Vadillo de Cadix, un des chefs les plus violents des *exaltados*. Comme chef du ministère, Ferdinand se laissa imposer San Miguel, peut-être afin de le déterminer ainsi à ne pas abuser du procès instruit contre les gardes du corps, pour exposer le souverain à la honte et au malheur.

L'installation de ce ministère menaça d'achever ce que les élections pour cette session des cortès avaient si bien commencé. On s'attendait que, sous ce gouvernement des girondins espagnols, les choses suivraient la même marche qu'en France après que Louis XVI avait essayé de s'enfuir. Le peuple, aussi bien que les diplomates étrangers, croyait qu'on allait organiser un véritable système de terrorisme, d'autant plus que chaque jour dévoilait davantage les menées du roi. Bientôt, les constitutionnels apprirent que, pendant ces mêmes journées de juillet, on avait essayé aussi à Lisbonne d'assurer le triomphe de la réaction, et que les nouvelles démarches, faites pour donner une plus grande force à l'insurrection sur la frontière, avaient été provoquées par les émigrés. Néanmoins, dans le principe, la tournure que prenaient les choses ne semblait pas du tout faire prévoir que la nouvelle administration profiterait de la

(1) *Los Siete Niños de Ecija*, fameuse bande de brigands qui infestait l'Andalousie ; on lui donnait le nom de *Siete Niños*, parce qu'elle était toujours composée de sept *bandidos*. (Note du traducteur.)

toute-puissance de son parti, pour établir le règne de la terreur au même degré que le croyaient ceux qui composaient ce même parti. Les ministres jouaient, à la vérité, le rôle de persécuteurs fort importuns, et provoquaient ainsi une grande exaspération, sans inspirer la crainte. Comme c'était la coutume, ils s'appliquaient à destituer et à tenir éloignés des affaires publiques tous les fonctionnaires hostiles à leur parti, s'attirant ainsi, outre la haine des factions modérées, encore celle des *comuneros*, qui, par suite de la formation de ce ministère de francs-maçons, se voyaient frustrés de toute participation au pouvoir. Mais, pour tout le reste, ils semblaient vouloir continuer à agir avec la même tiédeur que leurs prédécesseurs; au moment où ils entraient en possession de la puissance extérieure, le zèle de leur parti, l'exaltation et la révolution paraissaient être paralysés par leur impuissance intérieure.

Tout le monde avait espéré que la nouvelle administration prendrait une attitude imposante en face de l'immixtion dont l'étranger menaçait l'Espagne; mais cet espoir fut complétement déçu. Chacun s'était attendu que le glaive d'une vengeance sévère s'abaisserait sur les prisonniers de juillet; mais, dès le principe, San Miguel avait négligé de poursuivre leur procès avec activité, et, lors de son entrée au ministère, il le laissa à dessein dans un état fort embrouillé, afin de le prolonger suivant qu'il le jugerait bon. Le seul général Elio, qu'on avait longtemps épargné, malgré ses crimes antérieurs qui auraient dû entraîner la peine capitale, mais qui avait fini par être impliqué, malgré son innocence, dans le procès des artilleurs révoltés, le seul Elio, disons-nous, fut condamné à Valencia (Valence) au garrot. Mais il

tomba (4 sept.) la victime de la haine que les habitants de cette ville nourrissaient contre lui, bien plus qu'il ne succomba sous l'inimitié du gouvernement; on trouva à peine un capitaine général qui voulût prêter la main à l'exécution de ce jugement. C'est pourquoi, lorsque les cortès extraordinaires se réunirent (1er oct.), un certain nombre de députés présentèrent (9 oct.) un exposé (1) où, dans une revue rétrospective pleine de reproches et d'allusions amères, ils rappelaient la funeste catastrophe des journées de juillet, pendant lesquelles le pays avait été sans gouvernement. En même temps, ils y proposaient formellement d'employer contre tous les ennemis de la Constitution le système de terrorisme dont ils regrettaient l'absence; ils demandaient qu'on donnât au gouvernement un pouvoir suffisant pour rejeter dans leur néant les projets que forgeait la Sainte-Alliance.

Aussitôt, le gouvernement lui-même proposa (12 oct.) dix-huit résolutions qui lui conféraient des pleins pouvoirs extraordinaires, qui limitaient la liberté personnelle et qui permettaient aux Sociétés patriotiques d'exercer leur influence avec plus de facilité. Mais ces lois, qu'on avait votées avec le plus grand empressement pour fortifier le gouvernement, dont les membres étaient « les adversaires du plus grand adversaire de la liberté rétablie », ne lui attirèrent que de nouveaux embarras. Les clubs devenaient, dès lors, des écoles où l'on enseignait la révolution bien plus violemment que jamais. Au couvent de Saint-Thomas, on avait ouvert le club Landaburu, où les Riego et les Galiano passaient à la droite, et

(1) Cf. *Exposicion hecha à las cortes extraordinarias por 66 diputados sobre las causas de los males que afligen la nacion.* Madrid, 1822.

où Alpuente et Morales déchaînaient leur fureur contre les monarques de la Sainte-Alliance, et recommandaient des mesures destinées à délivrer l'Espagne, en un seul coup, de tous les *serviles* et de tous les gens neutres (1).

Les clameurs de ces Sociétés réagirent ensuite sur le procès de juillet qui s'assoupissait. Dans une commission des cortès, qui avait à proposer des mesures convenables pour sauver la patrie, on proposa d'arrêter ceux qui, pendant ces journées-là, avaient été ministres et conseillers d'État (2). Le fiscàl actuel Paredes, *comunero* sans vergogne et sans conscience, entra dans l'idée de donner à cette affaire la tournure que réclamaient les clubs. Il chercha à engager San Martin dans les réseaux de ce procès; il donna ordre d'arrêter Martinez de la Rosa et consorts, et lorsque de tous les côtés on réclamait bruyamment contre cette mesure, il donna à entendre que ce n'était rien en comparaison de ce qui allait venir. Effectivement, il venait d'écrire déjà les mandats d'arrêt pour les frères du roi, ce dont le gouvernement russe fit plus tard aux révolutionnaires un de leurs crimes les plus graves.

Sous l'influence des clubs, telle que nous venons de la décrire, on aurait certainement dû s'attendre à un système de terrorisme français poussé aux dernières limites; mais la décadence intérieure avait déjà atteint les Sociétés et les partis eux-mêmes, dont l'action se trouvait ainsi paralysée. Dans les anciennes associations, tout était en pleine dissolution; un grand nombre de *moderados* se voyaient poussés vers les royalistes, beaucoup de francs-

(1) Cf. Quin : *A visit to Spain*. London, 1824.
(2) Cf. Galiano, t. VII, p. 208.

maçons vers les modérés et de nombreux *comuneros* vers les francs-maçons; en effet, ce côté extrême s'était divisé, et il s'y était formé un parti révolutionnaire plus désespéré encore, les Zurriaguistes, qui s'étaient ralliés autour d'un journal infâme appelé *le Fléau.* De cette manière, les désastreuses Sociétés politiques, qui avaient été parmi les instruments les plus importants de la révolution, devinrent dès lors un des principaux moyens pour la miner. Au sein des cortès, d'autres indices permettaient d'observer, à cette même époque, l'affaissement de toutes les forces révolutionnaires : on le voyait par l'absence d'incidents passionnés, par le peu d'importance qu'avaient les discussions, par le peu d'assiduité avec laquelle les députés assistaient aux séances, par la courte durée de ces dernières et par l'esprit calme qui y régnait.

Mina en Catalogne.

Cependant, sous un seul rapport, les ministres avaient pris, dès le principe, des mesures tranchantes qui témoignaient d'une nouvelle vigueur dans l'administration : nous voulons parler des efforts qu'ils firent pour combattre l'insurrection sur la frontière des Pyrénées. En effet, il s'agissait là d'enlever au roi l'instrument de la contre-révolution, et à ses alliés secrets tout prétexte pour intervenir. Le jour même (23 juill.) où Ferdinand avait écrit à Louis XVIII pour lui demander son assistance, les ministres lui avaient fait signer une déclaration qui mettait la Catalogne en état de siége; il avait dû organiser des envois de troupes et nommer Mina le commandant en chef des forces constitutionnelles dans la principauté. Beaucoup de personnes, que choquait l'absence de toute culture intellectuelle dans Mina, et qui ne croyaient pas que son bon sens instinctif pût le mener

aussi loin dans la direction de la guerre que le faisait, dans la vie ordinaire, son esprit naturel (*gramatica parda*), bien des personnes, disons-nous, doutaient qu'on eût fait un bon choix dans sa personne. Pourtant Mina fut le seul, parmi tous les chefs espagnols, qui s'acquittât avec un succès complet de sa tâche immédiate, et qui, plus tard, sortit de la guerre française sans avoir souillé son honneur par une seule tache. Ce qui tout d'abord était fort honorable pour lui, c'est qu'il se chargea de cette mission ingrate « précisément parce qu'elle était dangereuse ».

Le gouvernement manquait d'argent et de soldats, et plus on remédiait à ce dernier manque, plus on augmentait le premier. Dans la montagne, les affaires avaient fortement empiré sans qu'on l'eût beaucoup remarqué. La régence instituée à Urgel avait, pendant ce temps, formellement pris l'attitude d'un gouvernement royaliste. Elle avait publié (15 août) une proclamation qui annonçait à la nation que le but du régime nouvellement inauguré était le rétablissement de l'état de choses tel qu'il avait existé avant le mois de mars 1820. Puis elle s'était adjoint un ministère : elle avait noué des relations diplomatiques et elle avait négocié, en France, un emprunt et des secours armés. Elle était composée de Mataflorida lui-même, de Jaime Creus (archevêque préconisé de Tarragone, dont les cortès avaient empêché l'intronisation, parce qu'il s'était montré un ennemi dangereux de la Constitution et que sa vie avait été, à partir de 1814, un enchaînement d'actes perfides), et en dernier lieu du baron d'Eroles de Talarn, gentilhomme et officier d'une grande influence, qu'on chargea du commandement en chef de l'armée de la foi.

Tous les trois étaient persécutés et apostats; Eroles seul resta attaché à ses anciens principes libéraux, et, par cela même, il porta aussitôt dans le sein de cette régence les mêmes discordes qui divisaient les royalistes à la cour et dans l'émigration. Le jour même où la régence publia sa proclamation, Eroles, en sa qualité de lieutenant-général, adressa à ses Catalans une allocution particulière, dans laquelle il se prononçait en faveur d'une Constitution conforme aux besoins de l'époque. Ces dissentiments n'empêchèrent cependant pas qu'on ne vît affluer de tous les côtés, à Urgel, les adhésions et les hommages des guerilleros, des communes, de l'ancienne junte d'Urgel, etc., et que la lutte ne prît une forme plus régulière, sous des chefs plus considérés, dans cette province sous le commandement d'Eroles, et en Navarre sous celui du général Quesada. On évalua, à cette époque, à seize mille hommes la force des bandes royalistes. Si l'on tire une ligne qui, en partant de Balaguer, passe par Cervera, Manresa, Vich et Gerona, pour aboutir à Figueras, on circonscrit le territoire dominé par les royalistes. Parmi les villes considérables, Balaguer, Ripoll et Berga étaient en leur pouvoir, Manresa était investie, Vich menacée; Eroles inaugura son commandement en bloquant plus rigoureusement la ville de Cardona, tandis que *le trappiste*, dans des excursions rapides, tâta la disposition des esprits dans l'Aragon.

Dans ces circonstances (1), Mina arriva à Lerida

(1) Sur la guerre civile en Catalogne, il existe deux relations qui émanent des partis opposés, Galli : *Mémoires sur la dernière guerre de Catalogne*, Paris, 1828, et *Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre civile d'Espagne*, par J.-M. y R., traduit de l'espagnol par M. Laffon-Saint-Marc. Paris, 1837.

(9 septembre), où il publia une proclamation (10 septembre) qui ordonnait, sous peine de mort, de déposer les armes, et qui menaçait de décimer les habitants de toutes les localités qui aideraient l'insurrection et de réduire leurs habitations en cendres. Ensuite il indiqua à ses généraux de division les districts où ils avaient à coopérer avec lui : les *corregimientos* de Vich et de Gerona à Milans, Manresa et Cardona à Rotten, et Tarragone à Manso. Avant que ces opérations fussent commencées, le gouvernement français semblait prévoir les changements imminents dans l'état de choses actuel, et transforma son cordon sanitaire en corps d'observation (22 septembre). Mina avait établi son quartier général à Calaf, d'où il se jeta d'abord sur Castel-Fullit; c'était à cette époque le point principal de la résistance ; Fr. Badals (Romanillos), un des chefs les plus grossiers et qui était né dans cet endroit même, l'avait fortifié et chercha ainsi à couvrir Eroles et son armée. Sur l'instigation de leur clergé, les habitants de cet endroit avaient rejeté la sommation de se rendre et la grâce qui leur avait été offerte ; aussi, lorsque Mina força ensuite (23 octobre) la garnison à se retirer, fit-il exécuter, à la lettre et avec une impassibilité réfléchie, le terrible châtiment dont il avait auparavant menacé la commune (1).

Si rien peut justifier de semblables barbaries, c'était, dans le cas présent, le succès. Le découragement s'empara instantanément des royalistes. Les Navarrais qui,

(1) Sur une pierre commémorative, placée au milieu des ruines, on mit l'inscription suivante : *Aquí existió Castel-Fullit. Pueblos, tomad ejemblo! no abriguéis à los enemigos de la Patria* (Ici fut Castel-Fullit. Peuples, prenez exemple! ne protégez pas les ennemis de la patrie).

sous les ordres de Quesada, les avaient rejoints, rentrèrent dans leurs foyers. Mina battit (26 octobre), à Tora, quatre chefs réunis sous le commandement d'Eroles et dispersa leurs forces pour prendre ensuite, sans coup férir, la ville de Balaguer (2 novembre) ; la facilité avec laquelle il avait pu accomplir tout cela lui inspira le désir de se diriger aussitôt sur Urgel, le siége principal et le boulevard des ennemis. Eroles lui-même avait besoin d'être stimulé par la régence avant de faire un essai pour opposer une résistance nouvelle mais inutile à l'entrée triomphale de Mina dans la ville de Puebla. Mina commença le siége des forts d'Urgel (21 novembre) qui, commandés par Romagosa, se défendirent pendant deux mois de la manière la plus vaillante. La régence s'était déjà échappée ; d'abord, elle était allée à Puigcerda, ensuite, passant par Leiria, elle s'était enfuie en France. Eroles aussi fut atteint près de Puigcerda, complétement battu (28 novembre) et ensuite jeté par Mina au delà de la frontière.

La régence se rendit d'abord à Bayonne, dans l'intention de reparaître en Navarre ; mais, comme les royalistes furent désarmés sur le territoire français, Mataflorida, « le roi », comme l'appelaient les pauvres gens réfugiés, dut rester dans l'inaction à Toulouse. L'activité infatigable et les rigueurs de Mina avaient vaincu le zèle fanatique des royalistes. Ses généraux rétablirent la tranquillité dans leurs districts, Manso en employant la douceur, Milans par la méthode habile avec laquelle il combinait ses opérations, et Rotten en déployant une cruauté encore plus grossière que celle de son chef. Mina, de son côté, se trouvait, vers la fin de l'année et au commencement de l'année suivante, près de la frontière

des Pyrénées où il n'y avait plus que Miralles et Jep dels Estañs qui, avec les misérables débris de leurs bandes, erraient encore dans la montagne autour de Salsona et de Berga. On avait prouvé au roi et à l'étranger que, sans secours du dehors, la contre-révolution n'avait pas de chances pour réussir en Espagne ; cette preuve fut fournie au moment même où, comme nous l'avons fait remarquer, la révolution commença précisément à perdre son énergie et la confiance en elle-même.

B. — Rapports avec l'étranger

—

Le Portugal. Les cortès constituantes.

Il est dans la nature même de la marche de toute révolution qu'à son apogée, au moment critique, les convulsions prennent le caractère le plus violent, convulsions qui ont l'air d'être les manifestations d'une force très-tendue, mais qui ne sont en réalité que les signes précurseurs de la mort qui approche. Ainsi, pour l'existence du nouveau régime en Espagne, il n'y eut pas de symptôme plus fatal que cette diminution des forces intérieures de la révolution, qui coïncidait avec les actes isolés de violence auxquels se livrait le gouvernement *exaltado*, actes qui manquaient cependant de toute vigueur uniforme. Elle coïncidait avec la menace, restée cependant sans exécution, de porter la main sur la famille royale, mesure à laquelle les diplomates étrangers avaient opposé d'avance leur *veto* de la manière la plus expresse.

Au sein des cortès, on avait publiquement insulté et provoqué la Sainte-Alliance, bien que les députés n'eussent pas le moindre pouvoir pour s'y appuyer. Enfin, l'esprit radical et révolutionnaire continuait, à cette même époque, à se répandre de l'Espagne dans les pays voisins, en Portugal et en France; cependant, il ne fit naître nulle part des conséquences sérieuses et menaçantes. Cette action de l'Espagne sur les contrées limitrophes devait donc profondément irriter ceux qui étaient au pouvoir dans les États étrangers, et qui n'attendaient qu'une occasion pour s'immiscer dans les troubles espagnols; elle devait les stimuler à la fois par les graves prétextes qu'elle leur fournissait et par les succès faciles qu'elle leur promettait.

La marche historique de la « régénération » du *Portugal* avait été, pendant ces années, beaucoup plus simple que celle de l'Espagne; car, par suite de l'indifférence apathique de la population, on y avait pris une part beaucoup moins active à tout ce qui s'était passé, et l'on avait bien moins réagi contre les événements qu'en Espagne. Ce dernier pays avait vu se succéder, depuis le milieu de l'année 1820, trois sessions ordinaires des cortès et deux sessions extraordinaires; les Portugais, au contraire, avaient eu le bonheur de posséder une Constituante, dont les membres, fidèles aux habitudes de toutes les assemblées de cette nature, étaient encore plus avides de leur indemnité comme députés que du pouvoir et du droit de régner; cette assemblée prolongea, presque pendant deux années, ses travaux constitutifs, et fonda pendant ce temps une espèce de domination factieuse à laquelle personne ne pouvait s'opposer. Au sein de cette assemblée, il n'y avait pas un seul homme

réellement remarquable qui eût joui de la confiance générale ou qui l'eût méritée. Les premiers chefs, tels que Moura, Borges-Carneiro et Fernandez Tomas (Cf. t. VII, p. 234), étaient peut-être des gens pleins d'enthousiasme, mais c'étaient des crieurs aussi ignorants que peu pratiques et en réalité même sans énergie aucune; favorisés par l'absence du prince, ils essayaient, dès le principe (février 1821), d'imprimer à toutes les démarches des cortès le caractère d'un radicalisme poussé aussi loin que possible.

C'est pourquoi, lorsqu'on publia les fondements provisoires (9 mars) de la future Constitution, on y avait pris pour base le principe de la souveraineté du peuple avec une largeur presque républicaine; on y avait mis le système d'une seule Chambre, le *veto* suspensif, l'initiative uniquement réservée aux cortès de proposer des lois, le droit de la Chambre de s'assembler suivant son bon plaisir, enfin tout ce que la Constitution espagnole avait de plus fort dans ses dispositions. Mais pour élaborer ces bases de la véritable Constitution future, les cortès perdaient leur temps d'une manière regrettable, de sorte qu'au premier anniversaire de la révolution (24 août), on avait à peine délibéré sur quelques paragraphes. On avait rempli ce temps par une activité administrative qui souvent était théoriquement aussi fausse qu'elle était, dans la pratique, sans utilité ou qu'elle avait même des conséquences pernicieuses. Certainement, des réformes administratives auraient été, dans ce pays, infiniment plus salutaires que la Constitution la plus parfaite. Mais chez ces peuples, qui sont les plus arriérés dans le développement le plus élémentaire de leur éducation, on trouve toujours le désir le plus fortement prononcé de se

venger des plaies dans l'état réel de leur corps politique. Ils veulent parvenir à ce but en tranchant par des moyens violents les questions de principes politiques, en établissant les formes les plus simples et les plus rationnelles et en faisant de vains efforts pour réaliser tout d'un coup l'État idéal de Bentham ; cependant, tous leurs efforts ne servent qu'à enraciner davantage ces mêmes maux que rien n'a pu ébranler ni changer.

Deux ans après la révolution, des journaux portugais avouèrent que la régénération n'existait que sur le papier. Le comte Pecchio (1), qui autrement jugeait toutes les révolutions avec un grand optimisme, confessa, après avoir parcouru le pays entier, que tout l'édifice de l'ancien état de choses était absolument le même qu'autrefois ; c'est ce qu'avait trouvé Halliday, en 1812, après les commotions les plus terribles de la guerre ; c'est ce qu'allait retrouver encore, après 1830, von Eschwege, bien que des orages politiques eussent, pendant quinze ans, bouleversé le pays. Quel était le caractère de la première activité des cortès, c'est ce que Carneiro avait, un jour, exprimé d'une façon remarquable, en disant : « Nous ne parviendrons à rien, si nous ne rappelons pas, « tous les jours, trois cents lois, si nous n'abolissons pas « soixante emplois, et si nous ne destituons pas vingt « fonctionnaires par jour. »

En procédant ainsi, on obtint, il est vrai, des résultats : dans les affaires judiciaires, on put vanter une grande accélération dans la marche des procès ; un nombre considérable de fonctionnaires furent punis et beaucoup d'entre eux durent, contre leur volonté, pren-

(1) Cf. *Trois mois en Portugal*. Paris, 1822.

dre leur retraite; mais, malgré tout cela. on ne trouva point les hommes d'affaires, les gens pratiques, qui manquaient et qui eussent pu arracher le pays à l'ancienne routine et y répandre une vie nouvelle et pleine de vigueur. Lorsqu'il fut question du nombre croissant des assassinats et des actes de brigandage, contre lesquels on ne trouvait nulle part de remède, Carneiro demanda qu'on changeât tous les mois de ministres, jusqu'à ce qu'on trouvât un Pombal qui, disait-il, avait fait cesser, en 1755, tout brigandage en publiant simplement deux décrets. Mais on ne trouva pas de Pombal, pas même pour cette tâche très-simple, bien moins un ministre qui eût relevé de leur décadence les finances délabrées et augmenté les ressources financières du pays, ou bien qui eût diminué le déficit de 1821 et 1822 (7 millions de cruzados), de même que la dette qui était montée à 112 millions et demi (1), ou encore qui eût ranimé l'activité du peuple, engourdi dans sa paresse sous l'influence de la domination que les seigneurs et les prêtres faisaient peser sur lui.

On publia, à la vérité, un grand nombre de décrets destinés à donner un plus grand essor à l'industrie et à l'agriculture; mais combien de fois n'arriva-t-il pas que, malgré les meilleures intentions des législateurs, ils produisaient les effets les plus fâcheux, parce qu'ils étaient mal faits! On voulut relever l'agriculture, en décrétant, à l'instar de l'Angleterre, des lois sur les céréales; mais, comme on prit un chiffre trop élevé pour le maximum du prix des blés indigènes, maximum qui devait être atteint pour qu'on permît l'importation des céréales étrangères,

(1) Cf. Balbi.

on n'arriva qu'à favoriser les entrepreneurs riches. Les petits fermiers étaient ordinairement forcés de vendre leurs blés à bas prix aux marchands, déjà pendant la récolte, pour acheter, au printemps suivant, peut-être les mêmes blés 50 pour 100 plus cher, taux auquel montaient en moyenne toutes les céréales, depuis qu'on avait adopté cette mesure (1).

Si le nouveau régime ne donnait même pas du pain à bon marché aux Portugais, on comprend que la masse du peuple, comme des libéraux portugais l'ont avoué eux-mêmes (2), restât complétement indifférente à l'égard de cette nouvelle Constitution qui ne formait que la façade de l'édifice, mais qui n'avait pas de toit et qui ne donnait aucun abri. Au contraire, l'activité des cortès avait complétement suffi, en Portugal comme en Espagne, à blesser et à révolter, par leurs innovations, toutes les classes élevées de la société. Les députés irritaient les fonctionnaires par la manière dont ils s'immisçaient dans toutes les branches de l'administration, et dont ils chassaient l'ancien personnel des hommes d'affaires pour les remplacer, d'après les exigences de parti, par des hommes nouveaux. En opérant de grandes réductions dans l'armée, ils aigrissaient les militaires, qui se considéraient pourtant comme les appuis de la révolution; les désertions en masse causèrent la ruine de toute l'organisation militaire; un grand nombre d'anciens officiers devaient nécessairement regarder d'un œil jaloux les fils de la révolution qui avaient rapidement monté en

(1) Cf. Brown (p 68, sq.) qui, depuis 1820, s'occupait lui-même d'agriculture en Portugal.

(2) Le continuateur de Pecchio.

grade, et surtout le Riego portugais, Sepulveda, qui était l'idole de la nation.

Tous les nobles devenaient les ennemis les plus acharnés du nouveau régime, car ils souffraient un préjudice considérable par suite de l'abolition des corvées et de la capitation que les députés venaient de décréter (20 mars), et ils avaient perdu l'ancien monopole d'un grand nombre de sinécures, de prébendes monastiques et d'ambassades. Tout le clergé était l'ennemi implacable du système constitutionnel, malgré tous les ménagements que les cortès avaient eus pour lui, non-seulement en faisant des lois sur la presse et en prenant les résolutions relatives aux charges que devaient supporter les paysans, mais encore en votant à l'unanimité (24 mars) la loi sur l'abolition de l'inquisition. Aussitôt que les députés s'occupèrent des réformes monastiques et qu'ils introduisirent l'impôt sur les revenus ecclésiastiques (28 juin), surtout lorsqu'on proposa d'abolir le célibat, de diminuer les droits d'étole, de limiter au nombre de treize les cent trente-neuf jours de fête, tout le corps ecclésiastique déclara, comme en Espagne, ouvertement la guerre au nouvel ordre de choses, lutte qui d'autre part fut acceptée par la représentation nationale. Si les cortès encouraient ainsi la disgrâce de toutes les différentes classes dans l'intérieur du pays, elles se brouillaient aussi avec leur colonie brésilienne, comme nous aurons à le raconter plus tard ; le Portugal allait perdre ce pays au moment où la Constituante terminait sa longue session.

A l'égard de l'étranger aussi, les cortès prirent l'attitude la plus insolente. Bien que le bouleversement intérieur de ce pays écarté ne parût présenter absolument

aucun danger pour le reste du monde, il n'y eut cependant aucun État qui attirât, autant que le Portugal, les regards des puissances européennes. Avec une prudence et une réserve très-grandes, le gouvernement espagnol, qui pourtant y était beaucoup plus intéressé que le Portugal, garda le silence sur l'intervention autrichienne à Naples, sur la formation du corps français au pied des Pyrénées et sur les principes menaçants proclamés par la Sainte-Alliance. Les cortès de Lisbonne, au contraire, résolurent (26 mars) d'adresser une protestation solennelle à l'Autriche, de demander à la France (été de 1822) des explications formelles et de protester contre le principe qui déclarait que les Constitutions octroyées étaient seules légales. Les diplomates portugais déployaient, il est vrai, une grade activité dans un sens tout différent. Au commencement même des embarras qui menaçaient de venir d'Espagne, l'ancienne régence s'était adressée à la Russie (Cf. t. VIII, p. 199). Cependant, même sous le règne du gouvernement constitutionnel, les diplomates portugais continuèrent, à Troppau et à Laybach, leurs sourdes menées contre le nouveau régime. Ils placèrent, pour ainsi dire, leur pays en interdit, en refusant des passe-ports aux capitaines de navires, et en défendant aux consuls portugais toute communication avec le Portugal. En dernier lieu, ils tinrent, à Paris, un congrès formel et anti-constitutionnel.

Les cortès, au contraire, interrompirent toutes les relations avec l'étranger, non-seulement en destituant tous les agents diplomatiques, mais encore par d'autres mesures. Lors de la prestation du serment de fidélité aux fondements de la Constitution (29 mars), le nonce du pape et l'ambassadeur d'Autriche avaient été les seuls à

ne pas illuminer leurs hôtels, comme on l'avait fait dans toute la capitale. Le peuple avait brisé à coups de pierres les fenêtres de ces deux diplomates ; ensuite le gouvernement avait refusé de leur donner la satisfaction demandée. Ceci avait provoqué le départ des ambassades d'Autriche et de Russie (août), et, un peu plus tard, aussi celui de la légation de Prusse. En rompant ainsi avec les puissances orientales, on aurait au moins dû se conserver à tout prix la bienveillance de l'Angleterre. Mais, au lieu d'agir dans ce sens, les cortès irritèrent encore cet allié, en soumettant à une révision unilatérale les traités de commerce détestés de 1810, et en élevant à 30 pour 100 le droit d'entrée sur les draps anglais, qui jusqu'alors n'avaient payé que 15 pour 100 (Cf. t. VII, p. 217). Cependant, le gouvernement anglais, comme le firent aussi les autres puissances, se vengea, par une générosité de grand seigneur, de cette témérité outrecuidante des Portugais. Autant l'orgueil des habitants de Lisbonne fut froissé, lorsqu'ils apprirent que, plus tard à Vérone, on ne prononça même pas le nom du Portugal, autant ils devaient être vexés par le ton avec lequel les ministres anglais (1) vantaient la douceur qui les avait portés à ne pas faire attention à « l'indigne étourderie » avec laquelle le Portugal avait oublié ce qu'il devait à l'Angleterre. Ils saisirent avidement cette occasion de donner aux puissances européennes un grand exemple effectif de modération, précisément à l'égard de ce pays où ses anciennes relations donnaient certainement à l'Angleterre autant de droit d'intervenir

(1) Cf. *State of the nation*. P. 89.

que l'Autriche en avait pour s'immiscer dans les affaires de Naples.

La maison royale.

Si toute cette manière d'agir des maîtres démocratiques du Portugal avait été fort insolente, leur arrogance à l'égard du prince l'était encore davantage; elle devenait d'autant plus impudente que cet homme, bon et faible, se montrait de plus en plus soumis et humble. Pendant que le souverain se trouvait encore au Brésil, les députés agirent, à son égard, presque avec plus de rigueur que ne l'avaient fait les Espagnols, de 1808 à 1814, envers leur roi Ferdinand, qui se trouvait entre les mains des ennemis, et dont on put abuser pour agir contre le bien-être et le salut du pays. Avant qu'on eût, à Lisbonne, la moindre connaissance des intentions du roi au sujet de son retour en Portugal, les cortès avaient résolu de se déclarer en permanence aussitôt que le prince reviendrait, et de ne lui permettre de débarquer que quand il aurait juré fidélité aux bases de la Constitution. Ensuite arrivèrent les nouvelles qui devaient dissiper toutes les défiances et qui annonçaient « que le roi « avait accédé aux vœux du peuple et qu'il avait ap- « prouvé d'avance la future Constitution ». (Cf. t. VII, p. 268.) Mais les cortès protestèrent contre les termes dans lesquels étaient conçus les documents relatifs à ces questions; elles protestèrent même contre le seul mot d'approbation dont le pacte fondamental, conçu par la nation souveraine, n'avait pas besoin pour être valide. Ces déclarations royales furent suivies d'autres décrets qui annoncèrent le retour du roi, qui introduisirent dans le pays la liberté de la presse, qui blâmèrent la conduite de quelques ambassadeurs portugais, et qui promirent

d'écarter toute immixtion de l'étranger comme une attaque contre la Couronne.

Mais toutes ces démarches ne purent déterminer les cortès à retirer les ordres blessants qu'elles avaient donnés relativement au retour du souverain. Pendant son voyage, Palmella et les autres personnes de son entourage avaient essayé d'exciter le prince en lui proposant de s'arrêter aux Açores et de combattre de là la révolution, ou bien de rester à Terceira et de demander là qu'on modifiât la Constitution (1). Mais le roi n'avait pas voulu écouter toutes ces propositions, sinon parce qu'il était trop honnête ou parce qu'il haïssait la noblesse, du moins parce qu'il était trop peureux ou qu'il aimait trop une tranquillité commode. Lorsque le prince entra dans les eaux du Tage (3 juill.), il fut obligé de souscrire aux conditions arrêtées d'avance par la Chambre, et il dut voir qu'on refusa, en outre, la permission de débarquer à une partie de sa suite, entre autres à Palmella. Néanmoins, il fit même plus que ce qu'on lui demanda. Il fit répondre à une allocution du président des cortès : « que si les « Portugais pouvaient songer à abolir la forme monar- « chique du gouvernement, le roi ne trouverait pas dans « son cœur d'autre résolution que celle d'abandonner la « nation à la conduite de la Providence, ce qu'il ne « ferait pas, à la vérité, sans douleur, mais cependant « en réprimant tout sentiment coupable de vengeance ! » Même dans cette réponse, les cortès prétendirent découvrir une phrase anti-constitutionnelle.

En Angleterre, tous les whigs eux-mêmes s'exprimèrent avec le plus grand dégoût sur la manière dont on

(1) Constancio. T. II, p. 265.

avilissait ainsi la dignité royale, et sur cette absence peu politique de tout respect pour le chef de l'État. C'était, disaient-ils, un homme qui, au fond du cœur, était à la vérité attaché aux anciennes institutions monarchiques, mais qu'on croyait capable (1) d'avoir imposé silence à son ancienne aversion pour le système constitutionnel, ne fût-ce que pour s'opposer à l'influence de sa femme despotique. Dans tous les cas, il s'était tranquillement soumis au nouvel ordre de choses, et il se conformait à toutes les prescriptions des cortès avec une bonne volonté machinale qui pouvait sembler être de la longanimité, mais qui était plutôt de l'imbécillité. Dans l'automne, on présenta aux cortès une motion dans laquelle il était dit : « que si le roi essayait d'une façon quelconque de « s'opposer à leurs résolutions, une semblable tentative « devait compter parmi les cas qui entraîneraient la perte « de la couronne. » Cette motion fut rejetée, il est vrai, mais seulement, disait-on, parce qu'il allait de soi-même que le roi renonçait à la couronne aussitôt qu'il toucherait à la souveraineté du peuple. Quand on tient compte de ces insultes dont la Chambre continuait à abreuver le roi, on comprend facilement que les mécontentements de tous les partisans secrets de l'ancien régime aient cherché, depuis le retour de la maison princière, à trouver dans la cour un centre commun de réaction.

A cet égard, les députés se montrèrent, en général, négligents et insoucieux. Ils paraissaient croire qu'ils pouvaient tout se permettre contre les partisans du roi et contre ce dernier lui-même, qui passait pour être content de tout, pourvu qu'on lui laissât la roide étiquette

(1) Cf. Lord Holland : *Foreign reminiscences.*

de la cour et les quelques sots dont il était entouré. Ils ne semblaient pas faire attention à la reine, et cependant c'était là que se trouvait le danger. Elle était la digne sœur de Ferdinand l'Espagnol. Elle n'avait rien de commun avec son mari, si ce n'est sa laideur et la gaucherie de ses manières ; elle vivait séparée de lui par une aversion naturelle que lui inspiraient ses principes, son caractère et sa manière de vivre. Habituée, dès sa jeunesse, à franchir toutes les barrières des mœurs honnêtes, elle était passionnée, égoïste, ambitieuse, vindicative, et elle avait un penchant très-prononcé pour des intrigues politiques et amoureuses. Nous avons raconté plus haut qu'elle avait été de très-bonne heure engagée dans des projets inspirés par une ambition effrénée, à un tel point qu'on la croyait même capable d'en vouloir aux jours de son mari, dont elle remplissait la vie d'amertume de toute sorte.

Cette femme n'était pas faite pour subir les humiliations infligées à la maison royale avec la même impassibilité que son mari. Mais d'abord, tant qu'elle ne connaissait pas encore le terrain, elle cacha sa manière de penser avec cette habileté consommée dans l'art de dissimuler qui caractérisait son frère. Lorsqu'elle s'établit au palais Queluz, où elle avait sa cour particulière, elle déclara qu'elle ne souffrirait dans sa maison personne qui n'obéît pas à la Constitution jurée. Par les sentiments libéraux qu'elle exprimait dans ses conversations, elle sut ravir Carneiro, homme fort exalté. Cependant, en secret, sa maison devint peu à peu le centre d'union des *courbés* (*corcundas*), comme on appelait les réactionnaires, de tous les diplomates rancuniers, de tous les ecclésiastiques fanatiques, et enfin de tous les nobles et de

tous les militaires offensés. Ce centre d'union se forma à l'époque même où les libéraux se berçaient encore de la plus grande sécurité ; ils croyaient que les dernières espérances des *courbés* étaient anéanties, lorsque Oliveira trouva accès à la cour de Londres comme chargé d'affaires (comm. de 1822); plus tard encore (mai), ils se figuraient que ce parti était complétement impuissant, précisément, disaient-ils, parce qu'il manquait d'un centre d'union. Dans les cortès, les *courbés* étaient, pour ainsi dire, muets; « mais non pas sourds », disait quelqu'un. En dehors de la Chambre, ils travaillaient avec d'autant plus de zèle. Ce fut de ce centre à la cour qu'on noua les relations avec les apostoliques en Espagne et avec les absolutistes dans le reste de l'Europe; ce fut de là qu'on envoya au clergé les instructions qui lui prescrivaient de rendre les cortès détestées par toute espèce de calomnies et d'exagérations qu'il devait répandre sur leur compte.

Aussitôt que la reine s'aperçut que la puissance et la considération des cortès n'étaient pas aussi inébranlables qu'elle avait pu le croire d'abord, elle prit immédiatement un autre ton. Elle vivait dans la plus grande retraite, et, pour figurer l'abaissement de la royauté, elle se montrait aux rares visiteurs de son palais dans un costume râpé et sale, vêtue d'une vieille robe d'indienne, coiffée d'un chapeau de feutre et portant deux grandes escarcelles remplies de reliques (1). S'il lui arrivait de paraître en public, sa conduite n'était pas moins étudiée. Le jeune fils d'un paysan trouva, en poursuivant un lapin (juin), au fond d'une caverne, une image de la

(1) Cf. Baillie.

Vierge que le chien du jeune chasseur et le lapin adoraient à genoux. Immédiatement d'innombrables pèlerins affluèrent de Lisbonne vers cette caverne, d'où l'image de la Vierge disparut aussitôt pour faire ailleurs d'autres miracles. Un paysan, qui labourait son champ, ne put faire avancer ses bœufs jusqu'à ce qu'il eût découvert cette même image miraculeuse au-dessus de sa tête dans les branches d'un arbre; ses bœufs aussi fléchissent les genoux et tombent à terre. Aussitôt tout le monde se traîne à genoux dans cette caverne de Notre-Dame *da Barrocca;* la reine aussi paraît en grande pompe pour offrir à la Vierge une lampe d'argent et d'autres présents.

Longtemps avant cet incident, les chances des *courbés* avaient commencé à devenir plus favorables, tandis que le crédit des cortès baissait de plus en plus. Plusieurs mois auparavant (au printemps) on avait reçu de fâcheuses nouvelles sur la défection imminente du Brésil, et les absolutistes se donnaient beaucoup de peine pour en attribuer toute la faute au nouveau gouvernement. L'état des affaires publiques devint de jour en jour plus inquiétant; dans l'armée, on apercevait les signes d'un mécontentement croissant; les agitateurs jetaient de plus en plus le masque du patriotisme; comme en Espagne, la révolution perdait la force élastique que jusqu'alors elle avait puisée en elle-même, et le peuple commençait à pressentir qu'elle terminerait en farce. Les hommes les plus exaltés reprochaient dès lors aux cortès leur manque d'énergie, leur modération indolente, les ménagements pleins de faiblesse avec lesquels elles laissaient subsister les abus, et enfin leur inaction apathique. Le désir de voir convoquer les cortès ordinaires devint universel. La

réaction apprit, comme en Espagne, à se servir, pour ses propres intérêts, des armes de la révolution, et, en premier lieu, de la presse.

Ces indices menaçants n'échappèrent point aux cortès. Elles donnèrent au gouvernement des pleins pouvoirs plus étendus pour l'autoriser à procéder contre les suspects et contre les perturbateurs du repos public. Peu de temps après (mai), on découvrit une première conspiration dont le but était, comme le prétendait le journal officiel, le rétablissement des anciennes cortès sous une régence à la tête de laquelle devait se placer dom Miguel, le second fils du roi. A cette époque, on répétait des paroles du monarque d'où il fallait conclure que le souverain lui-même était fort mécontent; les gens de son entourage étaient frappés de voir plusieurs membres de l'ancienne régence faire quelquefois leur apparition à la cour. Pendant les jours où les gardes du corps se révoltèrent à Madrid (1er, 2 juill.), la garnison du château de San Jorge fit aussi une tentative de mutinerie. Les troupes, révoltées par le rétablissement de la schlague, tenaient la cocarde royale toute prête : si la cour avait seulement montré un peu de courage, les soldats auraient été disposés à rétablir le règne du roi *pur*, et ils auraient eu certainement la force nécessaire pour le faire. Mais ce courage manquait à Lisbonne comme à Madrid. La fermeté de Sepulveda fit échouer la conspiration. Les fils de l'enquête remontaient jusqu'à de hauts personnages qui avaient eu connaissance du projet; mais on étouffa cette affaire par le silence. Sentant le terrain peu solide sous leurs pieds, les vainqueurs à Lisbonne n'avaient, pas plus que ceux de Madrid, le courage de profiter de tous leurs avantages, bien que dans l'une et dans l'autre

de ces deux villes le radicalisme arrivât à ce moment, par des moyens légitimes, au pouvoir et à la direction des affaires.

Le nouveau *Contrat social* fut achevé à l'époque même où se produisit cet événement. Dans cet arrangement de la Constitution espagnole, fait pour le Portugal « suivant les besoins de l'époque », on n'avait pas seulement maintenu les bases du mois de mars 1821, mais encore on les avait élargies outre mesure : les institutions les plus ultra-démocratiques devaient tout d'un coup faire le bonheur du plus arriéré de tous les peuples. Lorsque la Constitution, signée par les cortès (22, 23 sept.), fut présentée au roi, il jura de l'observer, comme il en donna spontanément l'assurance, avec le plus grand bonheur et de tout son cœur. Il fit envoyer à dom Pedro l'ordre de la jurer à son tour, et il obtint que dom Miguel aussi, qui depuis longtemps avait été engagé dans les projets contre-révolutionnaires de sa mère, prêtât le serment constitutionnel, la veille du jour où la Constituante fut close et en présence de toutes les autorités (3 nov.). Cet acte final avait fait perdre à la reine toute la patience avec laquelle elle avait jusqu'alors dissimulé ses sentiments; elle refusa de prêter serment et elle fut bannie du pays; mais, par égard pour l'état de sa santé qu'elle mettait en avant comme un prétexte, elle fut provisoirement confinée au palais Ramalhao, où on la soumit à une surveillance rigoureuse. Après que le roi eut signé le dernier décret relatif à l'affaire de la reine, celle-ci lui adressa une lettre remplie d'une haine ardente contre les cortès et de superbes protestations de compassion au sujet de la position du souverain. « Je vous pardonne, « lui disait-elle, et je vous plains; mais tout mon mé-

« pris et toute ma haine sont pour ceux qui vous assié-
« gent et vous trompent. » Cette lettre était admirablement conçue pour briller dans les colonnes du *Drapeau blanc* et dans celles de *l'Observateur autrichien.*

La France. Conspirations militaires.

Tous ces événements, qui se passèrent dans le petit pays écarté sur les bords extrêmes de l'Océan, ne purent d'ailleurs produire aucun effet fort inquiétant sur les puissances orientales qui les observaient, ni exercer une influence directe et déterminante sur leurs résolutions. Toute différente était l'impression laissée par d'autres faits qui, à la même époque, se produisirent en France, où les émeutes militaires à l'espagnole et à la napolitaine avaient essayé de se faire jour, immédiatement après l'explosion des révolutions dans le midi de l'Europe (Cf. t. VII, p. 320), et où, dans la suite, elles cherchèrent à s'introduire à plusieurs reprises et en suivant des voies nouvelles. A l'époque même où la Congrégation avait recueilli les fruits de ses associations secrètes et qu'elle avait fait entrer dans le gouvernement les ultra-royalistes, les libéraux, de leur côté, s'apprêtèrent à de nouveaux actes en ranimant les Sociétés secrètes. A son entrée même aux affaires, l'administration de Villèle fut assaillie par des nouvelles, venues de tous les bouts du monde, et annonçant l'existence d'émeutes militaires qui venaient d'éclater ou dont on avait ourdi la trame. Après que le complot militaire du mois d'août 1820 avait échoué, les conspirateurs à Paris s'étaient tenus tranquilles pendant quelque temps. Dugied, un de ceux qui avaient pris part aux conspirations de cette époque, s'était réfugié à Naples ; lorsque le danger de poursuites judiciaires avait disparu, il revint à Paris (févr. 1821),

où il apporta les statuts des carbonari. Il les communiqua à un cercle d'étudiants, parmi lesquels se trouvaient entre autres Buchez, qui suivait alors les cours de l'École de médecine, et deux fonctionnaires du nom de Bazard et de Flottard : aussitôt les membres de ce cercle résolurent de réunir, en une nouvelle Société de carbonari français, les éléments épars des anciennes associations qui avaient été dissoutes.

L'état de choses et les hommes, tels qu'on les trouvait dans un pays aussi civilisé que la France, étaient fort différents de ce qu'on voyait dans les pays méridionaux habités par les peuples de race latine. Cependant, il y avait un grand nombre de mécontents, même au sein du peuple français qui, depuis les réformes de Louis XVI, avait renoncé à sa stabilité politique des temps de l'absolutisme, pour s'abandonner au vertige que lui donnait la manie frivole des changements. Les mécontents étaient de ces gens qui ne sont jamais satisfaits de leur condition actuelle et qui, dans leurs rêveries, se transportent toujours dans les temps passés ou dans l'avenir, comme si leur but était de ne prendre racine nulle part. Il y avait, en France, un nombre immense de ces gens faciles à enflammer et à séduire qui, confondant le penchant révolutionnaire avec l'amour de la liberté et la vague exaltation patriotique avec le sentiment solide et inébranlable des droits et des devoirs civiques, ne reculent devant aucune aventure politique quand il s'agit de se faire un nom. Il y avait là un nombre infini de ces hommes vaniteux et présomptueux qui étaient un objet d'aversion pour le simple fils des camps, tels que Foy, de ces gens dont l'amour de l'effet théâtral, d'un rôle à jouer et d'un masque à porter faisait les recrues naturelles de toutes

les Sociétés secrètes. Néanmoins, cette fois-ci, les nouveaux enrôleurs avaient plus de difficulté à remplir leurs listes.

Les conjonctures avaient empiré d'une manière extraordinaire à l'intérieur comme au dehors, et ne permettaient plus aux conspirateurs de faire leurs affaires comme auparavant. La Sainte-Alliance venait de mettre le pied sur la révolution vaincue en Italie. A cette même époque, Napoléon mourut à Sainte-Hélène (5 mai); son nom avait été jusqu'alors le mot de ralliement pour tous les esprits novateurs en France, qui s'abandonnaient avec enthousiasme à leur amour aveugle pour l'Empereur, car son règne avait été la domination du monde, et qui étaient remplis d'une haine également aveugle contre les Bourbons, parce que leur gouvernement était considéré comme la domination de l'étranger. Cette mort pouvait être mise à profit pour effacer la sourde opposition entre les napoléonistes et les orléanistes, et on l'exploita effectivement dans ce sens. Néanmoins, elle porta un nouveau coup aux libéraux, tandis qu'elle était un immense gain pour les royalistes, parce qu'elle augmentait la confiance en l'avenir, au moment même où ce parti se rapprochait tous les jours davantage de son but, qui était la prise de possession du pouvoir.

Nous avons vu, plus haut, que c'était la même époque où les ultra-royalistes poursuivaient leurs adversaires, dans la Chambre, en déchaînant contre eux toutes leurs passions, tandis qu'au dehors ils répandaient parmi eux la confusion et l'épouvante. Un Béranger sentait le froid dans cette âpre atmosphère, où régnaient les lois d'exception; il s'irritait en voyant les agitateurs bruyants abandonner les élections à leur déchéance, comme il était

tourmenté par les espérances que les royalistes fondaient sur leur enfant miraculeux, l'héritier de la couronne (1). Le chansonnier se sentait, à cette époque, hautement encouragé dans ces travaux, parce que l'Angleterre reconnaissait à ses chants le nom et la dignité de la poésie, tandis que l'esthétique capricieuse en France les refusait à tous les vers destinés à être chantés. Renonçant aux genres élevés de la poésie, Béranger venait de se consacrer exclusivement à sa modeste chanson, et bien plus qu'auparavant, il se laissa déterminer dans le choix de ses sujets par l'opinion publique et par les intérêts politiques du jour.

Ce fut vers ce temps qu'on publia l'édition du second Recueil de ses chansons, qui l'amena à Sainte-Pélagie, dans la même chambre que venait de quitter Paul-Louis Courier (2), qui mit en honneur le nom de pamphlétaire, comme Béranger celui de chansonnier. L'intention ouvertement déclarée du poëte, qui la réalisa malgré tous les avertissements, était de relever, par ce Recueil, les esprits de l'abaissement dans lequel ils étaient

(1) Il fit de lui l'horoscope prophétique dans *les Deux Cousins*, où le roi de Rome met sur ses gardes le duc nouvellement né, en disant :

« Confonds ces courtisans maudits,
« En leur rappelant ma naissance;
« Dis-leur : Je puis avoir mon tour!
« De mon cousin qu'il vous souvienne!
« Vous lui promettiez votre amour,
« Et cependant il est à Vienne! »

(2) A cause de son *Simple discours* sur la souscription dont le produit devait servir à acheter le château de Chambord pour le duc de Bordeaux. Dans un parallèle d'une causticité blessante, il y avait comparé les premiers soins donnés à l'enfant de l'Europe avec l'éducation du duc de Chartres élevé au collége public.

tombés, et de réveiller le camp libéral, en tirant le coup d'alarme comme une sentinelle avancée. On peut se demander si tous les enrôlements, faits à cette époque par les membres des Sociétés secrètes en France, ont eu autant de succès que les chansons publiées, pendant ces années, par Béranger, et dans lesquelles il « entassait les débris des anciens lauriers », pour donner, avec ces gloires passées, de nouveaux aliments aux sourdes rancunes qui grondaient dans les rangs de l'armée. Lorsque, par suite de cette défaveur des temps, la Charbonnerie à Paris vit ses enrôlements s'arrêter, elle jeta ses regards sur les classes élevées, avec lesquelles Béranger aussi était en rapports, et elle essaya d'y gagner des noms d'une influence et d'une autorité plus grandes. Béranger refusa de prendre une part personnelle à cette association, et il essaya d'en empêcher aussi ses amis les plus intimes, tels que Manuel. En revanche, la Charbonnerie gagna d'abord Cauchois-Lemaire, puis le peintre Ary Scheffer, et, par eux, la Fayette lui-même. En effet, ce dernier se prêtait constamment à servir d'enseigne pour tous les projets de révolte, parce qu'il éprouvait un besoin constant de s'assurer la faveur populaire, qu'il ne savait pas froidement examiner toutes les conjonctures et qu'il ne réfléchissait pas d'avance aux conséquences possibles de ses actes.

Comme président de la vente suprême et dans les cercles où vivaient Joubert, Ary Scheffer, Laresche, Bazard, Trélat et autres, la Fayette exerçait la principale influence, tandis qu'il formait d'autre part, avec les membres de l'ancien comité directeur (Cf. t. VII, p. 319), une commission politique en dehors de ce Conseil secret et intime. Tous ceux qui avaient appartenu à l'ancienne

Union, les *Amis de la liberté de la presse*, les conspirateurs du mois d'août entrèrent peu à peu dans la Charbonnerie; dans le cours de l'été, Paris comptait déjà cinquante ventes. On songea dès lors à envoyer des délégués dans les provinces. Un certain Riobé partit pour l'Ouest, où il fit, dans la vallée de la Loire, une découverte inespérée. Dans le voisinage de la ville de Saumur (Maine-et-Loire), qui, par des raisons locales, était fort anti-bourbonienne, vivait un chirurgien-major du nom de Grandménil, qui, dès 1815, avait appartenu à une Société napoléoniste à Paris, dont les membres s'appelaient *Chevaliers de la Liberté*. Par suite d'une occasion fortuite, fournie, pendant l'automne 1820, par la présence de Benjamin Constant dans la ville de Saumur, Grandménil avait renouvelé cette Société en formant une ligue secrète, composée d'éléments militaires et bourgeois; elle recrutait ses membres parmi les mariniers appauvris, les ouvriers et les soldats congédiés, et, en dernier lieu, elle puisait sa force principale dans les élèves de l'école militaire, à Saumur.

Lorsque Riobé rencontra cette association à Angers, elle comptait, dans le bassin de la Loire jusqu'à Nantes, de quinze à vingt mille membres qui se soumirent aussitôt à la direction de la Charbonnerie de Paris. Dans la vallée du Rhin, Buchez travailla l'Alsace, en y prenant comme point de départ les établissements manufacturiers de d'Argenson et de Jacques Koechlin; le 29e régiment de ligne, à Béfort, y forma le point d'appui militaire. La nouvelle mission des conspirateurs trouva moins d'écho dans le Nord, où l'issue infructueuse du mouvement pendant le mois d'août avait laissé des souvenirs trop récents. Elle ne fut pas accueillie avec plus de

faveur dans le Midi royaliste, où Ary Scheffer ne réussit à former qu'une seule vente civile à Lyon et une vente militaire dans un bataillon du 5e régiment de ligne, à Marseille. Les projets des conjurés mûrissaient à mesure que le pouvoir des royalistes augmentait. Pendant le cours de l'année 1821, les préfets de trente-cinq départements dénoncèrent au gouvernement l'existence de Sociétés de Charbonnerie dont les membres formaient, disait-on, un total de cinquante à soixante mille affiliés. Toutes les mesure sétaient déjà prises pour préparer l'explosion simultanée du mouvement à Saumur et à Béfort; on l'avait fixée au 1er janvier, pour célébrer ainsi l'anniversaire du soulèvement dans l'Ile-de-Leon, en Espagne : à ce moment, les ultra-royalistes arrivèrent aux affaires.

Cet événement exerça une influence différente sur chacun des chefs : il stimula les uns, il intimida les autres. Les députés à la Chambre qui appartenaient à la commission politique mentionnée plus haut, les hommes tels que Manuel et autres qui ne voulaient pas s'exposer comme des étourdis, soulevèrent des objections au sujet de la confiance plus ou moins grande qu'on pourrait accorder aux assurances des jeunes gens dans les provinces. Ils obtinrent de la Fayette, qui appartenait à moitié à ce groupe d'hommes prudents et à moitié aux gens résolus et téméraires de la vente suprême, qu'on envoyât préalablement d'Argenson et Koechlin en Alsace, pour qu'ils fissent un rapport sur l'état réel des préparatifs et qu'ils décidassent la question de savoir si la Fayette devait les suivre. Vers l'époque fixée pour l'exécution, d'Argenson, enthousiaste sincère, mais facile à décourager et peu apte à l'action, commença le premier à hésiter et à ralentir les préparatifs. Puis, la Fayette

lui-même semblait peu disposé à agir. Bien que ses admirateurs ne vissent en lui que dévouement complet, une énergie indomptable et le mépris absolu de la mort, Manuel et Dupont trouvèrent cependant étrange qu'à ce moment, où il attendait à toute heure le rapport de d'Argenson, il se fût rendu à son château de Lagrange, où il avait l'habitude de célébrer, le 24 décembre, l'anniversaire du jour où il avait perdu sa femme. Néanmoins, lorsque le messager envoyé par les habitants des contrées rhénanes le trouva dans son château, la Fayette partit, et appela encore à le suivre quelques officiers de Paris, qui étaient du nombre des conspirateurs.

On avait exactement calculé l'époque où la Fayette devait arriver (1er janvier 1822), et l'on avait fixé ce jour pour l'explosion de la révolte à Béfort. Mais, peu de moments avant l'heure indiquée pour le commencement de la révolte, un hasard révéla la conspiration aux officiers du régiment ameuté. Ils réussirent à maintenir les troupes dans leur devoir et à arrêter une partie des conjurés. La Fayette et les officiers venus de Paris eurent la chance d'apprendre le message de ce désastre assez tôt pour pouvoir rebrousser chemin en toute hâte. Pendant ce temps, le soulèvement, qui avait dû éclater au même moment à Saumur, avait été étouffé déjà auparavant par suite d'un autre accident : dans un incendie, un mur s'était écroulé et avait couvert de ses décombres un certain nombre des conjurés qui appartenaient à l'école militaire; ce fut dans leurs vêtements qu'on trouva des papiers qui révélaient leur secret. De la même façon échoua aussi une diversion à Marseille, qu'un capitaine du nom de Vallée devait appuyer à la tête d'une compagnie de philhellènes; par sa propre im-

prudence, cet officier fut cause (9 janv.) qu'on l'arrêta à Toulon, tandis que les émissaires de Paris réussirent encore à s'échapper, grâce à leur prudence plus grande.

Après ces insuccès, les Parisiens envoyèrent à Nantes le général Berton, victime des persécutions bourboniennes, afin d'engager les habitants de cette ville à réparer ces trois échecs par un soulèvement plus heureux; on y concerta un nouveau mouvement. Ce projet encore venait d'être déjoué par suite de la trahison de deux sergents (9 févr.), lorsque Grandménil arriva de Saumur, afin de déterminer les Nantais à faire une entreprise en commun; il emmena alors Berton à Saumur, où l'explosion de l'insurrection était fixée à un jour de foire très-rapproché. Mais le comité directeur de Saumur avait des doutes sur la disposition des esprits dans cette ville, et il trouva plus sûr de faire donner la première impulsion par les campagnes, par les habitants de Thouars; on y envoya donc Berton, bien qu'il connût aussi peu le pays que l'état de choses de cette province. Mais à Thouars aussi, il y eut à peine cent trente conjurés qui s'arrachèrent aux prières et aux exhortations de leurs femmes et de leurs enfants; ils se mirent lentement en marche et arrivèrent à une heure avancée de la soirée devant Saumur (24 févr.). Le comité et les bourgeois de cette ville étaient aussi peu désireux de se joindre au mouvement que le sous-préfet était peu disposé à conduire dans une lutte contre les révoltés les pères de famille de la garde nationale.

Ce fut une guerre ridicule de petits bourgeois qui se termina, le lendemain, par la déroute des insurgés, lorsqu'on se prépara enfin à aller chercher au château une

pièce d'artillerie. Le général Berton, à qui l'on reprochait d'être trop faible, crut devoir faire quelque chose pour sauver son honneur. Il eut le courage d'aller à la Rochelle, où une nouvelle révolte était sur le point d'éclater (1). Cette ville, lieu de ralliement naturel pour les réfugiés, était le siége d'une vente civile qui s'appuyait sur deux bataillons d'infanterie des colonies et sur le 45e régiment de ligne; ce dernier était venu, peu de temps auparavant, de Paris et avait apporté avec lui, par l'intermédiaire des charbonniers qui se trouvaient dans son sein, les instructions de la vente suprême de Paris pour les conjurés de l'Ouest. L'imprévoyance et le besoin de parler, qui empêchent les Français d'être d'aussi habiles conspirateurs que les peuples latins du Midi, amenèrent aussi dans cette ville, peu de temps après l'arrivée de Berton, quelques arrestations (13 mars) et des aveux qui entraînèrent l'arrestation de tous les carbonari du régiment. Le général comte Despinois accourut de Nantes; jouant le rôle d'un conjuré forcé de se dissimuler, il sut faire parler deux sergents du nom de Pommier et de Goubin, et leur arracher tous leurs secrets; par suite de ces révélations, on put arrêter aussi quelques membres de la vente centrale à Paris.

A partir de ce moment, l'espionnage habile des agents du gouvernement mina même les derniers projets des conspirateurs. A Saumur, on préparait une troisième tentative d'insurrection sous la direction de Berton qui était retourné dans cette ville; un certain Woelfeld, que la Fayette avait recommandé comme un homme coura-

(1) Cf. *Souvenirs de la conspiration de la Rochelle*, par J.-S. Lefèvre. Rouen, 1845.

geux et digne de toute confiance, y joua le rôle d'agent provocateur; il fit jeter Berton dans les cachots (14 juin) et força Grandménil à s'enfuir à Paris. D'une façon semblable, on tendit un piége colossal au lieutenant-colonel Caron, à Colmar, qui avait songé à délivrer les prisonniers de Béfort amenés dans cette ville; il tomba dans ce piége (2 juill.) par suite de la trahison de quelques faux conjurés. Vers cette époque, on avait terminé les enquêtes sur les affaires de Saumur et de la Rochelle; ce ne fut que par elles que le gouvernement eut une connaissance assez exacte de l'existence et de l'extension de la Charbonnerie; il put remonter presque jusqu'aux chefs mêmes de toute la conspiration.

Les plus coupables parmi les conjurés arrêtés à la Rochelle, les quatre sergents Bories, Goubin, Pommier et Raoulx, qui avaient été en relations avec la Fayette, Laresche et autres, refusèrent fermement de dire les noms des premiers auteurs de la conspiration, bien qu'on les leurrât de la promesse d'un pardon complet. Mais un des prisonniers de Saumur, un marchand de vin du nom de Baudrillet, avoua qu'il avait vu la Fayette. Un notaire, arrêté avec lui, le détermina à temps à donner, dans ses interrogatoires subséquents, un faux signalement du général, afin de faire naître ainsi la conviction qu'on l'avait trompé en lui montrant un faux la Fayette. Grandménil, qui s'était réfugié à Paris, se trouvait dans la galerie au moment où l'on fit connaître à la Chambre l'acte d'accusation du procureur-général Mangin de Poitiers, dans lequel la Fayette et autres étaient nommés comme les hommes que Grandménil aussi avait vus, disait-on, à Paris. Ceux des libéraux qui étaient faussement accusés et qui étaient tout à fait hors de cause,

tels que Foy et autres, cherchaient à protéger et à mettre sous l'abri de leur innocence personnelle leurs amis coupables qui se trouvaient à côté d'eux. Avec une outrecuidance téméraire, la Fayette demanda qu'on donnât à ces accusations la plus grande publicité dans la Chambre, « où ceux qu'on accusait et leurs adversaires, « ajouta-t-il, pourraient se dire avec une entière fran- « chise ce que, depuis trente ans, ils avaient eu à se re- « procher » : bravade qui atteignit jusqu'au roi.

Villèle opposa les menaces à cette insolence : « Si les « dépositions des témoins, disait-il, étaient prouvées, on « verrait si les ministres auraient le courage de pour- « suivre les personnes incriminées, ou s'ils ne l'auraient « pas. » Néanmoins, on sait que la faiblesse, ou l'indulgence, ou la prudence que le gouvernement, sous Richelieu, avait montrée par rapport aux chefs des conspirations, avait été léguée aussi à Villèle, qui refusa à Mangin la permission de soumettre à une enquête et de faire arrêter les véritables auteurs de la conspiration (1). Le châtiment n'atteignit que leurs instruments. Les quatre sergents de la Rochelle allèrent à la mort (21 sept.) avec un courage qui arracha des paroles d'admiration même à un ancien émigré, et qui le fit réfléchir sur le charme de la liberté, dernier mot prononcé par les victimes. L'impression laissée par leur sort ne s'est jamais effacée; la mort des quatre sergents est devenue, dans le peuple, une espèce de légende de martyrs. Quelques jours plus tard (1er oct.), le colonel Caron fut exécuté à Strasbourg. Berton tomba sous le couteau

(1) C'est ce que Vaublanc (*Souvenirs*, t. Ier, p. 432) disait avoir appris de la bouche de Mangin lui-même.

de la guillotine à Poitiers (5 oct.), et deux autres des conjurés de Saumur à Thouars.

Les libéraux français, les chefs aussi bien que ceux qu'ils avaient séduits, s'étaient encore une fois trompés dans leurs calculs relatifs à leurs forces, à l'état de choses et à la disposition des esprits en France et à l'époque actuelle. La hardiesse téméraire des quelques rares conspirateurs succomba sous l'indifférence des masses, avec une rapidité beaucoup plus grande et avec moins de succès que dans les insurrections des pays méridionaux. Les mouvements de ces années-là avaient promptement perdu leur force d'impulsion, même dans ces pays où la caducité et la corruption de l'édifice politique et social avaient donné aux révolutionnaires une cohésion, une réserve discrète, une confiance, un courage ou un désespoir bien plus grands que dans d'autres pays. Il était donc naturel que les conspirations en France eussent bien moins de chance pour réussir dans cet État dont toute la condition politique était si bien réglée, où l'opinion publique pouvait toujours se faire entendre, et où c'était une contradiction absurde de traverser les délibérations légales et publiques par l'agitation secrète et la libre parole des partis par les voies de fait des factions. Si l'on pouvait être surpris de voir, dans une société politique constituée de la sorte, organiser des entreprises aussi téméraires avec autant d'étourderie, avec si peu de ressources et d'une manière si insensée, on pouvait s'étonner encore davantage que des hommes aussi considérables et aussi admirés se missent à leur tête et les aidassent à se développer. Qu'un la Fayette pût s'engager dans tous ces bas complots et que, malgré sa position de général au milieu de son parti, il voulût ex-

poser sa personne dans les plus petites escarmouches, c'est ce qui choqua, à bon droit, même une nature aussi aventureuse que celle de Guglielmo Pepe.

Du reste, on ne voyait nullement régner la concorde au camp même des libéraux parisiens, qui ne prenaient pas du tout une part égale à ces projets sanglants. Nous avons vu que Royer-Collard et ses amis leur restaient complétement étrangers; Foy, Périer et Constant les désapprouvaient, bien qu'ils en eussent connaissance. Béranger lui-même, qui trouvait que tout était gloire dans la vie de la Fayette, « tout pour la liberté, à chaque « jour sa page et pas une faute d'impression », voyait cependant une grande faiblesse et une profonde erreur dans cette manie des conspirations constantes (1). Elle exposait, disait-il, sans utilité un grand nombre d'existences; elle engendrait une foule de petites ambitions jalouses; elle subordonnait l'intérêt général aux passions des individus, et elle corrompait les basses classes qu'elle attirait sans les éclairer. D'autres, plus réfléchis encore, trouvaient, de leur côté, que Béranger contredisait ces principes sensés par ses propres actes, puisque, comme par une conspiration ouverte, ses chansons corrompaient ces mêmes classes, en les flattant et en les aiguillonnant sans les éclairer davantage. Benjamin Constant trouva une expression digne d'un homme d'État, lorsque, en blâmant cette espèce d'opposition poétique, il dit plus tard, dans une lettre à Béranger, « que désirer une révo- « lution, sans autres motifs que ceux des souvenirs et de « la haine, ne lui viendrait jamais à l'idée ».

Quand on observe ces discordes intestines qui divi-

(1) Cf. *Ma Biographie*. Paris, 1858, p. 239.

saient les chefs des indépendants, on comprend d'autant plus facilement pourquoi ces tentatives de révolte étaient si mollement organisées et n'avaient aucun succès; cependant, elles allaient devenir fatales, cette fois-ci, à toute la cause que défendaient les libéraux. Ce parti montra sa faiblesse à ses adversaires dans le pays et à l'étranger, en révélant, en même temps, la nature dangereuse de ses projets; il donna à ses ennemis, comme l'avaient fait les *exaltados* espagnols, des prétextes fort graves pour suivre leurs desseins réactionnaires d'une manière de plus en plus systématique, en leur montrant en perspective les succès les plus assurés. Par suite de ces folles insurrections, la France paraissait aux royalistes dans le pays et à l'étranger, qui ne voyait que par les yeux des royalistes, comme un vaste cratère ouvert, par lequel le volcan révolutionnaire en Espagne menaçait toute l'Europe de ses éruptions, d'après la tournure que les choses avaient prise, dans ce pays, à partir du mois de juillet.

Depuis qu'on avait découvert les agitations sourdes de Montarlot et d'autres réfugiés, on considérait comme prouvé le concert de quelques-uns entre les émeutiers espagnols et français. Devant tous les tribunaux où l'on s'occupait des conspirations françaises, on entendait prononcer le nom des cortès et l'on voyait se trahir les espérances que les conjurés avaient fondées sur l'Espagne. Les émigrés français contribuaient, pour leur part, à insulter le trône français dans la presse espagnole, et à répandre des libelles au milieu de l'armée de la frontière. Pendant l'automne, *l'Observateur espagnol* annonça ouvertement quels étaient les moyens sur lesquels la révolution pouvait compter dans sa lutte contre les Bourbons,

ses ennemis : c'est-à-dire sur l'armée espagnole, sur dix mille champions de la liberté dans le corps d'observation, sur cent mille à l'intérieur de la France, sur au moins vingt-cinq mille au sein de l'armée, et sur la haine implacable que les neuf dixièmes des habitants nourrissaient contre leur tyran. Il ne faut donc pas s'étonner que les hommes les plus excités parmi les royalistes aient considéré, à cette époque, la France exposée par l'Espagne aux mêmes dangers dont l'Europe avait été menacée, en 1793, par la France.

Immédiatement après les journées de juillet à Madrid, Châteaubriand trouvait que le roi Ferdinand était dans la même position que Louis XVI pendant les derniers jours de sa vie. Il s'attendait à voir ajouter aux exécutions de Louis et de Charles Ier une troisième sentence de mort « qui, par l'autorité des crimes, semblerait constituer une espèce de droit des gens et un code à l'égard des rois (1). » Il ne s'agissait pour lui que d'une simple question d'existence, à savoir si la révolution, vaincue par la légitimité, allait être rétablie par la force, ou bien si elle devait être réprimée par des moyens violents. Les souverains de la Sainte-Alliance s'exprimèrent, dès lors, d'une manière plus décidée, dans ce même sens.

Le procureur général Marchangy, qui avait instruit devant le jury de la Seine le procès des émeutiers de la Rochelle, écrivit un exposé de l'organisation et des buts de la Charbonnerie française, moitié vérité et moitié fable, et l'envoya à l'empereur Alexandre. Celui-ci y reconnut un service rendu à toute l'Europe. Cet exposé, ajoutait le czar, lui montrait que la France était, comme

(1) Cf. *Mémoires d'outre-tombe*, t. VII, p. 185.

le disait un document russe postérieur, un volcan sur lequel on ne pouvait marcher qu'en tremblant, et qu'il s'agissait dès lors de s'acquitter d'une grande tâche, « de se servir de cette nation, qui commençait « elle-même à s'agiter de nouveau, pour forcer l'Es- « pagne turbulente, et avec elle toute l'Europe, à « rentrer dans un calme complet et assuré ». Les royalistes français et les légitimistes à l'étranger s'accordaient à dire que le moment de l'intervention en Espagne était venu. Seul, le gouvernement français semblait constamment et fermement se refuser à adopter cette manière de voir.

Le gouvernement français. — Villèle.

On pouvait pardonner aux gens timides et à ceux qui ne voyaient les choses que superficiellement, s'ils croyaient que, par rapport à l'Espagne, la France se trouvait dans la même position où l'Europe s'était trouvée, en 1792, par rapport à la France. Tous les phénomènes de la Révolution française se reproduisirent en Espagne où ils avaient leur source dans des situations semblables et même plus mauvaises encore, situations que les royalistes en France désiraient rétablir et qu'on s'efforçait de détruire radicalement en Espagne. La division de la nation en deux masses inégales et hostiles, en une minorité privilégiée et une majorité écorchée, était en Espagne beaucoup plus tranchée qu'elle ne l'avait été en France. Les abus féodaux, qui maintenaient les basses classes dans la misère et qui menaçaient d'étouffer toute la prospérité dans l'État, étaient bien plus criants en Espagne qu'ils ne l'avaient été de l'autre côté des Pyrénées. Une loi agraire, qui devait créer, en Espagne, les petites propriétés rurales dont le nombre avait été,

en France, aussi grand avant qu'après la Révolution, avait été beaucoup plus urgente en Espagne. Puis, les empiétements sur la possession et sur les droits traditionnels, les lois sur les couvents et sur les droits seigneuriaux provoquèrent, en Espagne, les mêmes résistances violentes des classes privilégiées qu'en France l'avaient fait la Constitution civile du clergé et l'abolition de la noblesse. Enfin, l'émigration et la guerre civile offrirent à l'étranger des prétextes pour l'intervention et semblaient devoir déchaîner, dans l'intérieur du pays, les mêmes passions populaires qui, en France, avaient poussé au régicide, à la république, à la guerre et à la propagande.

Mais, précisément dans ce point qui pouvait seul toucher l'étranger, les analogies entre la révolution en France et celle en Espagne cessaient complétement. Il fallait méconnaître toute la distance qu'il y a entre des paroles et des actes, entre des fanfaronnades et des exploits héroïques, si, dans les phrases ampoulées des fiers-à-bras espagnols au sein de leurs clubs et dans les colonnes de leurs journaux, on voulait voir un danger sérieux pour l'étranger. Il fallait oublier toute l'indolence et toute l'insouciance du caractère espagnol, pour croire le peuple capable d'entreprendre une propagande révolutionnaire et pour supposer que les cortès joueraient le rôle de la Convention. Le gouvernement espagnol manquait complétement de la virulence républicaine, de la fermeté révolutionnaire et de la force belliqueuse qui avaient caractérisé les girondins français ; de plus, tout enthousiasme exalté et patriotique en face de l'étranger faisait entièrement défaut au peuple espagnol.

Les divers gouvernements à Madrid avaient successi-

vement et en tout temps montré à l'étranger, et en particulier à la France, la modération et la prudence les plus grandes. Leurs feuilles officielles ne contenaient rien qui pût offenser les autres États. Lorsque, en 1820, la junte d'Oporto, et, en 1821, le gouvernement de Naples avaient demandé l'assistance militaire de l'Espagne, elle leur avait été refusée. Tandis que les émigrés espagnols purent préparer, à Bayonne et à Perpignan, la guerre civile dans leur pays, on avait à peine attendu, à Madrid, un signe du gouvernement français pour procéder contre Montarlot et pour interner les réfugiés français dans l'intérieur du pays. On se vanta d'avoir refusé les services de trois régiments appartenant à l'armée d'observation (1), et lorsque Mina força la régence et ses troupes à passer la frontière, les constitutionnels avaient reçu l'ordre le plus strict de ne pas toucher le territoire français (2). Cette réserve pleine de mesure ne se bornait nullement au gouvernement seul. Le général Vaudoncourt, ce savant soldat de la République française et de l'Empire, qui était venu de Naples et du Piémont en Espagne pour prêter son bras à la révolution, avait, à plusieurs reprises, insisté auprès de tous les chefs des radicaux pour qu'ils s'unissent aux indépendants français et qu'ils prissent l'offensive contre la France. Mais il dut se convaincre que des hommes tels qu'Alpuente et Morales et Riego lui-même étaient opposés à toute mesure qui pût donner à la Sainte-Alliance

(1) Ces indications se trouvent dans un Mémorandum officiel du chargé d'affaires espagnol à Londres, Jabat, en date du 18 février 1823.

(2) Cf. A. Thiers : *Les Pyrénées et le Midi de la France pendant les mois de novembre et de décembre 1822*. Paris, 1823.

un prétexte pour intervenir (1). Il dut voir que les francs-maçons négligents, fort peu semblables en cela aux Girondins, ne croyaient pas à l'immixtion dans les affaires de leurs pays, malgré tous les congrès et malgré les actes notoires d'hostilité commis par les puissances orientales. Il dut entendre de la bouche d'un Serrano l'aveu que pour prendre de semblables résolutions, il faudrait d'abord faire une autre révolution ; que les Espagnols ne possédaient pas la vivacité des Français, et que, sous ce rapport, « malgré toutes les ressemblances de « leurs révolutions, il existait de grandes divergences « entre elles ».

Sous le gouvernement de Richelieu, on semblait être assez sensé en France pour comprendre ces différences ; ce ministre voulait laisser la révolution épuiser sa fureur, afin d'arriver par la force intérieure des choses au changement désiré de la Constitution. Durant la Révolution française, l'empereur Léopold, se méfiant de la Prusse, et craignant pour ses provinces belges, avait résisté aux importunités des émigrés et aux désirs belliqueux des puissances du Nord, et il avait voulu échapper à la guerre par l'influence des feuillants et par la réforme de la Constitution qu'ils projetaient. De même, Louis XVIII et Richelieu, son ministre, se défiant de l'Angleterre et appréhendant l'extension de l'épidémie révolutionnaire dans leur propre pays, comptaient arriver au même but en Espagne. Aux deux époques, on évita l'invasion tant que vécut cet empereur et tant que régna ce ministre. Si Léopold avait vécu plus longtemps et si le ministère de Richelieu avait eu une durée plus

(1) Cf. Vaudoncourt, p. 242, 384.

longue, les princes et les libéraux, dirait-on volontiers, se seraient laissé apaiser par de bons conseils, et un conflit violent aurait été évité. Cependant, on ne doit pas oublier l'expérience faite bien souvent et qui nous démontre que, dans des complications aussi graves, quand une fois les instincts aveugles de grandes masses factieuses sont déchaînés, un homme isolé, quelque puissant ou quelque sage qu'il puisse être, ne signifie absolument rien.

La politique extérieure de Richelieu fut complètement approuvée par son successeur et continuée d'une main peut-être plus ferme; le roi lui donna son appui comme auparavant, et cependant elle dut faire place aux influences de la coterie royaliste qui enlaçait tout de ses réseaux, mais dont Villèle avait le droit de se croire le maître. Pendant tout le temps qu'il lui avait fallu pour s'élever, dans le parti royaliste, du rang de simple soldat jusqu'à la dignité de général, Villèle avait continuellement donné des preuves de son habileté et de son amour du travail, de son indifférence à l'égard des plaisirs, de sa connaissance des affaires et de son expérience, enfin, d'une intelligence et d'une modération qui le distinguaient fort avantageusement des autres membres de son parti.

En effet, sa nature froide et impassible s'était promptement dépouillée de toutes leurs exagérations qu'il avait partagées au début de sa carrière (Cf., t. Ier, p. 95). Comme vice-président de la Chambre, il avait souvent surpris les libéraux par son impartialité; il pouvait se vanter « qu'il ne lui coûtait rien d'être impartial, « qu'il se préoccupait uniquement de la bonne marche « des affaires dont il s'était chargé, et qu'avec cela il

« n'avait pas la moindre animosité contre les per-
« sonnes (1) ».

Se trouvant, grâce à ces qualités, presque isolé au milieu de ses amis fougueux, riche, comme nul autre, en ressources de tout genre, Villèle avait tranquillement et froidement travaillé à l'exécution de ses desseins ; avec une ambition tenace et prudemment cachée, il s'efforçait de rendre son parti apte à gouverner et de se faire lui-même le maître du gouvernement. Avec une habileté dont tout le monde ne l'avait pas cru capable, il avait établi un siége en toute règle autour du pouvoir dont il voulait s'emparer. Une première brèche semblait ouverte, lorsque, sous Richelieu, il s'était introduit dans le ministère (Cf., t. VII, p. 322), en y prenant une modeste position qui ne lui donnait rien et qui promettait peu de chose ; mais après avoir reconnu que sa situation était fausse et qu'il s'était trompé dans sa manière d'attaquer, il avait promptement reculé. Si d'abord son entrée au ministère avait inspiré aux membres de son parti des doutes sur sa sincérité, sa prompte retraite faisait croire à ses adversaires qu'il manquait de cette force de caractère qu'il faut avoir quand, à tout risque, on veut poursuivre le but qu'on se propose, et qu'il ne possédait pas assez d'ambition résolue pour vouloir le succès.

Ces derniers avaient moins raison que les autres. Du reste, les amis de Villèle qui, à côté de lui, avec lui et à sa suite, gravissaient les degrés qui conduisaient au pouvoir, ne méconnaissaient pas en lui cette persévérance dans ses efforts avec laquelle ils le voyaient s'avancer d'un pas fort assuré et dont ils comptaient se servir eux-

(1) Cf. Guizot : *Mémoires*, t. Ier, p. 231.

mêmes pour faire, à sa suite, leur fortune politique. Il est vrai qu'à une époque postérieure Châteaubriand a voulu voir tout le secret de la fortune de Villèle uniquement dans l'art infâme « d'empocher des soufflets »; mais ce n'était là que l'expression de la mauvaise humeur de ce chevalier orgueilleux, qui finit par voir que lui et d'autres n'avaient été que l'étrier dont Villèle s'était servi pour s'élever jusqu'à sa haute position. En effet, placé au milieu des intrigues qu'ourdissaient ceux des membres de son parti qui étaient les plus influents et les plus avides de places, Villèle s'entendait merveilleusement à se servir de tous, avant tout dans ses propres intérêts; mais il faisait tout fort discrètement, sans importuner personne, sans faire d'éclat et en se donnant l'air d'être tout à fait en dehors des mille intrigues jalouses qui agitaient ces cercles. Pendant qu'il s'acheminait encore vers le but de ses désirs, il se servait de Châteaubriand, qui, à cette époque, était fort humble et très-soumis, afin de s'entendre avec les constitutionnels du parti royaliste, de même qu'il utilisait Corbière, pour rester en bonne entente avec les ultra-royalistes rigides. Il exploitait la Rochefoucauld qui, à ce moment, était son ami « à la vie et à la mort », pour se mettre sur un bon pied avec le vicomte Montmorency, le beau-père de ce dernier, et par lui avec la Congrégation; enfin la Rochefoucauld devait l'aider encore à trouver un avocat auprès du roi dans la personne de madame du Cayla, son amie.

De cette manière, Villèle arriva à des résultats qui semblaient presque impossibles à obtenir. Il s'érigea en chef des royalistes, et cependant il sut se tenir à l'abri de cette ingratitude dont le pavillon Marsan avait jus-

qu'alors payé les hommes les plus méritants, tels que Vitrolles, Morin, Fiévée, Vauvineux et Bellart. Il réussit à s'emparer du pouvoir pendant que la discorde régnait entre le roi et son frère, et cependant à jouir de la confiance de l'un et de l'autre. Il se fit élever à ses hautes fonctions par les exigences d'un parti qui ne connaissait pas de frein, et cependant, en formant un centre d'hommes réfléchis dans la Chambre, il parvint à pousser dans la minorité les incurables parmi les royalistes. Après tant d'oscillations, il réussit enfin à créer un gouvernement qui, le premier, rendit à la France une action plus unie et plus intime; bien qu'il ne fût pas selon les idées de la partie éclairée de la nation, cependant ce ministère donna, pour le moment, au pays tous les avantages qui résultent d'une pareille direction égale et sûre des affaires.

Or, d'après toute la nature de son esprit, l'idée d'une intervention armée en Espagne répugnait profondément à ce parvenu, dont l'horizon politique s'était élargi à mesure que sa position s'était élevée. Étant lui-même bon administrateur, il ne voulait sacrifier aux « fanatiques » ni la situation intérieure si favorable de la France, ni la prospérité de ses finances, ni l'excédant de 25 millions qu'il comptait voir, vers la fin de l'année, dans les caisses de l'État. Tous ces avantages, il ne voulait pas les risquer dans une guerre entreprise à l'étourdie, qui aurait été préjudiciable au commerce et à l'industrie; qui n'était décidément pas désirée par l'opinion publique, autant qu'elle représentait les éléments sains de la population; qui pouvait entraîner la France dans des complications avec l'Angleterre, et qui, enfin, rappelait d'une manière si pénible les désastres subis par les ar-

mes de Napoléon en Espagne. S'il était absolument nécessaire que la France s'immisçât dans les événements du monde au dehors, afin de rétablir son ancienne considération au milieu des autres puissances, les complications en Orient semblaient offrir à ce ministre des occasions bien plus séduisantes.

C'est pourquoi Villèle aimait mieux, comme Richelieu, laisser le volcan en Espagne s'éteindre de lui-même; à peine semblait-il être tenté d'aider à l'éteindre. Lui aussi poursuivait sans relâche les projets de son prédécesseur, relativement à une transformation de la Constitution espagnole en une Charte française. Il semblait presque content de voir que les journées de juillet avaient eu de si fâcheux résultats pour le roi Ferdinand, parce qu'il ne s'était pas laissé déterminer à adopter les changements dans la Constitution, sur lesquels on avait négocié à Paris. Il chercha même à rendre le cabinet de Vienne favorable à cette manière de terminer les troubles en Espagne. Il était l'adversaire de la régence d'Urgel, et il passait pour avoir traversé les tentatives faites par elle pour contracter un emprunt. Lorsque cette régence adressa au gouvernement français sa demande de secours (Cf. p. 66), Villèle et Corbière furent les seuls au Conseil des ministres qui conseillèrent décidément de ne pas y donner suite (sept. 1822), et le roi se rangea de leur côté, sans se laisser fléchir par les cris de détresse que faisait entendre Ferdinand (1). Mais, pendant ce temps, les clameurs passionnées des royalistes excitèrent les dispositions belliqueuses des esprits contre le ministre froid et impassible, non-seulement au milieu de leur

(1) Cf. Miraflores : *Documentos*, t. II, p. 92, sq.

parti, mais encore dans la Chambre, dans le pays, sur les frontières, dans la presse et au sein même du gouvernement.

Dès le commencement même de cette nouvelle période, à partir du mois de mai 1820, la presse royaliste avait, par ses calomnies pleines de venin, provoqué les plaintes du gouvernement de Madrid. Les libéraux espagnols, de leur côté, ne s'étaient pas fait faute de répondre aux menaces des royalistes en France qui considéraient, à leur tour, comme des déclarations de guerre les sorties furibondes de leurs antagonistes en Espagne. De côté et d'autre, on croyait avoir des motifs très-sérieux pour s'accuser réciproquement de fomenter les projets les plus dangereux et de commettre les actes les plus notoires et les plus hostiles, de soutenir dans un pays la révolution, et la contre-révolution dans l'autre. Depuis longtemps, on avait commencé à appuyer ouvertement les révoltés espagnols sur la frontière. Ce ne furent pas seulement les hommes privés parmi les royalistes qui leur prêtaient cette assistance. Le vicomte Montmorency favorisait ces secours à l'insu de son collègue (1); le ministre de la guerre, duc de Bellune, s'associait également à ces menées. Lorsque le cabinet de Madrid se plaignit de cette aide donnée aux révoltés, le gouvernement français lui donna de nouveau les assurances les plus pacifiques (23 mai); le roi provoqua encore d'importantes affaires en fonds et en emprunts espagnols; il assura, dans son discours du trône (4 juin), que la réunion de troupes au pied des Pyrénées n'avait d'autre motif que des raisons sanitaires, et que la malveillance seule pour-

(1) D'après les *Mémoires* de la Rochefoucauld.

rait y voir d'autres intentions : mais son ministre, le duc de Bellune, avait commencé, depuis un mois, à faire en secret les préparatifs de la guerre (1).

Lorsque les événements de juillet s'étaient ensuite produits à Madrid, leur issue avait, au plus haut degré, aigri la disposition d'esprit déjà fortement irritée des royalistes. A leurs yeux, le gouvernement *descamisado* augmentait de plus en plus les dangers dont la révolution espagnole menaçait la France, et cela au moment même où l'on venait d'écarter les périls d'une insurrection dans ce royaume. Le triomphe des *exaltados* à Madrid les rendit plus furieux, de même que les victoires qu'ils venaient de remporter sur l'insurrection dans leur propre pays augmentaient encore leur hardiesse. Les clameurs de ce parti devinrent de plus en plus violentes, lorsqu'il demanda qu'on délivrât le roi d'Espagne de sa captivité, et le monde entier du scandale de cette révolution.

Dans la Chambre nouvellement ouverte, les ultra-royalistes prirent complétement parti pour les révoltés espagnols. Les scènes orageuses, devenues habituelles depuis longtemps, et auxquelles la présentation d'une ténébreuse loi sur la presse avait donné de nouveaux prétextes pendant la dernière session, ces scènes, disons nous, se répétèrent encore et amenèrent des paroles insultantes, des menaces, des rappels à l'ordre dont on se moquait, des accusations, des discussions personnelles fort violentes et enfin des duels. Elles étaient provoquées, cette fois, surtout par l'état de choses en Espagne, et par la fureur que les journées de juillet firent naître chez

(1) Des secrets de ce genre ont été divulgués par les divers écrits polémiques au sujet des traités conclus avec Ouvrard.

les royalistes. Les officiers de la garde organisèrent une souscription ouverte pour les gardes du corps de Madrid, et, en l'annonçant au public, ils exprimèrent le vœu de pouvoir bientôt partager leur gloire et leurs dangers, afin de délivrer l'Espagne des monstres qui la gouvernaient. Les libéraux, dans la Chambre, accusèrent hautement les ministres d'assister les royalistes révoltés en Espagne; Montmorency nia ce fait, mais en termes fort embarrassés qui annonçaient déjà que la France pourrait bien entrer prochainement dans la politique de la Sainte-Alliance.

Afin d'agir en faveur de Mataflorida et de ses projets, les royalistes fanatiques assiégèrent constamment les ministres. Un certain vicomte Brissot trompa le marquis, pendant des mois entiers, par des fantasmagories auxquelles il aurait voulu croire lui-même; il acceptait et représentait toutes les paroles, prononcées en particulier par les ministres, comme autant de promesses officielles, et toutes les espérances que son parti faisait luire à ses yeux comme autant d'engagements pris par le gouvernement. En effet, la faveur dont Brissot éblouissait Mataflorida, ne lui venait pas encore du gouvernement proprement dit, mais uniquement des salons belliqueux du faubourg Saint-Germain, où l'on faisait un accueil chaleureux aux délégués de la régence d'Urgel. Le gouvernement fit encore désarmer, sur la frontière, les royalistes espagnols qui, en novembre, avaient été forcés de se réfugier en France, où ils suivirent la régence. Partout où l'on voyait de près ces héros et leurs régents, on se moquait de la figure qu'on leur faisait faire et du rôle qu'on leur faisait jouer dans la presse des royalistes.

Néanmoins, le gouvernement anglais prévoyait, dès ce moment, que cette situation tendue trouverait son issue dans une guerre; il pouvait avoir des données plus précises pour être confirmé dans cette opinion. Pendant que Chateaubriand se trouvait comme ambassadeur à Londres et dans l'angoisse que lui causait son imagination exubérante, il avait conseillé avec instance, immédiatement après les journées de juillet (16 juillet), de transformer le cordon sanitaire en corps d'observation; il désirait que sa supposition se réalisât et que les cortès vissent dans cette mesure une déclaration de guerre. Nous avons vu que cette transformation s'était opérée sur-le-champ (sept.). A peine eut-elle été accomplie, que le ministre de la guerre fit réunir (oct.), sur la ligne des Pyrénées, deux grands trains de siége et trente batteries de campagne. Ensuite (comm. déc.), il commanda, pour tenir ses intentions aussi secrètes que possible, un pont de bateaux à Strasbourg et du matériel de guerre de diverse nature à Lille et dans le département de l'Eure.

Préparatifs pour le Congrès de Vérone. — Suicide de lord Londonderry.

Ce fut dans ces circonstances que le *congrès de Vérone* (1) se réunit; on en était convenu déjà à Lay-

(1) Les travaux relatifs à l'histoire du congrès de Vérone ont eu un sort très-fâcheux. Mathieu de Montmorency en avait écrit une relation, mais le comte d'Artois le pria de la supprimer. L'auteur résista pendant quelque temps, mais comme le prince insista à plusieurs reprises auprès de l'écrivain « chrétien », celui-ci jeta le manuscrit au feu. *Le congrès de Vérone* (1838) de Chateaubriand avait été imprimé d'abord dans une édition de quatre volumes, qui était plus étendue et plus riche en renseignements que celle qui la suivit. Sur des représentations nombreuses, il abrégea de moitié cette première édition dont il ne reste peut-être qu'un unique exemplaire. Les défauts de cet ou-



bach, mais les grands incidents en Orient l'avaient retardé jusqu'alors. Les soulèvements des Grecs en Valachie et en Morée, qui avaient éclaté déjà pendant que les princes étaient réunis à Laybach (février, avril 1821), s'étaient rapidement propagés dans les îles et dans la Grèce continentale, et avaient, par une vaste conspiration, étendu leurs ramifications jusqu'à Constantinople même. Les Turcs s'étaient livrés à de terribles actes de vengeance; les barbaries commises avaient, à leur tour, excité le fanatisme chrétien en Russie. L'occasion la plus séduisante semblait s'offrir à l'empereur Alexandre pour réaliser les projets les plus brillants de l'ambition moscovite. On rassembla une armée russe sur le Prouth, cordon qui était beaucoup plus disposé à tendre la main aux Grecs réfugiés, que le corps d'observation français ne montrait d'empressement à secourir les royalistes espagnols. On en était venu à une rupture dans les relations diplomatiques; la Russie avait signifié à la Porte un ultimatum que celle-ci avait rejeté.

Dans la partie de jeu fort grave qui s'ouvrit là aux diplomates, l'Autriche chercha à rester dans l'entente la plus complète avec l'Angleterre et à déployer toutes ses ressources pour séparer l'empereur de Russie de ses coreligionnaires. Metternich et Londonderry (Castlereagh) touchaient à l'envi, et de la façon la plus habile, la corde

---

vrage faible ne sont pas compensés par l'ouvrage, plus faible encore, dans lequel le comte Marcellus a donné des renseignements qu'il glana après Chateaubriand (*Politique de la Restauration en* 1822 *et* 1823. Paris. 1853). Sur tous ces sujets, il faut comparer avec ces deux ouvrages les documents officiels déposés sur le bureau du parlement anglais : Hansard, t. VIII, p. 903 sq., 1136 sq. Cf. Schaumann : *Geschichte des Congresses von Verona*, dans Raumer : *Historisches Taschenbuch*. 1855.

sensible dans l'âme d'Alexandre, où ils faisaient constamment entendre, avec une force égale, d'une part la flatterie en vantant sa justice et sa générosité, et de l'autre l'intimidation en l'effrayant du spectre de la révolution. La France travailla dans le même sens, du moins en tant qu'elle essaya de déterminer le divan de Constantinople à se montrer conciliant. Vers l'automne de 1821, ces efforts avaient moins amené des succès que l'espérance de succès futurs; à cette époque, Metternich avait pu profiter de la présence du roi George IV à Hanovre (oct.), pour obtenir de lord Londonderry la promesse de paraître personnellement au nouveau congrès. Le grand chancelier aurait désiré faire adopter Vienne comme lieu de réunion pour ce congrès princier, qui fut retardé encore pendant toute une année; mais, sur le désir de l'empereur de Russie, on choisit Vérone.

On avait déjà fixé l'époque des délibérations préparatoires dans la résidence de la cour qui recevait chez elle les autres puissances, lorsqu'il y eut un nouveau retard. On reçut, à la consternation générale, la nouvelle que le ministre des affaires étrangères s'était donné la mort, en se coupant la carotide peu de jours avant l'époque fixée pour son départ (12 août 1822). Depuis la retraite de lord Sidmouth, Castlereagh avait eu à porter le fardeau le plus lourd qui incombait au ministère, c'est-à-dire il avait eu à faire, à lui seul, tous les travaux relatifs à la direction de la Chambre des communes. Comme il avait eu l'habitude d'écrire lui-même le projet de chaque dépêche, son activité aux affaires étrangères avait été de tout temps écrasante pour lui. Depuis plusieurs années, ses fatigues et un mal nerveux dont il souffrait, avaient inspiré à ses amis de sérieuses appréhensions. Les

pénibles travaux de la dernière campagne parlementaire avaient fortement attaqué sa santé; dans son excitation nerveuse, il avait lui-même le pressentiment qu'il serait incapable d'entreprendre le voyage de Vienne : peu de jours avant sa fin, le roi et lord Wellington avaient été frappés des signes d'absence d'esprit qu'ils avaient remarqués en lui. Le monde méchant ne faisait pas attention à ces causes naturelles du suicide; il voyait entre ce dernier et la situation politique de l'époque une connexion évidente. On disait que Castlereagh avait été saisi de désespoir en voyant le triomphe imminent des principes politiques qu'il détestait; cependant, personne ne leur avait opposé un sang-froid plus inébranlable que ce ministre, qui méprisait hardiment toute opinion publique. On prétendait qu'il avait pris, à l'égard de la Sainte-Alliance, des engagements beaucoup plus étendus que ne le lui permettait sa responsabilité; néanmoins, son successeur Canning reconnut expressément, comme le sien, le programme de la politique étrangère de Castlereagh et se chargea de l'exécuter dans le même sens.

On a prétendu, il est vrai, du côté de l'Autriche (1), que, déjà à Hanovre, Metternich s'était entendu avec Castlereagh ou qu'il avait arrêté avec lui les mesures préliminaires, afin de réprimer la révolution espagnole. Mais cela est peu croyable, si l'on ajoute foi aux assurances des ministres anglais ou à ce qu'ils faisaient semblant de penser, c'est-à-dire que, jusqu'au dernier moment, ils s'étaient imaginé que les seuls objets à traiter au congrès projeté seraient l'aplanissement complet des affaires italiennes et l'accommodement des différends

(1) Cf. Binder : *Metternich.*

russo-turcs. Cela est peu probable, d'après les instructions que lord Londonderry avait écrites pour lui-même comme sa règle de conduite au futur congrès (1), et suivant lesquelles l'Angleterre devait s'abstenir rigoureusement de toute immixtion dans les affaires d'autres États, politique qu'elle avait strictement observée en Italie. Cela est peu présumable enfin, d'après les actes qui, avant l'ouverture du congrès, avaient émané de lui-même par rapport aux affaires d'Espagne. Mais il est notoire que ce fut Metternich qui, redoutant une nouvelle contagion venant de l'Italie, pressa les souverains et les ministres de se réunir en congrès et d'intervenir en Espagne, et qui gagna l'empereur de Russie à ces deux projets. On peut prouver que le czar et le grand chancelier accueillirent avec faveur les représentations faites par la régence d'Urgel dans l'intérêt de la restauration du roi absolu, de même que les accusations qu'elle formait contre les intrigues du gouvernement français au sujet d'une introduction de la Charte française en Espagne, et enfin ses plaintes relativement aux « mauvais » Espagnols à Paris. Mais il est tout aussi prouvé que les gouvernements des deux royaumes occidentaux voyaient avec peu de faveur les projets d'intervention, que l'un d'eux ne voulait y entrer qu'à demi et l'autre pas du tout.

Les instructions, écrites par Villèle lui-même, que le vicomte de Montmorency, le plénipotentiaire français, reçut au sein du conseil des ministres et qu'il apporta à Vienne et à Vérone, lui prescrivaient de la manière la plus précise d'éviter, par rapport à l'Espagne, le rôle de

(1) Cf. Hansard, *loco cit.*, t. VIII, p. 1139.

rapporteur, tel que l'Autriche l'avait joué, à Laybach, à l'égard de Naples. « Nous ne sommes ni résolus, y était-il « dit, à déclarer la guerre à l'Espagne, ni dans la né- « cessité de la faire. » La France, ajoutait-on, qui était *la seule puissance* capable d'agir avec des troupes dans le cas d'une guerre, devait seule être juge de cette nécessité et ne pourrait accepter du congrès ni prescriptions, ni secours. Le gouvernement anglais, de son côté, ne s'était préoccupé, dans sa politique espagnole, que d'une seule chose, à savoir comment il pourrait empêcher l'entrée des troupes françaises en Espagne. En effet, le succès de cette entreprise devait rendre à la France un pouvoir et une influence qu'on ne désirait pas lui laisser reprendre, tandis que, de l'autre côté, l'insuccès provoquerait nécessairement des commotions dangereuses à l'intérieur de ce pays.

Afin de maintenir la France dans de bonnes dispositions et de la séparer toujours des puissances orientales, lord Londonderry avait, dans les derniers temps, agi avec la franchise la plus complète et il avait fait montrer à Paris toutes les instructions expédiées par lui pour Madrid. Il semblait vouloir amortir dans cette dernière ville toute résistance hautaine contre le gouvernement français, toutes les passions éveillées par le congrès imminent, tout zèle belliqueux et toute espérance d'obtenir l'assistance de l'Angleterre. C'est pourquoi il avait, pendant l'été, désigné pour une mission à Madrid sir W. A'Court, qui avait laissé de fâcheux souvenirs à Naples. Appuyé par des armements maritimes, cet envoyé devait, sans les moindres ménagements, présenter au gouvernement espagnol un « compte » fort mal venu à cette époque : c'étaient les créances de sujets anglais qui

réclamaient une compensation pour des dommages que des pirates leur avaient causés dans les eaux des Indes occidentales, créances qui, plus tard, furent liquidées à la somme de 40 millions de réaux. Les autres puissances, redoutant un nouveau traité entre l'Angleterre et l'Espagne, demandèrent, dans une représentation collective, qu'on retardât cette mission jusqu'au moment où les délibérations de Vérone seraient arrivées à un terme quelconque. Les ministres anglais prétendaient que, par ce document seul, ils avaient appris pour la première fois qu'on allait s'occuper à Vérone des affaires espagnoles. Cela est presque incroyable, bien que ce ne soit pas impossible, quand on se rappelle que tous les hommes d'Etat anglais montraient habituellement une très-grande insouciance et un très-grand mépris à l'égard des affaires du continent.

Cette représentation n'avait été faite par les puissances que peu de jours avant le départ de Wellington pour Paris (14 sept.), où il s'était rendu, quarante-huit heures après que Canning était entré en fonctions, afin d'y proposer une médiation dans les affaires espagnoles, toujours dans le dessein de séparer la France du congrès (1). Les dépêches de Wellington démontrent que ce diplomate, un des principaux représentants du pouvoir anglais, entendit parler, pour la première fois à cette époque et pendant son séjour à Paris, du cordon sanitaire au pied des Pyrénées, qu'on venait de transformer, à ce moment, en corps d'observation pour protéger la France de l'épidémie révolutionnaire. Elles prouvent de plus que lord Wellington apprit, seulement à cette époque, que les affaires espa-

(1) Cf. *Canning's speeches.*, t. V, p. 19.

gnoles formeraient une partie très-grave des délibérations de Vérone, pour lesquelles il demanda, par conséquent, des instructions ultérieures (21 sept.). Dans les règles de conduite qu'on lui envoya à cet effet (27 sept.), Canning se plaça complétement au point de vue que Castlereagh avait fait valoir à Laybach. Il cherchait à réprimer l'esprit qui animait les puissances orientales et qui les portait à se former en aréopage, en même temps qu'il s'efforçait de conserver à l'Angleterre sa neutralité et sa position effacée qu'il fit ressortir seulement par un langage énergique un peu plus rude; mais ce fut une raison de plus, aux yeux des whigs, pour en rire et pour en faire le but de leurs sarcasmes. Il disait : « Que si « l'on proposait un projet déterminé, dans le dessein « d'intervenir en Espagne par la force ou par les me- « naces, le plénipotentiaire aurait à déclarer d'une ma- « nière franche et résolue que, *quoi qu'il arrivât*, Sa « Majesté le roi de la Grande-Bretagne n'y prendrait « aucune part. »

Congrès de Vérone.

L'arrivée tardive du duc de Wellington à Vienne (30 sept.) fut le signal du départ pour Vérone. Nous passons sous silence tout ce qui servait d'ornement extérieur à cette réunion de princes, de même que les plaisirs publics qui formaient, comme au congrès de Vienne, le corollaire des délibérations secrètes; nous ne dirons rien des « fêtes babyloniennes » qui inspiraient de graves appréhensions à M. de Bonald; en voyant cette alliance scandaleuse d'amusements et d'enfantillages d'un côté, et des malheurs et des bouleversements sanglants qui avaient frappé les peuples de l'autre, il craignait que les rois, trouvés trop légers dans la balance, ne fussent en-

tièrement exclus de l'œuvre de la restauration sociale que tous les hommes appelaient de leurs vœux. Néanmoins, en ce qui concerne leur restauration dans les affaires espagnoles, dont nous nous occupons ici en premier lieu, du moins les amis de Bonald ont vanté la concorde qui avait régné parmi les souverains de la Sainte-Alliance, devant le tribunal desquels la Révolution, pour emprunter les paroles de Chateaubriand, avait pour toujours perdu son procès. Il est vrai que les grandes et les petites jalousies ne manquaient pas de jouer leur rôle dans cette concorde, néanmoins elles ne causaient pas de préjudice à la communauté d'opinion et d'action. Dans les affaires grecques, l'Autriche resta fermement d'accord avec l'Angleterre; mais, en revanche, Metternich dut apprendre, à ce moment, que l'empereur de Russie avait formé l'entente la plus cordiale avec les plénipotentiaires français, avec Montmorency, et surtout avec Chateaubriand; or, contrairement à la politique anglaise de Talleyrand, ces deux hommes d'État cherchaient le but principal de toute la politique de la France royaliste dans une étroite union avec la Russie, « afin de diriger avec elle l'Europe ».

Bien que la répression de la révolution espagnole tînt beaucoup à cœur à Metternich, il redoutait pourtant au même degré deux autres éventualités. D'un côté, dans le cas où l'invasion en Espagne aurait une fâcheuse issue, il craignait que la France ne coopérât avec la Russie dont l'empereur, prétendait-on, se montrait, même au moment actuel, fort disposé à offrir des secours militaires. De l'autre côté, il appréhendait que la France ne devînt trop forte si, agissant pour elle seule comme le voulait Villèle, elle obtenait des succès importants et ra-

pides. On fit donc étudier une espèce de prélude du congrès dont le but était de faire du gouvernement français simplement le serviteur ou le chargé d'affaires de la Sainte-Alliance. Dans ce dessein, on voulait faire comprendre aux plénipotentiaires français que la France n'était pas nécessairement « la seule puissance » qui pût intervenir en Espagne, et qu'en cas de besoin on pourrait même entièrement *défranciser* cette affaire. Le duc de Modène, ce champion de la Sainte-Alliance qui était toujours prêt à en exagérer encore les principes et à faire déborder la coupe toute pleine. le duc de Modène, disons-nous, dut ouvrir le congrès (12 oct.) en proposant le renversement de la Constitution espagnole. En même temps, il fit une autre motion qui se fondait sur un vœu inspiré par lui-même au roi de Naples; il pria les princes « de vouloir bien aider ce parent de la maison royale d'Espagne, qui avait les premiers droits de succession à ce trône, et lui fournir les armes et les ressources nécessaires pour délivrer le roi d'Espagne de sa captivité (1).

Cette intrigue, ourdie par Metternich, peut avoir contribué à diriger suivant les desseins de l'Autriche le vicomte Mathieu, homme débonnaire qui n'était pas du tout à sa place sur ce terrain de la cabale; elle peut l'avoir déterminé à faire de son propre chef des propositions qui étaient en contradiction directe avec les prescriptions de Villèle. Du reste, ceci n'aurait pas été fort difficile, même sans déployer autant d'art. Montmorency était un des royalistes les plus acharnés qui voulaient à tout prix l'entrée de l'armée française en Espagne. Peu de temps avant son départ de Paris, il avait déclaré,

(1) Cf. Galiani, t. III, p. 122.

dans le salon de madame Récamier, qu'il ne reviendrait pas sans la guerre que tous désiraient. C'était un petit esprit, plein d'entêtement silencieux; le roi avait mis les ministres sur leurs gardes en leur montrant les inconvénients qu'il pouvait y avoir à le faire entrer au ministère et puis à l'envoyer à Vérone. En effet, le souverain n'aimait ni les opinions congréganistes, que professait alors ce très-noble seigneur, ni ses anciennes idées révolutionnaires; plein de prévoyance, il fit, immédiatement après le départ de Montmorency, Villèle président du conseil (4 sept.), afin d'assurer à cet homme plus réfléchi l'importance nécessaire pour contre-balancer l'influence du ministre des affaires étrangères.

Irrité par l'élévation de ce hobereau parvenu, Montmorency se plaisait à afficher une morgue superbe et à prendre aussitôt à Vienne tout à fait les airs de premier ministre; il semblait vouloir prouver à son collègue que les « Nous » qui parlaient dans les instructions de Villèle étaient le parti dominant, et non le ministre des finances ni le président du cabinet. C'est pourquoi, à Vérone, il prit (20 oct.), ce qui lui était interdit, l'initiative d'une manière aussi tranchante et aussi frappante que possible (1). Entrant complétement dans l'esprit de la Sainte-Alliance, il posa au congrès les trois questions suivantes : Dans le cas où la France se verrait obligée de rompre ses relations politiques avec l'Espagne, les puissances feraient-elles la même chose? Dans le cas où il y aurait une guerre, prêteraient-elles à la France l'appui moral qui « donnerait aux mesures à prendre par elle toute « la force de la Sainte-Alliance et qui inspirerait une ter-

(1) Cf. Chateaubriand : *Congrès de Vérone*, t. Ier, p. 105.

« reur salutaire aux révolutionnaires de tous les pays? » Enfin, en cas de besoin, lui fourniraient-elles des secours matériels, et sous quelle forme et de quelle manière?

Les réponses arrivèrent aussitôt (30 oct.). Celle de la Russie était toute consentante, sans restriction ni condition. La Prusse n'ajouta de clauses qu'à la troisième question, à laquelle elle répondait affirmativement, mais en disant : en tant que les nécessités de sa position lui rendraient possible une pareille assistance. L'Autriche fit la réserve que, lorsque le cas se présenterait de traiter la troisième question, on devrait régler, dans une nouvelle délibération, la nature des secours à donner. L'Angleterre persévéra dans son attitude effacée. Wellington se trouvait là sur un champ de bataille où il ne pouvait pas cueillir de lauriers; il déclara qu'il n'était pas à même de répondre à une seule des trois questions, parce qu'il ne connaissait pas suffisamment les griefs réciproques dont se plaignaient l'Espagne et la France et qu'un examen plus approfondi écarterait facilement selon lui. Il traita toute cette affaire avec froideur et bonhomie, en ne l'envisageant qu'au point de vue de l'opportunité. Quant au cas dont la supposition avait suggéré ces trois questions au cabinet de Paris, c'est-à-dire le cas d'une attaque de la France par l'Espagne, Wellington croyait que même « la folie révolutionnaire » ne serait pas capable d'amener une pareille éventualité. Il déclina toute médiation entre l'Espagne *et la Sainte-Alliance*, si l'on arrivait à conclure un traité d'alliance *défensive ou même* à faire une déclaration commune contre l'Espagne, et, à partir de ce moment, il s'abstint de toute participation aux délibérations des puissances au sujet de leur conduite ultérieure.

Afin de prévenir une rupture immédiate, les souverains alliés résolurent de faire présenter, par leurs ambassadeurs à Madrid, des déclarations séparées, mais contenant à peu près les mêmes choses : elles ne devaient pas avoir la forme de Notes officielles adressées directement à la cour d'Espagne, mais bien celle de dépêches pour les différents ambassadeurs, de sorte qu'elles donneraient à l'interprétation une latitude plus grande. Dans ces déclarations, les puissances insistaient sur l'origine de la révolution espagnole, issue d'une révolte militaire; elles parlaient de sa marche ultérieure à travers l'anarchie et les désordres les plus graves; des funestes ressemblances entre elle et les horribles événements de la Révolution française; de la captivité du roi; de l'ordre troublé ou menacé en Italie, en France et en Allemagne, et enfin de la loi constitutionnelle, devenue le cri de guerre d'une faction qui conspirait contre la sécurité et contre le repos de tous les rois et de tous les peuples. Sans vouloir porter un jugement définitif sur la nature des institutions qui convenaient à l'Espagne, les puissances tiraient de tous ces faits la conclusion qu'elles avaient le droit de mesurer, d'après leurs expériences, les suites que pourrait avoir pour elles l'état de choses en Espagne, et de prendre leurs mesures en conséquence.

Après avoir reçu communication de la minute de ces dépêches (1er nov.), Wellington mit les cabinets sur leurs gardes contre les dangers qui pourraient en résulter (20 nov.); il leur conseilla de retarder l'envoi de ces représentations irritantes et déclina toute coopération même pour cette première démarche. Ces conseils ne produisirent pas plus d'effet que ceux qui avaient été donnés

à Troppau. On exécuta les dépêches qui furent signées, sur les lieux, par les ambassadeurs de Prusse (22 nov.), d'Autriche et de Russie (26 nov.). Pendant qu'on s'occupait de ces expéditions, Wellington présenta au congrès un nouveau Mémoire (24 nov.), qui montra pour la première fois que la Sainte-Alliance avait affaire à un nouveau chef du *Foreign-Office* anglais. Il leur déclara que les rapports de l'Angleterre avec l'Amérique du Sud et les perturbations produites dans son commerce par les troubles dont ce dernier pays avait été le théâtre et par l'impuissance de l'Espagne, obligeaient le cabinet de Londres à reconnaître *de facto* ceux des gouvernements coloniaux qui se montraient les plus indépendants. La réponse pleine d'irritation que provoqua ce Mémoire prouva qu'on avait compris l'importance de cette arme que l'Angleterre ne faisait que montrer et dont elle pouvait disposer avec sécurité, même dans sa position de puissance neutre, c'est-à-dire de cette nouvelle ligue qu'elle pouvait opposer, dans le nouveau monde, à l'alliance des puissances orientales. Cependant le Mémoire anglais n'exerça aucune influence sur les décisions de ces dernières. Au contraire, elles s'entendirent encore pour la rédaction d'un document dans lequel elles indiquèrent les divers événements à la suite desquels elles devaient s'associer aux hostilités commencées par la France contre l'Espagne : c'est-à-dire dans le cas d'une attaque dirigée par l'Espagne contre la France, ou dans celui d'une propagande révolutionnaire armée, ou bien si l'on commettait des actes de violence contre la famille royale, ou si l'on prenait d'autres mesures dont le but serait de changer la dynastie régnante.

En rendant, plus tard, publiquement compte de sa

conduite, Canning se vanta d'avoir empêché, par sa politique, du moins une communauté d'action et une guerre qui aurait été le résultat de la juridiction qu'usurpait le congrès, c'est-à-dire une guerre générale. Mais, en réalité, l'insuccès de ses protestations et la nullité de cette victoire apparente remportée dans la forme lui rongeaient le cœur; la manière dont on traitait ses représentations « comme de la maculature », faisait naître en lui une rancune tout aussi profonde que dans les rangs de l'Opposition. Cette dernière lui reprocha, comme à Castlereagh, de ne pas s'être opposé, par une protestation nette et sévère, aux principes arrogants posés par la Sainte-Alliance, ou bien de ne pas s'être joint aux puissances pour faire en commun des représentations bienveillantes à l'Espagne. De cette manière, ajoutait-on, le ministère aurait diminué la confiance avec laquelle les Espagnols s'attendaient à se voir secourir par l'Angleterre (confiance qui avait été, au contraire, considérablement fortifiée par l'attitude d'isolement que l'ambassadeur anglais avait prise à Vérone). Les ministres, disait-on enfin, auraient ainsi déterminé le cabinet de Madrid à se montrer conciliant, et ils auraient évité la guerre aussi bien que l'extermination de toute la révolution politique en Espagne.

Ce fut ainsi que se termina le congrès de Vérone. Une Note circulaire en fit connaître les résultats aux ambassadeurs des puissances orientales (14 déc.). Elle proclama la terminaison des affaires italiennes. En même temps, elle fit mention de l'insurrection grecque qu'elle déclara être un mal de la même nature et ayant la même origine que les autres révolutions du Midi; elle fit ressortir la concorde qui avait régné entre les *cinq* puissances pen-

dant leurs discussions au sujet de cette affaire : ce qui, d'après Gentz, devait montrer à tous les amis des Grecs qu'on avait réussi à faire ce tour de force riche en résultats heureux et qui consistait à « enterrer dans le silence » toute la question grecque. Ensuite la Note annonça la résolution prise par les monarques d'agir, aussi par rapport à l'Espagne, conformément à leurs principes connus à tout le monde. Elle fit rappeler à toutes les différentes cours que « les monarques considéraient les principes adoptés par eux comme une condition indispensable pour la réalisation de leurs intentions bienveillantes », et que, pour assurer le repos et la paix de l'Europe, ils devraient pouvoir compter sur l'appui toujours prêt de tous les gouvernements. En Allemagne surtout, on s'efforçait d'obtenir l'adhésion formelle de la Diète à ces déclarations de Vérone (6 fév. 1823). Les ambassadeurs du Würtemberg, du grand-duché de Hesse et de la Hesse électorale déclarèrent qu'ils n'étaient pas autorisés à y accéder, et même, lors de la décision finale, le Würtemberg persista dans son refus.

Peu de temps après, la Diète se débarrassa de ces représentants dissidents (Wangenheim, Harnier et von Lepel); elle entra, depuis lors, encore plus rigoureusement dans les voies de la Sainte-Alliance et obtint, en revanche, de l'Autriche le témoignage que l'état moral et intellectuel de l'Allemagne s'était déjà considérablement amélioré, qu'on réduisait les crieurs au silence et que la littérature politique de 1823 ne pouvait plus être comparée à celle des années 1817 à 1822. La pression qui, depuis ces négociations de Vérone, se faisait sentir dans toutes les relations intérieures des petits États et de la France elle-même, surtout si l'on en rapprochait les

principes de la Sainte-Alliance, cette pression, disons-nous, fit naître, pendant quelque temps, des soupçons relativement aux intentions des cabinets : en effet, la rumeur publique disait qu'ils avaient pris, à Vérone, des résolutions formelles et qu'ils y avaient conclu un traité secret, afin de combattre toute Constitution représentative et d'imposer silence à la presse (1). Il est vrai que des propositions insignifiantes ont été faites dans cet esprit à Vérone, comme dans un Mémoire de Haugwitz sur la franc-maçonnerie et dans les *Considérations sur l'Italie*, par le duc de Modène; mais les puissances n'ont pas pris de résolutions formelles à ce sujet.

Négociations à Paris.

Les princes et les ministres étaient encore réunis à Vérone, lorsque le foyer des affaires espagnoles s'était déjà déplacé et se trouvait à Paris. Aussitôt que le roi avait été informé du zèle belliqueux si précipité de Montmorency, il fit en toute hâte rappeler à Paris « le fâcheux Mathieu qui ne faisait que des bêtises », et il chargea des affaires à Vérone Chateaubriand qui lui avait été adjoint. Dès que le plénipotentiaire fut de retour à Paris (30 nov. 1822), il y fut suivi immédiatement par Pozzo di Borgo, qui voulait soutenir le ministre et le parti de la guerre, et par le duc de Wellington qui désirait fortifier les penchants de Villèle pour la paix : pendant plusieurs semaines, les opinions et l'influence de ces deux ministres se maintinrent dans l'équilibre le plus complet et ne per-

(1) Dans Jon. Elliot : *American diplomatic code*, t. II, p. 179. — Schaumann a soumis à un nouvel examen l'authenticité de ce document que les feuilles françaises avaient déjà une fois discutée en 1836. — Le document a été fabriqué, en 1823, à Londres pour le *Morning Chronicle*, en vue d'en tirer profit pour des opérations à la Bourse.

mirent pas de prévoir à qui resterait la victoire. Rien que la publicité donnée aux résolutions belliqueuses du congrès avait mis la France dans une autre position qui ne laissait pas que d'être très-fâcheuse. Quelque disposé que fût Villèle à revenir sur les démarches inconsidérées faites à Vérone, et quelque peine qu'il se donnât pour rebrousser chemin, il voyait cependant, dès cette époque, la guerre s'imposer à la France malgré sa volonté et peut-être d'une manière très-soudaine : effectivement, il y était poussé par les puissances orientales, et il se voyait assailli par les royalistes au sujet de la régence d'Urgel, qui venait d'être dispersée, et à cause de la présence de Mina sur la frontière française.

Ce fut dans ces dispositions que le trouva Wellington lors de son arrivée à Paris (9 déc.), où l'attendaient des instructions de Canning qui lui enjoignaient d'offrir formellement la médiation de l'Angleterre. Le gouvernement espagnol lui-même avait fait solliciter d'une manière indirecte les bons offices du cabinet de Londres (15 nov.); conformément au système suivi par lui, Canning n'avait pas voulu accéder à cette demande à Vérone, mais il montra d'autant plus de zèle à l'accorder à Paris, parce qu'il voulait engager les négociations de royaume à royaume, mais non pas entre l'Espagne et la Sainte-Alliance. Wellington, renvoyé par le roi à Villèle, obtint dans leur premier entretien que le ministre français expédiât aussitôt un messager à Vérone, afin d'y faire exprimer le désir qu'on ajournât pour le moment l'expédition des dépêches destinées à Madrid. Mais il était trop tard. Les puissances, connaissant fort bien les singulières oscillations du gouvernement français dont les membres étaient divisés entre eux, s'empressèrent, précisément

après l'arrivée de ce message, de signer leur Note circulaire (14 déc.). Elles firent déclarer à Paris, par l'intermédiaire de Chateaubriand, qu'elles ne retiendraient pas leurs dépêches, mais qu'elles laissaient au gouvernement français le soin de choisir lui-même le moment où il enverrait la sienne et où il rappellerait éventuellement son ambassadeur.

Cette fermeté du congrès augmenta le courage de Montmorency, qui d'ailleurs se sentait assez puissant sur son propre terrain et au milieu de son parti qui venait de se renforcer par les dernières élections (nov.). Il déclina la médiation anglaise (19 déc.) dans une Note (1) qui, toute conforme aux principes de la Sainte-Alliance, disait qu'il ne pouvait y avoir de médiation entre la révolution et la légitimité. Elle déclara sans façon qu'il ne s'agissait pas là d'un intérêt français : « que les puis-« sances à Vérone avaient considéré la question espa-« gnole comme *entièrement européenne*, et qu'elles « avaient pris, dans ce sens, leurs mesures dont le suc-« cès aurait été complétement assuré, si l'Angleterre s'y « était associée. » Par ce refus, on frappa donc expressément la main qui, à Vérone, avait repoussé les propositions des puissances.

Mais à peine Wellington fut-il parti avec cette réponse (20 décembre), que les influences au sein du cabinet changèrent et firent pencher la balance du côté de Villèle. A l'insu de son collègue et s'entendant avec le roi seul, le ministre qui défendait la cause de la paix continuait à diriger les négociations à Madrid dans le

(1) Très-souvent on a faussement indiqué le 26 décembre comme date de cette Note.

sens d'un changement de Constitution et de système (1); cette conduite, il est vrai, ne s'accordait guère avec l'engagement pris par Montmorency d'expédier, en même temps que les puissances, une dépêche identique avec les déclarations rigoureuses des autres cabinets. Villèle poussa donc les choses de manière à ce qu'on fît un choix définitif entre lui et le ministre des affaires étrangères (2). Il rédigea pour Lagarde une Note plus modérée (25 décembre), dans laquelle il disait « que le « gouvernement français, fermement lié aux puissances « dans la résolution de réprimer les mouvements révo- « lutionnaires, s'unissait cependant à ses alliés aussi « dans le vœu que la noble nation espagnole pût trouver « en elle-même un remède à ses maux ; que l'assistance « de la France était à la disposition de l'Espagne pour « tout ce qui pourrait assurer son bonheur ; mais qu'en « même temps le cabinet de Paris persévérerait dans « les mesures préservatrices prises par lui, tant que « régneraient les factions en Espagne ; il irait même « jusqu'à rappeler son ambassadeur, si l'on continuait « à porter atteinte à des intérêts essentiels. »

Lorsque, dans le conseil, le ministre des affaires étrangères maintint sa Note plus énergique et que le roi se déclara pour Villèle, Montmorency, qui venait d'être créé duc en récompense de ses services, offrit sa démission, qui fut acceptée (25 décembre). Son successeur fut Chateaubriand. Canning espérait que, sous le règne de son ami personnel, la paix serait définitivement main-

(1) D'après Capefigue, qui semble avoir vu la correspondance entre Villèle et son ambassadeur Lagarde.
(2) Cf. Guizot : *Mémoires*, t. Ier, p. 254.

tenue. Mais cet espoir ne dura que quarante-huit heures, depuis l'éloignement de Montmorency jusqu'à la publication de la dépêche pour Madrid. On la fit insérer au *Moniteur* avec une aussi grande promptitude (27 décembre), parce qu'on voulait calmer les inquiétudes du parti de la guerre par le contenu de la Note, qui n'était guère pacifique ; elle partait d'ailleurs d'un principe vicieux en ce que, sans faire des demandes nettement marquées, elle exigeait un changement dans les affaires espagnoles et qu'elle répétait, seulement d'une manière un peu plus vague, les menaces des autres puissances.

M. de Chateaubriand.

L'espoir que fondait Canning sur la modération du nouveau chef des affaires étrangères ne reposait pas seulement sur sa connaissance personnelle de Chateaubriand qui se plaisait beaucoup dans l'idée de se trouver, dès lors, aussi comme homme d'État en face du ministre anglais qui, jusque-là, n'avait eu de commun avec lui que le don de la poésie et celui d'une intelligence supérieure. On savait qu'il ne partageait pas les absurdités, le manque d'éducation et la haine de la liberté qu'on trouvait chez les autres membres de son parti. Il avait même réussi à donner à Castlereagh, cet homme froid et sans illusions, une meilleure idée des royalistes, « qui lui avaient été toujours représentés comme des sots et des imbéciles ». D'après ses ouvrages, on pouvait s'attendre qu'il ne ferait pas à l'Espagne de demandes injurieuses au sujet de sa Constitution ; en effet, il n'y avait pas longtemps qu'il avait déclaré, en parlant de lui-même, qu'il aimerait mieux émigrer à Constantinople si toute l'Europe voulait le *forcer* à accepter la Charte. Il est vrai qu'on devait prévoir que son esprit inquiet apporterait plus de

feu et plus de vie dans la politique extérieure de la France. Pendant qu'il avait été ambassadeur à Berlin et à Londres, il avait vu avec beaucoup d'humeur que le gouvernement restât inactif pendant les mouvements en Italie; en 1821, il aurait voulu déterminer Richelieu à occuper le Piémont; il avait engagé Montmorency à entrer en négociations avec l'Angleterre au sujet du sort ultérieur des colonies espagnoles; aussitôt que la question espagnole s'était approchée de sa solution, sa plus grande ambition avait été d'avoir les mains dans le jeu et d'être attaché à l'ambassade à Vérone. Il avait fait pousser cette affaire auprès de Villèle par son amie, la duchesse de Duras; d'abord il avait essayé d'intéresser Montmorency à son désir, mais comme celui-ci avait fait la sourde oreille, Chateaubriand lui avait donné à entendre qu'il donnerait sa démission (1) et de cette manière il avait fini par obtenir ce qu'il voulait. Il arriva à Vérone dans des dispositions non moins belliqueuses que celles de Montmorency, mais il voulait la guerre par des motifs d'une portée plus grande que ceux du ministre. Il pénétrait d'un regard sûr la position intérieure de l'Espagne et le caractère creux et peu dangereux de sa révolution; il comprenait qu'aux pieds des Pyrénées on trouverait une occasion des plus favorables pour rétablir la France, par une guerre courte et facile, au rang des grandes puissances militaires, pour remettre en honneur la cocarde blanche, en même temps pour écarter radicalement les dangers de l'insurrection à l'intérieur et pour consolider davantage la légitimité et les Bourbons dans ce pays où,

(1) Cf. Villemain : *Monsieur de Chateaubriand*. 1858, p. 289.

d'après lui, l'idée de la liberté n'allait jamais remplacer celle de la gloire.

Malgré tous ces désirs belliqueux, Chateaubriand avait cependant montré, à Vérone, une réserve fort prudente et, avec une grande habileté, il s'était accommodé aux circonstances, afin de se maintenir en tout cas au milieu du conflit entre l'influence de Villèle et celle de Montmorency. Pendant que ce dernier se laissait absorber par les intentions belliqueuses des puissances, Chateaubriand avait joué le rôle de modéré en face de Villèle, et même devant le congrès il avait sagement mieux aimé paraître l'*homme* du prudent ministre des finances que celui du grand baron incapable. En changeant complétement de langage dans les rapports qu'il adressa de Vérone à Villèle, il avait tantôt dit que le désir prononcé des puissances était pour la guerre, et tantôt que la Prusse et l'Autriche ne montraient que peu de zèle à ce sujet ; quant à sa propre opinion, il l'avait toujours laissée dans le vague, « afin de ne pas se rendre impossible ». Du reste, ses inclinations personnelles pour la guerre n'avaient été nullement hors de doute pour lui-même ; quand il croyait remarquer que la résistance, opposée par l'Angleterre aux projets des alliés, s'affaiblissait davantage, il penchait plus fortement vers la guerre ; croyait-il, au contraire, avoir à craindre que l'Angleterre ne se mît du côté de l'Espagne, il redoublait de zèle pour chercher les moyens qui pussent assurer le maintien de la paix.

Ce qui, au milieu de ces doutes, avait eu une influence décisive sur lui, c'étaient les relations qu'il avait entretenues, à Vérone, avec l'empereur Alexandre. Chateaubriand partageait la manière de voir de beaucoup de

Français, qui croient que toute politique française doit nécessairement osciller entre les deux contre-poids de la puissance anglaise et de la puissance russe. S'il était resté à Londres, peut-être Canning l'aurait-il pris par sa prédilection pour l'arrangement des affaires dans les colonies espagnoles et l'aurait-il rendu favorable aux projets de l'Angleterre. Mais, à Vérone, il tomba entre les mains de la Russie. L'empereur et le ministre avaient coutume de se rencontrer dans leurs promenades ; ils s'étaient connus dans le temps où Chateaubriand était ultra-royaliste et Alexandre libéral ; l'échange qui s'était fait dans leurs rôles ne les empêchait cependant pas de se rapprocher actuellement l'un de l'autre. La vanité, la sentimentalité religieuse et la ruse cachée sous une franchise chevaleresque s'entendaient fort bien ensemble. Il y eut des scènes d'un silence mélancolique, il y en eut d'autres d'une conversation intime et pleine d'abandon ; on avait mis l'empereur sur ses gardes contre le talent de séduction que possédait Chateaubriand, mais celui-ci le séduisit, bien qu'il eût été prévenu. S'il en faut croire Chateaubriand, c'était l'empereur qui briguait l'amitié du poëte, et ce dernier, qui s'était si souvent vanté de mépriser les princes et les distinctions qu'ils accordaient, eut assez de condescendance pour la lui accorder.

Chateaubriand devint l'homme des circonstances qui devait supplanter le prince Metternich dans la confiance de l'empereur. C'est ce que disait de la Ferronnays, qui s'accordait parfaitement avec Chateaubriand, qui autrefois, à Saint-Pétersbourg, avait eu beaucoup à souffrir de l'abaissement dans lequel on tenait la France, et qui, dès lors, était heureux de voir que le crédit de son pays commençait à se relever. En effet, l'empereur,

qui reconnaissait dans l'Autriche et dans l'Angleterre ses ennemis naturels pour tout ce qui regardait les affaires grecques, devait souhaiter lui-même le rétablissement de la force militaire de la France. La pensée de faire de son pays l'allié de la Russie et de cette manière l'arbitre des destinées du monde prit feu dans l'âme de Chateaubriand, et lui fit concevoir les projets les plus brillants.

Ce fut ainsi que Chateaubriand, avec une ambition nouvellement ravivée, revint à Paris (20 décembre), à l'époque où la lutte entre Montmorency et Villèle allait se décider en faveur de l'un ou de l'autre de ces deux ministres. A ce moment encore, il était assez habile pour rattacher son sort à celui de Villèle, bien qu'il comptât miner la politique pacifique de ce dernier; après quelques tergiversations et après avoir montré un peu de coquetterie à se faire prier, il prit la place de son ami Montmorency, dont il pensait néanmoins continuer la politique. Grâce à ses relations de Vérone, il apportait avec lui juste assez de recommandations personnelles et un appui assez fort pour vaincre l'ancienne aversion qu'en sa qualité de poëte romantique il avait inspirée au roi, et il fit de son côté tout ce qui était en lui pour aider à effacer complétement cette impression fâcheuse dans l'esprit de Louis XVIII. Il se prêtait aux faiblesses du roi (1), dont il écoutait les récits avec une entière satisfaction, comme c'était son devoir. Ravi de l'intelligence prompte de son ministre, le bon vieux roi pouvait bientôt préparer ses historiettes avec la certitude « qu'il allait faire rire M. de Chateaubriand ». Effectivement, disait ce dernier, « nous étions, à cette occasion, un courtisan si naturel que nous

(1) Cf. *Congrès de Vérone*, t. Ier, p. 243.

riions comme si nous étions commandé pour cela ». Dans les grandes affaires aussi, Chateaubriand procédait avec le même art de courtisan achevé. Bien que dans ses écrits ultérieurs il se représente comme ayant été alors très-résolu et très-belliqueux, il est cependant acquis à l'histoire que, même à ce moment-là, le gouvernement français continuait à s'opposer à ce qu'on envoyât prématurément des approvisionnements à l'armée des Pyrénées, pour ne pas faire de dépenses inutiles pendant qu'on avait encore l'espoir de conserver la paix. Chateaubriand resta partagé entre les égards qu'il devait d'une part au roi et au président du conseil et de l'autre au parti des royalistes. Il nourrissait des doutes et des méfiances par rapport aux intentions de l'Angleterre, tandis que les engagements directs ou indirects qu'il avait pris à Vérone le poussaient un des premiers dans la voie de la guerre.

Il est vrai que Chateaubriand écrivit, plus tard, son livre sur le congrès de Vérone pour prouver qu'on n'y avait pas imposé la guerre à la France : néanmoins, il s'était formellement engagé à traiter la question espagnole comme entièrement européenne, et à subordonner. à cet égard, la politique française à celle de la Sainte-Alliance. Peu de temps après son entrée en fonctions, M. de Marcellus, son représentant à Londres, lui conseilla « de traiter la question comme entièrement française dans ses négociations confidentielles avec l'Angleterre, ce qui, disait-il, était au fond plus honorable pour la France ; seulement il lui faudrait maintenir officiellement le principe de la *question européenne*, *parce que cela devait être ainsi.* » Ce principe, d'après lequel il ne devait plus y avoir désormais de politique française,

autrichienne, russe, etc., mais seulement une politique générale, Chateaubriand dut, plus tard, le proclamer publiquement dans son fameux discours devant la seconde Chambre, avec d'autres choses que, « sur l'ordre » d'Alexandre, il avait à communiquer au sujet de leurs relations personnelles. A cette époque, les complications dans les affaires avaient déjà rendu la guerre inévitable ; dès le moment où le ministre poétique croyait avoir rendu le gouvernement français cent fois plus fort ; où il recevait les félicitations des cours étrangères au sujet de son fameux discours ; où il voyait sa gloire d'homme d'État fondée et répandue au loin, et où, à ses yeux, l'époque était fixée pendant laquelle il apprendrait à faire « l'histoire aussi bien que le roman » : dès ce moment-là, disons-nous, son zèle belliqueux osa seulement se prononcer en toute hardiesse.

Chateaubriand commençait à revivre et à se sentir animé d'un besoin d'agir tel qu'il n'en avait jamais éprouvé auparavant. Il avait fini par s'ennuyer pendant son ambassade à Berlin, où il prétendait cependant avoir eu avec une princesse de sang prussienne les mêmes relations qu'Éginhard avec Emma; il s'était ennuyé à Londres, où il n'avait pas retrouvé, dans la société, les coteries qui apportaient à sa fatuité leur tribut habituel d'hommages; il s'était « ennuyé dès le sein de sa mère », et c'était là l'expression la plus forte de sa vanité gigantesque que le monde tout entier ne paraissait pas pouvoir satisfaire : mais, en ce moment, il semblait vouloir réparer tout ce qu'il avait négligé auparavant lorsqu'il était blasé sur toute chose. Dès lors, il poussa le gouvernement à se précipiter tête baissée dans cette grande entreprise; il était résolu de ne reculer devant aucune

extrémité dans ce qu'il ferait si elle échouait (« nous « nous serions jetés dans la Seine! » disait-il), comme il était décidé à aller jusqu'à la dernière extrémité dans ce qu'il voulait faire si elle réussissait. En effet, il s'abandonna dès ce moment aux rêves les plus extravagants, en pensant à toutes les choses pour lesquelles il allait désormais exploiter « sa » guerre avec l'Espagne et l'alliance avec la Russie.

La nouvelle grandeur militaire de la France, qui d'abord avait été le but de la guerre, ne devait plus être que le moyen d'accomplir désormais des choses bien plus grandes et d'une bien plus vaste portée. Quand il aurait accompli le miracle de remporter des victoires sur le même sol où les armées de Napoléon avaient été battues, il voulait écarter l'influence anglaise en Espagne et y rétablir celle de la France. Ensuite, il comptait réaliser les intentions de Napoléon et de Louis XIV, en étendant cette même influence aussi sur l'Amérique, où il espérait établir, dans les anciennes colonies de l'Espagne, trois ou quatre dynasties bourboniennes, destinées à contre-balancer, au profit de la France, le commerce anglais et celui des États-Unis. Il voulait délivrer la Grèce et unir l'Église grecque à l'Église latine; il voulait briser les odieux traités de Vienne et rendre la France forte sur le Rhin, après l'avoir comblée de gloire en Espagne; il voulait « à tout jamais assurer » la stabilité de la dynastie des Bourbons.

En conformant sa conduite à ces superbes projets, Chateaubriand acquit, à cette époque, la gloire d'avoir arraché son pays à la léthargie des dernières années, et de lui avoir rendu une vie extérieure sans laquelle une grande nation ne peut pas exister. Mais il est vrai aussi

que par cette guerre même et par ses conséquences, il a évoqué de nouveaux malheurs et qu'il a livré son pays à d'autres désordres graves à l'intérieur. Il fournit à la légitimité l'occasion de brûler sa première poudre sous la cocarde blanche ; mais ce fut aussi la dernière. Il allait pouvoir se vanter du triomphe « d'accomplir en six mois « ce que Napoléon n'avait pu faire en sept ans » ; mais ce triomphe devait être, en même temps, sa propre chute. Son ami Fontanes, qui connaissait cette ambition effervescente mais de courte haleine, avait été bon prophète en disant : « Pendant son ministère, il accomplira « quelque chose de grand, puis il tombera. »

Rupture entre l'Espagne et les puissances alliées.

Quand même le cabinet français se serait montré encore plus indécis, ce qui aurait nécessairement dû amener la guerre, c'eût été l'attitude du gouvernement espagnol qui n'était en aucune façon de taille à supporter le poids de cette crise, et qui balançait entre l'exagération et l'épuisement, entre l'outrecuidance insolente et une faiblesse tout aussi grande. Au lieu de déployer toutes ses ressources afin d'armer vigoureusement pour la guerre, San Miguel avait, jusque dans les derniers temps, continué à se bercer du rêve d'une fausse sécurité, après qu'il avait appris qu'à Vérone l'Angleterre s'était mise en opposition avec les intentions des puissances, et qu'après la fin du congrès on n'avait pris aucune mesure immédiate. Dès lors, il mit tout en œuvre pour satisfaire aux demandes d'argent que faisait A'Court, car il était fermement convaincu que l'Angleterre ne permettrait jamais à la France d'occuper l'Espagne, et qu'elle se laisserait plutôt entraîner dans la guerre dont elle ne voulait pas.

Cette confiance fut tout d'un coup diminuée par l'arrivée des dépêches de Vérone (6 janv. 1823). Au lieu d'agir, avec calme et avec prudence, sur leur seule responsabilité et d'après les conseils d'amis intelligents à l'étranger, les ministres, déconcertés, convoquèrent les membres de leur parti, les francs-maçons, à une délibération particulière dans laquelle l'absurdité des factions se fit exclusivement entendre. A la lecture de ces documents, ces sottes gens ne comprenaient pas que, même malgré la forme arrogante des dépêches, les Espagnols y étaient traités d'une façon tout autrement honorable que les Napolitains. Ils ne voyaient pas qu'en souvenir de leur lutte pour l'indépendance nationale, on avait ménagé à leur révolution une retraite dont les Espagnols auraient dû profiter à tout prix et avec habileté, n'eût-ce été que dans le dessein de gagner le temps nécessaire pour une médiation ou pour les armements les plus vigoureux. Mais, aux yeux de ces gens, il ne s'agissait que de leur popularité éphémère, et non d'un avantage national et durable. Ils redoutaient plus les poignards des comunerös dans leur voisinage que les baïonnettes éloignées des ennemis; en vrais fanfarons et avec une énergie apparente, ils se plaisaient plus à mettre leur confiance dans l'héroïsme espagnol qu'à examiner froidement la condition réelle du pays et le véritable état des choses. En un mot, ils agissaient comme des enfants entêtés qui ne veulent pas renoncer à un projet favori, quelque peu qu'ils soient en état de l'exécuter. Ils déterminèrent les ministres à présenter aux cortès les dépêches avec le projet de leur réponse, c'est-à-dire à déchaîner les passions de la multitude.

Bien que les cortès montrassent un calme plein de

dignité lorsqu'on leur présenta ces documents (9 janv.), cependant la galerie, en entendant lire la Note russe, qui était la plus impudente, éclata en criant : « A bas le tyran ! » Et même la populace de Madrid se moqua, dans les rues, du roi de Prusse, cet hérétique, qui s'occupait avant tant de sollicitude du trône et de l'autel en Espagne, mais qui lui-même n'avait pas tenu sa promesse de donner une Constitution à son peuple. Entraînée par cette ivresse dangereuse qui accompagne souvent la réconciliation des partis, l'assemblée approuva à l'unanimité l'attitude des ministres et leur projet de réponse. Lorsque, deux jours après (11 janv.), Galiano donna lecture d'un projet d'adresse au roi, et que l'assemblée l'approuva avec un grand enthousiasme, les orateurs admirés du jour, Galiano et Arguelles furent portés en triomphe chez eux sur les épaules des gens du peuple qui, pendant ces journées et pendant les nuits, parcouraient les rues en chantant et en se faisant accompagner, à la lueur des torches, par des bandes de musiciens. Les Notes, qui contenaient la réponse des ministres, étaient naturellement écrites avec une outrecuidance dédaigneuse et imprudente qui était en harmonie avec le langage des passions agitées de la multitude. Au gouvernement qui avait montré le plus de ménagements et qu'on ménagea le plus, on répondit : « que la France ne « saurait mieux remplir son offre de travailler au bonheur « de l'Espagne qu'en observant une attitude entièrement « passive et qu'en éloignant de la frontière l'armée qui, « seule, donnait de nouveaux aliments aux troubles en « Espagne. » On dédaigna d'entrer dans les instructions *amphibologiques* du comte Lagarde qui, cependant, étaient tellement élastiques, qu'on aurait facilement pu

y faire une réponse vague qui aurait retardé la rupture.

La Note circulaire adressée aux trois puissances orientales désigna, dans sa première phrase, les dépêches comme un tissu d'assertions qui défiguraient et qui dénigraient tout, et d'accusations aussi injustes que diffamatoires qui ne pouvaient donner lieu à une réponse détaillée; puis elle repoussa, en termes fort rudes, la présomption des cabinets qui voulaient s'immiscer dans les affaires du pays. Lorsque les ambassadeurs demandèrent ensuite leurs passe-ports (10 janv.), on les leur remit avec des lettres d'envoi fort dédaigneuses et fort grossières et tenant un langage encore beaucoup plus énergique et plus insensé, tel qu'un Napoléon s'était à peine permis de le parler à la tête d'armées victorieuses. Au comte Boulgari, ambassadeur de Russie, on reprocha « une violation scandaleuse du droit des gens, » et l'on exprima l'espoir qu'il quitterait aussi vite que possible la capitale. L'*Universal* y ajouta la remarque (13 janv.) qu'il regrettait de voir que le ministre se fût cru obligé de traiter l'ambassadeur russe comme un rustre, et qu'il n'eût pas réfléchi à ce qu'on ne pouvait pas s'attendre à trouver chez un Kalmouck l'éducation d'un Européen civilisé.

Mais au moment même où l'on fit parade de tout cet héroïsme en paroles, le gouvernement montra qu'il avait le sentiment fort juste de sa véritable position. San Miguel s'adressa directement au cabinet anglais (12 janv.) afin de lui demander ses bons offices pour empêcher la guerre, et il chargea le duc de San Lorenzo à Paris de faire à Chateaubriand des ouvertures pacifiques qu'on venait pourtant de rejeter bien loin dans la Note. Outre ces exhortations que leur adressait leur propre conscience,

les ministres durent écouter, immédiatement après, d'autres appels qui leur étaient beaucoup plus sensibles, parce qu'ils étaient à la fois le châtiment de devoirs non accomplis, un encouragement pour le voisin menaçant, et l'augure le plus triste pour la guerre imminente. Tandis que, dans la Catalogne et dans les provinces basques, l'insurrection était pour ainsi dire éteinte, quelques bandes isolées de royalistes se battaient, dans l'Aragon, d'une manière d'autant plus désespérée que la retraite au-delà de la frontière leur était coupée. Parmi leurs chefs se trouvait un nommé Bessières, Français qui, pendant la guerre d'Espagne, avait dû quitter son armée pour tentatives d'assassinat et s'était vu forcé de passer du côté des Espagnols; en 1820, il avait été condamné à mort, à Barcelone, pour des menées républicaines, mais il avait été gracié par suite des menaces qu'avaient proférées les *exaltados;* puis, il avait su s'échapper de son cachot, et, après avoir brusquement changé de parti, il était devenu un des séides les plus cruels du despotisme.

Cet homme parut à Medina-Celi, quatre ou cinq jours seulement après les superbes débats au sein des cortès; il fit subir, à Brihuega (24 janv.), une honteuse défaite à O'Daly, un des héros d'Isla-de-Leon, qui avait été envoyé pour le combattre; il s'empara de Guadalajara, éloignée de dix *leguas* de Madrid, et fit trembler, devant sa guerilla déguenillée, la capitale qui, avec tant d'héroïsme, venait à peine de défier le monde tout entier. Une confusion incroyable saisit tous les esprits. Dans l'attente de nouveaux événements, le roi se roidissait davantage; ses amis parlaient avec une nouvelle arrogance; les partis, oubliant tout à coup leur concorde passagère, s'attaquaient avec des récriminations réciproques.

Le gouvernement, tout étourdi, chercha un chef qu'il pût opposer à l'aventurier Bessières; son choix tomba sur le misérable Abisbal qui, depuis deux ans, avait essayé en vain de faire sa paix tantôt avec les libéraux, tantôt avec le roi, et qui avait fini par trouver grâce auprès du gouvernement radical. Bessières dut céder, il est vrai, devant l'habileté militaire de cet homme, mais rien ne put effacer la fâcheuse impression laissée par cette affaire. Les lauriers du mois de juillet étaient flétris, et malheureusement, en faisant ce choix, on avait pris une mesure qui, par ses conséquences, allait attaquer, dans sa racine même, l'arbre de la révolution dont le tronc était déjà mortellement atteint. Jaloux de cette nomination d'Abisbal, l'homme des francs-maçons, les *comuneros* insistaient pour que leur chef Ballesteros obtînt aussi des fonctions élevées, et le faible gouvernement lui donna le commandement militaire de Madrid. Ballesteros, qui se conduisit aussitôt en véritable dictateur, chargea à son tour d'un commandement supérieur le général Morillo, le même *moderado* dont les *comuneros* avaient demandé la condamnation après le mois de juillet. Ce fut ainsi que ces journées d'une terreur panique appelèrent aux postes militaires les plus élevés ces trois généraux qui appartenaient aux trois différents partis et qui, plus tard, à la tête de trois corps d'armée, par un coupable oubli de leur devoir et de leur honneur, mirent une fin honteuse et néfaste à la guerre avant qu'elle eût pour ainsi dire éclaté.

Chateaubriand et Canning.

Il n'aurait même pas fallu de cet intermède de Bessières qui rassura M. de Chateaubriand sur la force de résistance que pouvait montrer l'Espagne, pour écarter

à Paris la dernière opposition faite à la guerre ; il n'en était plus question ni chez le roi, ni même chez Villèle à qui l'Espagne, en refusant de consentir au moindre changement dans la Constitution, avait enlevé le dernier moyen de continuer les négociations. Il est vrai que Canning fit encore une autre démarche conciliatrice et qu'il alla dans cette même voie au-devant du gouvernement français; il chargea lord Fitzroy-Somerset d'une mission privée pour Madrid et le munit du *Mémorandum* de son ami Wellington pour qu'il déterminât le cabinet espagnol à modifier la Constitution suivant les désirs de la France. Puis, s'efforçant toujours de comprendre la question pendante comme « essentiellement française », il adressa (10 janvier) une nouvelle représentation pacifique au vicomte de Marcellus. Mais précisément cette démarche irrita Chateaubriand, auquel les égards qu'il avait pour la Russie imposaient pour ainsi dire le devoir de ne pas en montrer à l'Angleterre. Il se sentait ainsi poussé à rappeler de Madrid son ambassadeur Lagarde, dans une dépêche confidentielle (18 janvier) où il parlait de vaines tentatives de conciliation, faites par Somerset, à un moment où ce dernier n'était pas même arrivé à Madrid.

En effet, si à cette époque on avait voulu que Chateaubriand consentît à maintenir la paix, il aurait dû donner à la Sainte-Alliance les garanties les plus sûres et une satisfaction éclatante. C'est pourquoi, il avait précisé davantage les instructions données à Lagarde avant son départ (26 janvier) et que San Miguel avait trouvées amphibologiques. Il lui avait indiqué comme conditions de la paix les points suivants : le roi devait proclamer une amnistie générale; il devait arrêter les changements

nécessaires dans la Constitution et délibérer sur ces deux points, à la tête de ses troupes, avec le duc d'Angoulême, le généralissime de l'armée française qui, pendant cet entretien, serait placée sur les bords de la Bidassoa. Ce drame de conciliation poétique aurait livré le roi d'Espagne entre les mains de la Sainte-Alliance, comme on l'avait fait avec le roi de Naples à Laybach.

Chateaubriand communiqua (23 janvier) ces conditions au gouvernement anglais, à l'instant même où Canning lui expédia (24 janvier), avec les représentations les plus amicales, la proposition que le cabinet de Madrid lui avait faite, le 12 janvier, en lui demandant ses bons offices. Les conditions se trouvaient consignées dans une Note dont le sens était, pour ainsi dire, une répétition de la Note déclinatoire de Montmorency, en date du 19 décembre, qui avait coûté sa place à ce dernier. Chateaubriand y justifiait expressément l'attitude prise par son predécesseur à Vérone; il désignait la question espagnole comme « entièrement européenne », et, en même temps, puisque la France seule aurait à agir, comme « entièrement française », et il déclarait une médiation inadmissible, parce que « il était impossible, de trouver une base pour des négociations au sujet de théories politiques et pour un tribunal d'arbitres qui aurait à se prononcer sur des principes ». Châteaubriand suivit donc la marche « européenne » de la Sainte-Alliance dans une croisade contre les idées et les théories de la révolution espagnole, et il suivit la marche « française », la Charte à la main (comme Mahomet marchait le Coran à la main, disait Canning en se moquant de lui), contre la Constitution espagnole. Cependant, avec une étourderie digne d'un poëte, il fit, quelques jours plus tard, au chargé d'af-

faires portugais à Paris, la déclaration officielle : « Que « si la France entreprenait la guerre contre l'Espagne, « *elle ne le ferait pas pour soutenir des théories poli-« tiques.* »

Canning venait de charger lord Stuart (28 janvier) de faire remarquer au cabinet français combien il serait peu à propos d'*exiger* impérieusement qu'on modifiât la Constitution, à l'instant même où, suivant les désirs de la France, l'Angleterre recommandait cette modification par ses *conseils* bienveillants. A ce moment, une nouvelle tout à fait inattendue interrompit ces dernières tentatives pacifiques. Ce même jour (28 janvier), le roi de France prononça un discours du trône qui avait l'air d'être une déclaration de guerre : le roi disait qu'il restait peu d'espoir de maintenir la paix, à moins que le roi Ferdinand n'obtînt la liberté de donner à son peuple les institutions « qu'il ne pourrait recevoir que de son monarque seul » ; cent mille Français, ajoutait-il, étaient prêts à conserver le trône d'Espagne à un petit-fils de Henri IV. Ce discours avait été précédé d'une délibération des ministres (26 janvier), pendant laquelle Corbière avait parlé des menaces proférées par des députés royalistes qui avaient dit qu'ils mettraient tout en œuvre pour faire tomber le ministère, si le discours n'annonçait pas l'intervention immédiate en Espagne. Ces menaces décidèrent les résolutions du cabinet. Dès le lendemain commencèrent les marches des troupes vers les Pyrénées ; dans les salons, aux théâtres, aux Chambres, dans les feuilles publiques, dans l'armée et dans l'Église, tout le monde demandait à grands cris la guerre.

En Angleterre, on prit en dégoût la duplicité de l'homme de génie au sein du ministère français, qui con-

tinuait sans cesse à parler à Stuart du maintien de la paix. On fut irrité par le discours du trône dont le contenu exposait à une déclaration de guerre de la part de la Sainte-Alliance, l'Angleterre avec sa *Magna Charta*, aussi bien que l'Espagne avec sa Constitution. Dans la dépêche suivante qu'il adressa à Stuart (3 février), Canning ne lui cacha pas jusqu'à quel point il considérait comme ébranlés les liens d'amitié qui avaient uni l'Angleterre et la France. Il lui disait « que le discours du roi « mettait la hache aussi à la racine de la Constitution an- « glaise. L'Angleterre ne prétendait pas donner sa Charte « comme le seul système propre à assurer le bien-être « d'une nation, et elle ne voulait pas non plus examiner « le bonheur et la liberté que la France retirait de sa « Constitution octroyée. Mais elle ne pourrait pas ap- « puyer les demandes du cabinet de Paris, s'il voulait « proposer son exemple aux autres nations comme leur « règle de conduite, surtout s'il voulait l'imposer à l'Es- « pagne en vertu des liens de parenté qui unissaient les « deux dynasties. Ce dernier motif, ajoutait-il, devait, « au contraire, réveiller des souvenirs qui empêcheraient « complètement l'Angleterre d'appuyer des demandes « fondées sur une semblable base. » Par cette dernière phrase, le ministre faisait allusion à un article séparé et tenu secret jusqu'alors du traité conclu, en 1814, entre l'Espagne et l'Angleterre (1), traité par lequel le roi d'Espagne s'était obligé à n'entrer avec la France dans aucune alliance semblable à celle qui était connue sous le nom du Pacte de famille. Chateaubriand, qui même à ce moment leurrait encore son ami, le ministre anglais, de

(1) Cf. Hansard, t. VIII, p. 1141.

fallacieuses assurances de paix, promit aussitôt de faire respecter cet article du traité. Il spécifia les conditions de la paix encore une fois d'une manière un peu plus précise aux cabinets de Londres et de Madrid (9 février), à l'instant même où la dernière ancre de salut de la paix se rompit complétement, c'est-à-dire où la résistance de Villèle cessa tout à coup. Las des hésitations et des tendances conciliantes du ministre des finances, les congréganistes venaient de lui envoyer une députation (9 février) pour le sommer de se décider, séance tenante, s'il voulait se déclarer pour l'intervention, ou bien si, contraint par la majorité dans la Chambre, il voulait se retirer devant un cabinet Vitrolles-la Bourdonnaye (1).

Au même instant, Stuart communiqua au cabinet de Londres les dernières conditions de la paix, telles qu'elles avaient été posées par Chateaubriand. Mais le lendemain (10 février), Villèle se présenta devant la Chambre et lui demanda un crédit extraordinaire de 100 millions pour couvrir les frais de la guerre. Cette nouvelle surprit Canning au plus haut degré, et, à cause de la perfidie dont elle était la preuve, elle le blessa tout autant que l'avait fait le discours du trône. Si cela en valait la peine, Chateaubriand pouvait se réjouir d'avoir dupé ou d'avoir éconduit l'élève de Pitt dans les tentatives qu'il venait de faire pour détourner la politique de l'alliance, pour rendre impossible l'invasion française et pour faire avorter la médiation en faveur de l'Espagne. Pendant un moment, on aurait pu croire que la mauvaise humeur éprouvée par Canning le pousserait à faire sortir l'Angleterre de son rôle de spectatrice passive. Après la

(1) Cf. Vaulabelle, t. VI, p. 24.

publication du discours prononcé par le roi de France, on supprima dans le projet du discours du trône anglais un passage où se trouvait proclamée la neutralité de l'Angleterre. M. de Marcellus dut écrire à son cabinet (31 janvier) que Canning avait exprimé, à la même époque, la menace que les ministres « suivraient aveuglément l'opinion publique », et quelques semaines plus tard, il disait, dans son rapport du 28 février, qu'il avait appris de bonne source que Canning avait déclaré, au sein du conseil des ministres, qu'il était impossible de résister à l'opinion publique qui demandait qu'on soutînt l'Espagne. Le secrétaire de l'ambassade française épuisa toute son éloquence pour mettre le cabinet sur ses gardes contre le successeur de Castlereagh qui, au milieu de ses collègues résistants, puisait toute sa force uniquement dans la faveur populaire, et qui, par conséquent, était l'esclave de l'opinion publique que Castlereagh avait toujours bravée dans ses actes. Il ajoutait que Canning balançait entre les principes rigoureusement monarchiques professés par Pitt, et qui avaient fait son ancienne gloire, et les principes démocratiques du jour auxquels il ferait des concessions qu'on n'aurait jamais eu à redouter de la part de Castlereagh. Enfin il disait que Canning avait une profonde aversion pour l'aristocratie de naissance et même pour la « haute opposition » (celle du roi), tandis qu'il était maître du peuple qui le maintiendrait s'il lui obéissait. Mais, malgré tout cela, Canning, plein de sang-froid, persévéra dans le programme de politique étrangère inauguré par Castlereagh, et il avala, sans rien dire, des affronts bien plus durs que ceux que Castlereagh avait gardés à Troppau.

Dans le cas où l'Angleterre s'unirait à l'Espagne, Cha-

teaubriand s'était assuré l'assistance de l'empereur de Russie (1) qui, dans une Note adressée à Lieven (2), fit exprimer à Londres son étonnement de ce que le gouvernement déclarât inquiétant, dans la bouche du roi de France, le même principe qu'il avait, sans rien dire, admis dans toutes les négociations antérieures où il s'était agi de la France ; et qu'en Espagne, il déclarât juste et inattaquable une cause qu'il n'avait soutenue ni à Naples ni en Piémont. Canning avala cette pilule, parce que, même *à ce moment-là*, l'Angleterre n'avait pas l'intention de soutenir cette cause, et parce que *le ministre* n'y songeait pas non plus. Chez les royalistes français, le zèle belliqueux avait, au fond, sa racine dans la conviction qu'il fallait mettre, en France, un terme à l'état de danger révolutionnaire dans lequel on se trouvait. L'opinion de Chateaubriand était qu'on ne pouvait ni retirer l'armée d'observation de la frontière ni l'y laisser immobile, sans l'exposer à la contagion. L'opinion exprimée par Villèle et qui a été bien souvent attaquée parce qu'on l'interprétait mal, était qu'on avait le choix ou de faire la guerre à la révolution espagnole ou bien de se voir obligé à combattre pour elle sur les frontières du Nord. De même, les tories anglais étaient trop sérieusement agités par de pareilles appréhensions pour vouloir s'opposer de vive force à l'intervention de la France.

C'était penser comme Villèle, quand Liverpool prévoyait la possibilité de grandes complications dans l'Europe continentale, dans le cas où, par suite d'avantages même passagers remportés par les Espagnols, le mouve-

(1) Chateaubriand au vicomte de Marcellus, le 10 mars 1823.
(2) Cf. *Congrès de Vérone*, t. Ier, p. 427.

ment révolutionnaire se propagerait en France. C'était encore suivre le même ordre d'idées, quand Canning, craignant de raviver le feu de la révolution en France où il couvait sous la cendre, ne voulait pas ouvertement soutenir la cause espagnole, afin de ne pas occasionner encore une fois un grand mouvement violent de toutes les puissances orientales vers l'Ouest.

A cet égard, les motifs qui engageaient Canning à garder la neutralité étaient les mêmes que ceux qui avaient déterminé la conduite de Castlereagh, de concert avec la politique de la Sainte-Alliance elle-même. Seulement, Canning semblait avoir pris encore d'autres résolutions et posséder d'autres moyens qui lui permissent de garder la neutralité, et néanmoins de « sauvegarder dans tous les cas l'honneur et les intérêts de l'Angleterre (1) », d'une manière plus efficace que ne l'avait fait Castlereagh, et qui le missent en état d'empêcher d'avance et avec certitude la prépondérance des principes absolutistes. Déjà à Vérone, Wellington avait donné à entendre que l'Angleterre pourrait bien reconnaître l'Amérique du Sud affranchie de la métropole. M. de Marcellus aussi disait, à plusieurs reprises, à son chef qu'il fallait se préparer à voir Canning chercher dans les colonies un théâtre pour ses exploits, si la scène espagnole lui échappait, et il ajoutait qu'en reconnaissant l'indépendance de ces pays, il ferait les premiers sacrifices à l'opinion publique et aux grands intérêts commerciaux de sa patrie. Puis, il y avait déjà à cette époque des hommes libéraux qui croyaient pressentir que Canning pourrait bien être l'homme qu'il fallait pour rabattre

(1) Lettre à A'Court du 9 février 1823.

en cas de besoin, avec les mêmes armes, les exagérations des puissances. Ils prévoyaient que le ministre anglais pourrait devenir un antagoniste redoutable pour les autres cabinets, s'ils continuaient à pousser trop loin les principes de leur politique roide et exclusive, et s'ils transformaient toujours en cas de guerre les différences d'opinion sur la forme des gouvernements et la question de savoir, si les rois seuls pouvaient donner des lois aux peuples ou si ces derniers aussi avaient le droit d'en donner à leurs souverains.

Préparatifs en Espagne.

Pendant cette lutte diplomatique des puissants de l'Ouest, la pauvre Espagne, qui avait été la cause du conflit, fut broyée et tomba la victime de leurs rivalités. Elle entra dans la guerre, attaquée par le voisin qu'elle avait ménagé avec beaucoup de soin, et abandonnée par son médiateur froid et égoïste. Et cependant, peu de temps auparavant, elle avait été le théâtre où les Anglais avaient cueilli leurs lauriers et elle leur avait fourni le moyen d'y remporter leurs victoires : c'était l'Angleterre qui, dans l'avenir, menaçait d'enlever à l'Espagne ses colonies, ses dernières et ses plus grandes ressources ; c'était encore elle qui, au moment actuel, rognait de la manière la plus sensible ses moyens de défense, en exigeant impitoyablement le payement d'une ancienne créance.

Et tout cela au moment de la plus grande détresse et du danger le plus imminent, où le pays était sans armée et sans flotte, et sans les moyens nécessaires pour en créer de nouvelles. Pendant tout ce temps, le gouvernement et les cortès avaient bouleversé les finances du pays, en gaspillant les deniers publics, mais « en se con-

fiant en Dieu et en leur bonne chance ». Ce qui caractérisait tous les débats des cortès au sujet de la situation financière du pays, c'était une confusion universelle. En l'absence de toute base certaine et de tout document authentique, chaque député et chaque ministre avaient coutume de calculer différemment suivant la couleur de leur parti, et de donner chacun des chiffres différents complétement incertains et contestés. Ceux qui étaient passés maîtres dans cette spécialité, tels que le négociant J.-M. de Ferrer, avaient à se plaindre de l'impossibilité de comprendre les comptes de l'administration financière, puisqu'on n'avait jamais su ce que la caisse de l'État possédait ni ce qu'elle devait, et qu'au moment actuel on ne savait pas encore quel était le chiffre exact de la dette publique dont les différentes évaluations variaient de 6 à 12 milliards. Dans ces circonstances, tous les calculs au sujet de tous les impôts devaient être nécessairement faux, et il y avait continuellement et partout des embarras de toute sorte.

Mais ce qu'il y avait de plus fâcheux, c'était que, dès le commencement de la révolution et au moment où elle se trouvait pour la première fois dans une bonne position, on eût négligé de faire un emprunt considérable. De cette façon, on aurait intéressé un plus grand nombre d'hommes au succès du nouvel ordre de choses, et on n'aurait pas été obligé de dépenser cette somme pour les besoins courants de l'administration, comme on était forcé de le faire pour les petits emprunts ultérieurs. Ces derniers produisaient en outre un très-mauvais effet, en ce qu'ils ralentissaient l'activité du peuple à créer de nouvelles ressources dans l'intérieur du pays, et qu'ils n'étaient pas assez considérables pour qu'on eût pu les

dépenser afin de relever la prospérité publique. Lorsque les cortès ordinaires de 1821, après avoir voté un projet de budget fallacieux, reconnurent, dans les derniers jours de la session, la nécessité de faire un emprunt de 200 millions, ce moment favorable était passé depuis longtemps. Le crédit était entièrement tombé : les effets publics portant intérêt perdaient 79 pour 100, et ceux qui ne rapportaient pas d'intérêt perdaient 88 pour 100; l'assignation des biens de l'État destinés à l'amortissement de la dette n'avait rien fait pour améliorer cette situation déplorable. La tentative faite pour effectuer ce qu'on appelait l'*emprunt national* échoua complétement, et l'on se vit obligé d'avoir recours à un nouvel emprunt de conversion (22 novembre 1821) ; ce dernier dut être conclu à des conditions tellement honteuses et tellement désavantageuses, que les cortès de 1822 en demandèrent l'annulation et qu'elles obtinrent effectivement une modification du contrat qui, cependant, imposa encore au gouvernement les pertes les plus extraordinaires (1).

Cette assemblée d'*exaltados* avait été effrayée, dès le commencement de la session, par l'état déplorable des finances que leur avait révélé le rapport (5 mars 1822) dans lequel le ministre avait fait prévoir un déficit de 193 millions. Pendant la session précédente, un des ministres avait posé en principe, que si dans l'économie privée les dépenses étaient réglées d'après le revenu, le contraire devait être la loi de l'économie politique. Mais, au moment actuel, la commission des cortès demanda qu'on mesurât le montant des impôts et des dépenses

(1) X. T. : *Aperçu historique sur les emprunts contractés par l'Espagne en 1820-34*. Paris, 1834.

d'après les forces exactement calculées de l'État; quant au déficit, il devait, autant que possible, être couvert par des économies qui furent décrétées pour toutes les branches du service et qui ramenaient le budget (28 juin 1822), comparativement à celui de 1821, de 756 à 665 millions. Mais toutes ces restrictions ne servirent à rien. De nouveaux emprunts, conclus aux conditions les plus onéreuses, devinrent bientôt nécessaires. Les dépenses s'accrurent par suite de la diminution des revenus. Les campagnes de Mina dans la Catalogne finirent par épuiser complétement le trésor. Lorsque le danger de la guerre extérieure approchait de plus en plus, tout ce qui touchait à l'armée se trouvait dans la position la plus terrible.

Il est vrai que, pendant les années 1820 et 1821, les cortès avaient toujours fait grand bruit de ce qu'elles comptaient faire : qu'elles relèveraient la marine pour reconquérir l'Amérique, et qu'afin de tenir le pays prêt à repousser une attaque armée, elles porteraient l'effectif de l'armée à cent soixante mille hommes parmi lesquels il y aurait quatre-vingt-dix mille miliciens. Mais le danger était immédiat et l'Amérique était loin. Les sommes votées pour la flotte furent absorbées par d'autres départements; le danger de perdre entièrement les colonies devenait de plus en plus grand : enfin, toutes les conjonctures étaient d'un augure également sinistre pour la guerre imminente avec la France. Les cortès avaient accordé au gouvernement (octobre 1822) une levée de vingt-neuf à trente mille hommes, afin de lui permettre de prendre à l'égard de l'étranger une attitude énergique; mais il fallut les mesures les plus extraordinaires pour lever ces troupes. Dans chaque séance, les cortès

recevaient des requêtes demandant l'exemption du service, ou bien des plaintes au sujet de la désertion et de l'émigration; l'amour de la guerre était évidemment au niveau le plus bas; toutes les forteresses, les châteaux-forts et les parcs d'artillerie se trouvaient dans la ruine la plus déplorable. Lorsque, après la rupture avec les puissances (14 février 1823), les cortès commencèrent à délibérer sur la guerre, et que, considérant l'état actuel des moyens de défense, on parla de la facilité avec laquelle l'ennemi pourrait exécuter un coup de main contre Madrid, personne n'eut le courage de conclure de cette position désespérée à l'inutilité de toute résistance et de dire qu'il fallait y renoncer et entrer en négociations avec la France. On se consolait en se disant que les guerillas déguenillées avec leurs rations d'ail avaient même vaincu Napoléon; on comptait faire revivre ce genre de guerre.

On voulait éviter toute bataille capitale, livrer Madrid, menacer dans ses communications et dans ses approvisionnements l'ennemi envahisseur à mesure qu'il avancerait, jusqu'à ce que la durée et la pression de l'invasion excitassent le bas peuple contre les Français, comme c'était arrivé auparavant. Les cortès extraordinaires qui, le 1er mars, devaient se réunir en session ordinaire, se séparèrent (19 février) après avoir résolu que la Chambre et le roi devaient se retirer à Séville. Même à ce moment, le roi essaya de profiter des quelques jours de cet intervalle entre les deux sessions pour faire un coup d'État. A la première proposition faite au sujet de la translation du gouvernement à Séville, le roi s'y était opposé par des motifs raisonnables; mais lorsque cette mesure fut néanmoins votée, il voulut congédier les mi-

nistres afin d'annuler le vote des cortès. Aussitôt la population de Madrid commença à s'agiter; les masses se portèrent devant le château; les chefs des bandes firent éclater leur fureur contre le roi « cet idiot »; on entendit sortir de la multitude les cris de : « La régence! Que le roi se montre! (*presencia! regencia!*) »; la personne du roi et sa famille couraient, pour la première fois, un danger réel, lorsqu'un certain nombre d'émeutiers pénétrèrent dans le château et crièrent : « Mort au roi! (1) »

Le ministère, qui se voyait attaqué, donna sa démission. Le roi voulut de nouveau avoir recours à Martinez de la Rosa, mais celui-ci s'y refusa. Ensuite Ferdinand se fit présenter, par le Conseil d'État, une liste de *comuneros* qu'il approuva le jour où s'ouvrirent les cortès ordinaires (1er mars). Les nouveaux ministres ne durent entrer en fonctions qu'après que leurs prédécesseurs eurent donné lecture, devant les cortès, des Mémoires habituels sur la situation de leur département ministériel. Mais les députés, partisans décidés du ministère des francs-maçons, ajournèrent cette lecture et forcèrent, par ce simple artifice, les ministres *comuneros* à résigner leurs fonctions. Ces misérables intrigues servaient parfaitement au roi à montrer au grand jour que sa volonté était nulle et sans effet. Lorsqu'il s'agissait de partir pour Séville, ses médecins déclarèrent que la goutte dont souffrait le roi ne lui permettait pas de faire ce voyage; mais les cortès enlevèrent encore cet obstacle en chargeant une commission de médecins d'examiner l'état de sa santé. Il ne lui resta plus qu'à se mettre en route pour

(1) Cf. Miraflores, t. Ier, p. 179.

Séville (20 mars) et qu'à se soumettre à la translation du gouvernement. Elle se fit avec une certaine dignité. La population de Madrid, dont les intérêts avaient assurément à souffrir de l'exécution de cette mesure, resta tranquille et ne donna aucune marque ni d'approbation, ni de désapprobation. Pendant le voyage, tous les signes d'attachement donnés par le peuple étaient à l'adresse des cortès; partout on voyait le roi avec indifférence, et on le saluait à peine. C'était une nouvelle preuve de ce que le royalisme, réduit à ses propres forces, n'était pas le parti le plus fort dans le pays.

Les espérances fondées sur l'explosion de troubles en France sont déçues.

Le gouvernement data de Séville la declaration de guerre contre la France dont les troupes, prêtes à marcher, se trouvaient depuis la fin de mars près de la frontière. Il n'y avait plus qu'une seule faible espérance pour le maintien de la paix et dont se consolaient les hommes les plus exaltés : ils espéraient que les libéraux réussiraient, par la force de la parole ou par celle des armes, à provoquer en France une révolution qui changeât en allié le voisin hostile.

Mais un événement qui se passa dans la Chambre française vint troubler, dès l'abord même, cette attente trompeuse, et prouva jusqu'à quel point la puissance du parti libéral avait diminué au sein de la Chambre et au dehors. Pendant la discussion au sujet du crédit demandé pour les besoins de la guerre, on avait vu paraître à la tribune, parmi les orateurs libéraux, Manuel (26 févr.) dont l'attitude froide et l'opposition ferme et résolue à l'égard de tous les projets contre-révolutionnaires avaient toujours irrité les ultra-royalistes de la manière la plus violente. Au milieu de son discours, il

prononça une phrase qui, interrompue par les cris passionnés des royalistes et mal comprise, fut interprétée comme une justification de l'exécution de Louis XVI. Ses ennemis furibonds, s'unissant pour faire un coup de parti, obtinrent, grâce au silence des ministres, qu'il fût exclu de la Chambre pour la durée de la session (3 mars). Le lendemain, Manuel parut néanmoins à la Chambre; il déclara ne vouloir céder qu'à la force. Il comptait par cette bravade faire impression sur les masses excitées, et lorsqu'il allait être éloigné par la force armée, on entendit les libéraux formellement engager les gardes nationaux à résister à cet ordre; effectivement, le sergent Mercier hésita à exécuter le commandement. Il est vrai que ce Mercier devint dès lors un homme célèbre pour le peuple; il est vrai que Béranger chanta Manuel en disant qu'on « l'arrachait à la tribune et qu'il tombait... entre les bras de toute une nation »; mais on manqua l'effet qu'on avait voulu produire par cette manifestation.

Les regards des factieux se détournèrent dès lors avec une impatience d'autant plus grande de la Chambre, pour se porter sur les troupes au pied des Pyrénées. Ce fut là une autre déception, mais on pouvait facilement la pardonner aux Espagnols, qui ne connaissaient pas les liens solides de l'ordre et qui n'appréciaient pas à sa juste valeur le respect que les lois civiles et militaires inspirent dans un État bien ordonné. Ils croyaient que l'armée de la frontière au pied des montagnes se trouvait dans la même situation que les troupes espagnoles en 1820 à l'Ile-de-Leon; ils s'imaginaient qu'un grand nombre de soldats français éprouvaient, à l'égard de cette capucinade militaire des congréganistes en

faveur des moines espagnols, la même aversion que l'expédition d'Amérique avait inspirée à l'armée espagnole. On fit tout ce qu'on put pour entretenir cette répugnance. Avec le plus grand zèle, on répandit la nouvelle mensongère que le roi de Rome se trouvait auprès de Mina dans la Catalogne. On n'épargna aucune peine pour représenter la Sainte-Alliance comme une coalition nouvelle, destinée à accomplir la contre-révolution aussi en France. On s'efforça d'interpréter les paroles prononcées par Villèle de manière à faire croire que toute l'expédition était entreprise au service des étrangers. On déploya la plus grande activité à colporter le *Nouvel Ordre du Jour* de Béranger avec son refrain bien compris de : « Gard'à vous ! demi-tour ! » de même que le mot énergique de Courier : « Ils ne veulent pas conquérir l'Espagne, mais bien la France en Espagne ! » On disait qu'immédiatement après le départ du duc d'Angoulême pour la frontière (15 mars), il partait tous les jours de Paris des voitures pleines de jeunes carbonari désireux de se joindre au mouvement auquel on s'attendait.

A ce moment, les chefs des démagogues parisiens commencèrent à s'agiter aussi. S'il faut en croire Pepe (1), la Fayette aurait, dès l'automne, envoyé, de concert avec lui, de l'argent aux officiers de l'armée qui étaient d'intelligence avec eux. D'après la même source, le général français aurait fait croire aux radicaux de Madrid que s'ils reconnaissaient l'indépendance de la Colombie et du Mexique, il leur ferait avoir cent millions de l'Amérique; deux millions de cette somme auraient dû servir à soulever l'armée de la frontière; mais

(1) Cf. *Memorie*, II, chap. XVIII.

d'après Pepe, ce projet aurait été écarté comme une provocation dangereuse, même à ce moment et même par Galiano.

Pendant les dernières semaines qui précédaient le départ des troupes, Fabvier rôdait, durant quinze jours, parmi les partisans des conspirations au sein de l'armée, sans cependant être découvert. On croyait que la conspiration remontait jusque dans le voisinage immédiat du généralissime, lorsque l'aide de camp du comte Guilleminot, chef de l'état-major, fut arrêté (28 mars) et conduit à Paris. On sait maintenant (1) que ce soupçon n'avait été provoqué que par une ruse grossière des ultra-royalistes, afin de renverser Guilleminot qu'ils détestaient; cet officier avait servi encore à Waterloo sous Napoléon, mais des hommes d'un esprit libéral et sans préventions l'avaient sagement recommandé comme compagnon du prince, pour couvrir la faiblesse militaire de ce dernier.

On découvrit ce piége, et l'aide de camp Lostende, qui avait été amené à Paris, fut renvoyé à l'armée après avoir reçu de l'avancement. Cependant, son arrestation avait tout à coup découragé tous les faiseurs de complots dans l'armée. Fabvier se rendit en Espagne, afin de se joindre aux réfugiés français et espagnols sur la frontière, parmi lesquels se trouvait aussi Collegno, et d'aller, le drapeau tricolore à la main, au-devant de l'avant-garde de l'armée française. C'était là une présomption folle de la part de cet homme, qui non-seulement aurait dû posséder le génie et la puissance de Napoléon, mais encore sa renommée et sa gloire, pour s'attendre à voir réussir une semblable démarche. Lorsque sa petite

(1) Cf. Marmont, t. VII, p. 299 sq.

troupe se trouva en face des premiers Français sur les bords de la Bidassoa, elle fut saluée par des balles et pas une main ne lui fut tendue.

C. — La Guerre.

Plan de campagne; ouverture des hostilités.

Si la guerre s'ouvrait ainsi sous des auspices heureux, les conjonctures étaient telles, dès l'entrée des troupes françaises en Espagne, qu'une continuation favorable lui était également assurée. Le plan de campagne (1), qui, après de longs et solides travaux préliminaires, avait été arrêté au ministère de la guerre, pouvait sembler fort téméraire et plein de dangers, si l'on se rappelait la nature du pays et toutes les expériences faites antérieurement. Dans le principe, on avait proposé d'envahir l'Espagne en partant de tous les points praticables des Pyrénées et en se dirigeant principalement sur l'Aragon. Mais on renonça à cette idée lorsqu'on apprit que l'armée espagnole avait été distribuée en quatre divisions séparées : un corps de réserve sous Abisbal qui se trouvait dans la Nouvelle-Castille ; un corps à l'Ouest, com-

---

(1) La description de la campagne espagnole (par Beauvais) dans le tome XXVIII des *Victoires et conquêtes des Français*, rend superflus les autres ouvrages sur ce sujet, tels que les écrits de Marcillac, de Hugo, de Capefigue et autres.

mandé par Morillo à qui la Galice servait de point de départ et d'appui; une division à l'Est, placée sous les ordres de Ballesteros et dont le centre se trouvait dans l'Aragon; et enfin l'armée de Catalogne avec Mina à sa tête. Dès lors, la tâche de l'armée d'invasion consistait à ne pas donner aux divisions de l'armée espagnole, placées sur les flancs de la ligne d'opération, des avantages dans la petite guerre qui pussent faire traîner la campagne en longueur. On voulait, par une marche aussi rapide que possible du gros de l'armée sur le siége du gouvernement, effectuer la délivrance du roi et mettre ainsi promptement fin à la guerre. Deux divisions considérables devaient, en même temps, se séparer du corps principal pour s'opposer à Morillo et à Ballesteros, et pour sillonner l'Espagne dans tous les sens, pendant qu'un quatrième corps isolerait, autant que possible, la guerre de guerillas contre Mina.

Mais, dans l'exécution de ce projet, il importait tout particulièrement d'avoir partout sous la main, de la manière la plus exacte, la plus sûre et la plus prompte, tous les moyens d'approvisionnement et de transport dont on avait besoin. C'était absolument nécessaire au milieu d'une population qui, pendant la dernière guerre, était devenue l'ennemie mortelle des Français, et dans un pays qui, depuis les temps les plus reculés, a opposé à toutes les armées des obstacles d'une nature toute particulière; en effet, dans les contrées où l'entretien de grandes masses de troupes n'offre pas de difficultés, la défense du pays est facile, et là où aucun obstacle n'entrave la marche des soldats, on éprouve le plus grand embarras à subvenir à leurs besoins. Or, c'était précisément sous ce rapport que la campagne semblait commencer sous

les auspices les plus défavorables. Malgré ses longs préparatifs, le duc de Bellune s'était montré administrateur incapable. Pour l'envoi des approvisionnements nécessaires à la frontière, il avait donné des ordres confus et hors de saison, dont la mauvaise exécution, confiée à des employés inexpérimentés et favorisés par le parti royaliste, acheva de montrer au grand jour combien ils étaient insuffisants. Lorsque Guilleminot arriva avec l'état-major à Bayonne, il n'y trouva pas même les moyens de transport ordinaires, et bien que les vivres en magasin fussent suffisants pour le commencement, il n'y avait pourtant pas de plan bien arrêté pour approvisionner l'armée pendant la campagne subséquente, parce que le ministre de la guerre avait négligé de se procurer des renseignements exacts sur les moyens de subsistence et sur le prix des vivres en Espagne.

En trouvant ces lacunes et ces désordres dans l'administration, l'état-major fut saisi comme d'une terreur panique; pour assurer le succès du plan de campagne, tel qu'il avait été conçu, il demanda qu'on remplaçât la régie incapable par un entrepreneur, par un homme qui eût du crédit et qui inspirât la confiance. Ouvrard s'offrit pour remplir ce poste, bien qu'il n'eût qu'à moitié les qualités requises. Il ne possédait pas la confiance du public, mais il savait lui en inspirer. Il avait passé toute sa vie entre l'opulence et la banqueroute, il avait toujours montré par les mêmes preuves qu'il était déloyal, mais qu'il savait se rendre utile. Au moment actuel, il venait d'être condamné, sur la plainte d'un de ses créanciers, à payer l'énorme somme de 1,670,000 francs; mais il avait des protecteurs fort puissants qui voulaient le tirer de ses embarras. On l'avait vu entretenir un commerce

très-actif avec Villèle qui, disait-on, lui était redevable d'un grand nombre de ses projets financiers.

Préparé ainsi, Ouvrard était arrivé à Bayonne où il se recommandait par sa connaissance de l'Espagne, cette terre si productive pour tous les intrigants et pour tous les gens qui savaient s'enrichir, et où il était connu depuis les temps de Godoï. A l'insu du ministre de la guerre et sans avoir d'autres garanties que la personne et la vie de cet aventurier, le prince conclut (5/6 avril) avec lui les fameux marchés pour les fournitures (1) dans lesquels on avait négligé les règles administratives les plus ordinaires. Ces traités mirent à la disposition d'Ouvrard toutes les provisions qui se trouvaient dans les magasins, et lui assuraient le payement préalable des onze douzièmes de la somme probable qu'exigerait l'approvisionnement mensuel de l'armée, payement qui devait être fait d'avance dans les cinq premiers jours de chaque mois. Ils lui livraient à la fois l'argent et la marchandise, et lui donnaient une sécurité complète pour les premiers commencements difficiles. Ils lui donnaient, enfin, tout ce dont il avait besoin et ce qui, placé dans de bonnes mains, aurait fait qu'on eût pu se passer d'Ouvrard lui-même.

Aussitôt que l'armée française fut entrée en Espagne, on joua cette scène d'un effet tout théâtral qui fait la

(1) Pour se former un jugement au sujet de ces traités, il faut lire, après les *Mémoires* d'Ouvrard (Paris, 1827), les brochures qui ont paru de 1824 à 1826, et qui, pour la plupart, reposent sur le rapport en cinq volumes d'une commission d'enquête instituée en 1825. Nous n'en citons que : *Mémoire pour G.-J. Ouvrard*, par Mauguin. 1826. — *Mémoire pour le duc de Bellune sur les marchés Ouvrard.* 1826. — *Mémoire de M. le comte Andréossy.* 1826. — *Mesures administratives dans la campagne* 1823. Paris, 1825.

joie même de sérieux historiens français, où le grand magicien brandit sa baguette enchantée, où il changea les désastres redoutés de la guerre en corne d'abondance et en une source de richesse pour les Espagnols, et où il transforma le désert qu'on avait craint de trouver en Espagne, pour les Français, en une riante terre où régnait la paix. On était à Tolosa (11 avril). Ouvrard y réunit autour de lui les partisans les plus violents de l'ancien régime; il les informa des besoins de l'armée et les engagea à faire apporter toutes les provisions nécessaires, en ajoutant qu'il payerait comptant les prix demandés, et qu'il les payerait même dix, neuf et huit fois plus, suivant l'heure plus ou moins avancée où on les livrerait le lendemain matin. En entassant de cette manière des monts d'or au marché, il excita d'un seul coup l'amour du gain et la cupidité de ce peuple pauvre d'argent; il procura effectivement à l'armée d'invasion l'avantage inappréciable d'avoir gagné la dangereuse population des basses classes et de l'avoir rendue favorable aux ennemis; de plus, on pouvait accélérer la marche sans y être arrêté par l'établissement de magasins ou par des convois d'approvisionnement.

Les grossières masses du peuple, comparées par un Espagnol aux feux-follets qui poursuivent le fugitif, mais qui fuient celui qui les poursuit; ces mêmes bandes qui, autrefois, s'étaient enrouées à force de chanter avec les *tragalistes*, et qui, dès lors, soulevées par les moines, criaient : « Mort à la patrie, à la nation et aux lois! » ces mêmes hommes saluaient, soignaient et célébraient actuellement comme des libérateurs leurs ennemis détestés de 1808 et changeaient leur campagne en promenade. Si l'on veut mettre ce succès, comme le faisait

Ouvrard dans sa jactance, uniquement sur le compte du fournisseur, il pouvait valoir les prix immodérés que ce dernier se faisait payer pour ses fournitures, sans que ces sommes pussent cependant le sauver de la banqueroute. Ce succès méritait peut-être aussi le tribut d'éloges que le duc d'Angoulême et Villèle lui payaient comme au génie qui avait sauvé l'armée et comme à l'auteur de l'heureuse issue de la guerre. Cependant, tout cela ne lui épargna ni les attaques postérieures de la Chambre, ni l'enquête sur ses marchés comme ayant porté préjudice à l'État, ni même une accusation dirigée contre lui par son ami Villèle; mais cette dernière menaçait de trop de scandales le généralissime, l'auguste protecteur d'Ouvrard, pour qu'on eût pu la pousser jusqu'au bout.

La prise de Madrid.

L'armée française, forte de quatre-vingt-quinze mille hommes et de vingt et un mille chevaux, venait de franchir la Bidassoa (7 avril); elle était conduite par des milliers d'Espagnols, les *sans-chemises* du camp royaliste, troupes de bandits dont les Français eux-mêmes avaient honte, mais que le cabinet de Paris faisait habiller et payer à grands frais depuis que la guerre avait été résolue. Le premier et principal corps d'armée était placé sous les ordres du maréchal Oudinot: il s'en détacha, immédiatement après le passage de la frontière, une division commandée par le général Bourke et destinée à bloquer Saint-Sébastien; le corps principal arriva à Vittoria (17 avril), sans presque avoir tiré un coup de fusil et en suivant des chemins et des passages que, dix ou quatorze ans auparavant, avaient arrosés des torrents de sang français. Le duc d'Angoulême s'arrêta près de trois semaines à Vittoria pour attendre l'arrivée du corps

de réserve, pour se renseigner exactement sur la position, sur la force et sur les plans de l'armée espagnole, et pour éprouver la fidélité de ses guides.

On voulait acheter les généraux comme Ouvrard avait acheté la population; de tous les côtés, on avait recommandé au généralissime de s'appliquer tout particulièrement à l'emploi de cette arme. Rien que par son argent, par un prêt considérable, Ouvrard avait donné à la régence d'Urgel la plus ferme espérance de vaincre la révolution par des moyens pacifiques. Les diplomates au service de Chateaubriand, l'abbé Liautard, un des amis de madame de Cayla, donnaient également le conseil de prodiguer l'or et de ménager la poudre. Le duc de Wellington aussi assura d'avance au vicomte de Marcellus « que les Français auraient toute l'Espagne s'ils la « payaient ». On commença donc par leurrer le chef de la réserve qui avait à couvrir la capitale, cet Abisbal qui avait trahi toutes les causes, en faisant briller à ses yeux le mérite d'épargner à l'Espagne la guerre étrangère aussi bien que la guerre civile. On lui offrit de lui conserver son grade et ses appointements, et comme il ne voulut pas accepter ces lettres de change tirées sur l'honneur du roi Ferdinand, on lui paya le prix qu'il demandait.

Après s'être assuré ainsi les devants, l'armée française eût avant tout à couvrir les derrières et les flancs où se trouvaient dans l'Aragon, sous les ordres de Ballesteros, les troupes les plus fidèles que les cortès considéraient comme leur ancre de salut, tandis que dans la Catalogne, la province la plus riche en moyens de résistance, on avait affaire à un général qu'on ne pouvait pas espérer corrompre à prix d'argent. C'est pourquoi on releva

Bourke, occupé à bloquer Saint-Sébastien, et le deuxième corps sous le comte Molitor, qui avait commencé à investir Pampelune (16 avril), en les remplaçant par le troisième corps que commandait le prince de Hohenlohe. La deuxième division de l'armée fut dirigée contre Ballesteros, sur Saragosse, ce point central où convergeaient un grand nombre de routes de communication. On voulait ainsi atteindre le double but de « séquestrer » la Catalogne qui devait être le théâtre des opérations de Moncey avec le quatrième corps, d'y circonscrire une guerre particulière, et neutraliser ainsi, à l'égard du reste de l'Espagne, l'exemple de la petite guerre qui y avait été donné.

Le général Bourke fut envoyé à Burgos et détaché dans les provinces de Leon, des Asturies et de la Galice, afin d'entamer des négociations avec Morillo ou bien de le combattre. Au milieu des cris d'allégresse poussés par les habitants, le comte Molitor arriva (26 avril) à Saragosse qui, quelques années auparavant, avait coûté la vie à tant de Français. Puis, dans le dessein de rétablir ses communications avec Moncey, il fit une démonstration sur la rive gauche de l'Èbre, dans la direction de Lerida, sur ce territoire riche en sources et de tout temps célèbre à cause de son importance stratégique. Afin d'assurer d'autre part les communications entre Molitor et le corps principal, le duc envoya à Logroño, sous les ordres du général Obert, une division qui devait de là passer par Guadalajara et converger sur Madrid ; le duc s'y achemina lui-même en suivant la route d'Aranda, tandis que Oudinot y marcha en passant par Valladolid. D'intelligence avec le comte Montijo, Abisbal avait fait, dans la presse de Madrid (15 mai), une tentative pour

séparer l'armée et le peuple de la cause des cortès et pour les entraîner dans la trahison qu'il avait commencé à tramer. Mais à ce moment, ce complot excita encore une indignation générale, et le traître dut se cacher jusqu'à l'entrée des Français dans la capitale (1), après s'être démis de ses fonctions en faveur du marquis de Castelldosrius.

Pourtant, les conséquences de cette trahison ne laissèrent pas que de se faire sentir. L'attitude prise par Abisbal avait jeté le découragement dans les rangs de l'armée ; partout, de près et de loin, les vétérans et les recrues commencèrent à déserter et à se faire enrôler dans les *bandes de la foi.* On conclut une capitulation avec les Français qui avançaient; jusqu'à l'exécution de ce traité, le général Zayas resta avec un petit corps de troupes dans la capitale. C'était un des rares hommes d'honneur de l'Espagne; bien qu'il ne fût pas un partisan de la Constitution, il lui resta cependant fidèle, tant qu'elle était la loi du pays ; il était ami du roi, mais non de ses infamies; il blâmait ouvertement la guerre, pourtant il était décidé à ne pas abandonner la cause perdue de la patrie au moment du danger suprême. Il se retira à Talavera, lorsque le général Foissac-Latour entra avec les premiers soldats français à Madrid (23 mai). Aussitôt, la populace commença à se déchaîner dans la ville qui lui était livrée après que les miliciens, se sacrifiant à la patrie, avaient suivi les troupes régulières à

(1) Les Français se vantent de l'avoir aidé à recouvrer la liberté, lorsque, en essayant de s'enfuir vers la frontière, il fut arrêté à Bergara d'où l'on envoya demander aux personnes de l'entourage du roi s'il fallait le pendre ou le laisser s'échapper. D'après Ouvrard, ce fut le père Cirilo qui l'aida à se tirer de ce mauvais pas.

Séville; à la joie maligne des moines, le bas peuple se livra à sa fureur sauvage et à sa soif de pillage, en brisant les tables de la Constitution et en saccageant le palais des cortès, les magasins et les maisons des constitutionnels.

On permit à peine à l'armée française de se reposer un peu dans la capitale. Chateaubriand vit avec un grand déplaisir qu'on ne ferait rien, tant qu'on ne se serait pas emparé du roi. On fit donc avancer immédiatement (1er juin) le corps principal, sous le nom d'*Armée de l'Andalousie*, en l'envoyant par deux routes différentes vers Séville. Connaissant bien l'esprit qui animait les gens de la campagne, on savait aussi que toutes les divisions de l'armée espagnole partageaient également l'aversion pour la guerre, et qu'on n'aurait à redouter nulle part une résistance bien sérieuse. Bourmont poursuivit Castelldosrius sur la route de l'Estramadure. Le général Bordesoulle traversa la Manche pour marcher contre les troupes qui occupaient la Sierra-Morena et qui, sans se laisser éblouir par l'ancienne gloire des défilés de Despeñaperros, dont les cortès avaient voulu faire d'autres Thermopyles, ne purent être amenées à attendre l'ennemi de pied ferme. Comme le disait leur propre chef Plasencia, ces soldats s'enfuirent en perdant « tout et même l'honneur ».

Arrivé à Cordoue, Bordesoulle en partit aussitôt (15 juin), afin de s'avancer vers Séville en faisant tous les jours des marches accélérées de douze à quinze *leguas*. Mais on avait déjà éloigné le roi de cette ville. Rien n'aurait pu contrarier davantage l'impatient ministre des affaires étrangères à Paris. On eut encore une fois recours à l'argent pour vaincre cette difficulté. Chateaubriand

écrivit au comte de Marcellus, pour lui demander s'il ne pouvait trouver à Londres quelques gens entreprenants dont fourmillait cette ville et qui, au prix de 1 ou 2 millions, voulussent enlever le roi de Séville (1). Ouvrard entra en négociations sur des projets mystérieux avec des aventuriers français et espagnols. On ne sait pas si ce marché fut conclu avec quelqu'un, mais toujours est-il qu'on fit, à Séville, une tentative pour délivrer le roi, comme Chateaubriand l'avait désiré.

Les cortès à Séville.

Les cortès continuèrent, à Séville, de jouer leur rôle méprisable, en se croisant les bras pendant que la cause de la Constitution était en pleine ruine ; seulement, de temps à autre, elles faisaient sentir leur outrecuidance présomptueuse au roi humilié. On aurait dit qu'il s'agissait pour les députés d'exciter au plus haut degré la soif de vengeance du roi qui, peu à peu, s'était convaincu que ses Espagnols n'avaient pas assez de fanatisme politique pour être avides de son sang et pour lui préparer le sort de Louis XVI. L'assemblée s'était montrée froide et sombre dans la séance d'ouverture (23 avril). Tout le monde savait, bien que personne ne voulût l'avouer, que tout était perdu, puisqu'on n'avait ni argent, ni soldats, ni un général capable de mettre en mouvement les grandes ressources de l'Andalousie et les forces populaires de toute l'Espagne, ni enfin un gouvernement qui eût seulement songé à recourir à des mesures aussi énergiques. A ce moment, où plus que jamais on avait besoin d'une main ferme pour diriger le gouvernail de l'État, les anciens ministres aussi bien que

(1) Cf. Marcellus, p. 270.

les nouveaux n'étaient que les simples serviteurs de la législature, au sein de laquelle ils trouvaient une foule d'adversaires pour les combattre en paroles, mais aucun appui pour les soutenir par des actes.

Immédiatement après l'ouverture des séances (24 avril), San Miguel s'était démis de ses fonctions, après avoir présenté aux cortès les documents relatifs aux négociations entre l'Espagne, la France et l'Angleterre, et il s'était rendu auprès de Mina dans la Catalogne. Son ministère finit par se dissoudre ; après de nouveaux pourparlers entre les francs-maçons et les *comuneros*, on imposa au roi, qui n'avait plus de volonté, un nouveau cabinet dont la composition était une autre preuve de la désorganisation complète qui régnait partout, parce que tous les partis y étaient représentés comme dans les commandements militaires. En effet, qui aurait voulu consentir encore à accepter une pareille position, si ce n'est des ambitieux désespérés ou des hommes d'honneur qui désespéraient de leur patrie et qui avaient la conscience du sacrifice qu'ils lui faisaient? Un Yandiola (Cf. Tome III, page 260), poursuivi jadis pour avoir conspiré contre le roi et, plus tard, comme *moderado*, devint ministre des finances ; il fallait être un Calatrava pour se croire, à ce moment, capable de devenir l'âme d'une nouvelle administration ; le ministère de la guerre fut confié à Zoraquin qui se trouvait dans l'armée de Mina et qui tomba vers l'époque de sa nomination ; le général Salvador, homme intègre, remplit provisoirement ce poste qu'il avait occupé déjà auparavant ; mais, peu de temps après, las de vivre et accablé par le chagrin que lui causait la ruine de sa patrie, il mit fin à ses jours.

Les cortès, au sein desquelles on voyait se renouveler et se continuer tous leurs anciens mauvais procédés, nommèrent un comité chargé de faire un rapport sur la succession du ministère des francs-maçons, sur la guerre qu'on venait d'entreprendre et sur son opportunité, de même que sur la question de savoir s'il était avantageux et utile de faire une tentative pour amener la paix par des changements dans la Constitution. Galiano eut à faire ce rapport, dans lequel il se prononça d'une manière absolue contre toute concession. Lorsque la délibération sur cette affaire était à l'ordre du jour, on connaissait déjà le mauvais état des choses à Madrid. Une seule fois, on entendit enfin aussi des voix individuelles dire, dans toute sa force, la vérité tout entière sur l'absurdité de cette politique belliqueuse. Mais cette franchise ne changea en rien les dispositions des cortès. Une trentaine de membres votèrent seuls contre le rapport (26 mai); c'étaient pour la plupart des radicaux qui voulaient ainsi braver les ministres, ou qui comptaient faire les premiers pas vers une réconciliation avec les royalistes. Ceux qui avaient été sincères en donnant ce vote belliqueux, espéraient toujours imprimer, comme en 1810, une nouvelle vigueur à la résistance, en choisissant Cadix pour centre de ce mouvement; ils se berçaient de l'espoir que, comme sous le roi Joseph, l'ennemi n'oserait pas s'avancer rapidement jusque vers l'Andalousie.

Mais tout ce qui se passa, à ce moment, à l'intérieur et à l'extérieur, fit évanouir tous ces rêves d'une manière terrible. Les hommes les plus patriotiques perdirent courage. Le gouvernement suprême des francs-maçons arriva pendant ces journées comme de lui-même à sa complète dissolution. La mutinerie éclata dans les rangs

des troupes constitutionnelles, même à Séville. Les miliciens de Madrid avaient conservé jusqu'alors une excellente tenue ; mais, lorsqu'ils entendirent parler des méfaits commis par les royalistes dans la capitale, ils crièrent vengeance contre les royalistes de Séville. Il y eut des attroupements dans les rues ; on poursuivit des habitants paisibles de la ville ; on détruisit des maisons, et un homme inconnu fut poignardé. En même temps, on apprit qu'il se tramait une conspiration, dans le dessein de délivrer le roi pour la cause duquel le bas peuple était prêt à se soulever. A ces causes d'inquiétude vint s'ajouter tout à coup la nouvelle que les Français avaient pénétré dans la Sierra-Morena. On ne pouvait pas disposer des moindres troupes pour couvrir le siége des cortès. Il est vrai qu'il y avait encore le corps d'Estramadure du marquis de Castelldosrius, à la tête duquel on avait placé, au grand déplaisir de tous ceux qui étaient las de la guerre, Lopez Baños, soldat passionné pour la guerre ; mais personne ne savait où se trouvait ce corps, car les gens hostiles de la campagne coupaient toutes les communications entre l'armée et le gouvernement.

Il n'y avait plus qu'un moyen de salut ; c'était de se retirer à Cadix. On savait que le roi, enhardi par les conspirateurs dans son entourage et par le voisinage de l'armée française, ne donnerait pas son consentement à cette mesure. C'est pourquoi les ministres et quelques députés résolus concertèrent un projet destiné à effrayer le roi ou à lui faire violence, à faire comprendre aux Français qu'on pourrait avoir recours à des mesures encore plus graves et, en tout cas, à faire sortir les cortès de cette position pleine de périls. Ce fut surtout Galiano qui, pendant ces journées, suggéra la plupart

des mesures importantes, comme il l'a dit plus tard lui-même, dans son Histoire, avec une louable sincérité. Dans la séance où se joua cette scène concertée d'avance (11 juin), il demanda aux ministres s'ils croyaient Séville capable de résister aux ennemis, et, dans le cas négatif, s'ils croyaient commandée par les circonstances la translation immédiate de la résidence royale à Cadix. Ils répondirent affirmativement à cette dernière question et, après avoir été interrogés encore, ils informèrent l'assemblée que le roi, auquel le conseil d'État avait déjà proposé de partir pour Algeciras, n'avait pris aucune décision à ce sujet. Galiano engagea ensuite les députés à négliger, dans ce cas extraordinaire, les règles habituelles, et à envoyer une députation au roi pour le prier de se rendre aussitôt avec la cour et avec les cortès à Cadix.

La députation partit; à sa tête était le général Gayetano Valdes, homme qui jouissait d'une autorité rare auprès de tous les partis. L'assemblée attendait, en silence, le retour de la députation. Le roi avait refusé de partir. Lorsque les délégués lui avaient fait encore une autre représentation respectueuse, il leur avait tourné le dos en disant : « J'ai parlé. » Les cortès avaient, dès lors, à choisir si elles voulaient, dès ce moment, laisser tomber le roi entre les mains des Français et se déclarer vaincues elles-mêmes, ce qui, vu les dispositions de la populace de Séville, aurait été se rendre à discrétion; ou bien, si, ayant recours à un acte de légitime défense, elles voulaient opposer l'audace à la résistance opiniâtre. Galiano était préparé à ramasser le gant qu'on venait de lui jeter, et il le fit avec une « solennité toute théâtrale et pathétique ». Il posa le principe « pédantesque et

constitutionnel » que le roi ne pouvait pas être un traître, bien que sa réponse révélât l'intention de trahir; ces contradictions ne pourraient s'expliquer que par la supposition d'une absence d'esprit momentanée, qui, ajoutait-il avec un accent de douleur, avait été, sans aucun doute, causée par les derniers malheurs. L'orateur partit de là pour faire ressortir la nécessité d'instituer une régence, qui fut votée aussitôt avec une faible minorité et confiée provisoirement, et seulement pendant la durée du voyage de Cadix, aux généraux Valdes, Vigodet et Ciscar.

Le roi accueillit la nouvelle de ce vote avec calme; il comptait, malgré tout, parer ce coup des cortès par les complots de ses partisans. Un aventurier écossais, le général Downie, se trouvait à la tête d'une conspiration qui avait pour but de rendre sa liberté au roi; en effet, un coup de main hardi des royalistes, s'ils en avaient eu seulement le courage, aurait sans doute mis promptement un terme au congrès et à l'assemblée. Un soir (12 juin), les conjurés étaient réunis pour délibérer, lorsque quelques fanatiques constitutionnels les surprirent et les arrêtèrent. Conduit par une escorte sous les ordres d'Espinosa, auquel Riego s'adjoignit comme volontaire, le roi dut se résigner à faire le voyage de Cadix. Les cortès s'embarquèrent sur le Guadalquivir (13 juin). A peine le vaisseau eut-il levé l'ancre, que les cloches donnèrent le signal pour l'explosion de la vengeance des royalistes : on pilla les maisons, on commit d'autres actes de violence et l'on proclama le roi absolu. Un événement inattendu troubla ces scènes sauvages : Lopez Baños fit son apparition sur la rive droite du fleuve. Cependant, il ne put se maintenir à Séville. Bordesoulle, qui avait

été informé de la conspiration des royalistes dans cette ville, s'était déjà avancé, par le chemin le plus court, en passant par Marchena et en laissant Ecija à sa gauche, pour barrer, près d'Utrera, le chemin de Cadix à Lopez Baños. C'est pourquoi ce dernier se dirigea vers le comté de Niebla (aujourd'hui la province d'Huelva), où il fut atteint par la cavalerie de Bourmont; son corps fut dispersé, et quelques débris en arrivèrent seulement à Cadix. Bourmont occupa Séville (21 juin).

Morillo et Ballesteros.

Après que le roi fut arrivé à Cadix, la régence déposa ses pouvoirs entre les mains du monarque. Tous les fonctionnaires et tous les députés ne l'avaient pas suivi dans cette ville. De Madrid à Séville, le voyage des cortès avait été un déménagement; de Séville à Cadix, ce fut une fuite. Les désertions commencèrent aussi au camp des bourgeois. Tous ceux qui, dans leur désespoir, ne s'apprêtaient pas à chercher le chemin de l'exil, durent songer à se préparer une retraite. Les prétextes en étaient tout donnés. Les hommes les plus fidèles à la Constitution pouvaient, à bon droit, se montrer révoltés de l'installation de la régence de Séville et des derniers outrages dont on avait abreuvé le roi : il était donc bien plus facile de jouer l'indignation. Ces événements donnaient le prétexte le plus funeste aux commandants militaires qui se trouvaient sur les deux flancs du corps principal de l'armée française, et auxquels le duc d'Angoulême cherchait à arracher les armes des mains, lorsqu'il était à Madrid, où il s'arrêta, dans ce dessein, pendant sa marche sur Séville et sur Cadix. Dès qu'il apprit les événements de Séville, Morillo, qui jusqu'alors avait déjà fait tout ce qu'il pouvait pour paralyser la résistance

dans les provinces soumises à son pouvoir, se livra, soit sincèrement, soit en apparence seulement, aux transports de la fureur la plus passionnée. Il refusa l'obéissance aux cortès (26 juin); il demanda au général Bourke de cesser les hostilités, et il fit sa paix avec les Français. Dans la convention publique, on n'avait pas inséré d'autres conditions que le maintien de ses officiers dans leur grade, la protection de la propriété et des personnes et l'oubli du passé. Dès lors, le général aida lui-même les Français à soumettre la Galice qu'il avait dû défendre.

Quiroga, qui d'abord avait approuvé la conduite de Morillo, se laissa déterminer par la garnison de la Corogne (Coruña) à suivre une autre voie. Il put déjouer une tentative faite par le général Bourke (15 juill.) pour s'emparer de cette ville par un coup de main; mais ensuite il s'embarqua (23 juill.) pour l'Angleterre, parce qu'il comprenait l'inutilité de toute résistance.

A peu près vers la même époque où la Galice fut occupée et où la Corogne fut livrée (13 août), Ballesteros, ce vaillant crieur des *comuneros*, termina sa carrière patriotique de la même façon que Morillo. Depuis longtemps, il avait suivi le même système que son collègue, en paralysant la résistance, en décourageant les patriotes et en renvoyant les miliciens volontaires qui voulaient se joindre à son corps. Le jeune Torijos, qui commandait à Carthagène, avait pénétré sa perfidie, et il avait inutilement mis les cortès sur leurs gardes contre lui. Pendant plusieurs semaines, Regato, qui faisait l'entremetteur dans cette affaire, avait conduit les négociations entre Ballesteros et le duc d'Angoulême, sans interrompre cependant les progrès des armes françaises.

Le général espagnol avait reculé peu à peu devant Molitor, en marchant de plus en plus vite et en ne se laissant jamais atteindre par les troupes françaises qui le poursuivaient; il s'était retiré de l'Aragon à Valencia (Valence), et de là à Murcie, où il semblait vouloir s'arrêter encore une fois dans une position fortifiée; mais peu de temps après, il partit de nouveau pour parvenir jusque dans la Grenade. Quand les Français s'ouvrirent l'accès de cette province par un vaillant coup de main sur Lorca et sur son château-fort, Ballesteros se jeta dans les montagnes entre Grenade et Jaën. Les Français l'atteignirent sur la frontière, près du village de Campillo-de-Arenas (28 juill.). Ce fut précisément ce jour-là, marqué par la seule rencontre sérieuse, que le prince signa, à Madrid, les conditions auxquelles Ballesteros se soumit aux Français; conditions favorables au traître, mais non à la cause qu'il trahit, et qui ont toujours fait rougir de honte les Espagnols qui n'auraient jamais cru capables d'une défection aussi ignominieuse ni le vaniteux Aragonais Ballesteros, cet hypocrite libéral, ni Morillo, ce soldat parvenu de la fortune.

Le même jour, le duc d'Angoulême quitta Madrid, pour marcher sur la ville de Cadix, devant laquelle les premiers Français, sous Bordesoulle, étaient arrivés déjà plusieurs semaines auparavant (23 juin), après avoir fait en onze jours les cent heures de marche qui séparent Madrid de Cadix. Arrivé à Puerto-Santa-Maria, le prince adressa (17 août) au roi une lettre dans laquelle il lui exprima les vœux de son oncle, qui désirait que le roi, rendu à la liberté, proclamât une amnistie générale, et qu'en convoquant les anciennes cortès, il donnât à ses peuples des garanties d'ordre, de justice et

d'une bonne administration. Le prince ajouta que si, dans cinq jours, il n'avait pas reçu de réponse satisfaisante, ou si le roi n'avait pas recouvré sa liberté, il le délivrerait de vive force. Cet avertissement donné encore une fois aux cortès, pour les déterminer à céder devant la force, ne produisit aucun effet. Dans leur réponse (21 août), elles montrèrent de nouveau jusqu'où allait leur entêtement puéril.

Cette obstination avait, en partie, sa cause dans un nouveau projet militaire proposé par Riego et approuvé par les ministres et par les cortès; cependant, il est probable que beaucoup d'entre eux n'y donnèrent leur assentiment que pour se débarrasser de ce nouveau Pepe espagnol, dont la présence leur faisait peur. Cet homme malheureux vivait continuellement dans les illusions les plus étranges qu'il se faisait sur son propre compte, de même que sur la situation de son pays et du monde en général. Soldat d'une audace folle, d'un naturel bon et animé d'intentions pleines d'humanité, il était toujours entouré des hommes les plus extravagants qui flattaient ses passions, et à l'instigation desquels il agissait assez souvent comme s'il ne jouissait pas de toutes ses facultés intellectuelles. Ses talents n'avaient jamais été très-grands; son expérience était peu étendue, sa circonspection était restreinte; sa popularité était plus apparente que réelle, mais la vanité de sa confiance en lui-même dépassait toute mesure. Un jour, il avait donné en public l'assurance « qu'il ne deviendrait pas le Cromwell de sa nation », dans la ferme persuasion qu'il serait un jour, comme lui, l'arbitre des destinées de sa patrie.

Peut-être croyait-il que ce moment était venu. Pendant que Molitor avait dispersé ses troupes pour sur-

veiller Alicante, Carthagène et le corps de Ballesteros, Riego voulait réunir les garnisons fidèles de Malaga et d'autres villes et se jeter avec elles au milieu des troupes de Ballesteros, parmi lesquelles se trouvait son régiment las Asturias, avec lequel il avait commencé la révolution. Il comptait soulever ces troupes contre le traître, puis se jeter dans la Sierra-Morena pour interrompre les communications entre Madrid et Cadix et pour forcer ainsi le corps de siége à se retirer. Il arriva à Malaga (17 août) où, avec une violence brutale et énergique, il enleva le commandement au général Zayas qu'il envoya prisonnier à Cadix; puis, il se jeta avec les deux mille cinq cents hommes de la garnison dans les montagnes inaccessibles des Alpujarras. C'était faire, à la fin de la révolution, un coup désespéré qui était le pendant de son expédition de 1820; mais, au lieu de tourner à sa gloire comme à cette époque, elle devint la cause de sa perte. En suivant des chemins épouvantables, il réussit à atteindre les bords du Jenil, à le franchir, près de Luchar, dans la direction de Montefrio, et à parvenir effectivement jusqu'à Priego, quartier général de Ballesteros (10 sept.). Ses soldats se jetèrent, avec des cris de joie, entre les bras des troupes de Ballesteros, et les entraînèrent, avec leur chef, dans leur enthousiasme patriotique.

Ballesteros semblait converti; au lieu de le faire arrêter aussitôt qu'il avait remporté ce succès, Riego, cet homme débonnaire, lui offrit le commandement suprême; pendant un moment, la plus grande concorde sembla régner entre eux; mais ni Ballesteros, ni ses officiers ne se souciaient de perdre les avantages de leur traité. Ils firent, en secret, les préparatifs nécessaires pour sous-

traire leurs troupes au contact du corps de Riego. Il allait y avoir un conflit sérieux entre les deux divisions, lorsque l'approche des Français, qui manœuvraient pour cerner Riego, le força d'abandonner son entreprise hasardeuse qui avait réussi à moitié, et de faire une tentative pour se frayer, les armes à la main, un chemin jusqu'au corps de Mina. Atteint, à plusieurs reprises, par les ennemis qui le poursuivaient, Riego s'enfuit, avec quelques compagnons, au milieu de la Sierra-Morena où il fut arrêté dans une ferme, près de la Carolina-d'Arguillos; sur la demande des autorités espagnoles il fut livré par les Français et amené à Madrid. Les grossièretés auxquelles il était exposé pendant ce voyage devaient être un terrible présage du sort qui l'attendait, et un affreux souvenir de sa dernière marche triomphale au milieu du peuple de l'Andalousie qui venait à peine de l'adorer comme un dieu et qui, à ce moment, le lapidait.

Prise de Cadix.

Tant que Ballesteros n'était pas soumis, tant qu'on se voyait obligé d'occuper Séville et les montagnes de la Ronda pour observer les mouvements de ce général auquel les cortès avaient ordonné de marcher sur Cadix, les Français n'avaient pas pu entreprendre le siége proprement dit de cette ville. D'ailleurs, dans les premiers temps, on n'avait pas encore réuni la flotte; tous les vaisseaux qui étaient arrivés avaient été employés à garder l'entrée du port, pour empêcher l'enlèvement du roi. On manquait encore des canonnières nécessaires pour former une flottille de bombardement; on ne possédait pas non plus les bâtiments légers qu'il fallait pour empêcher, du côté de la mer, les Espagnols d'entrer dans le canal San-Pedro (*Sancti-Petri*), qui fait de Leon

une île et sur lequel passe, près de San-Fernando, le pont de Suazo, qui seul établit la communication entre cette île et la terre ferme. Peu à peu, on combla toutes ces lacunes pendant que la réserve venait renforcer, à son tour, l'armée d'investissement. Aussitôt que les Français firent ces préparatifs sérieux, on commença à comprendre jusqu'à quel point étaient folles les espérances que les gens enthousiastes avaient fondées sur la défense de l'île de Cadix.

Combien les habitants de cette célèbre île étaient abattus et sombres, et combien tout y était mort, si l'on comparait son état, à ce moment, avec ce qu'il avait été en 1810! A cette dernière époque, la France n'avait pas de forces navales, et l'Angleterre, combattant du côté de l'Espagne, protégeait ce boulevard bien défendu et abondamment approvisionné. Au contraire, au moment actuel, les Français approchaient avec leurs forces de terre et, en même temps, avec une flotte à laquelle les Espagnols n'avaient à opposer qu'un seul vaisseau de ligne et que quelques canonnières. La garnison était peu nombreuse; son courage, sa fidélité et sa confiance en elle-même étaient douteux, sinon brisés. On pouvait craindre que les communes voisines sur la côte, partageant les dispositions générales des esprits, ne privassent la ville des vivres nécessaires. L'ennemi qui était au milieu des soldats, c'est-à-dire le roi lui-même, paralysait toute leur force par la seule ombre de sa dignité. Les moyens de défense se trouvaient dans l'état le plus déplorable; un grand nombre de canons étaient démontés et les munitions avaient été, dès le principe, insuffisantes. La garnison n'avait qu'un seul avantage sur les défenseurs de 1810. A cette époque, les Français s'étaient

emparés de la petite presqu'île du Trocadero qui s'avance en saillie dans la baie de Cadix; de là, ils avaient pu molester la navigation dans le golfe et bombarder la ville elle-même; en 1812, on avait coupé ce point et on en avait fait une île complète qu'on fortifia en ouvrage avancé. Cependant, les travaux étaient restés inachevés et les ouvrages étaient défectueux, même pour le cas où les défenseurs seraient restés maîtres de la mer. En effet, ils ne consistaient qu'en une ligne droite ou courtine sans bastions dont le feu en eût pu défendre les flancs; défaut auquel ne remédiaient que d'une manière incomplète les quelques rares canonnières postées dans cet endroit, puisque l'efficacité de leur secours dépendait de la profondeur de l'eau. De plus, on n'avait pas entretenu en bon état le fossé qui servait de canal et qui avait été obstrué par des masses de sable qui s'y étaient entassées, de sorte qu'à plusieurs endroits on pouvait le passer à gué.

Néanmoins, on se prépara, dans cette fortification, à une vigoureuse défense qui fut confiée au colonel Grases et à dix-sept cents hommes parmi lesquels il y avait des miliciens de Madrid. Aussitôt que le duc d'Angoulême, triomphateur sans avoir livré de combat, fut arrivé devant Cadix, on ouvrit les tranchées devant le Trocadero (20 août) avec une telle rapidité, qu'après le quatrième jour (24 août) la seconde parallèle était établie à quarante mètres du canal et que cinq batteries se trouvaient en place. On prépara l'assaut pour la nuit même qui suivit le jour où le feu avait été ouvert (30 août). On comptait sur l'insouciance des Espagnols qui ne s'attendaient pas à une attaque avant trois heures du matin où la marée était au plus bas point, mais où il y avait encore un mètre d'eau dans le fossé.

A deux heures du matin (31 août), quatorze compagnies choisies formèrent la colonne d'assaut à la hauteur de la seconde parallèle, à moins de cent dix pas du canal. Les Français le franchirent sans pousser un cri et sans tirer un coup de feu ; l'eau arrivait jusqu'à l'épaule des soldats ; le prince de Carignan, favorisé par sa haute taille, montra beaucoup d'entrain à cette occasion et rendit des services aux officiers qui se trouvaient près de lui. Les Espagnols, réveillés par les cris de quelques factionnaires, coururent à leurs canons au moment où une partie de la colonne d'attaque s'était déjà établie dans l'île. Pendant que les défenseurs ouvrent au hasard un feu désordonné, les grenadiers français pénètrent à la baïonnette dans les batteries et tuent presque tous les artilleurs sur leurs pièces. Le reste de la garnison accourt en désordre ; on se bat corps à corps ; chassés de leurs retranchements, les Espagnols se jettent dans un dernier fort, couvert par des canaux et par des marais. Le prince amène lui-même de nouveaux bataillons et des munitions sèches et à neuf heures ce fort aussi est pris d'assaut. Grases, après avoir en vain cherché la mort, est obligé de déposer les armes.

Ce boulevard que le peuple avait cru imprenable venait de tomber. Les Français exagérèrent d'une manière démesurée leur vaillant fait d'armes qui eut du retentissement dans toute l'Europe. Mais effectivement, la prise de Cadix était ainsi assurée. La victoire des Français enleva les derniers vestiges de courage chez les défenseurs de cette ville où le roi avait jusqu'alors continué son jeu perfide et où les cortès, comme en délire, n'avaient cessé de publier leurs décrets. A ce moment, on envoya (4 septembre) chez le prince le général

Alava, homme d'une bonne réputation et ancien aide de camp de Wellington, avec la mission de lui proposer une trève et d'entamer des négociations. La brève réponse du duc fut qu'il ne négocierait qu'avec le roi redevenu libre. Lorsqu'on lui demanda ce qu'il jugeait nécessaire pour que le roi fût considéré comme étant en liberté, il répondit « qu'il fallait que le roi parût au milieu de l'armée française ». Aussitôt, le gouvernement réunit les cortès en séance extraordinaire pour chercher auprès d'elles des conseils et des secours; mais ces dernières, qui ne voulaient pas non plus assumer une responsabilité quelconque, renvoyèrent le gouvernement à lui-même. Les députés poussèrent aussi loin que possible la faiblesse qui d'ordinaire est le partage de toutes les grandes assemblées, dans des époques où il faut agir et non pas seulement prononcer des discours; en effet, elles n'osent pas suivre leurs véritables opinions et leurs intentions réelles, tant qu'elles ont encore un prétexte quelconque pour ne pas se décider.

Le gouvernement proposa (7 septembre), ce que Chateaubriand lui-même avait demandé auparavant, que le roi négociât avec le prince dans un endroit choisi entre les deux armées, avec des garanties réciproques de sécurité, mais à bord d'un vaisseau neutre. Lorsque cette proposition fut déclinée, on semblait de nouveau attendre l'arrivée de quelque *deus ex machinâ* pour sauver l'Espagne. Peu de temps après (20 septembre), le fort de San-Pedro, situé à l'entrée du canal qui portait le même nom, se rendit aux Français. De cette manière, on put, du côté de la mer et par un pont de vaisseaux établi sur le canal, jeter des troupes dans l'île. Le mécontentement que cette défense inutile provoqua parmi

les habitants de la ville et parmi les soldats de la garnison augmenta de plus en plus. Le moment décisif approcha avec une force irrésistible. On vit paraître, dans la ville, un parlementaire du duc (26 septembre), qui fit entendre à tous les députés et à tous les fonctionnaires supérieurs qu'on les passerait au fil de l'épée s'il arrivait le moindre mal à la famille royale.

Cette menace aurait peut-être excité ces esprits entêtés à une nouvelle résistance si elle n'avait été accompagnée de propositions plus efficaces que tous les historiens espagnols, mus par un sentiment de honte, passent sous silence. Plusieurs mois auparavant, Chateaubriand avait décidé qu'on offrirait à tous les membres des cortès individuellement des avantages personnels pour acheter ainsi la délivrance de la famille royale (1). Ce fut ce projet qu'on exécuta dès lors. Ouvrard devait avoir l'honneur de terminer, avec ses armes à lui, la campagne qu'il avait ouverte en déployant ces mêmes ressources. Il envoya à Cadix un agent de ses amis, un colonel espagnol, qui représenta aux membres les plus opiniâtres du gouvernement et des cortès à quoi ils auraient à s'attendre dans le cas où la ville de Cadix serait prise d'assaut, et combien il serait plus sage de leur part d'accepter les bons offices de la France, qui leur faciliterait l'émigration et qui leur fournirait des moyens suffisants de subsistance jusqu'à des jours meilleurs. Dans ce dessein, on remit au roi deux millions, et l'on en distribua deux autres parmi des personnages militaires et politiques qui décidèrent la reddition de Cadix.

Après toutes les bravades que les représentants espa-

(1) Cf. Marcellus, p. 313.

gnols avaient fait entendre dans leurs discours au sujet du maintien de leur Constitution, il n'y en eut pas un seul parmi eux qui, à ce moment, eût voulu se sacrifier, les armes à la main, à sa défense. Sur la proposition de Calatrava, les cortès approuvèrent (28 septembre) la mise en liberté du roi et déclarèrent l'assemblée dissoute. Le roi allait se rendre à Puerto-Santa-Maria (29 septembre), lorsqu'un nouvel obstacle vint s'y opposer. Les miliciens excités de Séville et de Madrid s'émurent beaucoup de cette reddition qui menaçait leur sécurité. En s'adressant par une lettre au duc, le roi lui demanda de fixer quelques conditions qui pussent garantir la garnison. Lorsque le prince refusa d'accéder à cette demande, l'agitation dans les rangs de la milice augmenta de plus en plus, et le roi dut prendre de nouveaux engagements dans le dessein de les éluder encore.

Ferdinand signa une déclaration (30 septembre) dans laquelle il promit aux miliciens, « de sa libre volonté et sous la garantie de sa parole royale », une complète sécurité par rapport à leur conduite politique ; en même temps, il s'engagea à maintenir tous les fonctionnaires publics dans leurs emplois, à reconnaître la dette publique et à rétablir un gouvernement qui assurât la liberté civile. Le roi avait discuté avec ses ministres la minute de ce document ; il y avait même introduit quelques modifications, et tout cela d'une manière tellement sérieuse et tellement peu calculée en vue des apparences, que tout le monde s'y laissa prendre. Non-seulement les hommes tels que Calatrava, auxquels on avait assuré leur place et leur solde, étaient heureux de posséder ce chiffon de papier, mais encore ceux qui connaissaient à fond l'âme de Ferdinand conçurent, encore une fois,

l'espoir que les événements de ces dernières années laisseraient une impression durable dans l'esprit de ce monarque et empêcheraient le retour des anciens temps pour l'Espagne.

Il fallut de nouvelles déceptions pour détromper, au sujet de leur souverain, ces hommes à la foi robuste. Lorsque le roi se fit passer à Puerto-Santa-Maria, il fut accompagné, dans sa chaloupe, par Alava et par Valdes qu'il avait adjurés de débarquer avec lui, parce que, disait-il, il avait, dès à présent, besoin de ses serviteurs les plus fidèles. Mais au lieu d'écouter Ferdinand, ils partirent sans prendre congé de lui, pendant qu'on voyait le roi les poursuivre de ses regards furieux et qu'on l'entendait murmurer ces paroles : « Ah! coquins! que vous êtes heureux de m'échapper! » (1) Ils auraient été immolés à la vengeance de ce tyran qui déjà, en secret, avait prononcé l'arrêt de mort aussi sur les membres du gouvernement Vigodet et Ciscar (2), bien qu'il eût approuvé le choix de Vigodet, lorsque celui-ci lui avait demandé s'il fallait accepter cette place, et qu'il eût même ordonné à Ciscar de faire partie du gouvernement. Ballesteros se trouvait parmi les assistants qui se pressaient autour du roi pour lui offrir leur soumission; on le repoussa avec mépris et il dut quitter le pays. Quel était le régime que, ce jour-là, le duc d'Angoulême avait ramené en Espagne? c'est ce qu'il put prévoir de la manière la plus claire, lorsqu'il conseilla, encore une fois, au monarque de pardonner et de faire des concessions. « Vous entendez ces

(1) Cf. Vaulabelle, t. VI, p. 176, d'après une communication orale.
(2) Les généraux français l'apprirent et contraignirent ces deux hommes, à moitié de vive force, à se sauver à Gibraltar et à Londres.

vivas! » lui dit le roi, quand les masses populaires, rassemblées autour de lui, poussèrent, avec une joie fanatique, leurs cris en faveur de l'absolutisme et de l'inquisition.

Mina.

La reddition de Cadix entraîna aussi celle des dernières places fortes qui se trouvaient encore entre les mains des Espagnols; une des dernières qui capitula fut Barcelone, où commandait Mina qui, seul, dans sa province, sauva l'honneur des armes espagnoles. Il venait d'achever la déroute des révoltés au moment où l'entrée du maréchal Moncey était imminente (5 avril). En face des Français, Mina continuait à suivre le même système, en changeant le bâton du commandement contre la lance du guerillero, en évitant toute guerre régulière, mais en se jetant, avec d'autant plus de zèle et toujours avec beaucoup de succès, sur les *bandes de la foi*. On avait à redouter partout sa présence, mais on ne pouvait le trouver nulle part; à la tête de la petite troupe avec laquelle il opérait, il cherchait à harceler l'ennemi de toutes les manières, à lui couper ses communications et ses approvisionnements, et, en remplaçant ses soldats fatigués souvent par des troupes fraîches tirées des garnisons, à harasser, à tromper et à surprendre ses adversaires par les marches et par les mouvements les plus risqués.

Les Français, de leur côté, qui venaient d'envahir la Catalogne en y entrant au même moment par Junquera, par Puigcerda et par d'autres points, ne se laissèrent en aucune façon entraîner à assiéger et à prendre d'assaut les places fortifiées, comme on l'avait redouté. Lorsqu'ils firent leurs premières opérations contre

Figueras et contre Gerona, et que le corps qui venait d'entrer dans cette province, en passant par la Cerdagne, marcha sur Ripoli, Mina se retira à Vich et de là à Vallfogona. Les chefs qui étaient sous ses ordres avaient assez souvent à essuyer un échec pendant ces mouvements; Mina, au contraire, trompait presque toujours la vigilance et les calculs de ses adversaires; parfois il subissait de petites pertes, mais ensuite il portait, à son tour, un coup sensible à l'ennemi, comme, par exemple, près de Vallfogona, aux Français et à Eroles, qui s'était joint à eux. De cette manière, il ravivait, avec une nouvelle force, le souvenir de ses exploits pendant la guerre de délivrance, bien que cette fois-ci la population des montagnes fût contre lui et que ses ordres contre les royalistes et contre leurs mesures perdissent toute leur force.

Après une attaque inutile contre Vich (25-26 mai), il dut se retirer à Cardona; les bulletins français le présentaient déjà comme perdu, lorsque tout à coup il reparut à Seu-d'Urgel, où il déposa ses blessés. Ensuite il envahit la Cerdagne française (8 juin) ; il remplit les environs de terreur en faisant croire qu'il allait soulever la France; mais, après avoir acheté des provisions, il repartit pour débloquer Figueras. Repoussé encore devant cette ville, il opéra une des retraites les plus dangereuses, pendant laquelle il fut battu et privé de la moitié de son corps qui, sous les ordres de Gurrea, dut se rendre; gravement blessé, Mina retourna à Seu-d'Urgel (15 juin). Mais, dès le quatrième jour, il partit de nouveau avec la garnison de cette place, et arriva, après avoir passé par Santa-Colona-de-Gueralt et par Taragona, avec une santé fortement ébranlée, à Barce-

lone (5 juill.); pendant deux mois, il avait ainsi occupé, par ses marches et par ses contremarches, vingt-neuf mille Français et royalistes, et il les avait empêchés d'investir la capitale.

Tout malade qu'il était, remplacé par le général Rotten, qui était dur et détesté de tout le monde, bloqué du côté de la terre et de la mer, et au milieu d'une troupe et d'une population au sein desquelles régnait la division, Mina défendit cependant cette ville encore pendant des mois.

Afin de se débarrasser des hommes les plus fanatiques dans son corps, il expédia les bataillons des volontaires, des étrangers et des douaniers à Figueras, pour renforcer la garnison de cette ville. Pendant cette marche pleine de fatigues et de combats, le corps expéditionnaire se vit forcé, grâce à la prudence des commandants français, de se rendre, près de Llers, au baron Damas (mi-sept.) auquel cet exploit valut, plus tard, le ministère de la guerre, bien que le général eût montré peu de mérite personnel dans cette affaire.

Cependant, tant que dura le siége, la population de Barcelone rivalisa de zèle avec les troupes, à qui donnerait plus de preuves de résolution et de persévérance. Pendant longtemps, on pouvait croire que l'esprit de dévouement de 1808 avait de nouveau enflammé les habitants de cette ville. Mais la chute de Cadix abattit leur courage aussi. Les hommes les plus violents et les plus compromis s'opposaient, encore à ce moment, à toute idée de reddition et d'accommodement; heureusement, Mina était assez bien rétabli pour conjurer la confusion qui menaçait d'envahir la ville, pour apaiser les esprits les plus turbulents et pour préparer les voies du

seul dénoûment possible, c'est-à-dire d'une reddition honorable.

Lorsque Mina entama les négociations avec Moncey, il n'y eut plus que Tarragona et Hostalrich entre les mains des Espagnols; la place de Seu-d'Urgel avait fini par tomber (21 oct.), lorsqu'il n'y avait plus un seul canon en bon état, que la citadelle avait été détruite, que tous les magasins étaient anéantis, et que les décombres permettaient à peine aux assiégeants d'entrer dans la ville. A la nouvelle de ces négociations entamées par Mina, les fanatiques de Barcelone s'agitèrent encore une fois; ils menacèrent de tuer les commandants et de s'emparer du gouvernement; Mina dut déployer toute l'autorité barbare du guerillero pour dompter ces gens. Il obtint un traité honorable (1er nov.) qui fixa des garanties, telles que les demandait la prudence, pour les soldats et pour les miliciens, pour les bourgeois et pour les étrangers, dans les trois villes de la Catalogne où flottait encore le drapeau espagnol; puis, il se rendit en Angleterre. Après l'occupation de Barcelone (4 nov.), les portes de Carthagène et d'Alicante s'ouvrirent, en dernier lieu, aux Français (5, 11 nov.).

Coup-d'œil rétrospectif.

Telle fut la fin de cette partie de chasse militaire à laquelle tout le monde avait prédit tant de dangers et souhaité tant de malheurs, mais qui avait eu un succès tellement rapide et inespéré que M. de Chateaubriand et les royalistes purent enfler les joues et se battre les flancs en chantant victoire. Leurs rodomontades et leurs flatteries faisaient du duc d'Angoulême un grand capitaine qui avait planté le drapeau blanc sur les colonnes d'Hercule; qui, en peu de mois, avait terminé cette

guerre dans un pays, où Louis XIV avait combattu pendant dix ans en ruinant ses finances, et où Napoléon avait échoué, après une lutte de six ans, parce qu'il avait méconnu le caractère populaire et national du mouvement de 1808, qui avait été provoqué par la captivité du roi, retenu prisonnier sur le sol français. Le duc d'Angoulême, au contraire, avait pénétré, avec une grande perspicacité, le caractère rien moins que populaire du mouvement de 1820 qui avait amené la captivité du roi au milieu de ses propres sujets, et c'était sur cette connaissance de l'état réel des choses qu'il avait fondé son système militaire hasardé, mais couronné de succès.

Foy, Canning et Liverpool n'avaient pas vu se réaliser leurs prévisions secrètes, pas plus que celles qu'ils exprimaient ouvertement, quand ils ne voulaient pas se faire à l'idée que les Espagnols de 1808 se seraient tous donné le mot d'être des lâches et des traîtres. On avait à peine vu une faible trace de ce qu'avaient été les nouveaux siéges de Numance pendant la guerre de l'indépendance. Les sauvages troupes des guerillas n'avaient plus, comme autrefois, opposé de redoutables obstacles à l'invasion française; au contraire, elles se trouvaient, en grande partie, du côté des envahisseurs et se déchiraient entre elles en combattant leurs compatriotes du parti opposé. Et ce petit peuple sans secours et sans protecteurs, qui n'avait ni roi, ni ressources, ni armée, ni armements, ni alliés, ni général en chef, comment aurait-il pu résister à son voisin, qui non-seulement était supérieur en forces, mais encore qui, cette fois-ci, avait toute l'Europe derrière lui? Il est vrai que les Espagnols cherchèrent avidement des hommes capables de sauver et de guider le pays et qu'ils crurent les découvrir, au milieu d'eux,

comme cela arrivé d'ordinaire dans des époques pareilles; mais ces chefs déloyaux vendirent la patrie et trahirent sa nouvelle Constitution, qui d'ailleurs, en Espagne aussi bien qu'à Naples, était loin d'être appréciée comme elle le méritait. C'est pourquoi, dès que la résistance armée eut cessé, on vit tomber sans gloire aussi la révolution qui avait ébranlé les quatre pays voisins, qui avait effrayé les gouvernements de toute l'Europe et qui avait réveillé, chez tous les enthousiastes, les espérances les plus superbes à l'égard de cette « terre de la promesse » d'un avenir heureux.

M. de Chateaubriand accepta tranquillement les éloges que lui prodigua Metternich, quand il lui disait « que ce spectacle du renversement rapide de la révolution aurait produit le même effet aussi en 1792, si l'on avait employé d'autres moyens, » c'est-à-dire ceux de M. de Chateaubriand. Il entendit la duchesse d'Angoulême pousser un soupir mélancolique, quand elle dit « qu'il était donc prouvé (par M. de Chateaubriand) qu'on pouvait sauver un roi malheureux ».

Si l'on pouvait facilement s'expliquer la fâcheuse issue de la guerre, il fallait encore moins s'étonner de cette fin stérile de la révolution espagnole. Dans les pays éloignés, on oublie facilement, et il faut toujours de nouveau le rappeler aux peuples les plus civilisés de l'Europe, quel était l'état réel des choses dans cette « Turquie de l'Ouest », comme Canning appelait l'Espagne. On trouvait toujours fort ressemblant le tableau que Jovellanos avait jadis tracé de son peuple espagnol dans la Satire intitulée : *Du pain et des taureaux*.

Dans ce pays étrange, l'auteur espagnol voyait placés, les uns à côté des autres, sous la forme de caricature,

tous les différents degrés d'âge que parcourent les peuples. Il y avait, disait-il dans son tableau détaillé, une Espagne dans l'enfance, sans population, sans industrie, sans patriotisme, sans richesse et même sans gouvernement visible; on n'y trouvait que des champs déserts, des villages en ruines, des habitants désœuvrés et une Constitution qu'on pouvait appeler un pêle-mêle confus de toutes les constitutions possibles. Il y avait une Espagne en bas âge, dépourvue de toutes connaissances, mais ayant une plèbe bestiale, une noblesse qui faisait parade de son ignorance et des écoles pleines de barbarie et dirigées par des docteurs du dixième siècle. Il y avait une Espagne juvénile et guerrière avec une foule de généraux en nombre suffisant pour commander les armées du monde entier, et avec une flotte dépourvue de matelots, mais capable de pourvoir l'Orient de ratières du plus grand modèle. Il y avait une Espagne virile, sage, religieuse et scientifique, possédant plus de temples et d'autels que de maisons et de foyers, où les aveugles chantaient à la porte des cabarets les mystères les plus sacrés de la religion, et où l'on voyait affichées, à tous les coins de rues, les annonces de miracles aussi dignes de foi que les *Métamorphoses d'Ovide ;* on y publiait des ouvrages de théologie et de jurisprudence de la plus grande utilité pour les épiciers et pour les apothicaires, et l'on s'y occupait, comme d'un passe-temps puéril, de la physique qui y était en odeur de sorcellerie diabolique. Il y avait une Espagne vieille et juridique, avec un droit qui avait été élevé dans le berceau d'un âge barbare, jusqu'au moment où Philippe II, le Grand, l'avait fait sortir de ses langes, pour le mettre dans le chariot à roulettes où il n'a pas encore appris à marcher seul,

Espagne où l'on trouvait plus de juges que de lois et plus de lois que d'actions humaines. Il y avait, enfin, une Espagne décrépite, superstitieuse, qui s'arrogeait le droit d'enchaîner les âmes et les esprits; peuple nourri de contes miraculeux et ridicules qui sont en contradiction avec la redoutable majesté de Dieu; peuple chrétien de nom, mais dans ses mœurs pire qu'une nation de païens; pays enfin, où, redoutant la liberté d'écrire des étrangers, on tenait les indigènes dans l'esclavage par rapport à la lecture.

Comment, dans un pays où l'on négligeait à un tel point toute culture intellectuelle, aurait-on pu faire réussir une réforme politique qui passait, tout d'un coup, de la réalité la plus déplorable aux théories les plus conformes à la raison et aux doctrines les plus éblouissantes des idéalistes politiques? Les lumières qui, en éclairant l'opinion publique, avaient préparé la Révolution française, n'avaient été importées, en Espagne, que comme un élément étranger, et la nation n'avait pu se les approprier. Après un siècle de commotions de la nature la plus redoutable, ces lumières n'avaient pu empêcher, même au sein de la France, ce pays si éminemment civilisé, les alternatives continuelles des extrêmes politiques; comment aurait-on pu s'attendre à voir, dans l'État espagnol, se fonder, en si peu de temps, des institutions fortes et durables? Les germes, déposés dans cette terre par le libéralisme religieux et civil, avaient eu à peine le temps de bien lever dans les classes instruites. La classe moyenne, destinée à former partout l'opinion nationale, était trop peu nombreuse par suite de l'immobilité de la propriété foncière et par suite des restrictions imposées à la science, aux confessions, à la liberté de

penser et à l'industrie. Cette classe, disons-nous, était en trop petit nombre, pour que la grande lutte révolutionnaire entre les anciennes et les nouvelles idées eût pu avoir une issue favorable à ses intérêts; car cette lutte était essentiellement entre le clergé et le prolétariat d'une part, et les propriétaires et les industriels de l'autre.

Dans ce camp, on voyait combattre les préjugés et les privilèges, l'aveuglement et la férocité des grandes masses de la majorité qui attachaient à peine un sens aux mots de patrie, de nation et de Constitution, et pour lesquelles le roi était l'autorité qui décidait tout. Dans le parti opposé, on trouvait, en dépit de tous les égarements, de l'intelligence, des lumières et de la modération; mais malheureusement, les intérêts communs, le trafic, l'industrie et le commerce n'étaient ni assez puissants, ni d'un poids assez grand pour neutraliser les passions et la brutalité de ceux qui combattaient de ce côté. Ces intérêts communs n'avaient pas assez d'importance et n'avaient pu se faire valoir pendant assez longtemps, pour contrebalancer la tyrannie du souverain, la domination des prêtres et le pouvoir du sabre par les principes de la tolérance, de l'égalité, de l'indépendance et du libéralisme sans préjugés, qui sont les fruits du bien-être matériel. Ces intérêts, en un mot, n'avaient pu exercer sur l'union de l'ordre et de la liberté, sur les mœurs et sur les lois cette influence favorable à cette même liberté qui leur est propre. En effet, l'action silencieuse de la civilisation, qui lutte avec le plus de persévérance, avec le moins de bruit et de la manière la plus victorieuse contre tout règne de l'arbitraire, ne saurait se concilier, à la longue, avec l'absence de sécurité pour les personnes et pour la propriété, avec une législation ca-

pricieuse, avec d'injustes priviléges, avec des ordonnances qui se contredisent les unes les autres, ni avec les secrets dans les affaires étrangères.

L'aliénation des biens nationaux, que les révolutionnaires habiles, tels que le comte Toreno, considéraient comme le noyau du nouveau régime, aurait dû être exécutée avec énergie, et elle aurait dû porter, dans le cours du temps, tous ses fruits, pour assurer à la révolution et à la Constitution des partisans fidèles. Mais les contre-révolutionnaires habiles, les Metternich, ne lui laissèrent pas, à dessein, le temps de produire ces résultats. En effet, ils savaient fort bien que, si l'on s'y prend à temps avant que la propriété ait complétement changé de possesseurs, toute révolution aboutira toujours à l'isolement des partis au milieu de la masse indolente et inactive du peuple. Mais, quand même ces intérêts communs auraient été plus puissants, ce qui, avant tout, à cette époque d'agitation, les eût toujours empêché de se faire valoir, c'étaient les passions aveugles non-seulement des adversaires, mais encore des gouvernants et des législateurs révolutionnaires eux-mêmes, qui ne songeaient pas plus que les absolutistes au bonheur des gouvernés. Appelés, sans y être préparés, à prendre le gouvernail des affaires, ils agissaient comme des hommes qui, d'une manière inattendue, parviennent à la jouissance d'un bien qu'ils n'ont jamais possédé et dont ils ne savent se servir.

Comme tous les biens suprêmes que possèdent les hommes, la liberté était, en Espagne, celui qu'on pouvait le plus facilement détériorer et perdre. Les peuples latins en général, et les Espagnols en particulier, ont été loin de prouver qu'ils possèdent les qualités dont le régime

constitutionnel a le plus besoin pour prospérer : qu'ils sont disposés à faire des sacrifices mutuels dans le choc des partis; à respecter réciproquement les intérêts de leurs adversaires; à montrer de la conciliation et de la tolérance et, enfin, à faire preuve de ce pouvoir sur soi-même qui sait s'imposer une certaine modération, fût-ce dans la lutte ouverte des opinions. Toute l'activité des partis ne semblait, à cette époque, avoir pour but que le besoin de se fatiguer et d'épuiser leur fureur par des chocs souvent répétés. Toute la tâche des Espagnols pour l'avenir le plus immédiat semblait consister à se soustraire à ces tentations constantes de se faire à un moment des blessures pour les guérir à un autre. Les avantages négatifs que cette tâche avait pour l'amélioration des affaires publiques, pouvaient seuls profiter aux Espagnols, non dans le moment même, mais bien à l'avenir. Mais pour cela, il fallait qu'un jour la raison et la force, les passions et les intérêts réunis trouvassent les moyens et l'espace nécessaires pour coopérer dans le même sens et pour abréger ainsi les chemins les plus longs; les libéraux espagnols, au contraire, eurent à faire l'expérience que le défaut de lumières et de modération recule indéfiniment le but auquel on croit toucher déjà. On aurait dû tranquilliser et traiter par les remèdes les plus calmants cette inquiétude fiévreuse avec laquelle ces gens affamés demandaient de la nourriture, et qui poussait ces malades à chercher des médicaments pour guérir leurs maux. Mais, au lieu d'agir ainsi, les charlatans qu'on consultait donnaient des remèdes qui ne faisaient qu'augmenter la fièvre et qui détruisaient ce qu'ils étaient destinés à guérir. Les mauvais traitements qu'ils firent subir au corps malade de la nation finirent par l'exciter

contre ces médecins eux-mêmes; en effet, le peuple aima mieux supporter le mal à la sourde douleur duquel il s'était habitué, que de souffrir les douleurs aiguës de cette médication violente.

De cette manière, il arriva que le résultat de cette révolution fut le retour vers l'absolutisme. Mais ce dernier allait, à son tour, engendrer la révolution. Le mouvement espagnol de ces années n'était autre chose qu'une nouvelle phase de la grande révolution européenne qui, pour la dernière fois, avait atteint l'Espagne en 1808. Le gouvernement des six années avait dû rétablir l'ancienne Espagne; celui des trois années avait dû la détruire, à son tour, d'une manière plus radicale : chacune de ces deux tentatives avait échoué. La restauration, qui commença à partir de 1823, renouvela l'entreprise tentée en 1814 : les moyens employés étaient plus violents, mais le succès était encore moindre. En effet, malgré toute la réaction, il s'était opéré insensiblement une révolution silencieuse dans les mœurs du peuple : sa superstition la plus grossière par rapport à la royauté et à la religion avait été ébranlée de nouveau ; l'institution de la milice nationale avait imprimé au peuple de nouveaux traits à demi militaires et à demi révolutionnaires, et le contact pacifique des Français ne pouvait manquer de produire quelques résultats favorables. De cette façon, la nouvelle restauration ne devint, sous certains rapports, qu'une continuation de la révolution, soit quant à ce qu'elle lui emprunta, soit quant à ce qu'elle prépara pour le temps à venir.

Ces mouvements convulsifs, occasionnés tour à tour par les maux anciens et par les nouveaux, durent servir à réveiller la nation de son apathie et à lui donner une

trempe plus forte, jusqu'au moment où il se formerait insensiblement, dans son sein, des conseillers capables de vouloir entreprendre la véritable guérison du peuple, des organes assez vigoureux pour pouvoir supporter cette cure et des remèdes efficaces pour la mener à bonne fin. Entièrement apaiser ces mouvements convulsifs, c'était un but que ne purent atteindre les moyens violents de l'invasion et de la contre-révolution qui, à cette époque, se montrait si confiante et qui semblait si sûre du succès. Toutes les époques d'une grande importance historique ont leurs moments décisifs, et ceux qui les comprennent et qui savent les saisir montrent qu'ils sont passés maîtres en politique et qu'ils agissent avec un tact achevé. Metternich se vanta d'avoir produit un pareil chef-d'œuvre, à cette époque où il étouffa le feu des révolutions du Midi, et où il professa de nouveau, au moment de ses succès les plus inattendus, la politique de Pillnitz qu'il s'était si souvent repenti d'avoir abandonnée. Mais cet axiome politique suppose aussi une grande indépendance d'esprit qui sait reconnaître, d'une manière fort nette, aussi les moments où ce qui est *contraire* à nos vœux et à nos intérêts doit également se faire valoir; cette indépendance aurait complétement manqué à Metternich. La pensée ne lui serait pas venue que les idées, réprimées au moment de l'oppression dans le domaine de l'esprit, jailliraient de nouveau avec une force d'autant plus grande, et que, quelques années plus tard, la révolution domptée relèverait la tête en Espagne. Il aurait été loin de songer que la réaction produite par l'invasion française sur la France elle-même, donnerait un coup mortel à la prétention qui s'arrogeait le droit de contester l'autonomie des peuples dans leurs propres

affaires, et l'anéantirait si bien que dorénavant il ne pourrait plus être question de conspirations telles que celle de Pillnitz.

La restauration avant la délivrance du roi.

Le gouvernement français, qui ne pouvait espérer retirer de cette guerre des avantages extérieurs, avait compté sur des gains d'autant plus considérables en fait d'influence morale à acquérir en Espagne. Mais il allait, dès le principe, faire l'expérience que, pendant sa captivité même, le roi Ferdinand était assez puissant, assez téméraire et assez ingrat pour tromper tous ces calculs. Cette action contraire du royal captif avait commencé à se faire sentir même avant le commencement de la guerre et sur le territoire français. Dans ce dernier pays, on avait toujours cherché à écarter la régence d'Urgel dont on n'aimait pas le zèle fanatique pour la cause de l'absolutisme. On avait gagné aux projets qui avaient pour but l'introduction de la Charte française en Espagne, les réfugiés les plus considérés, et de plus le baron Eroles qui faisait partie de la régence elle-même. On avait poussé activement la formation d'une nouvelle régence (comm. de févr.), sur l'autorisation écrite du roi d'Espagne lui-même, document que l'ambassadeur danois à Madrid et le comte Lagarde avaient apporté à Paris.

Mais Mataflorida put opposer à cette autorisation et à cet ordre une contre-autorisation et un contre-ordre, émanant de ce même roi qui trompait et qui trahissait à la fois ses amis et ses ennemis, ceux qui l'aidaient, aussi bien que ceux qui l'opprimaient. Il avait obtenu de son souverain (janvier) l'approbation expresse de ses actes passés et futurs, et de plus l'instruction de

considérer comme nul et non avenu tout ce qu'on lui communiquerait dans le sens contraire.

Mataflorida fit plus que tout cela. Il dénonça avec un grand succès, auprès des puissances orientales, la manière d'agir de la France et ses projets relatifs à l'introduction de la Charte en Espagne. Lorsque le duc d'Angoulême lui demanda, à Toulouse, de se démettre de ses fonctions, il lui dit tout carrément en face qu'il n'accéderait pas à ce désir. Après avoir rencontré cette résistance, le gouvernement français interna à Tours Mataflorida et l'archevêque de Taragona. Immédiatement après le passage de la Bidassoa (12 avril), le duc avait formé la junte dite d'Oyarzun et composée de gens qu'il croyait peut-être les plus dociles, c'est-à-dire d'Eguia, tombé dans l'enfance, d'Erro, ancien secrétaire de Godoï, et d'un troisième membre, Calderon, partisan des projets relatifs à l'introduction de la Charte. Mais le roi avait trouvé moyen de faire parvenir de nouvelles instructions à Eguia; aussitôt la junte, avec une audace insolente, jeta le masque qu'elle avait pris en faisant semblant de se prêter aux projets français, et, imitant entièrement l'exemple donné par la régence d'Urgel, elle proclama le rétablissement de l'état des choses du 7 mars 1820.

L'institution de cette junte était une mesure inconsidérée et une folie extrême par laquelle on fit tomber, tout d'un coup, sur le pauvre pays, tous les malheurs d'un gouvernement de parti furieux, le système d'une persécution cruelle et les terreurs d'une révolution nouvelle, en comparaison de laquelle le soulèvement de 1820, avec toutes ses conséquences, avait été un état de paix comme celui du paradis. En effet, lors de ce mou-

vement de 1820, les juntes locales, composées de notables bourgeois, avaient, suivant la coutume, pris entre leurs mains la direction des affaires ; elles avaient donné aussitôt à la révolution un ordre et une mesure qui se faisaient valoir surtout dans les institutions et qui touchaient aux personnes tout au plus en ce qui concernait leurs propriétés, et cela seulement par la voie d'ordonnances légales. A l'époque actuelle, au contraire, la rapacité et la soif de pillage de la plèbe purent s'assouvir, en même temps que les fanatiques satisfirent leur soif de sang et de vengeance, en faisant, à la piste des Français, de toutes les provinces de l'Espagne le théâtre d'une terrible anarchie, de proscriptions, de séquestrations des fortunes, de meurtres, de martyres et de toute espèce de misère. Pour produire tous ces résultats, il avait suffi d'une seule résolution de la junte qui décréta l'institution de corps de volontaires royalistes, dans les rangs desquels se pressèrent, en première ligne, le rebut des bandes de brigands royalistes et la lie de la populace espagnole. Entre les mains de ces troupes infernales, on remit le règlement ultra-démocratique des milices constitutionnelles et, en même temps, les armes de cette classe d'honnêtes gens, pour les tourner aussitôt contre ces derniers. Les *exaltados* royalistes, qui dès lors étaient au timon de affaires, formaient, de ces mêmes bandes affreuses, les séides non pas tant du despotisme royal que plutôt de celui de leur parti ; ils leur permettaient toute espèce de désordre au camp et toutes les violences devant le prétoire ; ils leur accordaient tous les privilèges dans les fournitures et leur laissaient passer tous les excès jusqu'à un tel point, qu'ils obéissaient aussi peu au roi qu'ils proclamaient, que les *exaltados* constitu-

tionnels avaient été fidèles à la Constitution qu'ils invoquaient.

Tous ceux qui, en Espagne, possédaient encore quelque sentiment et quelque intelligence avaient fait au duc des représentations sur la manière insensée dont procédait cette junte. Immédiatement après son arrivée à Madrid, le duc avait donc institué (23 mai), pour la durée de la captivité du roi, une régence dont il voulait faire nommer les membres par les anciens conseillers de la Castille et de l'Inde. Ces gens circonspects se contentaient de *recommander* les hommes qu'ils savaient être agréables au roi; en effet, même à ce moment, Ferdinand, bien que retenu à Séville, avait trouvé moyen de leur faire connaître sa volonté. Ensuite, le duc entoura cette régence de Madrid de tout l'attirail d'un gouvernement complet de ministres, de diplomates et de la reconnaissance des puissances, afin d'opposer une forte autorité à la rage des absolutistes exaltés. Mais, dans cette mer agitée des passions de parti, la régence ne put pas rester maîtresse de ses mesures, pas plus que n'avait pu le faire la junte qui l'avait précédée et dont elle commença à suivre immédiatement les errements; elle confirma ses ordonnances et elle continua ses erreurs et ses folies en les imitant, malgré tous les bons conseils qu'on lui donnait.

La régence commença par rayer des rôles de l'armée (30 mai) les troupes qui, en dernier lieu, avaient maintenu l'ordre à Madrid; elle confirma la formation et l'organisation des volontaires royalistes; elle condamna à mort tous les députés, tous les ministres et tous les officiers qui avaient accompagné le roi de Séville à Cadix; elle déclara nuls et non avenus tous les emprunts con-

tractés pendant ces années et toutes les lois votées depuis le mois de mars 1820 ; elle ordonna (11, 21 juin) le rétablissement des couvents supprimés et le retour de leurs biens, sans restitution des sommes d'achat, de même que, plus tard, elle décréta (12 août) aussi la remise de tous les autres biens nationaux ou inaliénables qui avaient été vendus ; elle priva de leurs places (27 juin) tous les fonctionnaires nommés pendant l'époque constitutionnelle ; ceux-là même qui avaient été antérieurement appelés à leurs fonctions et qui les avaient gardées, elle les soumit à l'arrêt d'une junte de purification chargée d'examiner leur conduite politique. Les formes et les instructions données à ce dernier tribunal (1), qui provoquait la calomnie, la cupidité et la vengeance personnelle, étaient d'une élasticité telle que, sur le témoignage secret de trois personnes « bien pensantes » tous ceux pouvaient être exclus de la purification qui avaient, d'une manière quelconque, offensé les amis du roi ou de la religion, ou dont on avait à craindre à l'avenir de la tiédeur dans les bons sentiments.

Grâce à cette institution, les royalistes, avec leur basse soif de places, avaient la faculté de rétrécir de plus en plus le cercle des « purs », pour pêcher au milieu de ce filet tous les emplois publics. Ils possédaient ainsi les moyens de tenir dans l'angoisse et dans la crainte des milliers de familles, au sein de ce pays où, depuis quinze ans, comme nulle part ailleurs, les hommes avaient changé de face et de couleur. Ils avaient, en outre, entre leurs mains les instruments d'une persécution plus violente dans les lois de proscription qui mettaient une es-

(1) Cf. Blanqui : *Voyage à Madrid*. Paris, 1826, p. 154.

pèce d'interdit sur tous les suspects : miliciens, fonctionnaires, soldats, membres des députations provinciales et des Sociétés secrètes, moines sécularisés et acheteurs des biens nationaux. On dépouilla environ cinquante mille de ces acheteurs de la somme d'achat et de l'argent dépensé pour améliorer ces propriétés. Il en résulta une absence complète de toute sécurité pour la propriété et une profonde défiance, provoquée surtout par l'abolition des lois auxquelles le roi aurait pu refuser sa sanction, aussi bien qu'il l'avait fait relativement à la loi sur les droits des propriétaires fonciers. Ces causes et l'irritation qui était le résultat de tous ces scandales firent que, dans les premiers temps, un grand nombre d'Espagnols émigrèrent, que beaucoup de ceux qui revenaient de l'Amérique s'établirent ailleurs et que, par suite de ces deux circonstances, environ 300 millions de réaux sortirent de l'Espagne ou furent placés dans d'autres pays. Les Français qui, dans le principe, s'étaient imaginé que leur prince réconcilierait tous les partis, dès qu'il serait seulement arrivé à Madrid, ne purent en aucune façon réprimer tous ces désordres, et même ils le tentèrent à peine. Quand ils faisaient mine de vouloir appuyer et protéger les constitutionnels modérés, ils excitaient uniquement les royalistes à des exagérations plus violentes encore. Dans les campagnes, les bandes de l'armée de la foi exerçaient leurs ravages d'une manière terrible. Dans les villes les plus considérables, à Madrid, à Saragosse et à Séville, la présence des troupes françaises ne pouvait pas empêcher le pillage, la persécution et l'emprisonnement arbitraire des *negros*, c'est-à-dire des constitutionnels, même quand ces derniers étaient couverts par des capitulations conclues avec les Français.

Cette violation outrageuse de leurs traités, qu'ils commettaient insolemment à la face des Français, menaça de rendre impossible toute négociation ultérieure avec les diverses parties de l'armée espagnole. Néanmoins, par suite du plan de guerre auquel on s'était arrêté et à cause de la position des troupes qui étaient disséminées dans tout le pays, les Français ne crurent pas devoir s'opposer énergiquement à toutes ces infamies. Un certain nombre de grands d'Espagne offrirent, à Madrid, au duc d'Angoulême d'armer huit mille hommes et de lui tendre ainsi la main pour l'appuyer contre la régence et contre la domination de la populace. Cette démarche prouva qu'on n'aurait pas eu beaucoup de difficultés à diriger l'esprit public dans un sens rationnel. Mais au sein même du gouvernement français, on ne savait pas si l'on faisait cette guerre pour établir, en Espagne, soit la religion, soit le roi pur, soit une Charte; de plus, agissant tout autrement que ne l'avaient fait les Autrichiens à Naples, on avait troublé l'unité de l'action en établissant deux autorités suprêmes, un chef militaire et un chef civil : on ne pouvait donc pas suivre une direction nettement marquée. Tandis que, dans la guerre, on n'avait que des succès, dans les affaires politiques, tout était embarras et tout échouait. Pour tout ce qui touchait au côté militaire de l'expédition, Chateaubriand avait justifié la parole d'un homme d'esprit qui avait dit : « Que tout ce qui avait l'air d'être hardi, sans l'être en réalité, était presque toujours sage; » mais en politique, on n'osa ni être hardi, ni seulement le paraître.

Après que Morillo et Ballesteros eurent été mis hors d'état de nuire, le prince, qui se rendait à Cadix, avait cédé à son indignation militaire et il s'était laissé déter-

miner par elle à publier (8 août), à Andujar, une ordonnance contre les arrestations arbitraires décrétées par les autorités espagnoles; mais il dut la retirer dans une interprétation timide (26 août), lorsque la régence, les royalistes armés en Espagne et même les royalistes non armés en France protestèrent vivement contre cette mesure, et que M. de Chateaubriand lui-même, au nom du gouvernement français, intervint auprès de lui. Personne en Espagne, aucun des Français honorables ne comprit cette inconséquence, cette faiblesse, cette hypocrisie, cette pudeur et cette timidité du généralissime français qui avait pu remplacer la régence d'Urgel par celle d'Oyarzun et cette dernière par celle de Madrid, et qui cependant ne voulait pas dicter à ces pouvoirs créés par lui-même, ni au roi, délivré plus tard par lui, les conditions que l'honneur français et l'humanité auraient dû exiger impérieusement.

Il est vrai que ceux qui blâmaient le prince ne se rappelaient pas tous jusqu'à quel point le cabinet de Paris avait lié les mains au chef de l'armée, et combien le gouvernement français était, à son tour, tenu dans l'impuissance par son propre parti. Tous ne savaient pas non plus que même les diplomates étrangers accrédités à Madrid, jaloux des succès rapides obtenus par les armes françaises, soupçonnaient, avec plus de jalousie encore, les projets du cabinet de Paris relativement à l'introduction de la Charte en Espagne et en empêchaient la réalisation. On ne savait pas que Metternich excita d'abord le roi de Naples à demander la régence pour lui-même, et que, plus tard (juill.), il insista sur la nécessité de se réunir de nouveau pour rappeler la France à son rôle de simple porteur d'armes de la Sainte-Al-

liance. On ignorait que l'empereur de Russie même avait ouvertement exprimé à de la Ferronnays la méfiance que lui inspiraient le pouvoir de la France et sa conduite arbitraire en Espagne; enfin, on ne savait pas non plus que les représentants des deux puissances orientales à Madrid aidaient à attiser toutes les passions des absolutistes contre les projets des Français, et qu'ils leur suscitaient tous les embarras possibles.

La restauration après la délivrance du roi.

Aussitôt que le roi avait recouvré la liberté, son premier soin avait été de signer (1er oct.) un décret qui déclarait nuls et non avenus tous les actes du gouvernement constitutionnel, et qui confirmait toutes les ordonnances des deux gouvernements intérimaires d'Oyarzun et de Madrid. Immédiatement après la publication de ce décret, et après avoir montré, à toute occasion, au roi et à sa famille, le déplaisir que lui causait cette manière de procéder, le duc d'Angoulême se mit en route pour retourner à Paris. Cet avertissement muet semblait être le dernier acte de l'influence française en Espagne.

Une réaction presque plus théocratique qu'absolutiste, dont nous ne retracerons que les traits les plus saillants, se déchaîna dès lors sur l'Espagne. Ce fut un terrorisme exercé par des lévites et par des zélateurs ecclésiastiques, qui s'empressèrent, avant tout, de renouveler la funeste alliance entre le clergé et la populace, et dont le but semblait être d'établir le pouvoir apostolique de Rome sur l'Espagne. On voulait faire un prolégat du pape de ce roi que les cris populaires proclamaient souverain « absolument absolu » ; l'inquisition devait former un tribunal contre-révolutionnaire propre à faire tout ce qu'on lui demanderait ; on voulait changer l'Espagne en

une colonie du clergé, et répandre dans le pays les moines comme des garnisons d'une milice romaine; les volontaires royalistes devaient former un corps de janissaires pour ce parti, afin de sévir contre la révolution et contre ses débris, tant qu'on entendrait encore les cris blasphématoires d'amnistie, de paix et de concorde, ou, comme le disait le conseiller d'État Elisalde, tant qu'il vivrait encore un *negro* et qu'il y aurait encore un Français en Espagne! C'était remplacer une révolution par une autre d'une forme infiniment plus hideuse et favorisée par les armes de la Sainte-Alliance hypocrite; à la place d'une révolte militaire, il y eut une rébellion de bandits; à la place de la force armée des bourgeois, une vile tourbe en armes; à la place de la démocratie constitutionnelle, une démocratie de prolétaires; à la place des francs-maçons, une prêtraille toute-puissante; à la place des fils de Padilla, une Société secrète plus fanatique encore, et à la place des ministres, obéissant au despotisme des partis, de nouveaux conseillers qui étaient encore beaucoup plus dépendants.

Le chef choisi de cette manière nouvelle de gouverner fut Victor Saëz qui, chose fort caractéristique! réunissait en sa personne les fonctions les plus incompatibles de confesseur du roi et de premier ministre, et qui, vanté comme un autre Ximenez, voulait dès lors faire ses premières armes comme homme d'État. Pour donner un appui invisible à ce nouvel ordre de choses, il avait été fondé, dit-on, la Société secrète de *l'Ange exterminateur* dont l'âme était l'évêque d'Osma, homme ignorant, et un de ceux qui attisaient la discorde avec le plus d'opiniâtreté insolente. De même que cette institution ressemblait à la Congrégation française, de même toute

l'apparence du pays rappelait celle de la France méridionale sous la domination tyrannique et anarchique des royalistes de 1815. Absolument comme ces derniers, les apostoliques espagnols se donnaient des airs qui semblaient dire que c'était à eux seuls et non aux étrangers que le roi devait sa liberté. Encore comme en France, les opinions les plus tranchées et les plus sanguinaires cherchaient un appui dans l'héritier présomptif de la couronne, don Carlos, quand le roi leur semblait être trop docile aux étrangers dans les concessions qu'il faisait à ces derniers.

Dans le principe, toutes les mesures portaient la teinte du fanatisme religieux de ces hommes qui étaient les plus exaltés du parti royaliste. Pendant son voyage de Madrid, le roi ordonna, à Lebrija (6 octobre), des fêtes expiatoires pour effacer les outrages subis par l'autel, et des services funèbres à la mémoire des royalistes tombés (9 oct.). Avant l'entrée du monarque dans la capitale, on tourna l'horrible tragédie de l'exécution de Riego en une victoire des zélateurs qui étaient remplis d'une joie méchante. Dans l'abattement où l'avait jeté sa condamnation (6 nov.), on arracha à Riego une déclaration autographe, dans laquelle il demanda pardon pour ses crimes révolutionnaires, en déclarant, en même temps, qu'il désirait mourir dans le sein de l'Église. Après son retour à Madrid, le roi visitait, tous les jours, avec sa famille, le couvent d'Atocha, pour éblouir le peuple par sa piété. Cependant, de même qu'ils l'avaient fait en 1815 en France, les étrangers intervinrent aux premiers indices de cette tournure théocratique et fanatique que prirent les choses, et qui, en peu de temps, alla si loin que même les agents autrichiens furent remplis d'inquié-

tudes en voyant que les *apostoliques* en Espagne, les *congréganistes* en France et les *zélateurs* en Italie, se rattachaient les uns aux autres par une ligue secrète et suspecte, et essayaient de réaliser des projets absurdes.

Louis XVIII écrivit (fin d'oct.) au roi Ferdinand, et, en lui rappelant sa propre lettre du 23 juillet 1822, il l'exhorta à raviver les anciennes institutions espagnoles. Les diplomates insistèrent, à plusieurs reprises, sur la nécessité de proclamer une amnistie, et ils opposèrent un *veto* formel au rétablissement de l'inquisition. Mais le roi ne fit pas la moindre attention à la lettre du roi de France, car l'influence de la France avait été déjà remplacée par celle de la Russie qui était plus favorable aux penchants de Ferdinand pour l'absolutisme. Le comte Pozzo di Borgo vint à Madrid (28 oct.) avec une mission extraordinaire; il ne s'y montra ni aussi présomptueux, ni aussi dédaigneux que Chateaubriand, et ne négligea pas d'entrer dans les seules voies qui pussent lui donner quelque influence sur la cour d'Espagne. Il renoua avec le fameux Ugarte les relations que les anciennes ambassades russes avaient entretenues à Madrid; à l'aide de cet homme, il renversa Saëz, et le remplaça, à la tête du gouvernement, d'abord par Casa Irujo, et, quand ce dernier mourut peu de temps après, par le comte Ofalia.

Plein de fureur et de jalousie en voyant cette prédominance de la Russie, Chateaubriand entra avec impétuosité dans la lice, pour modifier ce nouveau ministère. Talaru, son ambassadeur, et Bourmont, son commandant militaire à Madrid, d'intelligence avec les Creus et avec les Castaños, les avocats de l'inquisition, cherchèrent à former un ministère royaliste pur; mais Ofalia

acheta les bonnes grâces de Talaru, en reconnaissant l'avance française au chiffre de 34 millions, et il sut éloigner Bourmont qui désapprouvait cette conduite (1); cependant le roi, qui prêtait l'oreille à ces rivalités de ses libérateurs, les trompa tous les deux. Il reprit son ancien système qui consistait à choisir ses ministres parmi des hommes de couleur politique différente, à les faire surveiller les uns par les autres, à les affaiblir et à les faire aller, suivant les besoins, dans des directions opposées, soit contre les fanatiques ou bien contre les modérés parmi ses partisans, soit contre les étrangers ou bien contre les constitutionnels, soit tour à tour contre tous à la fois.

Ce système fut pénétré et secondé par le ministre de la justice, Calomarde, qui s'éleva ainsi au rang de ministre favori, et qui, pendant les nombreux changements de ces années, sut se maintenir le plus longtemps à son poste. On l'avait choisi (17 janv. 1824), pour qu'il servît de contre-poids à la modération d'Ofalia; il jouissait de la confiance du parti apostolique et se montra, en face des chefs de ce dernier et vis-à-vis du roi, aussi humble et aussi rampant qu'il était insolent et hautain à l'égard de ses subordonnés. Il est vrai que cet homme ne put pas rétablir l'inquisition en dépit des puissances; cependant, il ne dit rien, lorsque les plus zélés d'entre les évêques ravivèrent néanmoins, dans leurs diocèses, le Saint-Office sous le nom de juntes de la foi. Il ne put pas entièrement supprimer l'amnistie promise, mais il en retarda la proclamation aussi longtemps que possible. Lorsque, sur les instances pressantes et continuelles de

(1) Cf. F. Caze : *La Vérité sur l'Espagne.* Paris, 1825, p. 87 sq.

la France, on la publia enfin (20 mai), le projet d'Ofalia avait été tellement défiguré dans le quartier de don Carlos, que cet acte de clémence devint, au contraire, une loi de proscription chassant du pays un grand nombre d'hommes qui jusque-là s'étaient crus en sûreté.

On aurait dit une nouvelle victoire remportée par l'influence russe, lorsque Ofalia tomba en disgrâce auprès d'Ugarte, qu'il fut renversé par son influence (12 juill.) et remplacé par Zea Bermudez, parvenu du monde commercial; ce dernier avait commencé à faire fortune à Saint-Pétersbourg; en 1811, il avait professé à Cadix un libéralisme violent; à ce moment, il passait pour être modéré et il avait promis à Paris monts et merveilles. Cependant, cette nomination n'empêcha pas que les relations entre l'Espagne et la France ne s'aigrissent de nouveau et que le terrorisme ne devînt encore plus violent. Une tentative insensée, faite par quelques réfugiés désespérés pour arborer à Tarifa le drapeau de la révolte (3 août), provoqua de nouveau la soif de sang des royalistes. Les commissions militaires dépendaient du ministre de la guerre, Aymerich, homme d'une grande brutalité, et travaillaient avec la fureur de tribunaux révolutionnaires. En moins de trois semaines (24 août-12 sept.), on livra à la mort cent douze personnes qu'on condamna comme conspirateurs. Peu de temps après, le gouvernement publia (9 oct.) un décret qui respirait la vengeance et qu'on ne fit même pas insérer dans le journal officiel, parce qu'on en rougissait en face de l'étranger. Dans son premier article, on déclara coupables de haute trahison et punissables de mort tous ceux qui, depuis le 1er octobre 1823, s'étaient montrés les ennemis du trône, soit en prenant les armes, soit par d'autres

actes quelconques. Dans ce cas se trouvaient, d'après l'article neuvième, tous les membres d'une Société secrète qui ne se dénonçaient pas spontanément eux-mêmes, et tous ceux qui, fût-ce en état d'ivresse, avaient poussé des cris en faveur de la Constitution et de la liberté. L'article septième permettait aux membres des tribunaux de juger librement et comme ils l'entendraient la force des preuves qui étaient à la charge ou à la décharge des accusés.

Quelques jours plus tard (11 octobre), on promulgua un autre décret du roi; bien que ce dernier, lors de sa délivrance, eût expressément promis de maintenir toutes les lois fondamentales du royaume, ce décret effaça la dernière ombre de l'antique droit qu'avait possédé le peuple d'élire les conseillers municipaux, « afin qu'on « vît disparaître à jamais du sol espagnol même la « pensée la plus éloignée que la souveraineté pût résider « ailleurs que dans la personne royale ». Cette profession franche et non voilée du despotisme pur fut complétée par une résolution ultérieure (19 avril 1825) qui déclarait, pour ainsi dire, la perpétuité de ce système insensé. On y disait « que le roi était résolu de conserver « dans toute leur plénitude les droits légaux de sa sou- « veraineté, sans en livrer, ni à ce moment, ni à aucune « autre époque, la moindre parcelle à des Chambres ou « à des institutions semblables qui répugnaient aux lois « et aux mœurs espagnoles ».

Soulèvement des royalistes contre le roi.

Mais, poussées jusqu'à un tel point, les folies du roi semblaient devoir détruire elles-mêmes leur funeste effet. Tourmenté par le soupçon, par la méfiance et par les craintes que lui inspiraient ses ennemis constitutionnels,

le prince allait faire l'expérience, qu'il est souvent encore plus difficile de vivre en paix avec ses propres partisans que de lutter contre ses ennemis, et que, dans l'alliance conclue avec la brutalité de la populace et avec la fureur des partis, la révolution le menaçait en éclatant dans son propre camp. Dès l'année 1824, la police avait découvert la trace des projets d'un chef royaliste du nom de Capape, à Saragosse, qui devait donner le signal d'un mouvement contre le ministère sur lequel ce parti avait fait planer le soupçon de franc-maçonnerie. On semblait, dès lors, vouloir suivre un autre système ; car, à ce moment, Zea réussit à éloigner son propre protecteur Ugarte, et à le faire envoyer (17 mars) comme ambassadeur en Sardaigne, à remplacer Aymerich, cet homme brutal, par Zambrano (13 juin), à faire donner les capitaineries générales à des fonctionnaires en partie plus humains et à faire abolir les commissions militaires (4 août).

Le parti considéra ces mesures comme un défi et choisit, dès lors, l'ex-républicain Bessières pour faire un pronunciamiento contre le gouvernement des francs-maçons. Cet homme quitta Madrid (15 août) pour se rendre sur le théâtre de sa petite gloire d'autrefois, à Brihuega, où il appela les volontaires royalistes à une nouvelle rébellion militaire dans le sens le plus ultra-royaliste. On disait que toute une série d'évêques et de généraux étaient initiés à la conspiration ; à Saragosse, à Grenade et à Tortosa, on vit jaillir en même temps quelques étincelles d'un mouvement semblable. Pour réprimer cette révolte, le roi expédia un Français, le comte España, qui paraissait être fait exprès pour se plier aux caprices de Ferdinand, qui alliait la soif de sang à une piété hypocrite et la haine des prêtres au dévouement roya-

liste, et qui, à en juger d'après la manière dont il tourmentait par une terrible discipline sa famille, ses subordonnés et ses troupes, semblait être exposé à des attaques de folie.

Les mesures promptes et énergiques prises par lui étouffèrent effectivement cette révolte dans son germe et livrèrent à la mort Bessières, dans la ville de Molina (26 août). Mais, comme s'il fallait que les apostoliques reçussent une brillante satisfaction pour les consoler de cette défaite, l'expédition contre Bessières avait été, en même temps, accompagnée et suivie des coups les plus rigoureux portés aux constitutionnels. Même avant l'exécution de Bessières, on avait immolé comme victime expiatoire l'Empecinado, le fameux guerillero, qui, après avoir pendant deux années souffert un véritable martyre dans son cachot, succomba aux persécutions d'un ennemi personnel; pendant qu'on le menait au gibet, il eut un accès de rage désespérée, et tomba (19 août) plutôt comme une bête traquée que comme un criminel condamné. Peu de temps après (1er octobre), don Carlos et Calomarde réussirent à se débarrasser de Zea et à le faire remplacer par le duc d'Infantado, homme usé que sa faiblesse livra entièrement aux mains des apostoliques. Une nouvelle folie des libéraux, qui, sous la conduite des deux frères Bazan, firent une tentative de révolte (février 1826) sur la côte d'Alicante, semblait, pendant quelque temps, donner complétement gain de cause aux ultra-royalistes. Depuis ce moment, on décréta de nouvelles purifications, et les volontaires royalistes, qui, pendant les derniers temps, avaient été tenus dans une discipline plus sévère, furent bientôt, par des concessions nouvelles, excités à se livrer à d'autres insolences.

Mais ce mouvement aussi devait bientôt être suivi d'une réaction, absolument comme c'était arrivé sous le gouvernement des six années (1814-1820). C'était l'époque où dom Pedro donnait au Portugal une Constitution modérée, où le gouvernement français pressait de nouveau le roi d'Espagne de se concilier le peuple par une mesure semblable, et où Ferdinand lui-même s'exprimait de manière à faire craindre à son entourage qu'il ne cédât par lâcheté : tout cela excita les royalistes à faire jouer de nouvelles contre-mines. On prévoyait à cette époque, en Espagne, que le roi, tenant d'après sa coutume la balance égale entre les deux partis et faisant tour à tour des concessions à chacun d'eux, se laisserait pousser à un tel point que les apostoliques lui arracheraient la couronne en faveur de don Carlos, « à moins « que d'autres circonstances imprévues ne changeassent « la face des choses » (1). Ce changement imprévu allait se produire effectivement quelques années plus tard, grâce au zèle prématuré et exagéré des apostoliques eux-mêmes. Insolents dans leur résistance quand on les négligeait, arrogants quand on les préférait aux autres, ils continuaient à tramer leur ancien projet destiné à placer sur le trône don Carlos, bien que celui-ci eût toujours vécu dans la meilleure intelligence avec le roi et qu'il fût entièrement d'accord avec lui sur les principes; bien plus, ses adversaires mêmes ont dû avouer que le prince n'avait jamais conçu l'idée de s'emparer de la couronne du vivant de son frère.

Le roi, qui guettait tout, laissa pendant longtemps libre carrière aux projets des apostoliques, afin de pouvoir,

(1) F. C. (Caze) : *Les agraviados d'Espagne*. Paris, 1827.

grâce à leurs agitations, se défendre contre les demandes pressantes de la France. Sans favoriser précisément un changement prématuré sur le trône, Calomarde et España étaient cependant secrètement liés à ceux qui en nourrissaient le projet ; la Société de l'Ange exterminateur fit paraître (1er novembre) un écrit « Sur la nécessité « d'élever au trône l'infant don Carlos » ; on eut grand soin de maintenir en circulation le bruit qui disait que le roi voulait céder la couronne à son frère ; à la Granja, Ferdinand dut voir, à sa profonde mortification, que les gardes du corps de service rendaient au prince les mêmes honneurs militaires qu'à lui-même.

A ces menées de la cour se rattachait un nouveau soulèvement qui éclata au nom du roi, mais cette fois-ci *contre* le roi, dans la même Catalogne qui, en 1822, s'était levée pour lui. Dans cette principauté, les bandes qui avaient pris part aux croisades de 1823 ne s'estimaient pas suffisamment récompensées de leurs services. Dans leur faim de places et de solde, ces mécontents qui se plaignaient de leurs griefs (*agraviados*) étaient gonflés d'une envie pleine de venin à l'égard de ces « factieux « infernaux qui, après avoir précipité la patrie dans la « ruine, occupaient de nouveau les premières places ». Dans cette province, ils continuaient à exhaler leur fureur contre les *negros* non purifiés, tandis que, dans le reste du pays, la persécution s'était apaisée depuis longtemps. D'après les communications faites à l'*audiencia* de Barcelone (octobre 1827), le nombre des libéraux de l'armée licenciée, qui dans les villages et sur les routes avaient succombé sous la vengeance populaire en Catalogne, s'élevait au chiffre de dix-huit cent vingt-huit. Le clergé catalan fit, de son côté, tout ce qu'il put pour aider à

augmenter cette fermentation. Depuis l'époque (1825) où Tortosa, siége épiscopal de l'ex-ministre Victor Saëz, avait été le foyer du mécontentement, on croyait le clergé constamment occupé à fomenter, dans ses réunions, les projets carlistes.

Dans les environs de cette même ville de Tortosa, près de Manresa et de Vich, s'agitèrent de nouveau (mars, avril), sous différents chefs, les bandes royalistes; le rôle de commandant en chef échut, cette fois, au vieux Jep-dels-Estañs (Josef Busoms). Cependant, le premier mouvement s'arrêta; les soldats restèrent fidèles; les bandes furent dispersées et apaisées par un *indulto*. Jep-dels-Estañs seul dédaigna le pardon qu'on lui offrit, et reparut de nouveau sur la scène après un court temps de repos (juillet). Il répandit le bruit que le roi était retenu captif par les traîtres de son entourage, et il ajouta que le but du soulèvement était de délivrer le prince de ses geôliers. Il donna à entendre que, par des ordres secrets, le roi lui avait accordé l'autorisation nécessaire; en effet, dans sa proclamation (30 juillet), il s'intitula « général des divisions royales de Catalogne, exécutrices des ordres royaux ». Après cette nouvelle levée de boucliers, les révoltés s'agitèrent dans toute la province; ils prirent, par un coup de main, Manresa (27, 28 août) et y exercèrent, comme à Vich, de tels ravages, que tous ceux qui possédaient quelque chose s'enfuirent et affluèrent à Barcelone, où les apostoliques n'avaient pas d'amis parmi les habitants.

Cette fois-ci, le roi se décida à faire une démarche qui l'aurait sauvé en 1820. Après s'être fait devancer par España, le dompteur des révolutionnaires, auquel il avait donné les pleins pouvoirs les plus étendus, Ferdi-

nand se rendit lui-même en Catalogne (22 septembre) et invita les rebelles à déposer les armes. L'effet fut immédiat. Les troupes d'España ne trouvèrent nulle part de résistance. La plupart des chefs se soumirent sur-le-champ, en partie même avant la publication de la proclamation royale. On aurait dû croire que cette victoire facile eût nécessairement réconcilié le roi. Au lieu de cela, les atrocités de Ferdinand et de son gouvernement se montrèrent de nouveau et d'une manière encore plus hideuse, en frappant à la fois les deux côtés. D'abord, en violant sa parole de la façon la plus infâme, Ferdinand livra au bourreau toute une série de chefs qui, se fiant au pardon offert, s'étaient soumis au gouvernement (novembre) ; quelques-uns avaient réussi à s'enfuir et publièrent ensuite, à Paris, des écrits pour justifier les *agraviados* (1). Jep-dels-Estañs fut saisi, à la frontière, par les Espagnols, qui, dans leur poursuite, violèrent le territoire français et qui le fusillèrent à Olot (13 février 1828).

Tel fut le sort réservé aux rebelles royalistes ; mais aussitôt on recommença l'ancien jeu : afin de rétablir l'équilibre, on décréta, à Madrid, de nouveaux actes de vengeance contre les constitutionnels. Dans la Catalogne, España commença contre les libéraux les persécutions qui lui ont valu une réputation terrible dans cette province. De nouveaux projets, formés par les libéraux, durent servir d'excuse à cette sévérité. Un certain Sierro avait épié les projets des Espagnols réfugiés en Angleterre et leurs relations avec les libéraux dans la Cata-

(1) Cf. *Révélations d'un militaire français sur les agraviados d'Espagne.* Paris, 1829.

logne, en se faisant passer pour un partisan de ces idées; il avait dénoncé les noms de ceux qui étaient impliqués dans ces complots et qui furent jetés dans les cachots. Les historiens espagnols croient que cette conspiration avait été inventée par España; mais on sait, par d'autres sources, que Mina nourrissait à cette époque, pendant son séjour en Angleterre, l'idée d'une nouvelle révolte. Ces révélations amenèrent, à Barcelone, des exécutions, des martyres supportés dans les cachots, des condamnations aux présides, des suicides par désespoir, et des scènes d'un caractère tellement atroce qu'elles paraissaient appartenir à un autre âge.

Succès remportés par la France.

Cette révolte royaliste éclata à l'époque où les dernières troupes françaises revinrent dans leurs foyers, après avoir occupé l'Espagne cinq années durant. L'examen de ce qui avait été accompli, de ce qui se faisait à ce moment et de ce que réservait l'avenir, devait remplir de honte et d'exaspération tous les cœurs loyaux et patriotiques en France au sujet de cette intervention et de ses conséquences, intervention qui avait été commencée d'une manière si pompeuse et achetée à un si haut prix (200 millions). Vainqueurs par les armes, les Français partirent après une complète défaite politique. M. de Chateaubriand avait désiré que les Espagnols eussent une Constitution appropriée à leurs besoins; il aurait été heureux de les voir l'obtenir, et il avait même espéré la leur donner. Il n'avait pas voulu faire la guerre à leurs institutions, il n'avait voulu que se défendre contre « celles qui faisaient la guerre à la France ». Il avait tacitement reconnu le droit du régime constitutionnel, en faisant payer aux représentants du pays à

Cadix les sommes nécessaires à leur émigration et à leur subsistance à l'étranger. Mais ce qu'il avait en réalité acheté avec cet argent du déshonneur, avec les autres sacrifices faits par la France et avec tout le sang qui avait été versé, c'était le rétablissement de ce hideux régime qu'il avait lui-même caractérisé comme « san-« guinaire, cupide et fanatique, comme un despotisme « absurde et comme une complète anarchie dans l'ad-« ministration ». Ce qu'il avait obtenu, c'était la restauration de ce roi qu'il appelait lui-même « un prince « haïssable qui n'avait juré la Constitution que pour la « trahir et qui était capable de brûler son royaume dans « un cigare ».

C'était en vain qu'on avait fait toutes ces tentatives pour prévenir le retour de cet état de choses qui avait provoqué la révolution en Espagne, et qu'on s'était épuisé en efforts pour gagner quelque influence sur une marche plus modérée du gouvernement. Le cabinet français se voyait insensiblement enlever toute action sur les affaires du pays par la sourde résistance que lui opposaient d'abord les juntes et ensuite les régences qu'il avait nommées lui-même, puis le roi qu'il venait de délivrer, et enfin la camarilla qui avait repris son ancienne position. L'étranger se moqua de cette impuissance morale à côté d'une si grande force matérielle; la jalouse Angleterre vanta hautement la modération avec laquelle la France gardait sa position en Espagne sans en abuser, et se rit malicieusement, en secret, de cette occupation qui n'était qu'une charge sans donner d'avantages, et qu'un lourd fardeau sans rapporter la moindre récompense ni le moindre payement.

M. de Chateaubriand, qui, dès le principe, se sentit

fort accablé par les conséquences de ses exploits héroïques, ne tarda pas à voir jusqu'à quel point la Russie, son alliée, l'avait supplanté; il lui arrivait parfois de regretter l'amitié de l'Angleterre offensée par lui, et de la désirer de nouveau, afin d'assurer quelque liberté aux Espagnols, de concert avec elle et en dépit de la Russie. En effet, il sentait avec un violent chagrin qu'il déshonorerait sa victoire s'il se rendait le complice de « la stupidité et du fanatisme » du roi d'Espagne. C'est pourquoi, à l'époque où il travaillait à renverser le ministère Ofalia, nommé grâce à l'influence de la Russie, il avait, du ton le plus arrogant, enjoint à son ambassadeur Talaru, de s'appuyer sur ses quarante-cinq mille hommes, de se considérer comme le maître de l'Espagne, de nommer les ministres et de les renvoyer, et enfin, de *prescrire* l'amnistie, la réforme de l'armée et la reconnaissance des sommes avancées par la France. Il pensait qu'il se trouverait obligé de faire de nouveau prisonnier le roi d'Espagne qu'il venait de délivrer; il écrivit à Talaru : « Qu'il avait à se mettre dans la tête qu'il était roi d'Es- « pagne ». Mais, sans que M. de Chateaubriand s'y attendît, il arriva que le roi d'Espagne méprisé, à qui il voulait arranger le trône de la sorte, guetta le moment pour lui enlever à son tour, d'un coup de pied habile, son siége de ministre.

On n'a su que récemment (1) que la chute mystérieuse de Chateaubriand (sur laquelle nous aurons à revenir plus tard) avait été causée directement, à Madrid, par l'irritation et par les manières hautaines qu'il avait montrées. Voulant venir en aide à une de ses amies, à une

(1) Cf. Marmont, t. VII, p. 293.

dame de la cour dont la fortune était ruinée, il lui conseilla de faire une spéculation sur les fonds des emprunts contractés par les cortès, effets qui n'avaient plus aucune valeur, mais dont il fit poursuivre par Talaru la reconnaissance immédiate sur un ton fort impérieux. Le roi Ferdinand s'en plaignit directement auprès de Louis XVIII, qui renvoya immédiatement (5 juin 1824) à la vie privée son ministre des affaires étrangères. Si ce dernier eût assisté comme ministre à la suite et à l'issue de l'occupation, il aurait dû en être humilié et blessé bien plus profondément que par sa chute personnelle, pourvu toutefois qu'il eût le vrai sentiment de l'honneur. En effet, à peine les troupes françaises eurent-elles tourné le dos; à peine le roi eut-il renversé ses partisans royalistes, en tant que faction (ce que les armes françaises auraient pu lui imposer comme condition dès le premier jour de l'invasion); à peine eut-il commencé à régner comme roi véritable et non comme chef de parti, que toutes les choses, qui durant la présence des Français n'avaient pu se débrouiller, s'arrangèrent, pour ainsi dire, d'elles-mêmes. Une tranquillité et une sécurité plus grandes se répandirent dans le pays; un peu de tolérance se fit remarquer dans les choses politiques et religieuses, et un meilleur ordre commença à régner dans les affaires et dans les finances.

Bien que les emprunts des cortès ne fussent pas reconnus, bien que la dette publique fût augmentée de 1745 millions, pendant les dix années depuis 1823 jusqu'à la mort du roi, le crédit du pays se releva pourtant, surtout grâce aux efforts d'Aguado, dont les talents financiers ne profitèrent pas uniquement à ses propres intérêts, mais aussi à ceux du pays. Après que l'ancienne

armée, lors de son licenciement, avait été honteusement maltraitée, la petite troupe nouvelle, qu'on organisa entièrement sur le pied français, fut enfin régulièrement payée. Après que les anciens fonctionnaires publics avaient dû se soumettre à toutes les vexations imaginables, les employés de l'État reçurent, depuis longtemps pour la première fois, des appointements réguliers. Après que le grand trafic avec l'Amérique avait été ruiné, et que les 140 millions, que Cadix avait jadis payés pour les droits d'entrée, eurent complétement disparu, le commerce, qui était descendu à un misérable cabotage, commença peu à peu à revivre. Après que le parti royaliste était parvenu à l'apogée de sa puissance, on dut s'avouer que le nombre de ses membres décroissait avec une rapidité extrême, et que la honte que faisait naître l'état intérieur du pays enlevait, tous les jours, à l'absolutisme un plus grand nombre de ses partisans.

Pendant cette époque où le clergé avait mené une vie de fainéantise, en ne montrant au monde qu'une caricature de la théocratie, le nombre des ecclésiastiques avait de nouveau atteint (vers 1830) le chiffre de 175,578, chiffre plus élevé qu'il n'avait été un siècle auparavant, et celui des moines, qui en 1822 avait été réduit à 16,310 individus, avait de nouveau remonté au chiffre de 61,727 réguliers. La moralité de cette classe d'hommes était descendue tellement bas que, de concert avec les contrebandiers, ils changeaient leurs couvents et leurs églises en entrepôts pour les marchandises et en refuges pour les fraudeurs (1). Après que, de cette manière,

(1) Cf. *La España bajo el poder arbitrario de la congregacion apostolica.* Paris, 1838, p. 44.

l'état de l'ancienne Espagne romanesque et bigotte, de ce pays peuplé de fainéants et de brigands, semblait entièrement restauré, des voyageurs français (1) qui, un peu plus tard, venaient visiter précisément ces reliques poétiques d'un autre âge, durent cependant avouer qu'une invasion morale avait néanmoins pénétré jusque dans le cœur du pays, que le peuple avait appris à se comparer à d'autres nations, et qu'il rougissait de la domination des moines qui pesait sur lui.

De tous ces heureux changements, rien ne fut mis sur le compte du gouvernement français, auquel on attribua, au contraire, tout ce qui, pendant ces années, humilia l'Espagne et lui porta préjudice. Si l'on avait promptement rétabli la paix à l'intérieur, et si l'on avait conservé les divisions de l'armée qui capitulaient, on aurait eu des troupes pour les envoyer en Amérique, et on aurait été peut-être en état de réparer, dans les colonies, les pertes qu'on avait faites dans la métropole. Mais, comme l'attitude pleine de tiédeur de la France avait alimenté et attisé les discordes intestines et que, loin d'exécuter les projets ambitieux de Chateaubriand relativement aux nombreux trônes bourboniens à ériger dans les colonies, le cabinet français resta spectateur muet, en face des décisions de l'Angleterre qui reconnaissait l'indépendance de ces pays, on attribua la perte de l'Amérique à la conduite de la France.

M. de Chateaubriand s'était vanté d'avoir, par sa glorieuse entreprise en Espagne, facilité et favorisé aussi le relèvement de la monarchie portugaise après

(1) Cf. Custine : *L'Espagne sous Ferdinand VII*. Paris, 1838. Écrit en 1831.

sa chute; il s'était glorifié d'avoir profondément irrité son ami Canning, en nommant un ambassadeur aussi anglophobe que l'était Hyde de Neuville; mais, nous verrons bientôt que le manége de Madrid, que la France ne sut pas diriger, y amena des complications qui, pendant un moment, faisaient craindre la guerre entre le Portugal et l'Espagne, de même que la rupture de l'Angleterre avec la France et même avec toutes les puissances continentales.

Les réactions funestes pour la France n'en devaient pas rester là. Lorsque, grâce aux secours de cette puissance, le roi d'Espagne était plus solidement que jamais rétabli sur son trône absolu, il abolit, pour montrer sa reconnaissance, la loi salique (29 mars 1830), détruisant ainsi le principe bourbonien et écartant le droit que ce statut privé donnait à la branche française de la famille des Bourbons sur la succession au trône en Espagne. Immédiatement après éclata, en France, la catastrophe qui renversa la maison régnante, et que, sans forcer les choses, on pouvait faire remonter aux conséquences de l'invasion en Espagne. Jusque-là, il était toujours arrivé que, quand l'ambition française s'était efforcée de faire de l'Espagne le piédestal de sa puissance, elle n'y avait trouvé que sa propre ruine; c'est ce qui allait arriver encore.

La légitimité se laissa éblouir par les victoires qu'elle avait remportées en Espagne; on allait voir se vérifier la prédiction de Courier, qui avait dit qu'elle voulait conquérir la France en Espagne. Elle y avait détruit la Constitution; elle crut pouvoir anéantir aussi la Charte chez elle : elle tomba. C'est ce que disait aussi M. de Chateaubriand, en déplorant sa destinée qui l'avait

poussé à détruire l'ancienne société au moment même où il avait voulu la sauver (1).

Neutralité de l'Angleterre.

Avant le commencement même de la guerre, George Canning, avec sa perspicacité prévoyante, avait mis le vicomte de Marcellus sur ses gardes contre une pareille catastrophe en France. Il lui avait dit « que la manière « dont les Anglais procédaient à l'égard d'un roi qui « résistait à la volonté du peuple, procédé qui, appliqué « à l'Espagne, conduirait à l'expulsion de Ferdinand, « pourrait pénétrer aussi en France. L'Opposition qui « prétendait être modérée et qui, pour répondre aux « exagérations de la légitimité, songeait à s'en éloigner, « faisait des progrès rapides, et la tête à couronner était « toute trouvée (2). » Avec quel air de supériorité le champion de la légitimité, M. de Chateaubriand, devait-il avoir écouté cette sagesse révolutionnaire, au moment où, passant fièrement à côté de son rival dupé par lui, il poursuivait sa marche triomphale ! Mais combien vite arriva le temps où il se sentit honteux et trompé par lui-même, malgré tous ses succès, et où Canning, avec un sourire de satisfaction, pouvait voir jusqu'à quel degré sa gloire militaire allait être peu fructueuse pour la France et pour lui-même, et combien peu elle était compatible avec les intérêts du pays et du ministre !

En effet, pendant tout ce temps, la politique calme et silencieuse du ministre anglais, qui semblait humilié et effacé, marchait toujours avec une grande supériorité et en pleine connaissance du but qu'elle voulait atteindre

(1) Cf. *Congrès de Vérone*, t. II, p. 268.
(2) Cf. Marcellus, p. 20.

et des voies qui l'y conduisaient. La politique anglaise sous Castlereagh aurait peut-être trouvé, rien que dans l'état de choses en Espagne et dans les relations entre le gouvernement tory et les puissances continentales, plus d'un motif pour observer en Espagne, comme en Italie, une neutralité indifférente. Mais la même voie devait être suivie aussi par Canning, quoiqu'il vît très-bien un cas de guerre dans l'invasion française, et qu'il ressentît vivement et profondément le coup qu'elle avait porté au sentiment national des Anglais. Pour Canning aussi, il y avait un seul motif, mais un motif plus que suffisant pour s'abstenir de toute immixtion dans l'intervention des puissances orientales, et même pour avaler sans rien dire les remontrances fort désagréables de la Russie (Cf. page 155). Ce seul motif ne fut mentionné, à cette époque, dans aucune discussion, dans aucun document, mais le peuple anglais, avec son bon sens, l'appréciait néanmoins tacitement; c'est que, dans le moment actuel, tant que duraient les complications en Turquie, Canning ne devait, en aucune façon, troubler les sentiments anti-révolutionnaires de l'empereur Alexandre. En effet, si, uniquement par sympathie politique pour les droits des peuples, il venait en aide à la révolution espagnole, il ne conservait plus d'argument ni d'arme d'aucune façon en face de la Russie, quand il voudrait soutenir les droits des chrétiens subjugués contre la Porte.

Dans cette position délicate, il s'agissait donc pour ce ministre de garder avec le plus de décence possible la neutralité qui lui était impérieusement imposée, et d'en tirer autant de profit qu'il pourrait. Canning s'acquitta de cette tâche compliquée en véritable homme d'État. Peu de temps avant l'explosion de la guerre, il avait fait re-

mettre au cabinet de Paris une dernière déclaration (31 mars 1823), dans laquelle il indiquait, en toute franchise, l'attitude que l'Angleterre prendrait au moment actuel et à l'avenir. Il y était dit « que les assu- « rances réitérées de la France éloignaient tout soupçon « qu'il pût s'agir d'une permanente occupation militaire « de l'Espagne, de même que toute crainte que l'Angle- « terre ne fût appelée à remplir les engagements pris « par elle dans son traité d'alliance défensive avec le « Portugal. Par rapport aux colonies espagnoles, leur « séparation d'avec la métropole semblait, pour ainsi « dire, décidée par les événements, bien que la recon- « naissance de leur indépendance de la part de l'Angle- « terre pût être accélérée ou retardée par diverses cir- « constances extérieures ou intérieures. Renonçant so- « lennellement à toute intention de s'approprier la « moindre parcelle de ces territoires, quelque petite « qu'elle fût, Sa Majesté Britannique était convaincue « que la France ne ferait non plus aucune tentative « pour s'emparer d'aucune de ces possessions, ni par la « conquête, ni par l'effet d'une cession. »

Ces deux points, dont l'un avait été inséré déjà par Castlereagh dans ses instructions de Vérone, et dont l'autre avait été indiqué par Wellington à Vérone, Canning disait qu'ils étaient les seuls susceptibles d'amener la possibilité d'un conflit entre l'Angleterre et la France. De cette manière, il empêchait d'avance que, grâce à ses nouvelles relations avec la France, l'Espagne ne profitât de sa possession légale des colonies pour se dédommager, à l'aide d'une cession, de leur perte effective. Il empêchait également qu'on ne conclût des sentiments pacifiques actuels de l'Angleterre à une impossibilité absolue

pour elle d'entreprendre une guerre. L'inaction actuelle de l'Angleterre, disait-il dans un discours prononcé à cette époque à Plymouth, était aussi peu une preuve de son incapacité d'agir, que la tranquillité des puissantes masses d'eau dans cette ville annonçait leur immobilité constante : « au premier appel de la patrie, les vagues « prendraient la forme d'êtres vivants, elles hérisse- « raient leurs crêtes gonflées et réveilleraient leurs « tonnerres jusqu'alors silencieux. » C'étaient les frontières du Portugal, où le devoir et l'honneur traçaient à l'Angleterre une route tout à fait certaine, qu'il indiquait comme les limites possibles de la neutralité anglaise qu'il promettait, pour la durée de la guerre d'Espagne, rien que par des motifs d'utilité. En effet, l'Angleterre, se voyant toujours menacée à l'intérieur, ne trouva ni utile ni avantageux de s'embarquer d'une manière aventureuse dans une politique douteuse, en faveur des intérêts peu clairs d'une nation étrangère complétement divisée.

Or, ce fut cette neutralité que l'Opposition anglaise dénonça avec indignation comme un misérable héritage de la politique de Castlereagh ; elle exhorta les ministres à la rejeter par des actes clairs et intelligibles. Cependant Canning maniait cette neutralité dans un esprit tout différent de celui qui auparavant avait dicté à Castlereagh sa conduite en Italie. Si, par des mesures effectives, il faisait semblant de se placer avec une grande impartialité au milieu des adversaires en lutte, il le faisait avec les formes d'une pétulance presque railleuse, sous le prétexte d'une exactitude scrupuleuse et sophistique que lui imposaient des intérêts purement anglais. Le bill de 1819 sur l'enrôlement des étrangers avait prohibé l'exportation d'armes pour les colonies espagnoles, et, afin de ré-

tablir l'égalité, aussi pour l'Espagne. Au moment actuel, on aurait dû, en vertu de la nouvelle neutralité, interdire également l'exportation d'armes pour la France. Mais, comme cette mesure n'aurait été qu'illusoire à cause de la proximité des ports belges, Canning aima mieux permettre l'exportation de munitions de guerre pour l'Espagne. La même neutralité juste et rigoureuse demandait naturellement qu'on la permît également pour les colonies espagnoles, qui profitaient à ce moment de la détresse extrême de la métropole pour lui porter le coup de grâce. De plus, quand Canning s'exprimait oralement ou par écrit sur les complications espagnoles, il ne le faisait pas, comme on l'avait reproché à Castlereagh, en prenant parti contre les faibles, mais en montrant une hostilité presque ouvertement avouée aux forts : cette seule circonstance lui gagnait les cœurs au milieu du peuple anglais.

Autrefois, on avait eu l'habitude de ne déposer les documents diplomatiques sur le bureau du parlement que quand les négociations aboutissaient à une déclaration de guerre; Canning dérogea à cette coutume. Lorsque, sans y ajouter une proposition, il présenta au parlement les papiers d'État relatifs au congrès de Vérone, il engagea de la sorte la Chambre à exprimer, de la manière la plus ouverte, son opinion pour ou contre la politique du ministère. Les débats qui s'engagèrent, à cette occasion, dans les deux Chambres (avril), et dont les arguments et les contre-arguments ne répétèrent, dans les points essentiels, que les discussions de 1821, critiquèrent sans pitié la politique de la Sainte-Alliance qui continuait l'œuvre commencée au congrès de Vienne; car son but était, disait-on, de séparer les peuples et les

souverains, d'oublier, de tromper et de punir les intérêts, les sentiments, les espérances et les efforts des citoyens dans tous les États. Mais, d'autre part, on soumit aussi à une critique terrible l'attitude diplomatique du gouvernement anglais, le langage de salon tel que le duc de Wellington l'avait employé à Vérone, et la politique tolérante qui n'opposait que des paroles, et non des actes, à l'intolérance de la Sainte-Alliance.

Non-seulement les ministres firent preuve d'une patience inépuisable en permettant aux Chambres d'arracher sans pitié les lauriers à un homme aussi célèbre que Wellington et de « chapitrer » Canning, mais encore ils firent eux-mêmes chorus avec les plaintes de l'Opposition qui ne ménageait rien, plaintes qui avaient dû servir de contre-poids à la faiblesse montrée par le gouvernement. C'était effectivement parler tout autrement que Castlereagh, quand, à la stupéfaction de l'ambassadeur français et de tous les autres diplomates, Canning exprima, avec la plus grande insouciance, l'espoir que, dans la lutte commencée, l'Espagne resterait victorieuse; quand il déclara qu'il portait envie aux orateurs qui, sans être gênés par une responsabilité quelconque, pouvaient donner libre cours à l'expression entière de leurs sentiments les plus énergiques au sujet de cette lutte, engagée contre la Constitution espagnole par la même France dont l'oppression et dont la tyrannie avaient autrefois fait naître cette même Constitution. Il est vrai que ce jour-là (14 avril), Brougham se moqua de lui, en disant que par ses paroles libérales, qui rempliraient sans doute tout le pays de transports de joie, le ministre paraissait avoir enterré ses collègues effrayés dans un silence qui ressemblait à la mort. Mais, peu de jours

après, les Peel, les Palmerston, et même lord Liverpool, montrèrent à la Chambre des pairs la même disposition d'esprit et y tinrent le même langage que Canning; de plus, les ministres aussi dirent tous, seulement avec des formes plus décentes, ce que l'Opposition avait dit, dans les termes les moins diplomatiques, au sujet du mépris que lui inspiraient la duplicité de M. de Chateaubriand et celle du gouvernement français.

Il arriva donc, pendant cette discussion, qu'on aplanit complétement les différends qui, par rapport à la politique étrangère, avaient continué à exister, sous Castlereagh, entre le peuple et l'administration. On prépara les voies à une meilleure entente entre les gouvernants et les gouvernés, en les rapprochant les uns des autres dans leur manière de voir et de sentir, entente qui, à son tour, devait promptement relever le crédit de l'Angleterre à l'étranger et rétablir son influence perdue dans les conseils des puissances. Les représentants, aussi bien que les membres du gouvernement, se séparèrent pleins du sentiment nouveau de leur valeur, lorsque le cabinet obtint l'appui presque unanime des représentants après les débats dans la Chambre des communes, et que l'Opposition eut retiré l'adresse de blâme qu'elle avait proposée. La division, fondée sur des principes, qui avait séparé les députés et les ministres lors des débats sur les affaires de Naples, avait été réduite à une différence d'opinion au sujet de l'opportunité d'une intervention active. Les ministres voulaient que le fruit fût plus mûr et qu'il tombât de lui-même; les whigs désiraient le cueillir plus tôt avant qu'il fût endommagé; ils voulaient qu'on fît tout de suite, sur la frontière espagnole, ce qui plus tard devait être fait, en tout cas, sur

les frontières portugaises; ils voulaient que, dès ce moment, le lion anglais agitât sa queue, parce qu'ils étaient convaincus, ce qui allait se vérifier plus tard, qu'il n'avait pas du tout besoin de se servir de ses griffes.

Les orateurs de l'Opposition se donnaient l'air, comme en 1821, d'éprouver de grandes craintes au sujet des dangers que les principes et la puissance de la Sainte-Alliance faisaient courir à la Constitution anglaise et à l'équilibre européen. Ils faisaient semblant d'avoir de grandes appréhensions relativement à l'occupation de ce pays où l'on avait toujours le plus redouté et le plus combattu les empiétements de la France. Malgré tout cela, Canning savait cependant, aussi bien que Castlereagh l'avait su auparavant, que les intentions et les ressources des puissances continentales n'avaient pas cette portée, et qu'elles ne pouvaient atteindre des buts aussi graves et aussi éloignés. Il savait que, pour l'ambition de la France, l'Espagne de ces jours, sans l'Amérique, n'était plus l'ancien royaume dans les limites duquel le soleil ne se couchait pas, et dont la possession, si elle était tombée entre des mains étrangères, aurait été autrefois si grosse de périls. Canning semblait avoir décidé que la France n'aurait affaire, en tout cas, qu'à l'Espagne dépouillée de ses possessions en Amérique; il paraissait le vouloir avec une tout autre énergie que Castlereagh l'avait jamais voulu, lui qui avait eu tant de peine à se décider à reconnaître l'indépendance des colonies en général, mais à qui l'idée serait difficilement venue de reconnaître des républiques.

C'était là le point terrifiant dans cette affaire; c'était là ce qu'il y avait réellement à appréhender à ce moment

critique et important dans la vie de Canning et dans la politique anglaise, moment que les diplomates, avec leur perspicacité ordinaire, reconnurent comme tel, grâce aux seuls discours publics prononcés par le ministre pendant ces discussions. Ils virent à l'instant même que Canning était prêt à secouer son passé monarchique et sévère, de même que son ancien culte pour Pitt; dès cette époque, ils l'appelaient faux, inconstant et jacobin. Metternich, qui avait poussé des soupirs pleins de regrets à la mort de Castlereagh, cet homme « irréparable », voyait déjà le gouvernement tory entièrement brisé. Lieven, ce diplomate froid et le « représentant le plus endormi du prince le plus éveillé », était chargé de se plaindre du langage de Canning et de Liverpool. On guettait avec soin les fausses mesures qui pourraient brouiller Canning avec ses collègues. Dans les diverses antipathies qu'il avait à vaincre et dans les barrières qu'il devait franchir, on espérait trouver les appuis et les secours nécessaires pour le renverser.

Mais les diplomates eurent à constater ce fait extrêmement fâcheux que, par ses capacités et par sa popularité, il gagnait tous les jours plus de terrain au sein du cabinet. Avec une grande vigueur, il se redressait, dès lors, en face de ceux sous le pouvoir desquels il s'était autrefois courbé, même en face du puissant Eldon, qui, lors de la nomination de Canning, avait pour la première fois subi une humiliation fort sensible. Il captiva entièrement son ancien ami Liverpool; il fit de Palmerston son disciple docile; par son talent, il éclipsa les frères Wellington, et il anéantit complétement les Westmoreland et les Harrowby. M. de Marcellus comprit que les calculs fondés sur la chute du « dangereux ministre » étaient

complétement trompeurs, et qu'il valait mieux essayer de le convertir et de gagner le plébéien par des faveurs et par des honneurs. Il nous importe de reconnaître si le ministre qu'il s'agissait de corrompre était réellement aussi dangereux qu'on le décriait tout d'un coup, et si le ministre dangereux était aussi facile à gagner qu'on semblait le présumer.

George Canning.

Quand Canning (1), par sa politique étrangère, se conciliait, à cette époque, l'opinion publique en Angleterre, qu'il réconciliait l'Opposition et qu'il se rapprochait des idées du whiggisme, il revenait, pour ainsi dire, à sa propre nature et aux commencements de sa vie intellectuelle et politique. Il avait été un whig décidé comme enfant et comme jeune homme, à l'époque où lord Lansdowne présenta à son ami Bentham l'étudiant de première année à Oxford comme un futur premier ministre d'Angleterre. Ensuite, comme c'était arrivé à tant d'autres hommes de cette époque, un concours de motifs puissants avait fait de lui un converti au torysme. Ces causes étaient ses relations avec Jenkinson (Liverpool), avec lequel il était lié d'amitié dans sa jeunesse et dont l'éducation fut particulièrement dirigée en vue d'une participation future au gouvernement du pays; puis, les difficultés dont l'oligarchie régnante semait le chemin de tous les hommes à hautes visées, mais sans naissance et sans connexions de famille; mais, avant tout, les sentiments de répugnance que la Révolution fran-

(1) Il faut comparer à l'ouvrage principal sur Canning par Stapleton (dont il existe une traduction en allemand de même que des Memoires de Styles) Robert Bell : *The life of G. Canning*. 1846, et la préface de Therry : *The speeches of George Canning*, 1836.

çaise et son irruption menaçante en Angleterre faisaient naître dans son esprit.

Les impressions que lui laissèrent les projets et les efforts des démocrates pendant ces années, où on lui fit carrément la demande de se mettre à la tête d'un parti révolutionnaire en Angleterre; ces impressions, disons-nous, lui sont restées pendant toute sa vie. La nature l'avait destiné, comme Pitt, son maître, à devenir, plus que beaucoup d'autres politiques, un homme du juste milieu, de la vraie mesure et d'une régularité correcte et harmonieuse; mais les impressions de sa jeunesse le détournèrent de ce penchant de sa nature et lui donnèrent, dans ces temps d'extravagance, une autre direction, qui l'amenait à chercher la guérison d'un extrême dans un autre extrême. Ses relations avec Pitt s'étaient nouées bientôt après sa conversion; Pitt ne favorisa personne avec un espoir plus confiant que ce jeune adepte de vingt-trois ans; mais aussi personne ne croyait avec un dévouement plus superstitieux que Canning à l'infaillibilité de Pitt. Avoir été l'élève de Pitt, ce fut toujours le plus grand sujet d'orgueil pour Canning; il le glorifia en prose et en vers, et il chercha à le continuer et même à le surpasser dans sa direction politique. Sans se laisser diriger par des influences de famille, il se tenait, comme Pitt, en dehors d'une politique de parti méthodique; comme lui, il accordait au commerce et à l'industrie de l'Angleterre une influence prédominante sur ses opinions d'homme d'État; comme lui, il combattait, à l'intérieur, tout mouvement en faveur de la réforme, comme intempestif, même lorsque les temps avaient complétement changé; c'était de lui, enfin, qu'il avait hérité, dans la politique étrangère, son énergie sans ménagements pendant

qu'il soutenait jusqu'au bout les guerres avec la France. Mais le legs le plus funeste que lui laissa Pitt, ce fut l'aiguillon d'une ambition démesurée que, par les préférences données à son jeune élève, Pitt avait fait entrer dans ce cœur rempli d'une grande idée de sa propre valeur ; on trouva que cette âme avait été élevée en serre chaude, qu'elle avait été gâtée par une fortune trop prompte et enflée par des succès trop rapides.

A l'égard de cette course haletante vers le pouvoir et vers son influence qu'on reprochait à Canning, on est facilement trop sévère quand on vit au milieu d'une société dont la vie est peu agitée et où, comme en Allemagne, les hommes modestes et qui se résignent sont souvent composés de gens incapables qui en forment la quatrième partie, et de personnes timides et ennemies de toute responsabilité qui en forment la moitié. Cependant, même en Angleterre, les amis et les ennemis de Canning ont considéré cette ambition comme l'erreur capitale de sa vie, erreur qui, plus d'une fois, le conduisit à l'amour des intrigues, à l'arrogance et à l'inconstance, et qui l'amena à renier son caractère et à faire fléchir ses principes. On lui reprochait de n'être heureux que dans les honneurs et dans les dignités, et l'on ajoutait que, dès sa jeunesse, il avait semblé convaincu qu'on ne pouvait être utile à sa patrie qu'en possédant le pouvoir et une haute position.

Effectivement, de quelle autre cause, si ce n'est de cette erreur, auraient pu provenir l'irritation et l'amertume de Canning à l'époque où, sous le ministère d'Addington et de Grenville, il se voyait écarté du pouvoir ? D'où aurait pu provenir l'arrogance vaniteuse avec laquelle il poursuivit le pauvre docteur Addington, afin de

faire rentrer Pitt, malgré lui-même, dans le cabinet? Comment expliquer autrement la haine aveugle de sectaire qui le poussa à opposer à Fox une résistance empreinte de vengeance personnelle, et à lui reprocher, même après sa mort, d'avoir dénoncé le complot dont les auteurs voulaient assassiner Napoléon? Quelle autre cause peut-on assigner aux railleries peu généreuses dont il accabla le ministère de Grenville, à la chute duquel on entendit retentir les cris farouches de « *No popery!* » Comment peut-on autrement comprendre sa conduite quand il désavoua la cause des catholiques, à laquelle il s'était vanté, à d'autres moments, d'avoir sacrifié deux fois l'objet le plus légitime d'une ambition permise, c'est-à-dire sa part au gouvernement?

Nous avons dit, plus haut, que Canning sortit, pendant ces années-là, avec une défaite entière des intrigues qu'il trama à la fois contre son adversaire Castlereagh et contre son ami Wellesley : il perdit la faveur dont il avait joui auprès du peuple et même auprès de ses meilleurs amis. On entendait dire dès lors, à des personnes qui y étaient intéressées au plus haut point, que désormais personne ne se préoccuperait ni de lui ni de ses partisans. Si, auparavant, on avait été blessé par la pétulance de ses discours et par la vigueur avec laquelle il avait brandi le fouet de ses sarcasmes qui étaient la terreur de tous les criailleurs ordinaires dans la Chambre des communes, ses alliés s'offensèrent dès lors de la « patience chrétienne » avec laquelle il dut subir les sorties grossières des whigs. Tout à coup, Canning rompit avec son parti avec une certaine solennité (1813), lorsqu'il eut acquis la certitude qu'il n'aurait plus l'espoir de se maintenir au pouvoir; en effet, Wellesley venait d'échouer dans les

dernières tentatives qu'il avait faites pour former une administration, et Canning lui-même, se laissant aller à son irritation contre Castlereagh, dont il se repentit plus tard, avait refusé l'offre du ministère des affaires étrangères que lui avait faite Liverpool. De cette manière, Canning fit naître des doutes et la désolation dans l'âme de ses plus grands admirateurs, tels que Ward (Dudley), qui durent se demander si cette démarche était un simple caprice ou bien une mesure cachant un sens profond, s'il voulait ainsi se rapprocher du gouvernement ou bien s'en éloigner.

Trompé dans tous ses calculs, tombé dans l'opinion publique, considéré par les hommes d'État comme une mauvaise tête et comme un bravache à la main malheureuse, il était, en 1814, comme dans une espèce de désespoir. Aux yeux de ses amis, il semblait près de « se dissoudre lui-même », comme il avait auparavant dissous son parti; il voulait renoncer à son siége au Parlement et passer deux années à l'étranger, pour conduire son fils malade dans le climat doux de Lisbonne. Puis, il étonna de nouveau le monde en faisant une autre capitulation avec l'oligarchie, lorsque, après tout ce qui s'était passé, il accepta, à cette occasion, une mission officielle de la main de Castlereagh; en 1816, il se laissa même entièrement entraîner dans l'administration de ceux qu'il avait autrefois méprisés comme des collègues indignes de lui et qui, de leur côté, avaient toujours pour lui de la méfiance.

La voie qu'il suivit, *après* son entrée en fonctions, ne déplut pas moins (même à ses amis, nous le répétons expressément) que le chemin qu'il avait pris pour y *arriver*. Le torysme acerbe de cet homme très-cultivé,

son papisme politique à côté de tant de qualités libérales, avaient toujours surpris le monde. C'était donc compléter le scandale, lorsque, après avoir combattu pendant si longtemps les Sidmouth et les Castlereagh, il s'allia à eux et à tous les alarmistes les plus insensés pour défendre les lois d'exception, pour persécuter les *reformers*, pour confondre les demandes extrêmes des démocrates avec les propositions les plus modérées des whigs, pour insister sur le maintien de la lettre de la Constitution comme sur une chose qu'on ne saurait perfectionner, et pour nier absolument le besoin d'une modification quelconque dans la représentation.

Ne se voyant pas même à ce moment en état de s'établir solidement au pouvoir, Canning était déjà prêt à remplacer Hastings dans le gouvernement de l'Inde, et à « se faire déporter par ses collègues dans l'Inde », comme le disait Brougham, lorsque, à la mort inattendue de Castlereagh, ces derniers « changèrent sa punition en « celle des travaux forcés au ministère des affaires étran-« gères ». En effet, on pouvait appeler cela des travaux forcés d'avoir à se charger précisément de ce poste dans des conjonctures aussi difficiles et au milieu de tant d'ennemis et de tant d'envieux. Mais son talent indispensable, qui lui avait ouvert le ministère et qui avait à vaincre l'aversion du roi, le rendit bientôt maître même de cette situation compliquée. La haute opinion qu'on avait toujours eue de Canning semblait augmenter encore à cet instant où il remporta ce succès définitif. Tout le monde paraissait convaincu que les exigences de cette époque agitée purifieraient son caractère et ses principes, dès le moment où il se vit établi dans les fonctions qui satisfaisaient son ambition.

En tout temps, Canning était connu comme un homme du monde doué des qualités les plus distinguées et les plus agréables, et possédant une vaste culture intellectuelle, qui, suivant les circonstances, aurait fait de lui un savant de premier ordre. Il était toujours respecté comme un homme capable de ressentir des émotions généreuses et de se laisser aller à un noble enthousiasme pour des idées véritablement dignes, comme un homme dont le cœur n'avait pas été glacé, à l'égal de celui des Eldon, par ses occupations d'homme d'État. On l'estimait toujours comme un orateur imposant et supérieur à tous ses contemporains plus jeunes que lui ; effectivement, il surpassait peut-être tous les orateurs anglais, sinon par sa profondeur ou par son éloquence entraînante, du moins par la clarté et la limpidité de son expression, par la rigueur logique de ses déductions, par la correction de son langage, par l'abondance de ses arguments, par l'absence de toute déclamation creuse et par son *humour* à la fois mordant et comique. Même auparavant, il avait toujours étonné les observateurs par l'habileté avec laquelle il savait se retrouver au milieu des questions administratives les plus étrangères ; tout récemment encore, pendant qu'il présidait le bureau du contrôle de l'Inde, on avait rendu les témoignages les plus éclatants à son désintéressement, à ses capacités administratives, à sa droiture et à son urbanité.

A ce moment encore, tout le monde était, pour ainsi dire, unanime à chanter ses louanges; on lui montrait même une prédilection qui exagérait ses mérites; on était convaincu qu'à la gloire de bel esprit, d'orateur et d'homme d'affaires, il ajouterait encore celle d'homme d'État de premier ordre. On savait Canning libre de tous

les engagements contractés par Castlereagh, et on lui connaissait une indépendance et un sentiment national plus forts de même qu'une résolution plus déterminée, de sorte que même lord Byron, malgré son caractère soupçonneux et malgré sa manie de blâmer tout, espérait qu'il abandonnerait les voies de son prédécesseur; il espérait que Canning *voudrait* sauver la patrie, puisqu'il le *pouvait*, et qu'il mettrait la politique anglaise davantage en accord avec les idées du temps et avec les vœux du peuple anglais. En effet, ce n'était que dans le peuple que Canning trouvait les racines de sa force. En 1820, il avait tout d'un coup commencé à rétablir sa renommée, lorsque, dans la cause de la reine, il prit le côté du peuple, et qu'il prouva, par sa retraite, que si l'honneur l'exigeait il savait risquer même ses fonctions et sa position.

Le peuple l'avait toujours considéré comme un des siens quand, au grand ennui des tories, il s'était si souvent « placé entre le vent et leur noblesse », quand il poursuivait de ses sarcasmes les gens qui semblaient croire à la capacité héréditaire des grandes familles de diriger l'administration du pays, ou quand il stigmatisait, comme une chose absurde, la prétention d'une ligue de grands noms de monopoliser pour elle tous les pouvoirs de l'État. Malgré tous les tours que lui faisait jouer son torysme, on le connaissait pourtant comme un homme qui n'avait jamais, par amour de système, exagéré les principes de ce parti; on savait qu'il avait déclaré être libre de cette foi pleine de préventions, d'après laquelle la couleur de parti doit déterminer le jugement des individus ou l'emporter, conformément à leur devoir, dans une lutte entre les intérêts du parti et l'opinion indivi-

duelle. Canning était bien éloigné de l'obstination d'Eldon, qui considérait comme un sujet de gloire « d'avoir eu « toujours raison ou d'avoir eu toujours tort ». Aussi l'un des deux partis le comptait-il toujours parmi les membres de l'autre : les whigs l'appelaient le simple continuateur de la politique de Castlereagh, et les tories le rendaient suspect comme n'étant qu'un radical. C'était précisément la raison qui faisait que les diplomates français comptaient le retenir, par la corruption et par des honneurs, au point de vue qui lui était commun avec Pitt, au moment où, dans sa politique étrangère, les tendances des deux partis semblaient se disputer l'empire sur lui. Mais, dans ces calculs, les diplomates français méconnaissaient entièrement ce qu'il y avait de principes au fond de ces changements en apparence capricieux de système chez Canning.

Il était grand admirateur et le défenseur de la Constitution anglaise, par la cause la plus naturelle de toute véritable modération, c'est-à-dire parce qu'il haïssait par principe tout ce qui était extrême, haine qui, chez les Anglais, est ordinairement la meilleure partie de leur instinct politique. Il détestait le despotisme sous toutes ses formes : celui de la monarchie, parce qu'il rend l'existence à peine supportable; celui de l'aristocratie, parce qu'il étouffe l'esprit d'émulation; celui de la démocratie, parce qu'il rejette les peuples sous le despotisme du sabre. Cet aveu n'aurait-il pas dû faire de lui, d'après les désirs des whigs, le protecteur des mouvements constitutionnels parmi les peuples du Midi? Mais, à ses yeux, il s'y alliait trop d'éléments de confusion et d'anarchie qu'il craignait fort sérieusement de déchaîner, mouvement dont il dédaignait, en outre, de devenir la cause.

Mais s'il en était ainsi, et si l'on en jugeait d'après l'attitude prise en dernier lieu par Castlereagh, n'aurait-il pas dû, de toute sa force et en toute sincérité, appuyer les tentatives faites par le gouvernement français pour modérer la Constitution espagnole? Sur ce point, il se sentait, en face des révolutions constitutionnelles du Midi, tout à fait comme Pitt en face de la Révolution française, trop Anglais pur sang, qui ne permettait qu'à contre-cœur que le reste du monde profitât des bienfaits de la liberté anglaise. Il déclara, à cette époque (28 avril), franchement et en séance publique devant le parlement : « Qu'il ne voulait pas empêcher d'autres peuples d'allu- « mer leur flambeau à la flamme de la liberté anglaise. « Mais, ajouta-t-il, l'extension du système représentatif « affaiblirait nécessairement l'influence prépondérante « que l'Angleterre avait possédée pendant les siècles où « elle avait été le seul État libre en Europe; il fallait « donc prudemment mesurer les démarches qu'on allait « faire : c'était là une vérité, quelque désagréable qu'elle « fût. »

Canning aurait-il donc dû, comme Castlereagh, laisser faire les puissances absolues, en observant lui-même une neutralité indifférente? Mais cela répugnait à ses principes, hostiles à tous les extrêmes, tout autant que s'il s'était agi de favoriser la révolution. Quand il était également décidé à s'opposer à une prépondérance nuisible de la Sainte-Alliance et de ses principes, la conscience de sa modération sincère lui donnait un tout autre sentiment de sa force que n'en donnaient, à une époque postérieure, dans des situations semblables, les sympathies vagues et confuses pour la cause de la liberté à un de ses successeurs qui aime à l'appeler son maître.

Les conjonctures imposaient, d'après les idées de Canning, une double tâche à l'Angleterre, qui, en se plaçant sur un terrain neutre bien circonscrit, devait tenir la balance égale entre les peuples qui se combattaient et les principes qui étaient en lutte. En tant que cette tâche concernait le conflit extérieur des États, le ministre anglais prit cette position en Portugal, où il avait à opposer d'anciens traités aux nouveaux pactes de la Sainte-Alliance. En tant qu'elle touchait au conflit des principes, il menaça de prendre sa position dans les colonies espagnoles. Les diplomates devinèrent, disions-nous, ce qu'il y avait d'inquiétant dans cette attitude du ministre anglais; mais le libéralisme aussi sentit promptement que les seuls mots de liberté politique et religieuse à donner au monde, mots que Canning n'avait eu qu'à prononcer, résonnaient à l'oreille des peuples et commençaient à alléger le cauchemar qui, depuis le congrès de Vienne, pesait sur eux. Il y eut même des royalistes français que l'ingratitude, dont ils avaient fait l'expérience, rendit clairvoyants (1), et qui prédirent, dès cette époque, que si les démarches de la Sainte-Alliance continuaient à porter le caractère de guerres de principes, l'Angleterre prendrait une autre attitude. Dans ce cas, disaient-ils, où les opinions devenaient des armes, cette puissance se mettrait à la tête des opinions libérales; elle opposerait à la ligue des rois des alliances entre les nations, et elle reconnaîtrait des Constitutions qui émaneraient des peuples et non des souverains.

Si l'absolutisme devait obtenir, en Europe, une prédominance assez dangereuse pour justifier les craintes des

(1) Cf. Fiévée : *De l'Espagne*. Paris, 1823, p. 97.

whigs à l'égard de *toute* liberté, Canning aurait mieux aimé rester fidèle à son ancien principe, combattre un extrême par un autre et élever, à l'Ouest, un rempart d'États démocratiques pour les opposer aux monarchies absolues de l'Est. Cela valait mieux, selon lui, que de réunir les éléments libéraux dispersés en Europe et difficiles à diriger, pour les conduire dans une lutte en faveur des institutions représentatives qui étaient fort fragiles et que, de plus, on n'aimait pas voir se répandre. De l'Amérique du Nord, à l'égard de laquelle Canning n'avait jamais partagé l'hostilité et la jalousie anglaises, il voulait faire une partie du monde tout entière ; de cette manière, il comptait rendre un nouveau poids, dans la balance de la politique du monde, au principe démocratique qu'on avait extirpé avec tant de soin en Europe. Effectivement, trois années plus tard, il se vanta, comme d'un fait accompli, de la création de ce nouveau monde qu'il avait fait naître pour rétablir l'équilibre dans l'ancien.

Nous aurons donc à raconter quelle était la tournure que venaient de prendre, pendant ce temps, les événements dans l'autre hémisphère, où la lutte qui continuait encore et l'affranchissement de l'Amérique à l'égard de l'Europe allaient devenir, en même temps et dans tous les divers États et territoires, une lutte entre la monarchie et la république.

VI. INDÉPENDANCE DE L'AMÉRIQUE

1. — LE BUENOS-AYRES

Tentatives de médiation faites par les diplomates pour rétablir la domination coloniale de l'Espagne.

Nous avons raconté plus haut, dans plusieurs passages de notre Histoire, ce que les diverses puissances avaient essayé à différentes époques, et surtout ce qui avait été fait par l'Angleterre, qui y était intéressée plus que tous les autres États de l'Europe, pour terminer, par une médiation, la lutte qui s'était engagée entre l'Espagne et ses colonies. D'abord, pendant les grandes guerres françaises, l'Angleterre avait tour à tour nourri la pensée (Cf. T. VI, p. 70 sq.) de favoriser l'indépendance de ces colonies, ou bien de s'en approprier une partie. Ensuite, son étroite alliance militaire avec l'Espagne avait, depuis 1808, imposé un temps d'arrêt à cette politique qui, en 1810, avait été remplacée par des négociations entre les puissances alliées au sujet d'une médiation ; mais elles échouèrent par suite de la résistance qu'opposa la ville de Cadix (Cf. T. VI, 166) à la liberté du commerce, qui devait être la base de la réconciliation. Plus tard, l'Angleterre avait offert encore

une fois, dès le commencement même de la Restauration (Cf. T. III, p. 244), d'aider à décourager le soulèvement des colonies; mais l'Espagne préféra un simple traité (1814) par lequel son ancienne alliée s'engagea à observer une stricte neutralité. A une époque postérieure, l'obscur gouvernement espagnol s'était laissé aller à son aversion pour les Anglais hérétiques, ce qui l'amena à entrer dans une union plus étroite avec la Sainte-Alliance. L'Angleterre, que la continuation et l'entretien de ses relations amicales avec l'Espagne, telles qu'elles avaient existé de 1808 à 1813, auraient sans aucun doute fortement gênée dans ses rapports avec les colonies en Amérique, l'Angleterre, disons-nous, pouvait voir avec satisfaction qu'on la traitait, à Madrid, avec tant d'hostilité.

Le gouvernement anglais fit semblant de ne pas rendre la pareille à l'Espagne par une attitude également hostile. Castlereagh se vantait toujours d'avoir été fidèle à la justice qui, malgré les intérêts puissants de l'Angleterre et malgré la complète impuissance de l'Espagne, avait été seule la règle de sa politique. Il est vrai que cette justice n'empêcha pas qu'on ne permît de faire, vers 1817, sur la plus vaste échelle, des enrôlements de soldats pour l'Amérique, depuis que l'Espagne avait commencé, à Paris et à Aix-la-Chapelle, à invoquer le secours de la Sainte-Alliance (Cf. T. III, p. 248). Dans les cercles gouvernementaux des puissances continentales, on entretenait, à cette époque, l'opinion qu'il était encore possible de rétablir la domination espagnole dans les colonies, sous la garantie d'une administration meilleure et plus juste. C'est pourquoi, même avant l'ouverture du congrès d'Aix-la-Chapelle, ces cabinets proposèrent le projet d'une médiation dans ce sens; la Prusse et la

France, en particulier, croyaient que même l'Amérique du Nord coopérerait à une semblable réconciliation.

Cet espoir fut déçu par une communication que le gouvernement américain fit à l'ambassadeur anglais (juin 1818), et où il était dit (1) qu'aucune intervention des puissances européennes ne serait suivie de succès, si elle ne conseillait d'une manière absolue et sans réserve la reconnaissance de l'indépendance des colonies. Cette déclaration donna à l'Angleterre l'appui qu'elle désirait trouver, parce qu'elle ne voulait, dans aucun pays, de l'action commune des puissances, et moins que partout ailleurs dans ces territoires où se trouvaient ses intérêts les plus considérables. En entravant les projets que l'Espagne poursuivait lors des conférences de Paris et en écartant sa demande de pouvoir envoyer un représentant au congrès d'Aix-la-Chapelle, l'Angleterre s'efforça, au contraire, de prendre en ses propres mains l'offre commune d'une médiation faite par les puissances, et elle fit choisir Wellington (Cf. T. III, p. 245) pour diriger l'affaire de la médiation à Madrid (2). Mais cette démarche déplut à la Russie, cette puissance ambitieuse et jalouse, qui, derrière les coulisses, poussa l'Espagne à prendre la détermination de résoudre cette question par les armes. Grâce à l'influence exercée par l'ambassadeur russe, il y eut (septembre 1818) un changement ministériel fort significatif à Madrid (Cf. T. III, p. 247), par suite duquel l'Espagne déclina l'offre d'une médiation

(1) Cf. Castlereagh, t. XI, p. 459.

(2) Cf. Richard Rush : *A residence at the court of London*. 2d series. London, 1845, p. 1, 2.

européenne et poussa activement, avec l'appui de la Russie, le grand armement contre l'Amérique.

Même après ce changement absurde dans les résolutions de l'Espagne, l'Angleterre ne se laissa pas entraîner à lui montrer la moindre irritation. Au contraire, sur la réclamation du cabinet de Madrid, Castlereagh rendit l'observation de la neutralité encore plus rigoureuse, en faisant voter, en 1819, le bill sur l'enrôlement des étrangers. Canning lui-même défendit, à cette époque, de la manière la plus énergique, cette politique imposée, disait-il, par la simple fidélité à ses principes, à l'Angleterre qui, quarante ans auparavant, avait dénoncé, comme une violation ouverte du droit des gens, l'appui donné par la France à l'Amérique du Nord. Même à une époque beaucoup plus récente, Canning, se mettant ainsi en opposition avec le gouvernement de l'Amérique du Nord, ne voulut ni contester à l'Espagne le droit de reconquérir ses colonies, ni permettre qu'on l'empêchât de faire tous ses efforts pour atteindre ce but : Canning se contenta donc de laisser prendre leur cours naturel aux affaires de l'Amérique, puisque le rétablissement de l'ancien état de choses y était impossible.

Mais quel était ce cours que prendraient les affaires après ce changement nécessaire, c'est ce que Canning ne prévoyait probablement pas encore à l'époque dont nous parlons ici. Castlereagh ne se fatiguait pas non plus prématurément à se faire à ce sujet des idées claires qui l'eussent forcé à adopter une conduite nettement tracée. Il entra, avec les puissances continentales, dans l'idée d'un rétablissement de la domination espagnole ; mais il douta qu'il fût possible d'y arriver comme le croyaient les autres cabinets. Il discuta, avec l'ambas-

sadeur des États-Unis, l'éventualité de l'indépendance des colonies ; mais il ne pensa pas que ces dernières eussent les ressources nécessaires pour se gouverner elles-mêmes. Plus tard, dans l'angoisse que lui inspiraient les derniers produits des idées républicaines dans le nouveau monde, Chateaubriand chercha à bien faire comprendre à Castlereagh que, si l'Europe allait se voir forcée de reconnaître l'indépendance des colonies, toute sa politique devait tendre à y établir des monarchies, afin que les nouvelles démocraties américaines n'envoyassent pas en Europe leurs principes avec les produits de leur sol (1). Castlereagh entra largement dans ces vues, et déclara qu'il n'était « nullement disposé à reconnaître les gouvernements révolutionnaires existant de « fait dans les colonies ».

Pendant quelque temps (1808), ce ministre anglais songeait à établir les branches cadettes de la maison royale d'Espagne sur des trônes américains ; c'était bien antérieurement à l'époque où les cercles dans lesquels régnait Gentz (1824) se résignaient à cette solution, qui était également compatible avec la liberté réclamée par les Américains et avec la légitimité pour laquelle on combattait en Europe (2). Peut-être Castlereagh aurait-il dès cette époque (Cf. T. III, p. 245) travaillé avec plus d'énergie à amener cette tournure des choses, s'il n'avait pas redouté les projets que poursuivait, à ce moment même, le gouvernement français *avant* le ministère de Chateaubriand-Villèle, à savoir d'étendre à toute

(1) Cf. *Mémoires d'outre-tombe*, t. VII, p. 167.
(2) Cf. *Gentz' Werke, von Schlesier*, t. V, p. 103.

la famille des Bourbons la pensée monarchique d'un établissement de *secundogénitures* en Amérique.

Tendances monarchiques à Buenos-Ayres.

Cette pensée avait été fort vivement entretenue en France par les Américains eux-mêmes et, en premier lieu, par les hommes d'État de Buénos-Ayres. En effet, parmi les personnes les plus influentes en Amérique, en tout cas certainement parmi les habitants des bords du rio de la Plata, le plus grand nombre et surtout les hommes dont la vue s'étendait au loin, semblaient croire, jusqu'en 1820, que la forte main d'un souverain était indispensable. C'était selon eux le seul moyen de préserver des terreurs, que ferait naître le bouleversement le plus terrible, l'indépendance dans ces pays, au milieu d'une population mélangée et grossière qui avait gémi sous le joug du despotisme religieux et séculier le plus rigide ; ils semblaient convaincus que, pour arriver à la liberté, il fallait une transition qui serait le mieux préparée par une monarchie constitutionnelle.

Il y avait dans ce pays, comme au Venezuela et comme au Mexique, des patriotes sincères que le sort de leur belle patrie remplissait d'une douleur accablante, quand ils voyaient, dans les provinces affranchies, les horreurs de l'anarchie qui rendaient impossibles le rétablissement de la tranquillité et l'introduction de réformes. Partout ils remarquaient le caractère sauvage des passions déchaînées, qui menaçaient de malédictions et de mort tous ceux qui voulaient y établir l'ordre. Ils perdaient tout espoir quand ils songeaient au caractère des *proceres* (magnats) militaires et de la bourgeoisie, qui dévoraient le pays comme des nuées d'insectes nuisibles ; quand ils cherchaient des Washington et qu'ils ne découvraient

que des Dessalines; et enfin quand, après la rupture de l'ancienne machine, ils voyaient que tous les matériaux manquaient pour en établir une nouvelle, à moins que Dieu n'intervînt directement par un miracle. Tant que l'Espagne menaçait encore d'employer contre les colonies la vive force, tant qu'elle avait encore à sa disposition des armements de guerre, tels que celui qui fut expédié en 1815 et que celui qu'elle prépara en 1819, il s'ajouta encore à cette angoisse, causée par les dangers intrinsèques de la révolution, la crainte des dangers venant de l'extérieur, pour donner à tous les gens réfléchis la conviction que le seul salut de ces pays était le régime monarchique.

Nous avons pu observer le même fait déjà auparavant à Buenos-Ayres. Nous avons vu (Cf. T. VI, p. 340) que vers l'époque de l'expédition de Morillo en 1815, malgré la situation à ce moment heureuse de la république après la prise de Montevideo, tous les chefs y travaillaient en faveur d'un gouvernement monarchique. Nous avons raconté (Cf. T. VI, p. 363) que, immédiatement après la déclaration de l'indépendance en 1816, les armements militaires du Brésil avaient produit le même découragement qui chercha également le dernier moyen de salut dans une monarchie. Ce manque de confiance dans la stabilité de la république dura, à Buenos-Ayres, sans interruption à partir de cette époque; les seuls bruits relatifs aux projets de la Sainte-Alliance et plus tard, en 1819, à l'armement de la flotte de Cadix poussèrent les partisans de la monarchie à des démarches de plus en plus décisives.

Dès que Rivadavia, le chargé d'affaires en Angleterre (Cf. T. VI, p. 341), entendit parler des premières négociations entre les puissances continentales, il adressa

(29 octobre 1817) à tous les gouvernements de l'Europe une lettre (1) dans laquelle il disait que la république était toute prête à faire tous les sacrifices qui n'anéantiraient pas l'indépendance que le pays venait de conquérir. Le gouvernement lui-même se hâta de déclarer au même temps « que l'acte de l'indépendance promulgué « seulement après sept années d'expérience s'était, même « à cette époque, borné à maintenir ce seul point immuable, en abandonnant tout le reste (la forme du « gouvernement) aux traités que les provinces avaient « toujours eu l'intention de conclure avec les nations de « l'Europe. » Cet empressement à se soumettre à l'influence de la politique européenne, amena cet État aussi à entrer le premier en négociations plus précises avec des cours particulières et à ne pas s'adresser à la maison d'Espagne. Au reçu des premières nouvelles relatives à l'expédition de Cadix, dirigée contre Buenos-Ayres en 1819, la cour de Rio, sur les exhortations d'Alvear (Cf. T. VI, p. 351), chercha à nouer des intelligences avec différents chefs de parti à Buenos-Ayres, afin de gagner des partisans au plan qui consistait à placer dom Miguel sur le trône des provinces de la Plata. En même temps, on entretenait des négociations formelles avec des émissaires français.

Déjà Richelieu avait, dit-on, nourri le projet (2) d'envoyer Louis-Philippe d'Orléans à Buenos-Ayres, comme autrefois l'Angleterre avait voulu l'envoyer au Mexique; des négociateurs français travaillèrent à ce plan à Buenos-Ayres, d'où un ecclésiastique du nom de

(1) Cf. Nuñez : *Esquisses*, p. 44 sq.
(2) Cf. *Monarchical projects*, p. XXXII sq.

Valentino Gomez les accompagna à Paris, lorsqu'ils retournèrent en France. En accueillant ce projet, on poursuivait, en même temps, le but accessoire ou le but principal d'éloigner de France un rival qu'on redoutait pour la succession au trône; mais on avait compté sans son hôte: le prince était retenu en France par des espérances moins avouées, mais plus brillantes. Après que Richelieu fut sorti du ministère, le cabinet Dessoles-Decazes jeta les yeux sur le prince Charles-Louis de Lucques (fils de Louis de Bourbon et de Marie-Louise, sœur de Ferdinand VII), qui, par suite de son mariage avec une princesse brésilienne, pouvait rendre à Buenos-Ayres la Banda que cet État venait de perdre. Gomez disait (18 juin 1819), dans un de ses rapports (1), qu'on avait, à Paris, la conviction de faire accepter ce plan par les puissances européennes.

Mais tous ces projets français n'étaient que des désirs et des idées passagères, conçus par quelques individus sans former un plan bien lié et sans être suivis d'exécution, comme d'ailleurs toute la politique du cabinet de Paris, durant ces années, se laissait toujours ramener, par les royalistes, dans les voies de la Sainte-Alliance, dès qu'il montrait le désir de prendre une route indépendante et particulière. D'après les rapports d'A'Court, le projet qui concernait le prince de Lucques avait été imaginé par Decazes, pour contrecarrer l'influence de l'Angleterre au Buenos-Ayres. Cependant, Decazes nia d'avoir jamais parlé à l'agent Gomez, qui, il est vrai, avait conduit toutes ses négociations avec Saint-Cyr, le ministre de la guerre. Le ministre de la marine, Portal,

(1) Cf. *Monarchical projects*. Parmi les documents.

imagina, à son tour, un « roman naïf » qu'il présenta à la cour de Madrid et qui consistait à acheter au gouvernement espagnol la Colombie, dans le seul dessein de la rendre indépendante ; le gouvernement espagnol l'accueillit naturellement presque comme une insulte (1).

A côté de tout cela, on suivait un tout autre courant d'idées qui était l'œuvre des royalistes : en contradiction complète avec toutes ces tentatives faites pour se rapprocher de l'Amérique, on supprima toutes les propositions présentées aux Chambres en faveur de la cause des colonies, et l'on permit de construire, à Bordeaux, des vaisseaux de guerre pour la flotte espagnole et de charger des bâtiments de transport. Si le gouvernement français avait voulu agir avec promptitude et avec énergie, il aurait trouvé pour la combinaison relative au prince de Lucques, à Buenos-Ayres même, le promoteur le plus zélé et le plus influent dans la personne du directeur Pueyrredon (Cf. t. VI, p. 363), qui, par un de ses agents, Alvarez Jonte, fit personnellement entamer, sur ce sujet, des négociations à Paris.

Pueyrredon était le précurseur de tous les oligarques américains, des O'Higgins au Chili, des San Martin au Pérou, des Iturbide au Mexique, et des Bolivar en Colombie. En effet, quand ils pensaient aux dangers dont leur patrie était menacée par l'anarchie sous le règne des chefs de parti farouches, tels que Artigas, Benavides, Hidalgo, Piar, Mariño, et autres gens semblables, ou quand ils s'interrogeaient seulement eux-mêmes avec sincérité, ils songeaient tous à changer, de différentes manières, la démocratie sauvage et primitive de ces

(1) Cf. Portal : *Mémoires*, p. 57 sq.

États contre les formes plus régulières d'un gouvernement monarchique. Pueyrredon était le fils d'un négociant suisse qui s'était établi à Buenos-Ayres; c'était un homme d'affaires fort actif, menant une vie fort simple, d'une énergie froide et sobre, d'un air imposant et de manières distinguées. Les différentes personnes qui l'ont approché, les étrangers et les indigènes, les observateurs superficiels et ceux qui le connaissaient à fond, l'ont jugé fort différemment, ce qui d'ailleurs arriva à tous les hommes de la même trempe que nous venons de nommer. Les Anglais et les Américains du Nord ont vu en lui un patriote désintéressé et sincère; Brakenridge, qui, en 1818, arriva à Buenos-Ayres avec l'ambassade de l'Amérique du Nord, l'a considéré même comme un homme réellement grand qui voulait établir, d'une manière rigoureuse, l'ordre et la tranquillité, sans abuser inutilement de son pouvoir. Mais les autres Américains le dépeignent comme un aristocrate et un despote militaire fort orgueilleux, qui exerçait sa domination dictatoriale avec dureté et d'une manière arbitraire. Ils disent qu'il ménageait de toutes façons ses propres partisans, qu'il leur permettait d'exploiter les ressources de l'État, de faire la contrebande d'une manière honteuse et de détourner les deniers publics, mais qu'il poursuivait sans pitié tous ceux qui attaquaient son gouvernement, et qu'il entourait d'un terrible système d'espionnage les personnes les plus honorables qui lui étaient opposées.

Depuis le commencement de sa dictature (1816), Pueyrredon avait été toujours en guerre ouverte avec les fédéralistes, qui lui étaient hostiles en sa qualité de centraliste; en 1816, il avait exilé le colonel Manuel Dorego et, l'année suivante, il avait fait embarquer pour

l'Amérique du Nord neuf hommes honorables, et parmi eux Manuel Moreno, parce que, dans la *Chronique argentine*, on avait attaqué les violences de son gouvernement. Son désir et sa volonté avaient été aussi que le congrès, réuni à Tucuman (Cf. T. VI, p. 362), fût transféré à Buenos-Ayres (12 mai 1817), où il devint, dès lors, le simple instrument de son pouvoir arbitraire. Les dispositions constitutives (1) provisoires que promulgua le congrès (3 déc.) ne trahirent que trop clairement cette influence exercée sur cette assemblée par le chef de l'État. Ces dispositions laissèrent une telle latitude aux prérogatives du directeur, qu'il lui était facile de régner avec elles en maître absolu; elles remirent de nouveau entre les mains du directeur le choix des gouverneurs de province; cette disposition grosse de querelles passa, plus tard, aussi dans la Constitution de 1819, promulguée par le congrès suivant. Ce penchant du directeur pour la centralisation attisa, en premier lieu, les haines de ceux qui habitaient les provinces riveraines et les enflamma de nouveau, absolument comme c'était arrivé en 1815, lorsqu'on avait fait des tentatives du même genre (Cf. T. VII, p. 19). Artigas profita du moment favorable pour exciter de nouveau les provinces à la guerre et à l'insurrection; les malheureuses campagnes de Balcarce et de Viamont, dont nous avons parlé plus haut (Cf. T. VI, p. 361), en furent la conséquence.

Lorsque Pueyrredon ouvrit (25 févr. 1819) le nouveau congrès, élu en 1818, il vit la tempête s'approcher de lui dans toutes les directions. Il exhorta les députés à achever la Constitution, afin qu'il pût ensuite quitter le

(1) Dans Rodney et Graham, p. 246 sq.

poste dans lequel il ne se savait plus en sûreté. Il dut avouer quel était l'état d'anarchie terrible dans le pays, anarchie qu'il ne se sentait plus de taille à dompter. Le peuple s'était soulevé contre le gouvernement tyrannique du directeur, le fédéralisme était en lutte contre l'unitarisme, les provinces contre la capitale, et le républicanisme contre le régime monarchique. A Montevideo, Miguel Cabrera fit imprimer les attaques les plus furieuses contre la trahison de Pueyrredon, qui avait entamé des négociations pour changer Buenos-Ayres en monarchie sous le sceptre du prince de Lucques (1).

La peur que lui inspirait l'armement militaire de l'Espagne à Cadix empêcha, pendant quelque temps, le congrès timide d'accepter la démission que lui avait offerte Pueyrredon (9 juin 1819). Mais bientôt de nouvelles conjonctures firent que la démocratie excitée ne tînt pas compte de cette pusillanimité des oligarques plus clairvoyants, comme c'était arrivé en 1815. L'affranchissement du Chili était consolidé; la campagne contre le Pérou avait été résolue de concert et par suite d'une alliance avec le Chili. On fit la conquête de la Nouvelle-Grenade; c'est pourquoi, lorsque le rapport de Gomez, que nous avons mentionné plus haut, arriva et fut soumis aux délibérations du congrès (3 nov.), on se borna à prendre des résolutions et à faire des démarches qui devaient simplement déterminer la France, dont on connaissait le bon vouloir, à obtenir que l'expédition tant redoutée fût retardée par l'Espagne. En effet, l'assemblée découragée se voyait forcée, à ce moment, par des dangers fort pressants, à renoncer à sa politique monar-

(1) Cf. King, p. 18.

chique dont on lui faisait un crime. Les fédéralistes, les capitaines d'Artigas, dont l'étoile baissait à cette époque, Lopez à Santa-Fé et Ramirez dans l'Entre-Rios, étaient en armes contre le congrès et contre le nouveau directeur Rondeau; ils avaient pris l'offensive, ils étaient victorieux, et les menées monarchiques dans la capitale leur servirent de prétexte plus plausible pour justifier leur soulèvement. Rondeau se mit personnellement en campagne contre les chefs (nov.), mais il fut battu (1er févr. 1820); il se vit obligé d'abord d'entamer des négociations avec Ramirez, et puis de quitter sa place lorsque les fédéralistes s'agitèrent dans la capitale même.

Le congrès fut dissous d'une manière tumultuaire (11 févr.). Manuel de Sarratea, ancien unitariste qui, par conviction et par suite de ses expériences personnelles, avait quitté son parti et qui voulait sérieusement donner tous leurs droits aux provinces, fût élu gouverneur; il conclut alors avec le libérateur Ramirez le traité de Capilla-del-Pilar (23 févr.). En vertu des dispositions de ce traité, on renversa le parti des oligarques, le pouvoir central de Buenos-Ayres, de même que la Constitution centraliste de 1819, et l'on ordonna une enquête pour cause de crime de haute trahison à l'égard des membres de l'ancien gouvernement et du congrès, auxquels on demanda compte de leurs intrigues monarchiques. Si, à cette époque, la république de la Plata avait été menacée encore pendant quelque temps par l'expédition de Cadix ou réellement attaquée par les Espagnols, le parti fédéraliste serait peut-être parvenu à se consolider et à établir un pouvoir affermi et l'ordre dans le pays. Mais ce fut à ce moment même qu'on reçut la grande nouvelle de la

révolution espagnole, et l'ivresse de la sécurité, dans lequel cette tournure tout à fait inespérée des choses plongea le pays, y fit naître une confusion incroyable qui poussa aux dernières limites l'anarchie dans l'intérieur de l'État.

Pendant le cours de six mois, le gouvernement ne changea pas moins de dix fois à Buenos-Ayres. Quelques-uns de ces gouvernements duraient plusieurs jours, quelques autres seulement des heures. Il arriva un jour que le général Soler et le colonel Rolon, qui venaient de se renverser l'un l'autre, cherchèrent en même temps un refuge à bord d'un vaisseau anglais d'où Soler fut ensuite ramené en triomphe. Tout espoir de voir jamais l'ordre rétabli dans le pays semblait s'évanouir à cette époque. L'Union s'écroula et se désorganisa complétement. La république se partagea en autant d'États qu'il y avait de provinces qui possédaient un chef-lieu. Au sein de ces villes, les luttes de parti précipitèrent le pouvoir d'une commotion dans une autre.

La république semblait vérifier les prédictions les plus sinistres des pessimistes les plus exagérés et se détruire elle-même dans les premiers commencements d'une existence qui venait d'être consolidée à peine. Mais cet excès même d'anarchie et de dissolution fit naître le besoin urgent de tranquillité, en premier lieu au sein de la capitale, où Martin Rodriguez, vaillant soldat d'un extérieur imposant, finit par s'emparer des rênes du pouvoir (28 sept.). Lui aussi eut à soutenir une révolte de la populace (5 oct.); mais, à l'aide d'un régiment de cavalerie appartenant à la milice et commandé par Rosas, il la réprima et il consolida son pouvoir d'une manière durable. Sans être doué des moindres qualités bril-

lantes, cet homme possédait cependant assez de sage modestie pour se servir des conseils donnés par des gens intelligents dans son entourage, et il rendit ainsi à son pays plus de services qu'aucun de ses prédécesseurs ou de ses successeurs.

Rodriguez, zélé fédéraliste, prit l'homme le plus capable parmi les unitaristes, Bernardino Rivadavia, et en fit son premier ministre. Tous les deux, donnant ainsi l'exemple d'une sage modération qui calmait les passions, et suivant d'abord une direction qui tenait un prudent milieu entre les deux systèmes d'une nature si irréconciliable, tous les deux, disons-nous, trouvèrent les loisirs et la tranquillité nécessaires pour fonder un ordre de choses entièrement nouveau dans la ville et dans la province de Buenos-Ayres. Ils parvinrent ainsi à clore la première époque révolutionnaire qui avait commencé par la chute du *directorat*, et ils mirent fin aux agitations anti-républicaines. Dans ce pays, où l'on avait poursuivi les projets monarchiques en premier lieu, le plus longtemps, et de la manière la plus opiniâtre et la plus légitime, ils réussirent à consolider la république et à lui donner, par une prospérité de plusieurs années, une autorité qui fut de la dernière importance pour la solution de la grande question débattue entre la république et la monarchie dans les colonies espagnoles. Ils parvinrent à ce résultat, parce que cet État se créa une existence démocratique régulière, avant que l'indépendance du Brésil sous la forme monarchique fût définitivement établie; en effet, si cette dernière avait été organisée auparavant, on peut croire qu'elle aurait donné une forme tout autre aux pays américains habités par les peuples de race latine.

La république de Buenos-Ayres. — Bernardino Rivadavia.

Dans ce nouvel ordre de choses, on vit régner, pendant sept ans, l'esprit de son véritable fondateur Rivadavia, un de ces hommes révolutionnaires qui, concentrant toute leur activité créatrice sur le bien de l'Etat, ne peuvent rien au commencement des troubles, mais qui deviennent tout-puissants vers la fin du mouvement. Il était né à Buenos-Ayres, dans le sein d'une famille considérée; il avait été élevé pour suivre la carrière de jurisconsulte, et il avait achevé son instruction en Europe. Heureusement pour lui, pendant les années où le caractère subit le plus facilement l'influence des impressions du dehors, cet homme capable se trouvait loin de son pays et des luttes de parti. Pendant qu'il s'acquittait de ses devoirs comme ambassadeur, il acquit une grande expérience pratique, tandis que ses relations intimes avec Bentham lui donnèrent cette supériorité et ces connaissances théoriques de la politique qui lui ont valu le surnom du Pitt américain.

Il était trapu et petit de taille, et son apparence personnelle avait quelque chose de frappant; il ne possédait pas les manières distinguées et agréables d'un homme du monde, il n'avait pas le don de la parole, il était rude et montrait parfois des passions violentes. Ses amis et ses admirateurs eux-mêmes trouvaient que le sentiment de sa propre valeur et de sa supériorité sur les personnes de son entourage avait quelque chose de blessant, parce qu'il le montrait dans toute sa nudité (1). En effet, Rivadavia n'était rien à moitié. C'est pourquoi il transforma bientôt ses partisans immédiats, les unitaristes, en

(1) Cf. Rivera Indarte, dans Magar. Cervantes : *Estudios*, p. 153.

une espèce de secte, et il imprima à toute l'administration de Buenos-Ayres le caractère de sa doctrine politique, et même à toute la société du pays ce cachet européen dont il portait lui-même l'empreinte. Comme le législateur de la république argentine de nos jours (Alberdi), Rivadavia formait, dès cette époque, une opposition fort vive contre l'*américanisme* ultra-patriotique et contre la haine des Européens qui dominaient parmi ses concitoyens. Il était convaincu, comme l'est aussi Alberdi, que la racine de toute civilisation chez les créoles et que tout son succès futur se trouvent uniquement dans la civilisation européenne; c'est pourquoi, dans ses réformes morales et politiques, Rivadavia ne craignait pas de braver, par la puissance de son esprit, les grossières forces naturelles dont il se voyait entouré. Il n'hésitait pas à attaquer les préjugés les plus chers même aux plus civilisés parmi ses compatriotes, à combattre les mœurs et les coutumes qui s'étaient le plus profondément enracinées dans les masses du peuple, et à prendre des mesures hardies, afin de faire passer sa patrie, par une transition brusque, de la domination espagnole à un système social tout différent. Quelques-unes des parties de ce système avaient été, il est vrai, construites trop précipitamment pour pouvoir se conserver; mais d'autres se montrèrent tellement utiles et nécessaires, que tous les gouvernements postérieurs durent y revenir.

Rivadavia avait appris de Bentham à rapporter toute l'action de l'État au bien-être du peuple et à ses véritables intérêts, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. L'honnêteté et le renoncement complet à sa personne et à ses intérêts, dont il faisait preuve en exécutant ce principe, lui donnaient pendant son administration une hardiesse

telle, qu'elle ne peut avoir ses fondements que dans la conviction qu'on se laisse guider dans ses actes par les meilleures intentions. Mais à côté de cela il fit voir, par son œuvre législative, qu'il s'était imbu des idées de pratique gouvernementale, telles qu'elles règnent en France, comme d'ailleurs tous les gens de guerre en Amérique convoitaient les honneurs d'un Napoléon : Rivadavia montra une grande prédilection pour l'unité dans l'administration, pour une justice et une police promptes et expéditives, et pour un gouvernement aussi peu que possible gêné par les formes. Ces deux penchants instinctifs, qui cependant renferment une contradiction assez formelle, nous expliquent toute son action; on peut y ramener non-seulement toutes ses institutions, mais encore les conséquences de ces institutions qui, données par lui et exécutées par lui, étaient excellentes, mais qui, plus tard, entre les mains d'un Rosas, devinrent en partie les instruments de la tyrannie la plus hideuse.

Rivadavia s'entendait complétement avec son chef, le gouverneur Rodriguez, qui ne s'était pas fait élire président de l'Union, mais seulement gouverneur de la province de Buenos-Ayres. Tous les deux étaient d'avis qu'il fallait d'abord abandonner la prétention vaine de fonder, d'une manière légale, un pouvoir central et national s'étendant sur tous les territoires de la Plata, prétention qui, de 1810 à 1820, avait été la règle de la politique du Buenos-Ayres. Il fallait, pensaient-ils, prendre les choses telles qu'elles étaient; établir, comme maxime fondamentale de la nouvelle politique, la séparation du pays en provinces autonomes; abandonner à leur sort les provinces de l'intérieur et concentrer les éléments les plus riches en un gouvernement bien ordonné, tel que le

possédait Buenos-Ayres, afin d'organiser une administration modèle dans cette capitale et dans cette principale province. Il était nécessaire, ajoutaient-ils, d'introduire, par une sage alliance de force et de ménagements, autant d'améliorations que possible dans chaque branche de l'administration, dans les finances, dans l'industrie, dans la justice, dans l'armée, dans l'Église et dans les écoles : c'était là, selon eux, le seul moyen de sortir du chaos où la désorganisation et l'anarchie avaient jeté le pays. Afin de fonder d'abord les formes républicaines, on établit une junte de représentants, une législature provinciale, qui fut la première dans la république argentine.

Sur la demande de Rivadavia (3 août 1821), cette junte se donna ensuite le caractère d'un corps constituant et législatif, muni de pleins pouvoirs extraordinaires. Après avoir obtenu l'assentiment du directeur, l'assemblée garda, pendant un temps indéterminé, cette position exceptionnelle avec des pouvoirs illimités, sans être astreinte à des prérogatives légales par une Constitution que Rivadavia dédaignait comme un obstacle gênant, suivant en cela les principes de beaucoup de théoriciens de cette époque, même en Europe, qui rêvaient une administration idéale. Cette représentation, qui était élue en vertu d'une loi fort libérale (1), depuis qu'elle s'était pour la première fois régulièrement constituée, cette représentation, disons-nous, se montra fort reconnaissante des pouvoirs extraordinaires dont on la munissait. Elle était toujours disposée à soutenir, pendant les années suivantes, pour toute l'œuvre des

(1) Dans Nuñez, p. 67 sq.

réformes, le gouvernement et le gouverneur, qui, de son côté, exerça, dans un grand nombre de cas, des prérogatives, et qui promulgua des ordonnances et des lois qui, dans tout système d'administration régulière, auraient été de la compétence du pouvoir législatif (1).

Les premières grandes mesures concernaient la paix au dehors et l'établissement de la tranquillité à l'intérieur. D'abord, les différends et les guerres semblaient devoir continuer encore avec les provinces limitrophes les plus rapprochées. Ramirez s'était emparé du gouvernement de l'Entre-Rios et ouvrit encore une fois les hostilités (mars 1821). Mais, après qu'il eut été pris lors d'une attaque contre Cordova et exécuté ensuite, on conclut avec les provinces d'Entre-Rios, de Santa-Fé et de Corrientes, un traité « quadrilatéral », signé simplement par les gouverneurs, mais que ne confirma aucune législature (25 janv. 1822). Ce traité rétablit la paix, et l'assura en ce qu'il compléta et sanctionna le système d'isolement pour les diverses provinces : effectivement, les quatre provinces reconnurent réciproquement l'indépendance, la liberté, la représentation et les droits de chacune d'elles.

Au dehors, à l'égard de l'Espagne, on suivit une politique sage qui consistait à considérer l'indépendance comme une affaire finie et la guerre comme entièrement terminée. On livra (7 mai) à l'oubli général toutes les opinions et tous les actes politiques du passé; on décida d'abolir la course (6 oct. 1821), et on licencia l'armée, probablement aussi à cause des divisions de parti qui y régnaient. Enfin, le pouvoir se montra très-conciliant à

(1) Cf. Alberdi, p. 308.

l'époque où le gouvernement constitutionnel en Espagne était à l'agonie, et où le cabinet de Madrid, se laissant enfin, mais trop tard, déterminer par la pression des conjonctures, envoya deux ambassadeurs à Buenos-Ayres pour y conclure un traité de paix et de commerce. L'assemblée provinciale fut assez débonnaire et assez généreuse pour voter une résolution (22 juill. 1823), d'après laquelle on devait entamer des négociations avec tous les États hispano-américains, afin d'aider l'Espagne, aussitôt la paix réellement conclue avec elle, dans la guerre avec la France, et de lui offrir la même somme (20 millions de *pesos*) que les Chambres françaises avaient votée pour cette guerre.

En même temps qu'on prenait ces mesures pour rétablir la paix et la sécurité au dehors, on faisait des démarches afin de fonder la tranquillité et l'ordre à l'intérieur. On réorganisa l'armée sur un pied plus modeste, et provisoirement dans l'unique dessein de maintenir ainsi le calme à l'intérieur et de protéger les habitants contre les Indiens. Afin d'assurer un cours rapide à la justice, Rivadavia alla jusqu'à attaquer même les anciennes institutions municipales, à supprimer les *cabildos* (24 mai 1821), et à charger de la justice ordinaire, que les *cabildos* avaient exercée jusqu'alors, des juges instruits de première instance et des juges de paix. Pour l'administration de la police, on forma une commission munie de prérogatives que le gouverneur fixa lui-même, comme ce fut encore lui qui nomma tous les fonctionnaires destinés à remplacer le *cabildo*, issu jusqu'alors de l'élection populaire.

Ce qui conserva au gouvernement la confiance du peuple, même malgré ces innovations impopulaires, ce

fut la franchise avec laquelle il agissait en toute occasion. Il ordonna, plus tard (24 août 1824), que tous les décrets relatifs aux lois fussent publiés dans une feuille officielle; mais, déjà auparavant (9 sept. 1821), il avait pris une mesure fort salutaire dans l'affaire la plus importante, c'est-à-dire relative à l'administration des finances. En effet, par une loi sur l'inviolabilité de la propriété (1), le gouvernement avait ordonné qu'on publiât chaque année, au mois de décembre, un résumé des dépenses et des revenus pour l'année suivante, et, au mois de janvier, un compte rendu semblable pour la dernière année. Cette loi, exécutée aussitôt, permit à la population de connaître la situation financière du pays, ce qui ne s'était jamais vu dans ces contrées; mais cette innovation exerça bientôt l'influence la plus grande sur les affaires, parce qu'elle imprima une activité nouvelle aux capitaux et parce qu'elle ranima l'industrie. C'était une des premières mesures par lesquelles Rivadavia introduisit dans l'économie politique du Buenos-Ayres un ordre et par lesquelles il lui donna un essor tels, qu'on n'aurait pu espérer les trouver, en si peu de temps, au milieu de cette race et dans cet état de choses entièrement nouveau (2).

Le directeur avait commencé par faire un relevé de toutes les créances que devait payer la caisse de l'État, même de celles qui provenaient encore du temps de la domination espagnole. Pour les solder, on donna, suivant les titres qu'on pouvait faire valoir en leur faveur,

(1) Cf. Nuñez, p. 72 sq.
(2) Cf. Woodbine Parish : *Buenos-Ayres and the provinces of the Rio de la Plata.* London, 1839, p. 374 sq.

des obligations à 4 et 6 pour 100 (somme qui, vers la fin de 1825, montait à 2 millions 4 pour 100 et à 5,360,000 dollars 6 pour 100), dont on payait les intérêts avec la plus grande régularité et dont l'amortissement se faisait dans le meilleur ordre. Une prospérité surprenante se fit remarquer aussitôt dans les finances, grâce à cette honnêteté un peu coûteuse de l'État envers ses créanciers, et par suite d'autres mesures dont le but était de simplifier l'administration et d'y introduire l'ordre, de réprimer les malversations de l'ancien régime et d'établir un système rationnel de douanes.

A partir de 1822, on obtint, chaque année, un excédant de revenus considérable; en 1825, les dépenses montèrent à 2,698,000 et les revenus à 3,196,000 *pesos*. Plus des trois quarts des revenus provenaient encore des douanes, parce que le sentiment du devoir et de l'honneur civique n'était pas encore assez développé pour obliger les contribuables à s'acquitter consciencieusement même des plus petits impôts directs. Jusqu'en 1821, les droits d'entrée avaient été exorbitants, donnant ainsi naissance à la contrebande la plus scandaleuse qui y trouvait de riches revenus; en 1824, on les réduisit, pour la plupart des articles d'importation, jusqu'à 15 pour 100, et pour d'autres même jusqu'à 10 ou 5 pour 100.

Les premiers financiers du pays établirent, avec un succès étonnant (1822), une banque au fonds de 1 million de *pesos*, dont on acceptait volontiers les billets comme de l'argent comptant. Cette banque put, à l'instant même, se charger de la négociation d'un emprunt de 1 million de livres sterling, à Londres, au taux de 70 et à 6 pour 100, emprunt que le gouvernement

utilisa pour construire des ports et pour faire d'autres entreprises utiles.

En effet, le pouvoir s'efforça de toute manière de raviver le commerce, de secouer l'indolence naturelle et l'incapacité héréditaire des Espagnols pour l'industrie, de déterminer les capitalistes à faire profiter leurs richesses à l'agriculture, d'engager des étrangers opulents à s'établir dans le pays, et de les décider surtout à exploiter les mines. Pendant quelque temps, une masse de Sociétés anglaises se jetèrent effectivement, avec les espérances les plus exagérées, sur les mines. Mais, précisément pour ce genre d'affaires, on rencontra des obstacles fort sérieux : l'ordre qu'on venait de rétablir dans le Buenos-Ayres ne s'étendait pas encore sur les districts éloignés, où les compagnies les plus riches et les plus grandes entreprises furent ruinées d'une manière criminelle par l'arbitraire des gouverneurs et par la corruption dans toutes les classes de la population, si elles ne se détruisaient pas elles-mêmes par leur propre folie (1).

On se donnait également beaucoup de peine pour attirer des ouvriers étrangers de toute espèce, pour régler par des lois l'immigration (19 janvier 1825) et pour la faciliter (2). Aux immigrants, qui devaient recevoir du gouvernement des garanties pour les premiers temps de leur séjour dans le pays et qui devaient être protégés par lui dans les traités qu'ils concluraient avec les propriétaires fonciers, à ces immigrants, disons-nous, on accordait, pour l'espace de cinq ans, l'immunité de tous les ser-

(1) On trouve dans King (p. 208) un fait qui peut servir de type pour tous les autres cas analogues.

(2) Cf. Nuñez, p. 244 sq.

vices militaires et civils, et on leur faisait des avances d'argent s'ils achetaient des immeubles. On noua des relations politiques et commerciales plus étroites avec les gouvernements amis du Chili et de la Colombie (8 mars 1823); mais c'était surtout le traité d'amitié et de commerce conclu entre Buenos-Ayres et l'Angleterre (2 février 1825) qui avait une valeur extraordinaire pour le pays.

De quelle importance commerciale le Buenos-Ayres était-il pour l'Angleterre? C'est ce qui ressort des indications officielles de l'époque, si on les compare avec les sommes réalisées par le commerce anglais dans toutes les autres colonies. Vers 1824, on introduisit des marchandises anglaises pour 369,000 livres sterling au Mexique, pour 503,000 en Colombie, pour 408,000 au Pérou, pour 489,000 au Chili; mais dans les États de la Plata, pour plus de 800,000. Le chiffre total de l'exportation de ces pays réunis pour l'Angleterre ne montait qu'à 292,137 livres sterling, tandis que celle de la république argentine seule s'élevait à 388,338 livres sterling. Pour ce commerce, il n'y avait qu'un seul canal, c'était Buenos-Ayres, dont la population avait doublé, à partir de 1808, de manière à atteindre le chiffre de 80,000 âmes; le nombre des vaisseaux qui entraient dans le port de cette ville s'était accru du double pendant une période de trois années (1821-1824), en s'élevant de deux cents à trois cents bâtiments.

Mais, non-seulement le traité anglais exerça une influence extrêmement favorable sous ces divers rapports matériels, mais encore il semblait devoir fonder, en même temps, une ère toute nouvelle dans l'état intellectuel du Buenos-Ayres. Pendant longtemps on avait fa-

vorisé, parmi les étrangers établis dans le pays, surtout les Français (environ 6,000 vers 1826), à cause de leur confession religieuse. Mais depuis l'invasion en Espagne (1823), les Porteños, qui n'avaient pas oublié leur ancien attachement national pour la mère patrie, se tournèrent de nouveau avec de plus grandes sympathies vers les Anglais hérétiques; ce fut en leur faveur que le traité accorda une liberté complète pour l'exercice du culte religieux, soit dans les maisons, soit dans les chapelles et dans les églises.

Le congrès, où siégeaient huit ecclésiastiques séculiers, avait adopté cet article à l'unanimité sauf deux voix. C'était un acte hardi; mais il appartenait à toute une série de mesures conçues dans le même esprit, et qui tendaient toutes à tourner les bras et le travail des habitants vers l'industrie. On réduisit le nombre des jours fériés (31 août 1822), et l'on abolit, vers la même époque, les couvents en interdisant la réception de novices. Rivadavia, en adoptant cette marche hardie, était soutenu par la partie la plus éclairée de la société, par la couche du peuple dans laquelle l'esprit de Voltaire avait profondément pénétré (1) et où il y avait, selon le jugement des étrangers, moins de bigoterie que dans la Belgique superstitieuse ou parmi les sectes en Angleterre. Mais dans le bas peuple, il y eut, au contraire, des conspirations pour conjurer ces dangers prétendus qui menaçaient la religion, conspirations qui furent poussées

(1) Lorsque, un jour, on représenta au théâtre des portraits d'hommes célèbres, aucun ne fut accueilli avec autant d'enthousiasme que celui de Voltaire. Cf. *A five years' residence in Buenos-Ayres, by an Englishman. London.* 1827.

jusqu'à une révolte ouverte (19 mars 1823) par un prêtre du nom de Gregorio Tagle. Cependant le gouvernement montra combien ses résolutions étaient énergiques, et il augmenta sa force et son autorité, en ne se laissant pas décontenancer par ces résistances et en continuant à montrer à l'Église et au clergé quelles étaient les véritables voies où les appelait leur vocation. Il décréta (5 juillet) que les ecclésiastiques eussent à faire des conférences hebdomadaires, dans lesquelles ils devaient s'occuper de morale, de droit canonique et d'éloquence sacrée.

On fit beaucoup pour le culte et pour la construction d'églises; mais l'enthousiasme qui, à cette époque, s'était emparé des hommes les plus généreux, les poussa à faire encore plus et des choses plus grandes pour les écoles et pour l'instruction publique. Dans chaque district rural, comptant de deux mille à quatre mille âmes, on devait fonder, aux frais de l'État, une école primaire. A Buenos-Ayres même, on ouvrit, sans compter les établissements privés, plus de vingt écoles, une université et des colléges, pour l'enseignement de la morale, des sciences naturelles et de la théologie. On assigna de fortes sommes à l'achat d'appareils pour les cours de sciences naturelles et à la dotation de jeunes gens qui devaient achever leurs études en Europe. On fonda une *Société de bienfaisance* composée de femmes qui devaient diriger et surveiller les écoles de jeunes filles, les maisons d'enfants trouvés et les orphelinats (2 janvier). Cette Société devait distribuer, chaque année, des prix aux femmes et aux jeunes filles qui se distingueraient le plus par leurs vertus féminines, par leur industrie et par leur habileté. Comme le disait la loi dans des considé-

rants philosophiques, placés en tête, d'après les prescriptions de Bentham, toute cette institution était destinée « à consacrer l'attention la plus sérieuse à l'éducation des femmes et à l'amélioration de leurs mœurs ; « but qu'aucun moyen ne saurait mieux atteindre que « l'esprit public que propageraient les femmes distin- « guées par leur rang ou par les qualités de leur cœur « et de leur intelligence ».

On entendait dire également beaucoup de belles choses sur l'action de la presse libre, sur les améliorations à introduire dans l'administration de la justice, sur la vigilance de la police, sur la protection à donner à la propriété, sur les réparations et sur la construction nouvelle de routes et de ponts. Tout cela signifiait bien peu de chose, il est vrai, dans un pays où la plupart des habitants ne pouvaient pas lire les beaux journaux, où le bras de la police ne pouvait pénétrer dans les pampas et où la justice restait enchaînée par la législation espagnole; cependant, tous ces défauts n'empêchèrent pas que le Buenos-Ayres ne laissât une impression extrêmement favorable dans tous les étrangers qui le visitaient vers 1824. C'était vers l'époque où Rodriguez se démit de ses fonctions triennales (avril 1824), et où Rivadavia quitta, avec lui, sa charge, pour travailler, en Europe, à la conclusion du traité de commerce avec l'Angleterre; pendant les trois années suivantes, le nouveau gouverneur, las Heras, continuait à administrer le pays de la même façon intelligente et en suivant les mêmes voies.

Lors de ce changement dans le gouvernement, on présenta au congrès un rapport (1) sur la situation du

(1) Cf. *Annual Register*, 1824, p. 142 sq.

pays, rapport qui se distinguait très-avantageusement par son style d'affaires simple et mâle, et dont le contenu, fort satisfaisant, s'accordait entièrement, dans les points essentiels, avec les descriptions que les étrangers firent, à cette époque, de Buenos-Ayres. Ils étaient surpris de voir la transformation complète de toute la vie publique et les métamorphoses qui s'y étaient opérées : le mouvement incessant des affaires, la masse des étrangers qui y affluaient de tous les pays, le patriotisme qui avait refoulé les habitudes de l'ancien régime espagnol et qui avait fait disparaître toute chance d'une restauration, l'esprit joyeux et plein d'une vie nouvelle qui avait fait disparaître les roides cérémonies d'église ; ils contemplaient avec étonnement l'essor que prenaient les affaires et la prospérité de la ville, l'ordre dans l'administration, l'activité, la rapidité et l'esprit d'économie qui régnaient au sein du gouvernement. Les Européens à Buenos-Ayres, disent les indigènes (1), se croyaient, à cette époque, pour ainsi dire, au milieu de la société raffinée de Paris ; rien n'y manquait, pas même la gaieté enjouée des Français. Les générations de cette époque-là avaient fait des progrès dans l'amour de la civilisation qui s'était emparé d'elles pendant les premiers jours de la révolution, et elles s'étaient complétement identifiées aux Européens. Les hommes de ce temps étaient pratiques au delà de toute idée ; ils étaient entreprenants, raisonneurs, ils prenaient une attitude fière, ils avaient le sentiment le plus complet de leur propre valeur, et ils montraient une foi inébranlable dans le triomphe de la cause nationale à laquelle ils se dévouaient corps et âme.

(1) Sarmiento : *Civilisation et barbarie*, p. 139. Paris, 1853.

Les rapports avec les provinces.

On peut facilement s'imaginer avec quelle rapidité ce sentiment de leur propre valeur qui animait les Porteños se communiqua à tous les autres Américains qui en eurent connaissance. On comprend sans peine jusqu'à quel point cet heureux développement de Buenos-Ayres devait nécessairement augmenter la prédilection qu'on avait toujours montrée pour la Constitution républicaine, et confirmer les rêves pleins d'espoir qu'on faisait au sujet de son infaillibilité. On conçoit, enfin, que cette prospérité dut accroître encore l'admiration qu'on avait vouée aux institutions démocratiques des États-Unis; en effet, c'était à la propagation de ce régime libéral dans l'Amérique méridionale qu'on attribuait tous les miracles qui s'y étaient opérés. Malheureusement, au fond de tout ce bonheur nouveau, il y avait l'ancienne plaie des rapports entre la province de Buenos-Ayres et les pays de l'intérieur. Ces derniers avaient compris l'exemple que leur avait donné la province principale, et ils l'avaient imité en s'isolant et en se donnant des constitutions séparées. Dans les premiers temps qui suivirent la confusion universelle de 1820, ces provinces étaient convenues de convoquer un congrès général, qui se réunit effectivement, en 1821, à Cordova. Rivadavia était convaincu que le système adopté par lui pour Buenos-Ayres serait aussi le meilleur pour faire naître la prospérité dans les autres provinces; qu'elles devaient d'abord s'organiser isolément, régler leurs finances, consolider la tranquillité et ne songer à se réunir que quand tous ces résultats seraient obtenus. Aussi insista-t-il, dans la *Sala* (représentation), pour qu'on rappelât les députés de Buenos-Ayres qui étaient déjà partis. Alors le congrès se désorganisa

complétement, puisque aussi les trois provinces riveraines, qui avaient conclu avec le Buenos-Ayres le traité quadrilatéral dont nous avons parlé plus haut, avouèrent hautement cette politique qui, par suite de l'appauvrissement de toutes les provinces, ne voulait pas entendre parler d'une réunion en congrès général.

Ensuite, les provinces poursuivirent séparément, tant bien que mal, leurs propres voies. Quelques-unes, telles que l'Entre-Rios (4 mars 1822) et le Corrientes (15 sept. 1824), se donnèrent des Constitutions séparées dans lesquelles elles copièrent la Charte de l'Union de 1819, de manière à s'y attribuer sans façon des pouvoirs qui ne pouvaient appartenir qu'à un gouvernement fédéral; d'autres provinces s'organisèrent à l'aide de lois particulières. Cette séparation dut nécessairement devenir un nouvel obstacle pour tout établissement futur d'un pouvoir national; tandis que, dans la province de Buenos-Ayres, on améliora la surface, le fond des choses dans l'intérieur du pays resta tel qu'il avait été sous l'ancien régime. Le plus grand des maux dans ces pays était que l'état des choses ne permettait pas d'exécuter cette séparation sincèrement et jusqu'au bout, jusqu'à ce que, par rapport à la position intérieure des provinces, on eût atteint les buts que voulait poursuivre Rivadavia, et jusqu'à ce que les expériences et les besoins mutuels les eussent ramenées, par des chemins ouverts, à une union légalement organisée. En se séparant, les provinces croyaient avoir sauvegardé le principe fédéraliste; mais, en attendant, les nécessités de leur position géographique et des relations commerciales, l'instinct local et l'habitude de la capitale à exercer le pouvoir suprême, furent cause que cette dernière conserva néanmoins

une espèce de pouvoir central et une organisation centrale.

Le gouverneur, qui, d'après les dispositions de la loi (23 déc. 1823), devait être de la province de Buenos-Ayres, était entouré de quatre ministres, dont un pour les affaires étrangères. Ce dernier représentait, sans y être autorisé, *toutes* les provinces; il recevait, au nom de toute la république, les ambassadeurs et les consuls des gouvernements étrangers qui ne se rendaient qu'à Buenos-Ayres, sans aller dans l'intérieur; il ouvrit des relations diplomatiques avec le Brésil, avec l'Amérique du Nord, avec l'Angleterre et avec l'Espagne, et toutes les fois qu'il traitait avec ces puissances pour l'État de Buenos-Ayres, il y comprenait tacitement tous les États de l'intérieur. C'était ainsi que les provinces avaient, à l'intérieur, leur gouvernement séparé, tandis que celle de Buenos Ayres possédait, à l'extérieur, le gouvernement réuni. Dans le traité de Capilla-del-Pilar, on avait dû laisser aux provinces leurs gouvernements particuliers, mais, en attendant, on leur prenait toujours, comme auparavant, leurs revenus. Moyennant une somme d'argent que la province de Buenos-Ayres payait à celle de Santa-Fé, elle maintenait la fermeture des fleuves, et, comme son port restait la principale porte d'entrée pour tout le pays, elle gardait pour elle le produit des droits d'entrée, ce revenu principal de la république tout entière; non-seulement elle ne distribuait pas, comme l'avait fait l'Espagne, les sommes obtenues par ce privilége entre les diverses provinces, dans l'intérêt de l'ensemble, mais encore elle les dépensait toutes à son propre profit et pour augmenter son influence particulière.

Ainsi, grâce à cette politique d'absorption et d'exploi-

tation, la défaite de 1820 avait été insensiblement changée en victoire, sans qu'on eût eu, pour cela, le droit d'accuser les hommes d'État qui régnaient à Buenos-Ayres de montrer de la mauvaise volonté ou de manquer de patriotisme. Rivadavia n'avait jamais songé à prolonger indéfiniment l'état d'exception qu'il aida à fonder ni la scission de la confédération, ni l'exercice de prérogatives nationales par les gouvernements locaux : il comptait transformer, avec le temps, ces institutions provinciales en régime national. Même avant que Rodriguez se fût démis de ses fonctions, les gens équitables dans la capitale avaient pensé à prendre la résolution de rendre à un gouvernement général tous les droits qui lui appartenaient. Cette pensée avait été suggérée, de la manière la plus naturelle, par la tournure que les choses venaient de prendre tout récemment (1817) dans la Banda orientale dont le Brésil s'était emparé (Cf. t. VI, p. 361). En effet, cette province, visiblement encouragée par la prospérité du Buenos-Ayres, faisait espérer qu'elle recouvrerait son indépendance et qu'elle reviendrait dans le sein de la famille argentine. Le gouvernement portugais avait, sous la pression de ses armes, fait sanctionner la conquête de cette province (1821) par un congrès cisplatin à Montevideo; ensuite, il s'était efforcé d'acheter, des colonies espagnoles indépendantes elles-mêmes, la sanction de l'incorporation de cette province dans le Brésil, en offrant d'abord au Chili (11 août 1821) et, immédiatement après (fin de 1821), aussi au Buenos-Ayres de reconnaître leur indépendance.

On avait refusé cette offre et on avait suivi avec beaucoup d'attention le revirement qui s'opérait dans la disposition des esprits au sein de la Banda. Les querelles

qui s'étaient élevées dès l'abord entre les Espagnols et les Portugais, pendant que ces deux peuples établissaient leurs comptes réciproques, s'étaient propagées aussitôt dans les provinces. Pendant ces luttes de nationalité, le sentiment populaire des Espagnols s'était élevé avec d'autant plus de force, que la manière impitoyable dont les Brésiliens avaient pressuré le pays portait dès lors ses fruits. On disait que dans les quelques années depuis 1817, les Brésiliens avaient fait sortir de la Banda plus de 4 millions de têtes de bétail, et que de 1817 à 1825 le nombre des établissements où l'on salait la viande s'était élevé de treize à cent vingt dans la province frontière de Rio-Grande-do-Sul. Enfin, dans la Banda appauvrie, le produit des douanes, qui avait été de 40,000 à 50,000 piastres, s'était trouvé, depuis la conquête, réduit de moitié.

Un pareil état de choses avait fait de Buenos-Ayres le point de ralliement pour tous les mécontents de la Banda; un rapprochement s'était opéré entre les capitales jalouses, et Rivadavia l'avait favorisé avec d'autant plus de soin, qu'il considérait la domination sur Montevideo comme une question vitale pour Buenos-Ayres, ce que les Espagnols avaient fait avant lui et ce que Rosas fit après lui. C'est pourquoi Rivadavia avait envoyé à Rio le diplomate Val. Gomez (1), afin de faire redemander la Banda en offrant une indemnité en argent. Gomez remit à la cour brésilienne (15 sept. 1823) un Mémoire dans lequel il exposait avec beaucoup de raison l'état de choses et la situation de la Banda, et où il exprimait la

(1) Les documents relatifs à cette négociation se trouvent dans Nuñez, p. 82 sq.

résolution des provinces de la Plata de risquer, en cas de besoin, même leur existence pour recouvrer Montevideo, la clef de leur fleuve. Peu de temps après la remise de ce Mémoire, les choses en étaient venues, à Montevideo, au point que, dans un pronunciamiento public, les représentants de la ville et des environs déclarèrent nul et non avenu l'acte d'incorporation de 1821, et qu'ils exprimèrent l'intention de la province de se placer librement et spontanément sous la protection de Buenos-Ayres (20 oct.). Rien que pour résoudre cette seule question, il s'agissait donc avant tout, pour le Buenos-Ayres, de réunir les forces, les ressources et le bon vouloir de toutes les provinces de la Plata, ne fût-ce que pour tenir tête au Brésil et pour remporter, malgré lui, l'affranchissement de ce pays riverain d'une si grande importance.

Les conjonctures et la situation des provinces semblaient promettre un résultat favorable. Dans les trois provinces riveraines, on avait rétabli une espèce de tranquillité apathique. Après bien des luttes diverses qui duraient encore, les pays de l'intérieur aussi, qui avaient essayé de se rapprocher plus ou moins des institutions du Buenos-Ayres, étaient parvenus à un état de calme relatif et avaient pu se débarrasser davantage de leurs discordes civiles. Ce fut dans ces circonstances que le Buenos-Ayres essaya de renouer, avec prudence, les anciens liens nationaux qui l'avaient uni aux provinces. Dans ce dessein, Rivadavia, avant de quitter le pouvoir, avait envoyé des délégués dans les différents États, en leur donnant les instructions les plus prudentes (1) : « Afin de

(1) *Ibidem*, p. 132 sq.

« faire naître la confiance à l'égard du désintéressement
« de leur gouvernement, ils devaient partout montrer
« la plus grande franchise, ne se mettre à la remorque
« d'aucun parti et assurer aux gouvernements existants
« l'appui et la protection du Buenos-Ayres. »

Après que Rodriguez s'était démis de ses fonctions, on avait, pendant toute la durée de l'année 1824, attendu avec une vive impatience la réunion d'un nouveau congrès général, d'une assemblée fédérale constituante, qui effectivement ouvrit ses séances vers la fin de l'année (16 déc. 1824) à Buenos-Ayres. Après avoir encore une fois invité séparément toutes les provinces à reconnaître ses pouvoirs, cette assemblée procéda à accomplir sa tâche. Elle avait à élaborer, pour les États-Unis du Rio-de-la-Plata, une Constitution nationale qui devait être acceptée et confirmée séparément par toutes les provinces. Dans l'intervalle, les affaires de la Confédération devaient être dirigées par le gouvernement du Buenos-Ayres. Ces dispositions furent consignées dans une *Loi fondamentale* provisoire (23 juin 1825) dont les articles reposaient tous sur des principes essentiellement fédéralistes.

Après avoir dirigé, pendant quelque temps, les affaires fédérales, le gouvernement du Buenos-Ayres exprima le désir d'en être déchargé, vœu que, selon l'opinion du congrès, la situation de l'État ne permettait pas d'accueillir. Le motif qui avait provoqué cette demande était encore entièrement inspiré par la prudence; en effet, le gouvernement ne voulait pas réveiller les anciennes jalousies, au moment où l'on s'armait pour la guerre contre le Brésil, où l'on allait avoir recours à l'assistance des provinces et où le congrès venait de les engager

séparément (22 juin) à donner leur avis sur la forme de gouvernement la plus désirable. La résolution qui avait pour but d'adresser cette question aux provinces, était le résultat de longues discussions stériles sur la question de savoir si l'on adopterait un principe penchant plutôt vers le centralisme ou plutôt vers le fédéralisme. Aux yeux des députés, dont le comité de rédaction avait de prime-abord renoncé à toute idée créatrice et originale dans son œuvre constitutive, cette question équivalait à cette autre question, à savoir s'il fallait préférer la Constitution de 1819 ou celle de l'Amérique du Nord.

Le comité constitutif de la Sala de Buenos-Ayres répondit le premier (9 déc.), avec la même réserve prudente (1) dont il avait toujours fait preuve et en restant tout à fait fidèle à l'esprit de Rivadavia. Il disait : « Que « le système unitaire s'était montré jusqu'alors trop « tyrannique et le système fédéral trop faible; qu'on « devait probablement abandonner l'espoir de produire « une Constitution conforme aux vœux de la majorité; « qu'il valait mieux simplement se constituer de fait « d'après la position des divers peuples, et ensuite amé- « liorer graduellement ce qui existait. » Parmi les autres provinces, où l'on trouvait à peine quelques rares personnes capables de bien comprendre cette question, les États de Cordova, de Mendoza, de San-Juan et de Santiago se prononcèrent nettement (2) en faveur de la forme fédérale, tandis que ceux de Salta, de Tucuman et de Rioja étaient pour la forme unitaire; les provinces de Catamarca, de San-Luis et de Corrientes voulaient

(1) Nuñez, p. 403 sq.
(2) Cf. Mac Cann, t. II, p. 167.

attendre la décision du congrès. Les autres ne firent aucune réponse. Le congrès, réduit à lui-même et subissant de nouveau l'influence de la capitale, comme c'était toujours arrivé auparavant, résolut ensuite, après une delibération de quatre jours, avec quarante-trois voix contre onze, d'établir la Constitution sur la base d'une forme de gouvernement unitaire.

Mais avec quelle rigueur on concevait l'idée de cette unité, cela ressort de la simple question qu'on posa au congrès : « Vaut-il mieux diviser le gouvernement en « autant d'États qu'il y a de provinces, États qui, réunis « politiquement sous un gouvernement fédéral chargé de « diriger leurs affaires nationales, gardent chacun autant « de pouvoir souverain qu'il leur en faut pour leur admi- « nistration particulière ; ou bien faut-il réunir les pro- « vinces en un seul État avec un gouvernement central « qui prenne en main l'administration intérieure de l'en- « semble des provinces? »

Lorsque la Constitution fut achevée et promulguée (24 déc. 1826), elle se trouva être, de l'aveu de tout le monde, une répétition presque littérale de la Charte de 1819 qui autrefois avait été repoussée avec tant d'énergie. Elle laissa au gouvernement central le pouvoir si odieux aux habitants de choisir les gouverneurs des provinces, et les lois indiennes en vertu desquelles les étrangers étaient exclus de la navigation fluviale. La peur qu'inspirait le Brésil, dès lors constitué comme empire indépendant et avec lequel la lutte venait d'éclater dans la Banda orientale, cette peur, disons-nous, avait essentiellement contribué à donner la victoire aux centralistes. Bien que jusqu'alors on se fût toujours trouvé dans l'impossibilité de réaliser l'unité et la centralisation de tous

les pays, les centralistes les croyaient cependant indispensables quand ils songeaient à la grande étendue de leurs territoires, à la population clairsemée et au manque de talents et de ressources matérielles dans ces pays pauvres.

Dans ces contrées d'une étendue si énorme, et cependant si peu peuplées, le congrès ne croyait pouvoir assurer la sécurité extérieure et intérieure qu'en accordant au gouvernement une action facile, prompte et énergique, que l'organisation compliquée et faible d'un système fédéral ne pouvait lui donner. Il arriva ainsi qu'on n'écouta pas la voix des gens modérés qui se déclaraient en faveur des formes moins tranchées et pour un mélange de dispositions unitaires et fédératives. Les choses auraient peut-être pris une autre tournure, si les temps étaient restés tranquilles, et si l'on avait abandonné l'exécution de la nouvelle Constitution à Rivadavia, qui venait de revenir de son voyage en Angleterre (7 févr.) après avoir conclu le traité d'amitié avec cette puissance, et qui, dès lors, avait été nommé président. Il est possible que, sous sa direction prudente, une mise en pratique équitable eût assuré la stabilité à ce régime détesté des populations.

Mais dans les circonstances actuelles, la Constitution de 1826 s'éteignit, comme celle de 1819, presque au moment de sa naissance ; les divisions et l'anarchie s'emparèrent de nouveau du pays. Précisément dans l'affaire qui, plus que toutes les autres, était commune à tout l'État, dans la nouvelle conquête de la Banda, dans laquelle et pour laquelle le Buenos-Ayres avait espéré réunir les provinces, il allait se voir abandonné par elles et réduit à ses propres ressources. Dès lors, il s'agissait,

en effet, très-sérieusement de savoir si le Buenos-Ayres, abandonné à ses propres forces et engagé avec l'immense État voisin dans une lutte fort inégale entre une province et un empire, entre la république et la monarchie, ne « risquerait pas son existence » extérieure, et s'il serait en état de maintenir son existence intérieure et son nouveau régime qui donnait tant d'espérance et qui avait produit une si grande prospérité.

---

2. — LA COLOMBIE

Action exercée sur les luttes pour l'indépendance par la révolution espagnole de 1820.

La révolution dans l'Ile-de-Leon (1820) avait enlevé à l'Espagne les dernières forces dont cette puissance aurait pu disposer pour reconquérir l'Amérique, et les dernières espérances dont elle avait pu se bercer à cet égard. Ce soulèvement avait anéanti le grand armement destiné à porter le coup principal aux colonies rebelles, et, pour plusieurs années à venir, il avait produit dans la métropole une désorganisation, un appauvrissement et une pénurie extrêmes. De cette manière, il avait achevé la séparation de l'Amérique d'avec la mère patrie et décidé l'issue de la lutte entreprise pour assurer l'indépendance des nouveaux États. Dans les pays où l'affranchissement avait été déjà accompli, comme au Chili et

comme au Buenos-Ayres, cette intervention du destin consolida davantage l'indépendance, et, dans ce dernier État en particulier, la lutte entre la république et la monarchie fut ainsi décidée d'une manière très-simple, et terminée, comme nous l'avons dit plus haut, par un accord universel. Là où, comme dans les deux empires principaux, au Mexique et au Pérou, on était resté maître des révoltes, on fut dès lors entraîné, comme nous allons le voir, dans le courant de la révolution, soit par des changements intérieurs tels qu'ils se produisirent dans l'un, soit par des impulsions extérieures telles qu'on les ressentit dans l'autre de ces deux États. Enfin, dans les contrées où les patriotes luttaient encore, comme au Venezuela et comme dans la Nouvelle-Grenade, pour conquérir leur liberté, ils trouvaient, et nous aurons à le dire en premier lieu, qu'au sein même de leur épuisement leur courage s'était retrempé pour se changer en une confiance inébranlable.

En 1808, l'invasion française en Espagne avait développé les premiers germes de la révolution dans l'Amérique du Sud, et on s'était en vain attendu, pendant cette époque, que la vaillante défense du pays, qui devait fonder une nouvelle liberté en Espagne, ramènerait les colonies à l'ancienne obéissance. Un fait absolument contraire se produisit à partir de 1820. En se soulevant de nouveau pour leur liberté, les Espagnols hâtèrent le développement complet de l'indépendance en Amérique, et ce fut également en vain qu'on s'attendit à ce que la nouvelle invasion française, qui réprima l'essor politique pris par l'Espagne, entraînât les colonies à leur tour dans cette oppression. Pendant quelque temps, le gouvernement espagnol se berça de l'espoir que le revirement

politique dans la métropole écarterait, sinon tous, du moins la plus grande partie des griefs élevés par les créoles; il crut qu'à l'ombre vivifiante de l'arbre constitutionnel, la réconciliation entre l'Amérique et l'Europe se ferait très-facilement; mais encore cet espoir allait être déçu. La seule propagation de la nouvelle qui annonçait l'explosion de la révolte en Andalousie, eut, sur la cause patriotique la même influence favorable que celle qui avait été exercée sur la cause espagnole, en 1814, par la nouvelle annonçant l'accomplissement de la Restauration; c'était essentiellement l'effet moral et insaisissable de cet événement qui produisit un semblable résultat. Encouragées par le funeste exemple que leur avait donné la métropole, toutes les provinces trouvaient (à ce que disaient les Notes russes de 1822) dans les événements de mars (1820) la meilleure excuse pour leur révolte.

Les simples négociations de pair à pair, auxquelles durent, dès lors, se soumettre les Morillo, les Pezuela et les O'Donoju au Venezuela, au Pérou et au Mexique, remplirent les patriotes du sentiment le plus superbe de leur propre valeur, tandis qu'au milieu des troupes espagnoles, tous les appuis que leur avait donnés leur confiance en elles-mêmes cédèrent et s'écroulèrent peu à peu. Les créoles, qui, sous le rapport du nombre, avaient toujours formé la force principale des armées espagnoles, commencèrent à se laisser ébranler, et les chefs les plus considérables parmi les Espagnols eux-mêmes se mirent, dans plusieurs endroits, du côté des soldats de l'indépendance. Après que ce coup eut été porté à l'autorité royale, les hommes les plus dévoués à la monarchie dans la classe bourgeoise considérèrent la

cause du roi comme entièrement perdue. Les progrès de l'opinion patriotique furent irrésistibles, même dans les pays les plus reculés de l'intérieur et dans les parties du Pérou qui n'avaient jamais été atteints par les événements, et où la cause de l'indépendance avait été le plus entravée par l'oppression extérieure et par l'apathie des habitants. Bien qu'elle fût lente et graduelle, la victoire finit cependant par être remportée, même là où les chefs des patriotes, insoucieux dans leurs entreprises, l'attendaient de la seule force pacifique de l'opinion publique.

L'indépendance de la Colombie est assurée.

Nous avons quitté Bolivar, l'un des deux hommes qui avaient donné la dernière tournure heureuse à la lutte dans l'Amérique du Sud, au moment où, après l'expédition libératrice dans la Nouvelle-Grenade, il avait de nouveau tourné ses armes contre le Venezuela. Nous avons raconté que, dénué de ressources, il n'avait pu poursuivre d'une manière énergique sa victoire sur les bords du Boyaca (Cf. t. VII, p. 95). Après avoir reçu la nouvelle de la catastrophe en Andalousie, il pouvait facilement voir, par l'attitude des Espagnols, qu'il ferait bien, en attendant, de permettre à cette grande nouvelle de produire son effet, et de laisser reposer ses armes tant qu'il manquerait de munitions de guerre. Lorsque Morillo reçut (mars 1820) les premiers rapports sur les événements en Espagne, il perdit aussitôt toute confiance en lui-même, et il désespéra de pouvoir s'acquitter de sa tâche. Lui et le gouverneur de Cartagena reçurent du nouveau gouvernement l'ordre (avril) de déterminer, par des mesures conciliantes, les patriotes dans les deux royaumes du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade à déposer les armes. Tous les deux devaient ajouter à

l'offre de nouvelles libertés encore, comme un leurre, la concession pour les divers chefs qu'on les laisserait dans leurs positions et qu'on maintiendrait leur pouvoir.

Combien était profonde la méfiance que le changement soudain dans les affaires inspirait à Morillo, qui se vit ainsi déterminé à offrir aussitôt sa démission, c'est ce qui se montra dans ce seul fait que, pendant longtemps (jusqu'en juin) il retarda la simple proclamation de la Constitution, et qu'enfin il ne la promulgua qu'à contre-cœur, ce qui ne laissa pas que de faire naître la défiance chez les habitants. Au contraire, les patriotes montrèrent tout à coup une grande confiance en leurs propres forces, comme on le vit clairement dans les réponses qu'ils firent aux propositions adressées par Morillo au congrès et aux chefs. A l'instar de ce que les Américains du Nord avaient répondu, en 1778, aux propositions de paix que leur fit lord North, le congrès déclara (11 juillet) fort sèchement ne pouvoir écouter de propositions qui n'eussent pas pour point de départ la reconnaissance de l'indépendance du pays. Quant aux soldats, ils rejetèrent en partie avec mépris et d'une manière grossière la demande qu'on leur faisait, de rattacher à l'avenir leurs intérêts à ceux d'une nation qui était devenue un fléau pour l'Amérique. Bolivar fit écrire au gouverneur de Cartagena (28 août), dans le style le plus pompeux dont il avait l'habitude : « Que, pour ne plus supporter l'ignominie « du nom espagnol, les Colombiens étaient résolus « de combattre, pendant des siècles, les misérables « Espagnols, tous les hommes *et même les immortels*, « s'ils devaient se mettre du côté de l'Espagne (1). »

(1) Cf. *Vida publica del Libertador*, t. II, p. 152.

Repoussé de la sorte, Morillo chercha, au moins, à obtenir une suspension d'armes, afin de donner ainsi meilleure mine à son départ. En effet, tout autour de lui les provinces abandonnèrent la cause royaliste, même sans qu'il y eût lutte : à l'est, la province de Barcelona, qui fut occupée par Bermudez (22 octobre), se déclara pour les patriotes; au sud, presque tout le Barinas se trouvait, à cette époque, entre les mains de Paëz ; Bolivar s'empara des provinces de Merida et de Trujillo. Au nord-ouest aussi, on remporta des avantages considérables : Montilla, qui venait de se réconcilier avec Bolivar, avait réussi à rassembler une escadre de barques propres à la navigation fluviale, à ouvrir les communications militaires et commerciales du Magdalena, à purger des ennemis les provinces de Santa-Marta et de Rio-Hacha, et à procéder, avec l'appui du vaillant amiral Padilla, au blocus de Cartagena. Cependant, malgré tous ces avantages, Bolivar aussi était disposé à accepter la trêve qui lui avait été offerte ; en effet, il manquait toujours de munitions suffisantes, et, depuis Trujillo jusqu'à Bogota, il n'y avait pas de corps de troupes sur lequel on eût pu s'appuyer en cas de besoin.

Ainsi, on conclut, à Trujillo (25 novembre), un armistice (1) pour six mois, pendant la durée duquel les patriotes devaient envoyer des délégués en Espagne pour y négocier la paix. La conclusion de cette suspension d'armes était accompagnée d un traité (26 novembre) par lequel on régla, d'après les coutumes des peuples civilisés, les lois de la guerre, pour le cas où elle éclaterait de nouveau, et l'on abolit la guerre d'extermi-

(1) *Ibidem*, t. II, p. 189 sq.

nation que, sept ans auparavant, Bolivar avait proclamée dans ce même endroit. Ensuite, pendant une entrevue qu'on a hautement célébrée et beaucoup raillée, Morillo et Bolivar se rencontrèrent (27 novembre) dans le village indien de Santa-Ana, où l'on montre encore la pierre à côté de laquelle ils descendirent de cheval pour échanger des embrassades, des toasts et des discours louangeurs, et même, à ce que dit la tradition, pour partager la même chambre à coucher, après s'être combattus pendant des années avec les boucheries les plus terribles. Immédiatement après (17 décembre), Morillo s'embarqua pour l'Espagne, et remit au général la Torre le commandement suprême, qui devint une besogne de jour en jour plus ingrate.

Effectivement, même pendant que les armes reposaient, l'opinion publique continuait à se répandre sourdement et à gagner de plus en plus du terrain. Jusqu'alors, des commandants à la fois vigilants et humains avaient conservé aux Espagnols la ville de Maracaïbo, point de la dernière importance et facile à défendre, qui domine le lac du même nom et qui permettait ainsi de porter la guerre, au même moment, dans les provinces les plus différentes et les plus écartées de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela. Mais, au moment actuel, cette ville aussi se déclara pour la cause des patriotes (28 janvier 1821) et se rendit au général Urdaneta, qui était né dans ses murs et qui avait du dehors prêté son concours aux machinations habiles par lesquelles on avait préparé le soulèvement. Il rompit ouvertement la trêve, lorsqu'il fit occuper la ville et que, sur les plaintes du général la Torre (11 février), il répondit d'un ton railleur que si, d'après le traité, il était permis d'accueillir des transfuges,

on devait avec beaucoup plus de raison recevoir toute une population qui désertait la cause des adversaires. La Torre demanda l'évacuation de la ville à Bolivar, qui la refusa, bien qu'il avouât que les officiers qui l'avaient occupée méritaient une punition.

Le chef des patriotes se trouvait, en effet, à ce moment même, dans une position qui lui permettait de chercher à rompre la paix. Le gouvernement espagnol avait envoyé dans toutes les provinces des commissaires de la paix, parmi lesquels ceux qui étaient destinés à aller dans la Nouvelle-Grenade et au Venezuela venaient d'arriver à Cartagena et à Caracas. Ce fait seul de l'envoi d'un commissaire particulier pour chacune des deux provinces prouva à Bolivar qu'on ne songeait pas à reconnaître l'indépendance du pays. Les troupes des patriotes se trouvaient, en grande partie, dans la province de Barinas, qui était complétement épuisée, et où la peste et la famine éclaircissaient les rangs des soldats. C'est pourquoi, se fondant sur la loi de la nécessité, Bolivar dénonça (10 mars) l'armistice avant le terme, pour le cas où les négociateurs de la paix envoyés par l'Espagne ne seraient pas autorisés à reconnaître l'indépendance du pays. Aussitôt il prit ses mesures pour opérer sa jonction avec Paëz, tandis que Bermudez partit de Barcelona et s'avança promptement, sur la route complétement ouverte de Rio-Chico, vers la capitale Caracas, qu'il occupa (14 mai) d'une manière passagère.

Ce mouvement fit que le général espagnol détacha du gros de son armée une division que Bermudez força à rebrousser chemin ; pendant ce temps, Bolivar opéra, à San-Carlos, sa jonction avec Paëz, et il se rapprocha de la position que la Torre occupait près de Carabobo. Le

général espagnol avait réuni (commencement de juin) toutes ses forces, au nombre d'un peu plus de six mille hommes, dans une contrée fort pauvre où il devait bientôt manquer de vivres; devant lui, il avait Bolivar avec une armée égale à la sienne; à côté de lui, il voyait un ennemi presque plus redoutable dans la personne de Morales, homme envieux et ourdissant des intrigues, avec lequel il s'était brouillé par des querelles qui s'étaient communiquées aux soldats.

En suivant la route de San-Carlos à Carabobo, Bolivar avait à passer la gorge de Buenavista, où une poignée de gens auraient pu l'arrêter; les Espagnols avaient follement abandonné cette position pour se ranger dans la plaine de Carabobo, en plaçant la cavalerie sur les deux flancs de l'infanterie. Les patriotes qui s'avançaient avaient à forcer la véritable sortie dans la plaine, en se frayant un chemin à travers le défilé étroit d'une hauteur boisée que dominaient les Espagnols avec leur artillerie. Ils n'osèrent pas pénétrer par cet endroit; mais un des guides indiens leur indiqua, à gauche du passage ordinaire, un point où, à la rigueur, on pouvait se frayer une autre issue, en suivant un sentier peu battu. Paëz, qui reçut l'ordre de pénétrer par ce passage, surprit ainsi l'aile droite des Espagnols. Néanmoins la fusillade de l'infanterie espagnole repoussa l'attaque du bataillon Apure qui avait défilé le premier, et dont les soldats s'étaient jetés comme des tigres sur leurs adversaires. Les patriotes s'enfuirent, et, bien que Paëz tuât, dit-on, de sa propre lance un certain nombre de fuyards, on ne put les amener à s'arrêter qu'au moment où le bataillon anglais, sous les ordres de Mackintosh, sortit du défilé. Plein de sang-froid, ce bataillon se rangea en ba-

taille sous le feu le plus violent de l'ennemi et soutint l'attaque des Espagnols jusqu'à ce que le bataillon Apure se fût rallié et que d'autres secours arrivassent; puis il attaqua l'ennemi à la baïonnette et le rejeta sur le gros de son armée et sous la protection de sa cavalerie placée à l'aile droite. La cavalerie, commandée par Morales, aurait pu faire avorter, à ce moment, les avantages obtenus avec tant de peine par les patriotes; mais elle s'enfuit honteusement devant l'attaque subite de tout au plus quatre-vingts ou cent llaneros à cheval appartenant aux gens de Paëz, qui jusqu'alors avaient pu passer par le défilé; elle entraîna dans sa fuite aussi la cavalerie de l'aile gauche.

En moins d'une heure, après l'attaque faite par la légion britannique, toute l'armée était en fuite; la cavalerie des patriotes la poursuivit en déployant une énergie extraordinaire. Des bataillons entiers se rendirent, d'autres se débandèrent en se dispersant dans les forêts; il n'y eut que de faibles débris qui revinrent à Puerto-Cabello. La perte des patriotes ne dépassa pas deux cents morts et blessés; parmi les premiers, il y eut le fidèle Cedeño et le colonel Ferrier. Paëz et les Anglais, qui dès ce moment furent appelés le bataillon de Carabobo, avaient fait le gros de l'ouvrage; les Américains eux-mêmes leur attribuaient des prodiges de bravoure.

Cette bataille décisive (24 juin), qui a été appelée le Waterloo américain, consolida la première existence politique et l'indépendance de la Colombie, bien que, dans divers endroits des deux royaumes réunis, les luttes se prolongeassent encore pendant deux ans. Depuis l'époque où Bolivar était de nouveau entré à Caracas (29 juin), et où, à l'est, Cumana s'était rendue à Bermudez (16 sep-

tembre), les Espagnols avaient été réduits, dans le Venezuala, à Puerto-Cabello et à la ville opiniâtre de Coro dont les environs furent changés en désert par la guerre qui continuait à sévir. Dans la Nouvelle-Grenade, les Espagnols, à Cartagena, avaient perdu tout courage après la bataille de Carabobo, bien que leurs communications du côté de la mer fussent entièrement libres. Après que la capitulation des forts de Bocachica eut procuré aux patriotes les moyens nécessaires pour transformer le blocus en siége régulier, de Torres, le gouverneur, qui se voyait entouré de troupes affamées et d'une population hostile, dut se rendre à Montilla (23 septembre); ensuite, l'isthme de Panama fit, à son tour, son pronunciamiento (28 novembre) et s'incorpora dans la Colombie.

Mais cette marche rapide de la première fortune s'arrêta bientôt. Bolivar avait quitté le théâtre de cette guerre, d'abord pour assister aux travaux constitutifs du congrès de Bogota, et ensuite pour profiter de la tournure favorable que les événements de la guerre venaient de prendre au Sud de la Nouvelle-Grenade, afin de réduire la ville récalcitrante de Pasto. Aussitôt, on allait voir encore que l'autorité de tous les autres chefs des patriotes était bien peu de chose, quand ils étaient privés de la direction suprême de Bolivar. Tous les avantages remportés pendant ces deux dernières années, en 1820 et 1821, faillirent être perdus durant les deux années suivantes. Bolivar avait remis le commandement suprême à son favori Soublette; mais Paëz refusa de se soumettre à son pouvoir, ce qui sema la discorde parmi les troupes vénézolaines, à l'époque même où le courage moral des Espagnols grandit par suite des nouvelles forces que le

gouvernement constitutionnel venait d'acquérir dans la métropole, et où ils trouvèrent un chef supérieur dans la personne de Morales, qui avait remplacé la Torre comme capitaine général du Venezuela (juillet 1822).

Dans cette position plus élevée, Morales déploya une activité plus énergique. Il s'embarqua (24 août) à Puerto-Cabello avec une petite troupe de douze cents hommes et se rendit dans la presqu'île de Goagira ; il y surprit les patriotes par un coup de main, il s'empara de nouveau (7 septembre) de la précieuse position de Maracaïbo et, grâce à la lâcheté de l'homme qui commandait au château de San-Carlos, il se rendit maître de ce dernier point, d'où il menaçait, dès lors, Cucuta et les provinces de Socorro et de Pamplona qui étaient dépourvues de tout moyen de défense. En même temps, il anéantit, dans la plaine de Garabulla (12 novembre), un corps envoyé par Montilla pour reprendre la ville de Maracaïbo ; puis il souleva de nouveau la province de Santa-Marta contre les patriotes, et il remporta des avantages aussi dans la direction du Venezuela, où il s'assura encore la possession de Coro, et où il dégagea Puertó-Cabello du côté de la mer, en remportant une victoire sur la flotte des patriotes. Il est vrai que tous ces succès ne purent arrêter à la longue la marche des destinées de l'Amérique.

Mais la ruine de la Constitution en Espagne entraîna aussi la décadence de la fortune militaire des troupes en Amérique. On aurait dû croire qu'après avoir obtenu tous ces avantages, les Espagnols feraient tous leurs efforts pour s'assurer, par une bonne administration et par de nouvelles fortifications, Cuba et Portorico, les seuls points fortifiés qu'ils possédaient encore, et qu'ils

s'en serviraient pour envoyer de là de nombreux renforts et des approvisionnements suffisants à la flotte victorieuse et à l'armée qui luttait énergiquement contre les patriotes. Mais, au contraire, l'administration y était continuellement entre les mains d'intrigants du plus bas étage, qui usaient de la manière la plus honteuse des deniers publics. Le vaillant commandant de la flotte des patriotes, l'amiral Padilla, qui depuis quelque temps avait remplacé Brion dont la santé était fort délabrée, put ainsi réparer, l'année suivante, les grands échecs subis en 1822. Avec des forces très-peu considérables (8 mai 1823), il força d'abord l'entrée du lac de Maracaïbo; ensuite, après une lutte sanglante, il fit subir, près d'Altagracia, à l'amiral espagnol Laborde une défaite fort grave (24 juillet) qui mit la marine colombienne au niveau de celle des Espagnols.

Ce revirement dans les affaires força ensuite Morales, à Maracaïbo, à signer une capitulation (3 août) qui, en outre, lui était imposée en grande partie par le défaut de sommes d'argent considérables dont il avait en vain attendu l'arrivée de Cuba (1). Par une heureuse disposition du sort, il arriva que, peu de temps après, Puerto-Cabello tomba aussi, ville qui aurait pu tenir longtemps encore, puisqu'elle était défendue avec opiniâtreté et que les patriotes manquaient de tout matériel de siége. Mais un guide, qui connaissait bien les localités, indiqua à Paëz, chef des assiégeants, un chemin praticable à travers les marais étendus qui, formant un rempart naturel, entourent la ville du côté est, où elle n'avait pas été fortifiée pour cette raison même. Ce fut de ce côté

(1) Cf. Presas.

qu'on s'empara de la place par un coup de main exécuté pendant la nuit (7-8 novembre) : aussitôt le château de San-Felipe se rendit également aux patriotes. Quelques semaines seulement s'étaient écoulées depuis la restauration du roi Ferdinand et depuis sa délivrance à Cadix, lorsque les Espagnols perdirent ce dernier boulevard sur les vastes territoires de la nouvelle république de Colombie.

Agrandissement du territoire de la république de Colombie par l'accession des pays de l'Équateur.

Avant l'époque où, à partir du milieu de l'année 1822, Morales donna encore, pendant quelque temps, une tournure favorable à la cause espagnole au nord dans la Costafirme, on avait achevé, au sud, l'affranchissement complet et l'arrondissement de la république de Colombie, mais non sans que les habitants eussent, là aussi, à traverser des vicissitudes de toute espèce. Après la bataille sur les bords du Boyaca, les habitants des provinces à l'intérieur de la Nouvelle-Grenade s'étaient soulevés spontanément, bien qu'ils fussent sans armes, et ils avaient affranch onze provinces. Au même temps où Montilla opérait sur la côte maritime de la Nouvelle-Grenade, et où Bolivar était occupé dans les provinces de Merida et de Trujillo (Venezuela), les patriotes avaient ouvert la campagne contre le Sud, contre les provinces où la domination espagnole n'avait pas été ébranlée, où elle formait encore une puissance solide et cohérente depuis Pasto jusque dans les vastes étendues du Haut-Pérou. Les généraux Mires et Valdes reçurent ordre de pénétrer jusqu'à Quito, en passant par la vallée de la Cauca. Mires culbuta (28 avril 1820), à la Plata, une colonne de l'armée de Calzada; ensuite les deux

généraux franchirent le Paramo de Guanucos, pour se frayer un chemin vers la Cauca. Ils battirent les Espagnols à Piteyo (6 juin), et ils forcèrent Calzada à quitter le Popayan (juillet), pour se retirer chez les Patiens et chez les habitants de Pasto, ces anciens soutiens des causes royales. Peu de temps avant ces événements, les patriotes reçurent la nouvelle de la grande diversion au sud qui fixait l'attention des Espagnols sur le Pérou, et immédiatement après, ils allaient trouver un point d'appui fort désirable au cœur même des territoires ennemis qu'il s'agissait d'affranchir.

Le gouvernement du Chili annonça (7 août) à Bolivar que l'armement commun, préparé par le Buenos Ayres et par le Chili, partirait le 15 août, sous les ordres du général San Martin, afin d'apporter la liberté au Pérou (Cf. t. VII, p. 26). A peine San Martin eut-il paru dans les eaux du Pérou que, d'un concert commun entre les garnisons et la population, le Guyaquil arbora le drapeau de l'indépendance (9 oct.), et établit une junte à la tête de laquelle se mit le poëte Olmedo, qui s'est fait connaître par une traduction de l'*Essai sur l'Homme* de Pope. Dans ce pays, on avait tant de confiance et tant de courage hardi qu'on envoya, sans hésiter, une expédition contre Quito, à l'époque même où les Colombiens préparaient aussi, dans le Popayan, une expédition contre Pasto. Mais ces deux entreprises échouèrent: les Guyaquilènes furent battus à Guachi (12 nov.), et les Colombiens le furent également dans un combat malheureux (févr. 1821), après avoir forcé le passage de Juanambu qui, déjà une fois sous Nariño, était devenu funeste aux patriotes. Valdes dut reculer, et fut remplacé, d'après les conseils de Bolivar, par le général Antonio

José Sucre, qui ramena d'abord en sûreté les troupes des patriotes au Popayan, et qui ensuite s'embarqua à Santa-Buenaventura pour se rendre au Guyaquil, afin d'y concerter une entreprise commune qu'il s'agissait de diriger contre le Quito, et par laquelle on voulait affranchir les provinces de la Sierra qu'occupait une garnison nombreuse.

L'accueil que Sucre trouva au Guyaquil ne fut pas très-amical, bien que les habitants eussent désiré et demandé l'assistance des Colombiens. Cette province et sa capitale avaient appartenu pendant plus de deux siècles au Pérou, et ensuite, seulement durant une courte période, à la Nouvelle-Grenade, pour être réunies de nouveau, à partir de 1804, au Pérou; dès le principe, on n'y avait pas été d'avis de s'incorporer dans la Colombie, mais de former un État séparé avec le Quito et avec les provinces de la présidence de ce nom. Mais, comme les habitants étaient complétement dépouillés de toute ressource par suite de la stagnation dans le commerce et après les exactions dont ils avaient eu à souffrir pendant onze ans, la junte se vit forcée, après la défaite de Guachi, à chercher des secours, au sud, auprès de San Martin, et, au nord, auprès de Bolivar (14 avril). San Martin se trouvait, à cette époque, à Huaura où il restait dans une inaction indolente. Bolivar, au contraire, ne cachait pas du tout, dans les discours qu'il prononçait au congrès de Colombie, qu'il avait l'intention d'engager « les fils de « l'Équateur » à s'unir à la Colombie. Montrant un tout autre empressement et une tout autre énergie que San Martin, il envoya aussitôt au Guyaquil son ancien ministre de la guerre, Sucre, qui, de son côté, était entièrement convaincu que les Colombiens avaient le devoir de prendre ces pays sous leur protection.

L'accueil plein de défiance qu'on fit à Sucre au Guyaquil (mai), dont les habitants redoutaient la puissance et les intentions de la Colombie, détermina ce général à se tenir à l'écart dans les ports de Santa-Elena et d'El-Morro, où il fit venir des troupes colombiennes de Santa-Buenaventura; il résolut de laisser faire la junte active et circonspecte, et de jouer entièrement le rôle d'un général de troupes auxiliaires. Il se passa quelque temps avant qu'on pût commencer la campagne commune (juin); et, même à ce moment encore, l'existence du nouvel ordre des choses au Guyaquil était menacée par une contre-révolution (dite « des canónnières »), qui heureusement fut déjouée. Sucre marcha à la rencontre d'une division espagnole qui avait été formée à Cuenca, et il la battit, à Yaguachi, avant qu'elle pût opérer sa jonction avec le président Aymerich, qui venait au devant d'elle en partant de Guaranda au nord. Puis il manœuvra contre Aymerich en longeant les cordillères du Chimborazo, près de Riobamba et de Mocha, jusqu'à ce qu'il attaquât, à Guachi, l'ennemi supérieur en forces dans une rencontre où il perdit presque tout (12 septembre).

Mais Sucre fut assez habile pour persuader à Aymerich de lui accorder une trêve de trois mois, et pour former, dans cet intervalle, un nouveau corps avec lequel il commença ensuite cette brillante carrière où il a surpassé, par ses succès décisifs, tous les généraux américains de cette époque et dans ces pays. Il se jeta d'abord (comm. de 1822) dans la province de Loja, pour se rapprocher des renforts que San Martin lui envoyait du Pérou; puis il prit successivement Cuenca et Alausi, et refoula les Espagnols jusqu'à Riobamba qu'il occupa ensuite (22 avril). Dès lors il s'avança vers le Quito; il

tourna une position inexpugnable qui aurait favorisé les Espagnols si les troupes avaient suivi le chemin le plus court, et, en traversant la plaine de Turubamba, il se jeta sur l'un des flancs de l'ennemi entre les villages de Magdalena et de Chillogallo près des hauteurs qui forment la crête du volcan de Pichincha. Sucre arriva sur la cime même de la montagne, grâce à un mouvement ultérieur dont le but était de le placer entre Quito et Pasto, et d'empêcher un corps de troupes auxiliaires, qu'Aymerich attendait de ces villes, d'opérer sa jonction avec ce général. Les tentatives que fit l'ennemi, le lendemain (24 mai), pour le déloger de cette position, furent ce qu'on appelle la bataille au Pichincha, le Carabobo du Sud, où la délivrance de la Colombie s'acheva.

Les royalistes se rendirent prisonniers de guerre en livrant également la ville de Quito; ce fut le même jour (25 mai) où, deux cent quatre-vingts ans auparavant, le drapeau castillan avait été arboré pour la première fois dans cet endroit. La victoire de Pichincha ouvrit aussi à Bolivar les portes de Pasto, qui lui avait opposé une résistance si opiniâtre. Sur la nouvelle de la défaite subie, à Guachi, par Sucre, le libérateur avait quitté Bogota (déc. 1821), pour marcher vers le Sud et pour entreprendre, de son côté, la campagne contre le Quito en partant de Popayan. Il quitta cet endroit (comm. de 1822) pour marcher sur Pasto; à Bombona, il battit les Espagnols sous les ordres du général Garcia, et força ce dernier à capituler avec les restes de ses troupes dans la ville de Pasto, où il fit son entrée vers le milieu de l'année (8 juin). Il était réservé à cet homme fortuné de soumettre cette place, le boulevard le plus fort du royalisme, et d'entraîner de son côté Ximenez, l'évêque guer-

rier de Popayan, qui jusqu'alors avait combattu avec la croix et avec l'épée à la tête des Pastuzos. De cette manière, Bolivar enleva l'âme même à la révolte qui dominait dans cette population : de sorte que, dans la suite même, les soulèvements et la petite guerre de ces farouches adversaires ne purent plus rien contre la cause des patriotes.

Tous ces succès décidèrent, en même temps, l'incorporation du Quito et du Guyaquil dans la grande république de Colombie. Les troupes colombiennes, auxquelles leur gloire de libérateurs donnait un nouvel éclat, furent reçues partout comme des anges sauveurs; on les idolâtrait et on les portait en triomphe : aussi se changèrent-elles de plus en plus en une troupe de prétoriens remplis d'une grande ambition et d'un sentiment profond de leur haute valeur; entraînées par l'esprit de leur glorieux chef, elles poussaient leurs prétentions déjà jusqu'à vouloir arbitrairement décider du sort de ces provinces. On arbora, sans façon, le drapeau colombien à Cuenca et à Quito, et, lorsque le *cabildo* de Quito protesta et insista pour qu'on convoquât une assemblée nationale, les membres de ce corps furent tout simplement bannis. Le général Sucre, montrant autant de clémence et de prudence que de résolution politique, s'interposa pour réparer ce dernier acte de violence et rendit leur liberté à ces hommes persécutés qui, de leur côté, renoncèrent à toute opposition. Ce fut ainsi que la ville de Quito, « la première-née de l'indépendance », se trouva réunie à la Colombie (29 mai) avant même que Bolivar y fût arrivé (16 juin).

En ce qui concernait le Guyaquil, on prétendait y avoir remarqué depuis longtemps l'action d'une influence

cachée qui travaillait à miner l'indépendance du pays pour le rattacher à la Colombie; puis Bolivar, même avant son arrivée à Quito, avait adressé à la junte des avis fort péremptoires pour l'inviter à se prononcer en faveur de la même annexion. Lorsqu'il arriva en personne dans la ville (11 juill.), où on l'accueillit avec chaleur et avec des cris d'allégresse, on craignit généralement qu'il ne forçât les volontés, comme à Quito. Le conseil municipal reçut, dès le lendemain, une pétition des notables du parti colombien, dans laquelle ils demandaient d'un ton impérieux l'union avec la Colombie. Cette pétition fut suivie (13 juill.) d'une proclamation (1), adressée par Bolivar aux habitants, et dans laquelle il les engageait sans façon à se prononcer pour l'annexion, en affirmant hardiment que, depuis un temps immémorial, leur pays avait appartenu au territoire qui avait maintenant le bonheur de porter le nom de père du nouveau monde.

Lorsque ensuite on réunit une junte, composée de quarante-cinq électeurs (31 juill.), qui devait décider sur le sort du pays, Bolivar lui adressa aussi la demande officielle de proclamer, sans autres délibérations, l'union avec la Colombie. Il fallut bien qu'elle se fît, puisque les troupes colombiennes se placèrent, avec leur artillerie, devant le bâtiment où la junte était réunie en séance (2). La grande famille des colonies espagnoles, situées entre le Pérou et la Nouvelle-Espagne, se trouva, dès lors, réunie en un seul État. Depuis les bouches de l'Orénoque jusqu'aux Andes du Pérou, l'armée de Bolivar

(1) Cf. Pruvonena : *Memorias y documentos para la historia de la independencia del Perú*. Paris, 1858, t. Ier, p. 234.

(2) Cf. *Vida publica*, t. III, p. 182-193.

avait traversé et délivré avec ses armes protectrices la Colombie dans toute son étendue. « Partagez, Colombiens, s'écriait le libérateur dans ses proclamations (1), partagez avec moi l'océan de transports qui inonde mon cœur! »

Constitution de la Colombie.

Nous avons dit que, pour la formation politique de l'Amérique espagnole après son affranchissement, il avait été d'une importance décisive qu'on avait fondé, au Buenos-Ayres, un régime républicain régulier, avant que l'État limitrophe, le Brésil, devînt indépendant, et avant qu'on y établît l'Empire. Mais, sous ce rapport, il était infiniment plus important encore que, de l'autre côté du Brésil, au moment même où la Plata prit son nouvel essor, on parvint à réunir la république de Colombie. Née après de longues luttes, cette dernière ne pouvait pas, à la vérité, rivaliser pour l'organisation scrupuleuse de son administration avec le Buenos-Ayres qui s'était développé pacifiquement; mais, sous le rapport politique, elle semblait posséder une organisation beaucoup plus solide et bien plus assurée. En effet, la Colombie était gouvernée par une Constitution dont les bases avaient été acceptées par un libre accord de toutes les provinces, tandis que le Buenos-Ayres n'en possédait pas de pareille. La Colombie unissait, par un lien central, les provinces les plus éloignées qui autrefois avaient formé des royaumes séparés, en les plaçant sous un seul gouvernement commun, tandis que le Buenos-Ayres, par suite de sa division fédérative, ne pouvait pas maintenir dans l'union ses diverses provinces qui, depuis long-

(1) Cf. *Vida publica*, t. III, p. 141 sq.

temps, avaient formé un seul empire. De plus, par rapport à son existence intérieure et extérieure, la Colombie se trouvait placée sous la forte protection d'un homme célèbre dans le monde entier, et qui ne semblait réunir entre ses mains les plus grands pouvoirs dictatoriaux que pour assurer le respect légal aux institutions républicaines les plus libres.

Dans la première école par laquelle il avait passé, Bolivar avait eu beaucoup plus tôt occasion de se former comme homme d'État que comme général, et d'arrêter ses convictions politiques bien avant qu'il terminât ses expériences militaires. Dès que les Vénézolains eurent adopté leur Constitution de 1811 (Cf. t. VI, p. 234), œuvre peu cohérente, fédéraliste et d'un caractère démocratique exagéré, Bolivar et Miranda, ces Mounier de la révolution vénézolaine, s'étaient prononcés contre cette plate copie des institutions de l'Amérique du Nord ; ils s'étaient déclarés contre la manie d'imitation de ces années-là, par laquelle, à une époque postérieure, le Mexique fut dissous et perdu à moitié, qui déchira la confédération argentine au moment dont nous parlons ici, et à laquelle on a attribué la première chute du Venezuela (1812). Cette catastrophe n'avait pu que confirmer Bolivar dans ses opinions politiques rigoureuses et déterminées essentiellement par des considérations militaires, opinions auxquelles les expériences de ces années-là ont si souvent donné raison, mais qui étaient tout à fait en opposition avec la volonté et avec les inclinations des hommes. Nous avons vu (Cf. t. VI, p. 252) que, dès cette époque, dans un Mémoire daté de Cartagena, il avait parlé d'une manière fort acerbe contre le républicanisme théorique des Français et des Anglo-

Saxons, contre les droits de l'homme et contre une constitution fédérale. En effet, pendant cette époque des luttes orageuses, il lui fallait un gouvernement énergique qui fût capable de faire face aux dangers, et qui ne fût pas fatalement enchaîné par des lois constitutionnelles (1).

Plus tard, à la Jamaïque et à Haïti, il avait trouvé les loisirs nécessaires pour développer ses idées sur la Constitution la plus appropriée aux besoins des États qu'il s'agissait de fonder, et pour leur donner ce degré de conséquence logique avec laquelle il les consignait, à cette époque (6 sept. 1815), dans une lettre adressée à un habitant de la Jamaïque (2) ; c'est dans le même esprit qu'il les développa, plus tard, devant le congrès d'Angostura, et qu'il chercha, enfin, à les réaliser dans la Constitution bolivienne, son « enfant de prédilection ». Avec une grande constance, il s'opposait, dans ces projets de constitution, à la tendance d'exagérer le principe de la souveraineté du peuple, aussi bien qu'au système compliqué et faible d'une fédération des États dont l'existence, même dans l'Amérique du Nord, lui semblait tenir du miracle. Sa Colombie à lui, dont il avait depuis si longtemps conçu l'organisation tout entière, devait devenir un État centralisé et uni, et non une confédération d'États. Sa Constitution devait faire abstraction de la démocratie exagérée de l'ancienne Grèce ou des Anglo-Saxons ; elle devait prendre ses modèles plutôt dans les institutions de Rome et de l'Angleterre, qui avaient fait des choses bien plus grandes. Si la forme du

(1) Cf. *Vida publica*, etc., t. Ier, p. 59.
(2) *Ibidem*, t. XXII, p. 207.

gouvernement devait être monarchique ou non, c'était là une question à laquelle Bolivar et presque tous les coryphées en Amérique hésitaient à répondre dans l'état douteux du pays pendant les guerres de l'indépendance. Le Libérateur prévoyait qu'il y aurait, dans les diverses contrées, différentes formes de gouvernement : le fédéralisme et le centralisme, la république et la monarchie. Pour sa Colombie, où cette forme devait être républicaine, il demandait que l'autorité du gouvernement fût plus forte que dans une monarchie, parce que, dans des circonstances aussi nouvelles et avec des formes aussi libres, tout conspire contre le pouvoir, et que celui-ci manque de l'éclat du trône, des richesses d'une maison régnante et des liens intimes avec d'autres dynasties.

Bolivar voulait une espèce de monarchie élective ou, comme il avait dit un jour, à ce qu'on prétend : des rois sous le titre de présidents. Le président, nommé à vie, devait avoir le droit de choisir le vice-président, qui devait être, en même temps, le chef du ministère, et, après la mort du président, *ipso facto* son successeur. Cette dernière disposition pouvait sembler empruntée à la pratique des États-Unis ; on pouvait croire qu'on avait fait une loi de l'habitude qui, dans l'Amérique du Nord, a sa raison d'être précisément dans le changement des présidents et dans la courte durée de leur règne. En effet, aucun président nommé à vie ne se laisserait guider, dans le choix de son premier ministre, par les motifs qui inspirent à cet égard le chef des États-Unis. Mais, en réalité, Bolivar avait pris cette disposition simplement dans la Constitution de Haïti ; car le calme survenu sous Pétion et sous son successeur était, à ses yeux, « la preuve triomphale de ce que cet arrangement était

l'invention la plus sublime dans l'ordre de choses républicain ».

Entre le président nommé à vie et le corps législatif issu de l'élection populaire, Bolivar voulait placer un sénat héréditaire qui, intermédiaire neutre entre les gouvernants et les gouvernés, comme les sénateurs romains et comme les pairs anglais, ne dépendrait pas de l'élection du peuple. Il considérait ce corps comme la base, comme le lien et comme l'âme de la république; il y voyait une protection et une garantie contre tous les orages politiques ; il devait être formé des « libérateurs », des chefs de la révolution et de la guerre, dont Bolivar comptait satisfaire l'ambition et la rendre inoffensive à l'aide de cette distinction. On voit facilement que, pendant ces années de guerre, toutes les pensées de Bolivar tendaient à concentrer en une masse compacte toutes les ressources et toutes les forces capables d'assurer l'indépendance de l'État, et à fortifier le pouvoir en faveur de l'unité et de l'ordre, fût-ce même quelque peu au préjudice de la liberté. En effet, pendant ces années où le pays souffrait des dangers de la guerre, on n'avait ni le goût, ni le besoin, ni le temps de se préoccuper des intérêts et des exigences d'un régime pacifique, pour lesquels, sous une forme de gouvernement libre, on aurait, sans aucun doute, au milieu de ces étendues vastes et désertes du continent américain, trouvé plus de garanties dans des cercles plus restreints et en multipliant davantage les centres du pouvoir.

Lors de la régénération lente et graduelle du Venezuela, Bolivar avait dû être entièrement confirmé dans ces idées qu'il avait conçues au sein du repos et du calme de son asile. En effet, dans la Guyane (1817),

il se trouva en face de Piar, de Mariño et d'Arismendi, dont chacun se croyait également appelé à régner en maître souverain ; et, dans son entourage, tous les gens sensés appartenant à la bourgeoisie aussi bien qu'à l'armée considéraient comme indispensable l'établissement d'un fort pouvoir dictatorial et concentré entre les mains d'un seul. De plus, dès cette époque, Bolivar était assiégé d'un grand nombre de flatteurs et de tentateurs, tels que le général Pedro Briceño, son secrétaire et le confident de tous ses secrets, qui, en face de *ses* mérites militaires, parlait de tout gouvernement comme d'un vain simulacre, et de toute Constitution comme d'une farce. C'est pourquoi, lorsque Bolivar présenta (1819) au congrès d'Angostura son projet de Constitution (Cf. t. VII, p. 75), un peu dans l'attitude impérieuse d'un chef des armées, mais plus encore dans celle d'un orateur parlementaire convaincu et désireux de convaincre, il y demanda toutes les garanties qui lui semblaient indispensables : il exigea un président à vie, un sénat héréditaire, et, de plus, un aréopage qui devait exercer la censure sur les mœurs et diriger l'éducation morale du peuple.

Mais sa personne et son plan rencontrèrent des obstacles bien plus sérieux qu'il ne l'avait cru peut-être. Un patriote vénézolain, Rafaël-Diego Merida, envoya de Curaçao (10 avr.) au congrès une représentation (1) par laquelle, dans les traits les plus énergiques, il mit les députés sur leurs gardes contre l'ambition de Bolivar et contre l'hostilité qu'il montrait à toute représentation nationale; il ajoutait « que le Libérateur ne jouerait le

(1) Dans Pravonena, t. II, p. 306.

rôle de républicain que jusqu'au moment où il pourrait, de vive force, s'emparer du pouvoir et l'exercer en despote ». Ces avertissements contribuèrent peut-être à rendre plus acerbes les critiques que souleva le projet constitutif de Bolivar. Le caractère des habitants de ces contrées étant donné, ce plan, avec ses dispositions relatives à la présidence et au sénat héréditaire, aurait effectivement, pour ainsi dire, légalisé l'action arbitraire et le pouvoir absolu des chefs militaires privilégiés qui, à ce moment comme plus tard, se donnaient libre carrière par des usurpations et par des actes de violence. Ce qui le fit échouer, ce fut le sentiment tout nouveau de liberté qui animait les représentants du pays, comme autrefois les principes véritablement républicains des colons avaient fait avorter des propositions semblables faites dans le Massachusets. C'était faire une grande concession à Bolivar, lorsqu'on déclara que les sénateurs seraient nommés à vie; mais on limita à quatre ans les fonctions du président, qui, de plus, ne pouvait être réélu qu'une seule fois: on rejeta l'aréopage comme une espèce d'inquisition morale. Ce qui d'ailleurs semblait garantir la tranquillité et la stabilité de l'état général des choses, bien plus que ne le faisait la résolution par laquelle on avait écarté ces dispositions suspectes de la Constitution, c'était la réserve et la modestie dont Bolivar fit preuve en se soumettant à cette décision.

Nous avons dit plus haut (Cf., t. VII, p. 75) qu'avec le ton du républicanisme le plus rigoureux, qui regarde le soupçon comme la garantie de la liberté, Bolivar avait mis ses concitoyens sur leurs gardes contre lui-même et contre son ambition, et qu'il s'était déclaré contre le maintien du pouvoir civil et militaire concentré entre ses

seules mains. Ce qui dut donner tout le poids désirable à ce respect pour la loi et à cet acte d'un civisme pur, ce fut que le libérateur répéta, avec plus de force encore, ce qu'il avait dit à Angostura, devant le congrès de Cucuta, bien que la résistance opposée à ses projets constitutionnels y fût plus grande encore. De plus, ce fut à une époque où le nom de « l'Annibal des Andes » était déjà entouré d'une nouvelle auréole de gloire par suite de sa récente conquête de la Nouvelle-Grenade, où le nom de « Libérateur » était devenu une grande vérité, et où il avait imposé sans peine à la Nouvelle-Grenade et au Venezuela leur union avec la république de Colombie qui devait être le centre du pouvoir.

Le congrès de Cucuta, la première assemblée constituante de la Colombie, avait été convoqué dès la fin même du congrès d'Angostura, et il s'était réuni de bonne heure (mai 1821) dans la ville qui lui a donné son nom. Mais cette assemblée, qui se voyait placée entre le Brésil organisé en monarchie, et le Mexique qui ne savait pas encore quel système politique il devait adopter, cette assemblée qui, dans le lointain, se trouvait menacée par les congrès des puissances européennes, était résolue de maintenir les formes républicaines les plus tranchées. La Constitution qu'on y vota (30 août) n'était réellement du goût de Bolivar que dans un seul point, fort important, il est vrai : c'est qu'elle maintenait l'unité de l'État et qu'elle renonçait au principe fédératif; peut-être encore, à cause de sa loi électorale qui, dans un esprit conservateur, restreignait les élections par un cens, et qui admettait les deux degrés des juntes paroissiales et provinciales.

Quant au reste, on écarta, d'une manière encore plus

rigoureuse qu'à Angostura, toutes les dispositions monarchiques et aristocratiques du projet de Bolivar. On maintint la présidence de quatre années; mais, au lieu de nommer les sénateurs à vie, comme on l'avait décidé à Angostura, le congrès résolut de les nommer pour huit ans seulement. En tout temps, Bolivar eut à se plaindre de la structure théorique de tout le reste de cette Constitution et des nombreuses dispositions ultra-démocratiques qu'elle empruntait des Chartes de Caracas et d'Angostura. De ce nombre étaient le *veto* suspensif, l'initiative des propositions de loi réservée aux corps législatifs seuls, l'exclusion des ministres du congrès où ils ne devaient ni siéger ni voter, les empiétements du pouvoir législatif sur les prérogatives de l'autorité judiciaire, et surtout sur ceux du pouvoir exécutif, empiétements qui affaiblissaient la force de ce dernier à un tel point que, par la Constitution même (art. 128), on crut devoir munir le président de pouvoirs extraordinaires pour les cas d'un danger urgent qui menacerait le pays au dehors ou à l'intérieur.

En face de cet esprit et de ces dispositions du congrès, il était naturel que Bolivar ressentît une profonde amertume qu'il ne cachait pas non plus dès le principe même, mais à laquelle il ne donnait cependant libre cours que dans les expressions les plus énergiques de ses sentiments républicains et de sa soumission patriotique. Dès l'ouverture du congrès, il déclara vouloir se démettre de ses fonctions, puisqu'il avait été nommé président du Venezuela seulement, et non de la Colombie. Il disait qu'il manquait du talent nécessaire; que sa vocation militaire était incompatible avec la carrière d'un fonctionnaire civil; qu'il était las de s'entendre appeler tyran

par ses ennemis; que si le congrès insistait pour qu'il fût maintenu à la présidence, il se verrait obligé de renoncer au titre glorieux de citoyen colombien et de quitter les rives de sa patrie (1). Les amis de Bolivar disent que cette démission, réitérée par dégoût *après* la sanction donnée à la Constitution, avait été offerte par pure modestie au moment dont nous parlons, c'est-à-dire *avant* que cette sanction fût donnée. Ses ennemis, au contraire, ajoutent un commentaire empreint de l'amertume la plus acerbe, en disant que le congrès l'avait néanmoins de nouveau chargé de la présidence, « soit parce qu'il « avait su que Bolivar ne partirait pas, soit parce qu'il « avait voulu l'engager à déserter ».

Dans le fait, Bolivar ne déserta point; il se chargea de nouveau des fonctions de président (1er octobre). Mais il le fit en donnant l'assurance la plus positive qu'il ne les acceptait que par pure obéissance, et à la condition seulement que ce ne serait que pour la durée de la guerre, pendant laquelle il resterait autorisé à exercer le commandement suprême de l'armée, tandis que le vice-président Santander aurait l'administration civile. En même temps il mit de nouveau le congrès sur ses gardes contre sa propre personne, puisqu'il était « fils de la guerre, un citoyen dangereux dans une ré- « publique et une menace directe pour la souveraineté « du peuple ». Enfin, il réitéra et confirma encore sa résolution exprimée déjà, en disant que le jour de la paix, où son épée ne pourrait plus servir à rien, serait le dernier de son règne.

Il faut mettre toutes ces déclarations, en apparence si

(1) Cf. *Vida publica*, etc., t. II, p. 304.

droites et si sincères, à côté des principes politiques de Bolivar qui étaient si peu familiers à cette époque, et il faut en comparer le fond à la forme. On doit se rappeler, à côté de sa réserve parlementaire pleine de discrétion et de soumission, ses projets ambitieux et sa présomption comme militaire, et il faut se souvenir quelle est la nature de ces hommes qui tous supposent que les autres hommes possèdent le même art de dissimuler qu'ils pratiquent. Si l'on tient compte de tout cela, on comprend aisément qu'au moment même où le glorieux libérateur était à l'apogée de sa fortune, le monde le voyait déjà placé sur ce carrefour fatal où l'ambition personnelle et le désintéressement civique l'attiraient dans des chemins opposés. Ceux qui le redoutaient furent probablement de nouveau confirmés dans leurs soupçons méfiants, lorsqu'il se fit donner (9 octobre) l'autorisation fort grave de rester le maître absolu du département de la guerre, et de pouvoir organiser, comme bon lui semblerait, les pays qu'il affranchirait, s'il trouvait qu'il était impossible ou inopportun d'y introduire immédiatement la Constitution colombienne.

Néanmoins, aucun soupçon sérieux ne semblait naître au sein du congrès, qui continuait à donner à cet homme ces marques d'une confiance illimitée. Le président de l'assemblée lui dit, en lui faisant prêter serment (3 octobre), « qu'il ne deviendrait jamais un citoyen dange-« reux pour les pays qu'il avait affranchis; qu'il serait, « au contraire, toujours l'appui le plus solide des droits « de la Colombie et le boulevard de la souveraineté du « peuple ». Lorsque, dans une proclamation (8 octobre), Bolivar présenta lui-même leur Constitution aux Colombiens, il y disait, dans le même esprit de soumission aux

lois : « Que leurs représentants, pénétrés de l'origine sa-
« crée de leurs pleins pouvoirs, avaient conservé la plus
« grande somme de puissance au souverain, c'est-à-dire
« au peuple, et qu'ils n'avaient donné au détenteur de
« la force publique que le pouvoir agréable de faire du
« bien, sans être en état de nuire. »

Un an plus tard (31 décembre 1822), lorsqu'il envoya ses félicitations au premier congrès constitutionnel à Bogota, il disait dans sa lettre : « Que la Constitution
« de la Colombie était sacrée pour dix ans, et ne serait
« violée impunément tant que son sang coulerait dans
« ses veines et tant que des libérateurs seraient sous ses
« ordres (1). » C'est pourquoi l'impression qui dominait généralement dans les esprits était que ce capitaine, qui touchait presque à la gloire d'être placé au rang des hommes les plus célèbres, ne saurait faire de son pouvoir un usage qui ne fût ni noble, ni modéré, ni sage. On était convaincu qu'il exercerait ses fonctions avec les mêmes ménagements et avec la même aversion généreuse pour tous les actes violents qui, autrefois, avaient rendu Washington si digne de la dictature militaire que le peuple américain lui avait conférée.

---

(1) Cf. *Vida publica*, etc., t. III, p. 261.

FIN DU TOME NEUVIÈME

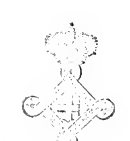


TABLE DES MATIÈRES

DU TOME NEUVIÈME

V. — RÉPRESSION DES RÉVOLUTIONS EN ITALIE ET EN ESPAGNE (Suite)

4. — INVASION FRANÇAISE EN ESPAGNE

A. — *Situation intérieure de l'Espagne*

B. — *Rapports avec l'étranger*

C. — La guerre

VI. — INDÉPENDANCE DE L'AMÉRIQUE

1. — LE BUENOS-AYRES

2. — LA COLOMBIE

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

699. — PARIS. — IMPRIMERIE POUPART-DAVYL ET Cᵉ, 30, RUE DU BAC.



